

LE MONDE SANS VISA : neige et montagne

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12977 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

SAMEDI 18 OCTOBRE 1986

L'alternance en Israël

Le grave attentat commis mercredi soir 15 octobre à Jérusalem a ramené à la raison les dirigeants politiques israéliens, en faisant ressortir le caractère désastreux de leurs marchandages sur la formation du nouveau gouvernement. A l'issue d'une semaine de tractations, le premier ministre sortant, le travailliste Shimon Pérès, a finalement accepté l'équipe ministérielle choisie par son successeur désigné, M. Itzhak Shamir (Likoud, droite). L'alternance aura donc lieu. Le Parlement doit investir lundi ce deuxième gouvernement de coalition issu des élections de 1984, qui n'avaient donné de majorité à aucun des deux grands partis.

Le retour aux commandes de M. Shamir n'est sans doute pas le meilleur gage d'une relance du processus de paix dans la région. A la différence de M. Pérès, homme de proposition et de dialogue, le nouveau premier ministre s'est toujours distingué dans ce domaine par son intransigeance. A ses yeux, le maintien de la souveraineté juive sur le « Grand Israël » - aux frontières bibliques - relève d'un dogme intouchable, nécessité stratégique autant qu'impératif moral. Pas plus aujourd'hui qu'hier le chef de la droite n'envisage, en échange de la paix, la moindre concession territoriale en Cisjordanie et à Gaza.

Mais le patron du Likoud ne peut totalement ignorer l'héritage de M. Pérès. Ce dernier, qui va remplacer M. Shamir au poste de ministre des affaires étrangères, entend bien donner une suite aux initiatives lancées sous son règne avec la bénédiction de Washington. Aura-t-il les moyens de son activisme ? Le gouvernement d'union nationale nouvelle mouture reste une coalition bipolaire régentée par une stricte parité qui permettra au premier ministre sinon d'imposer ses vues du moins de paralyser son partenaire-adversaire travailliste.

Il y a donc fort à parier que M. Shamir laissera M. Pérès s'agiter sur l'estrade diplomatique, sachant qu'il pourra lui-même à tout moment avoir le dernier mot en torpillant les entreprises de son ministre si celles-ci lui semblent devoir trahir les idéaux de la droite nationaliste. « Marqué » au plus près, le chef travailliste aura bien du mal à concrétiser la promesse faite à Alexandrie le mois dernier de promouvoir « 1987 année de la négociation de paix ».

Autre atout de M. Shamir : le durcissement dans les deux camps, dont témoignent aussi bien de récents sondages d'opinion que l'attentat du Mur des lamentations. De plus en plus nombreux sont les israéliens qui excluent tout dialogue avec l'OLP, quelles que soient ses éventuelles concessions, et refusent un compromis territorial, au point d'envisager avec faveur un exode des populations arabes. En face, les « Palestiniens de l'intérieur » justifient massivement le recours au terrorisme et se cramponnent au vieux rêve d'un « Etat laïc et démocratique » à la place d'Israël.

Seule une nouvelle « dynamique de paix » pourrait contredire cette double évolution des esprits. Mais on voit mal pourquoi et comment M. Shamir réussira à supposer qu'il le souhaite, là où son prédécesseur travailliste a échoué. A l'heure de l'alternance, l'espoir d'une négociation sérieuse reste bien chétif.

Contradictions et mises au point après Reykjavik

Moscou durcit sa position sur le désarmement

Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a affirmé, jeudi 16 octobre, qu'aucun accord séparé ne pourra être signé sur un dossier du désarmement sans un règlement du problème de l'initiative américaine de défense stratégique, mais que les négociations doivent se poursuivre. Cette mise au point tardive - qui marque un durcissement - cache peut-être des hésitations, voire des désaccords au sein de la direction soviétique.

En principe, tout est clair. Désavouant sans le dire M. Karlov, le principal négociateur de Moscou aux pourparlers de Genève, qui, pendant les deux journées précédentes, avait estimé tout à fait possible la conclusion d'un accord séparé sur les missiles en Europe malgré le désaccord constaté à Reykjavik sur l'IDS, M. Guerassimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a déclaré, jeudi 16 octobre, à Moscou : « Nous ne pouvons pas diviser l'ensemble qui constitue la plate-forme de la négociation (...). Laissons les experts étudier, développer et mettre au point un projet d'accord sur les fusées à moyenne portée, laissons-les faire cela. » Mais comme on insistait pour

savoir si Moscou, tout en négociant, entend bien ne rien signer avant de parvenir à un accord d'ensemble, le porte-parole a répondu : « C'est bien cela. »

En principe aussi, beaucoup de gens dans le monde doivent pousser un « ouf » de soulagement : M. Reagan lui-même, qui, un peu effrayé de voir M. Gorbatchev se rallier à son « option zéro », avait insisté à Reykjavik sur une solution « intermédiaire » laissant subsister un certain nombre de Pershing et de missiles de croisière en Europe en échange de quelques SS-20, avant de se rallier pourtant, si l'on en croit M. Gorbatchev, à la proposition soviétique.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 6.)

Les choix du CIO pour 1992

Jeux olympiques : Albertville et Barcelone

Les membres du Comité international olympique réunis à Lausanne devaient choisir, ce vendredi 17 octobre, les deux villes qui accueilleront les Jeux d'hiver et d'été de 1992. M. Jacques Chirac s'était rendu personnellement à Lausanne pour plaider les dossiers de Paris et de la Savoie. M. Mitterrand lui avait adressé une lettre de soutien, dont le premier ministre a lu des extraits.

(Lire nos informations page 30 et l'article d'ALAIN GIRAUDEAU page 36.)



Les interventions de la Banque de France responsables du déficit ?

Equilibre extérieur et politique monétaire

Les statistiques du commerce extérieur viennent-elles à « se dégrader » de nouveau, comme ce fut le cas en septembre dernier, que voici revenue l'obsession de ce que Jacques Rueff appelait « le légalisme du problème de la balance des paiements ». A cause du manque de « compétitivité », la France ne va-t-elle pas se heurter comme par le passé au bûcher du déficit extérieur, qui lui interdirait toute politique affirmée d'expansion économique ? A dire vrai, la question de l'équilibre global des paiements avec l'étranger se pose en termes sensiblement différents, qui concernent d'abord la politique d'intervention de l'Institut d'émission sur le marché des créances.

Une grande responsabilité pèse sur les épaules des hauts fonctionnaires du Trésor et de la Banque de France, qui sont en train de préparer, non sans beaucoup de difficultés et de tiraillements, la réforme du marché dit monétaire

afin de rendre possible l'engagement pris par M. Edouard Balladur de supprimer à la fin de l'année le régime vétuste de l'encadrement du crédit (assoupli déjà par M. Pierre Bérégovoy). S'il commence à être admis que d'un bon fonctionnement de ce marché - qu'il serait préférable d'appeler, pour mieux définir ce dont il s'agit, marché des créances à court terme - dépend l'aptitude à se débarrasser durablement de l'inflation (le Monde du 14 août), une autre considération, tout aussi importante, est souvent perdue de vue.

Les bons esprits de ce pays s'accordent presque tous pour estimer que la « contrainte extérieure » demeure le principal obstacle sur lequel viendrait buter toute politique quelconque peu hardie de croissance. Il tiendrait pour éminemment fragile tout rétablissement de la balance des paiements qui est à l'équilibre depuis le printemps de 1984.

Leurs doutes sur la capacité de la France à gagner sur la longue

période autant de devises - hors le recours systématique à l'emprunt extérieur - qu'elle doit en dépenser ne tiendraient-ils pas à la façon - inspirée par les méthodes d'analyse enseignées depuis Keynes - dont ils posent le problème ? Ils mettent presque exclusivement l'accent sur des facteurs sur lesquels la politique gouvernementale ou bien n'exerce aucune influence ou bien agit lentement.

A la première catégorie appartient par exemple le prix du pétrole importé. De la seconde relèvent le poids des « charges » (sociales ou autres) qui pèsent sur les entreprises françaises, ainsi que les autres composantes de la compétitivité. Une notion très difficile à définir mais dans laquelle on fait entrer intuitivement un grand nombre d'éléments dont on ne peut obtenir l'amélioration qu'au prix d'une longue patience.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 33.)

Les socialistes en difficulté aux municipales

La Grèce désenchantée...

Le second tour des élections municipales en Grèce aura lieu dimanche 19 octobre. Les mauvais résultats obtenus au premier tour par le Parti socialiste au pouvoir, reflètent le désenchantement de nombreux électeurs.

ATHÈNES
de notre envoyée spéciale

« On se croirait en Suisse... », commente un Athénien un peu déçu. De fait, dans ce pays où on ne se fait pas prier pour laisser libre cours à l'expression tourmentée des passions populaires, on n'avait jamais vu, de mémoire d'électeur, scrutin aussi morose que ces municipales. Dimanche dernier, alors que la radio égrenait dans la soirée la liste des maires élus au premier tour, sans mentionner leur étiquette politique (mauvais signe), le Parti socialiste de M. Papandréou, n'ayant d'autre motif de satisfaction, se félicitait du grand calme qui avait présidé au scrutin.

Ces élections étaient affaire purement locale, disait-on au PASOK. En fait, qu'il aille au devant d'un revers, on avait jugé préférable de ne pas faire donner toute la grosse artillerie. Seulement voilà, ce fut plus qu'un revers, un camouflet : la droite en tête au premier tour dans presque toutes les municipalités importantes, le PASOK en recul partout, même dans les zones rurales et dans ses plus solides bastions comme la Crète, le candidat socialiste en ballottage incontestable dans les trois principales villes du pays, Athènes, La Pire et Salonique, qui concentrent plus de la moitié de la population totale.

Ce qui se dessinait au soir de ce premier tour, c'était bel et bien le désaveu de la politique du gouvernement. Alors, sortant de sa prudence hautaine et silencieuse, le premier ministre lança son habituel et rudimentaire message électoral : faire barrage aux forces réactionnaires.

CLAIRE TRÉAN.

(Lire la suite page 4.)

Douze mille suicides chaque année en France

Pour la première fois, toutes les données disponibles sur le suicide en France ont été rassemblées dans une étude de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), à paraître prochainement (1). Cette enquête souligne que près de douze mille personnes se donnent la mort chaque année, sans compter les cas non déclarés. En outre, de nombreuses tentatives échouent. Le phénomène est en augmentation constante depuis 1975, surtout chez les jeunes et les plus de soixante-cinq ans. La France compte davantage de suicides que l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne, mais moins que le Danemark, l'Autriche et la Suisse.

Les épidémiologistes nous avaient déjà appris que les taux de mortalité périnatale ou ceux de la prématurité pou-

vaient être de fidèles reflets de la santé d'un pays. Les taux de suicide devraient-ils, à l'inverse, être perçus de la même manière ? Sont-ils l'expression d'un mal de vivre et d'une mauvaise organisation de la société ? En réalité, même si certains facteurs socio-économiques (chômage, divorce, alcoolisme, etc.) ont une influence, le suicide reste essentiellement l'issue tragique de la plus douloureuse des maladies, la dépression.

(Lire page 12.)

(1) Suicide et tentatives de suicide aujourd'hui. Etude épidémiologique, ouvrage collectif dirigé par le docteur Françoise Davidson et M. Alain Philippe, avec les équipes hospitalières des professeurs Védiane et Celas (Lyon) et Singer (Strasbourg). Ed. INSERM, 163 pages. Deuxième édition.

SILENCE ON TUE

André Glucksmann
Thierry Wolton

Grasset

Aidons les victimes, pas les bourreaux.



GRASSET

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 120 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suisse, 9 ch. ; Suède, 1,50 L. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

هكذا من الأصل

Débats

SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET RÉPRESSION

Tous les morts n'ont pas le même poids. Ceux du terrorisme ont la vedette dans les médias. Les cadavres, infiniment plus nombreux, qui jalonnent les routes d'Europe n'intéressent guère que les familles concernées. Jan C. Terlouw demande qu'un sursaut de l'opinion et une plus forte répression conduisent à réduire cette hécatombe. M^r Henri Fabre-Luce, quant à lui, explique pourquoi les tribunaux sont généralement si indulgents.

Pourquoi tolérons-nous 65 000 morts par an ?

Dans quelle société vivons-nous, qui banalise à ce point les accidents meurtriers de la route ?

LES Communautés européennes ont proclamé que 1986 serait l'année de la sécurité routière : la plupart des Etats membres entreprennent des activités, organisent des symposiums et introduisent ou envisagent de nouvelles mesures. Quel constat peut-on dresser à cette occasion ?

Les mesures prises par les gouvernements, pour la plupart à partir des années 60, ont été suivies de résultats positifs. Les statistiques indiquent une tendance continue, depuis 1973, à la baisse dans le nombre des accidents de la route. L'efficacité des mesures suivantes a pu être démontrée : ceintures de sécurité, contrôle du taux d'alcoolémie des conducteurs, limitations de vitesse dans et en dehors des agglomérations, transport obligatoire d'enfants sur le siège arrière, casques protecteurs, améliorations des infrastructures, répression plus sévère des infractions. Le nombre annuel des morts a baissé de quelque 30 % alors même que l'intensité du trafic augmentait de près de 65 %.

Cependant, malgré cette baisse importante, le nombre des victimes du trafic routier reste toujours très élevé. Qui plus est, il s'agit là de la première cause de mortalité des jeunes dans les pays industrialisés.

A titre de comparaison, l'année 1985 a été relativement catastrophique pour les transports ferroviaire et aérien. Cependant, même si l'on y ajoute les victimes des tremblements de terre du Mexique et du désastre de la Colombie, on obtient un total qui reste infiniment inférieur à celui

par JAN C. TERLOUW (*) des décès par suite d'accidents routiers. On ne peut ignorer que le trafic routier paie, tant en France qu'en RFA, un tribut quotidien comparable à celui de la catastrophe ferroviaire d'Argentan-sur-Creuse.

Une catastrophe maritime, aérienne ou ferroviaire figure à la une des journaux alors que le total des accidents routiers n'y figure plus depuis longtemps. Faut-il en conclure que nous acceptons un tribut élevé en contrepartie de la liberté de déplacement que nous offrent les véhicules de circulation à moteur ? Alors qu'une mère avait perdu ses deux enfants dans un accident de circulation, le conducteur reconnu en partie responsable n'eut qu'une amende dérisoire. Quelle attitude peut-on avoir vis-à-vis d'une société qui paraît banaliser des événements aussi douloureux ?

Il me semble que les débats sur la sécurité routière traitent rarement de cette question pourtant fondamentale qui est de savoir pourquoi nous admettons 65 000 décès et près de 2 millions de blessés sur les routes d'Europe ? C'est seulement en y répondant que nous pourrions accomplir de nouveaux progrès dans notre combat contre l'insécurité routière. A en juger d'après les premiers indices, 1986 risque de se terminer par des résultats moins favorables que ceux de l'année précédente. Certains estiment

* Secrétaire général de la Conférence européenne des ministres des transports (CEMT), qui groupe les douze pays de la CEE plus la Suisse, l'Autriche, la Turquie, la Yougoslavie, la Norvège, la Suède et la Finlande.

que, les mesures déjà prises ne mobilisent plus les esprits, un comportement plus négligent se répandrait. Aussi, la solution à ce problème fondamental se trouve affectivement dans le comportement humain.

Un problème politique

Les analyses convergent et démontrent qu'à notre époque où les véhicules et les infrastructures atteignent un niveau technique élevé, au moins 90 % des accidents sont imputables à des défaillances humaines. Cela signifie que l'insécurité routière est devenue un problème éminemment politique. En effet, même si en démocratie la « politique » ne peut pas résumer ce que « les citoyens » refusent en dernière analyse, il n'en demeure pas moins vrai que les partis politiques et les mesures politiques sont susceptibles d'infléchir les comportements humains.

N'est-ce pas une fiction que de prôner la liberté de déplacement alors que tant de victimes s'y trouvent impliquées ? Cette interrogation est d'autant plus justifiée qu'un comportement plus discipliné et plus prudent dans le trafic ne porterait pas atteinte au droit à se déplacer.

Le transport d'une personne ou d'une marchandise d'un endroit à un autre est souvent un acte économique ; il peut être soumis à des exigences comparables à celles que l'on rencontre dans d'autres domaines qui mettent en jeu la sécurité collective. Pour un électricien dans une centrale ou un grutier sur un chantier, la sanction de sa responsabilité individuelle lors d'un manquement aux règles de sécurité peut aller jusqu'à un licenciement.

Les comportements irresponsables dans le trafic sont trop fréquents pour qu'on puisse les qualifier de criminels. Il m'apparaît plus correct et plus efficace de les considérer comme incompetents. La sanction adéquate est de retirer le permis et de renvoyer à un apprentissage. En effet, la maîtrise nécessaire pour circuler à vitesse modérée, pour laisser la priorité et, de façon globale, pour conduire prudemment, peut s'apprendre.

En guise de contribution à l'année de la sécurité routière, la Conférence européenne des ministres des transports (CEMT), prépare actuellement un rapport sur le comportement humain dans le trafic. Nous avons l'impression que les progrès qui peuvent encore être accomplis dans ce domaine resteront plutôt minimes tant que la société acceptera la conduite irréfléchie. En l'occurrence, une tâche non négligeable incombe à la politique.

L'exemple de nombreux pays (Canada, Etats-Unis, nord de l'Europe), montre que l'introduction de fortes pénalités amène des résultats convaincants, avec en définitive le consentement des populations concernées.

Puisqu'une intervention plus rigoureuse porte ses fruits, ne devons-nous pas souhaiter qu'un régime plus strict modifie nos attitudes ?

Les chauffards sont des délinquants à part entière

L'indulgence des tribunaux traduit l'état de l'opinion publique moyenne

par HENRI FABRE-LUCE (*)

TOUT ce qui touche à l'automobile est marqué, dans notre société, par des motivations complexes où le sentiment a plus de part que la raison. Les décisions des tribunaux n'échappent pas à cette règle, qui accorde bien souvent au conducteur qui a tué par son comportement fautif une indulgence qu'elles refusent à l'auteur d'un vol. Est-ce à dire que, pour beaucoup de nos magistrats, ôter la vie soit moins grave que prendre un portefeuille ? Pas du tout, évidemment.

C'est précisément ici qu'intervient l'opinion. En condamnant à quinze jours de prison avec sursis et 3 000 F d'amende le conducteur qui, sortant d'une soirée bien arrosée, fauche sur une route droite et éclairée trois piétons, dont l'un est tué (Montpellier, 25 avril 1985), en infligeant quatre mois de prison dont deux avec sursis et 2 500 F d'amende au conducteur qui, opérant à vive allure un dépassement dangereux, heurte une voiture venant en sens opposé et tue ses trois occupants (Toulon, 3 septembre 1985), en prononçant une peine de quatre mois avec sursis et 3 000 F d'amende contre le conducteur qui, fatigué par une nuit blanche et au état d'alcoolémie, heurte deux cyclistes tenant bien leur droite, dont

l'un est tué (Bourges, 27 juin 1986), les magistrats ont pensé qu'ils faisaient preuve de sévérité (ainsi que le déclare expressément le jugement de Toulon...). L'atténuation de cette sévérité voulue et même proclamée s'est faite quasiment à leur insu : croyant faire la grosse voix, ils ne se sont pas rendu compte, tels des parents trop faibles, qu'ils ne faisaient que frapper les sourcils.

Ne nous y trompons pas : l'indulgence des tribunaux n'est aucunement à mettre au compte d'une justice retardataire. Elle traduit tout simplement l'état de l'opinion publique moyenne. Mais il serait naïf d'ignorer que celle-ci est largement influencée par le « discours » politique, économique, commercial, culturel, tel qu'il s'exprime par les médias et aussi les conversations. Chacun a donc son rôle à jouer pour que ce discours change. Ici, comme dans d'autres secteurs de notre société, des associations jouent un rôle de fermeté.

La Ligue contre la violence routière, créée en 1983, fait campagne pour sensibiliser l'opinion à la gravité des faits.

(*) Avocat au barreau de Paris.

viés de certains comportements. Elle vient d'être entendue. La cour d'appel d'Orléans, déclarant son intervention recevable, a estimé, « en considérant des faits volontaires de conduite en état d'ivresse et de délit de fuite qui ont précédé et suivi l'homicide involontaire », qu'une peine de dix-huit mois d'emprisonnement ferme devait sanctionner « l'extrême gravité du comportement » de celui qui avait ainsi tué un jeune garçon.

Que l'on ne se méprenne pas sur le sens de cette « victoire » : il s'agit non de célébrer ici, pas plus qu'ailleurs, les vertus de la prison, mais de prendre acte de ce que celle-ci constitue, qu'on le déplore ou non, la mesure de la réprobation que suscite un acte dans notre société et, dès lors, de demander que la violence routière en soit justiciable au même degré que les autres formes d'agression.

Réduire l'hécatombe routière qui fait honte à notre pays, pour autant si soucieux de sécurité, cela commence par considérer que la route petite minorité de conducteurs dont le comportement — vitesse, alcool, imprudence — en est responsable pour une large part constitue une catégorie de délinquants à part entière.

Le Minotaure et le Minotaurote

par MAURICE GRIMAUD (*)

COMME l'on sait, l'ancienne Athènes devait envoyer chaque année par mer vers la Crète un vaisseau chargé de sept jeunes gens et de sept jeunes filles. C'est ce tribut de quatorze adolescents servi au cruel Minotaure qui assurait la paix du peuple athénien. Un jour, un noble jeune homme, soupirant Thésée, indigné de cette servitude, se porta volontaire pour accompagner le convoi des quatorze victimes. Grâce à la complicité amoureuse d'Ariane, il put se glisser dans le labyrinthe où était tapi le monstre et le tuer.

Dans trois mille ans d'ici, nos très lointains descendants se passionneront à leur tour pour une légende dont la clé leur échappera. Ils sauront, par des textes tronqués mais habilement reconstitués, que vers la fin du deuxième millénaire de l'ère chrétienne, un peuple qui habitait la pointe occidentale des plaines de l'Europe (ainsi nommée du nom de la mère de Minoë (voir plus haut)) devait sacrifier chaque année six mille garçons et six mille filles,

de tous âges, à un dieu mystérieux appelé Minotaurote. Il semble que de temps en temps quelque nouveau Thésée se levait dans la cité pour dire que cela n'était pas tolérable et qu'il fallait mettre le monstre hors d'état de poursuivre son carnage. Ces incantations coïncidaient généralement avec l'arrivée d'un nouveau stratège (« stratèges ») à la tête de ce peuple infatigable.

Qu'advint-il de ces courageux héros ? Évidemment, à leur tour, dévorés par le monstre ! C'est probable, puisque les fragments de documents déchiffrés établissent que longtemps encore se poursuivait la livraison au dieu de sa cargaison de chair humaine.

Les historiens de 4986 après J.-C. conclurent, non sans aigreur, que, de l'époque de Thésée à celle de Thésée (c'est ainsi qu'ils appelaient la fin du deuxième millénaire), l'humanité avait en réalité connu une bien triste régression.

(*) Ancien préfet de police de Paris.

« LA GRANDE MAGOUILLE » de Georges Elgozy Les paradoxes du politique

Rien n'est plus opposé à l'esprit de parti que l'esprit de république, comme il n'est rien, sans avoir l'air, Georges Elgozy au détour d'une page de son nouveau livre. On peut donc être tranquille. Notre auteur n'a pas s'écarter de la ligne officielle de la formation politique. Ne se sentant pas, au reste, fermé pas mal de portes avec certaines de ses pages frondeuses, impertinentes, et bien entendu souvent injurieuses ? C'est la loi du genre et du second degré, de la taquinerie et du calembour, des cornes du diable d'où on a toujours fleuri le plume de Georges Elgozy. Comme il soupçonne ses pages de citations drolles puisées dans un herbier à haute teneur culturelle, on est constamment titillé, sensation agréable à condition que l'on ne soit pas allergique au châtouillement.

Quelle erreur au reste commettrait le lecteur en ne s'arrêtant qu'à la piquette. Derrière, il y a l'Elgozy qui pense que l'apolitisme fait le lit du totalitarisme, que « la droite triomphe » des « gauches », la gauche des « gauches » et que, pour les maux présents, il voudrait mieux transcender le clivage artificiel qui dresse une moitié des démocrates contre l'autre.

C'est un plaisir souvent renouvelé que de regarder au-delà des barbelés qui entourent aussi bien le marketing politique que les stratégies du pouvoir, le langage politique ou les journalistes. On lit alors un plaidoyer pour la dénonciation des routines camouflées, pour l'effort de tous « nécessaire au bien-être de chacun », pour une vraie communication dans une société où la « télécom » fait « régner aujourd'hui aussi bien que la basse injure politique ».

Dans la dernière partie de son ouvrage, ce qui apparaît encore masqué se révèle au grand jour. Georges Elgozy plaide carrément pour un nouvel humanisme « bien entendu » (qu'il, selon Durkheim, « n'est pas l'égoïsme, mais la pitié et la sympathie de l'homme pour l'homme », pour un libéralisme « intelligent » le « dérèglement poussé jusqu'au dérèglement n'est pas une panacée : c'est une autre atrocité »). Il ose (bravo ! parler de morale et d'amour.

Ceux qui craignent que Georges Elgozy n'ait, avec un certain cynisme parce qu'il lit mieux que d'autres la déraison sur les visages empâtés de certains de nos « contemporains », comme il dit, en seront pour leurs frais. Il peut donc aussi un « Ça que je crois ». Un regret, du coup : le titre facile de son livre, *La Grande Magouille* va trop dans le sens du poil des Dupont la Jolie. Espérez tellement l'existence de celle de notre auteur...

PIERRE DROUIN.
(*) Editions Le Rocher, 252 p., 85 F.

Plus vite, moins cher !

en permanence
1000 PEUGEOT
en stock

Ne commandez pas votre PEUGEOT sans nous avoir téléphoné

NEUBAUER

c'est la garantie du prix et du service !

4, rue de Châteaudun — 75009 PARIS. Tél. : 42.85.34.24
227, bd. Anatole France — 93200 ST-DENIS. Tél. : 49.21.60.21

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 656572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
TEL : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Larroque (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, président, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Sales

ABONNEMENTS
BP 507 09
75421 PARIS CEDEX 09
TEL : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande dans semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les numéros propres ou capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tape LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde
PUBLICITE

3, rue de Montesseny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-25-91-82 ou 45-25-91-71
Tél. MONDPUB 246 136 F

Le Monde USPS 798-810 is published daily, except Sundays for \$ 4.00 per year by Le Monde c/o Speedpost, 45-45 39 th street, L.C.I. N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A., P.O. Box 45-45 39 th street, L.C.I. N.Y. 11104.

Afrique

Un entretien avec l'ancien premier ministre tunisien

Mzali le maudit

Perdre le pouvoir n'est déjà pas une partie de plaisir. Mais être ensuite l'objet des pires mesures vengeresses, des plus mesquines vengeance et de l'hostilité, aux brimades infligées à plusieurs membres de sa famille, est une tout autre chose.

C'est l'épreuve que vit depuis plusieurs semaines M. Mohammed Mzali, l'ancien premier ministre tunisien tombé en disgrâce au mois de juillet dernier, condamné par contumace au début du mois à un an de prison pour franchissement illégal de la frontière tuniso-algérienne, actuellement réfugié en Suisse. Ce n'est pourtant pas dans la patrie de Calvia que nous avons rencontré M. Mzali il y a quarante-huit heures, mais de l'autre côté de la frontière, à Digne, la capitale bavaroise, où il se trouve depuis quelques semaines. Son séjour à Digne n'est pas une simple escapade, car les représentants de l'ambassade tunisienne à Berlin, qui a poussé l'ambassadeur jusqu'à oser demander aux dirigeants suisses pourquoi ils accusaient M. Mzali alors qu'ils avaient refusé l'entrée de leur territoire non seulement au shah d'Iran mais aussi à Jean-Claude Duvalier et à l'ancien président Marcos.

M. Mohammed Mzali n'est pas un homme abattu, malgré l'exil. Toujours aussi loquace, il veut tout autant convaincre de sa bonne foi. D'autant plus qu'il estime son honneur en jeu. « Je suis bien, explique-t-il, qu'on peut mal interpréter mon départ de Tunisie. Mais je ne voulais pas quitter mon pays après vingt-cinq ans d'engagement. Je suis resté à Digne, d'accord, mais je n'ai rien fait de mal. Le président veut changer la ligne du gouvernement, il ne veut plus de l'ouverture et de la démocratisation. C'est normal après tout qu'il veuille changer de premier ministre. Puis je me suis rendu compte que ceux qui le maintenaient n'en resteraient pas là. Qu'ils voulaient me détruire, me faire croire nerveusement et psychologiquement. Ils ont commencé à s'en prendre à des membres de ma famille, à mon fils Mokhtar, à mes amis. On a fait courir des rumeurs sur ma prétendue mauvaise gestion. On a même répandu le bruit que j'avais essayé de créer un comité de sauvegarde nationale pour déclarer le président Bourguiba incapable et prendre sa place.

Enfin, le 19 août, alors que j'étais toujours député et que je ne faisais l'objet d'aucune poursuite, un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur m'a appelé et m'a dit qu'il fallait que j'aille à l'aéroport de l'étranger. C'est alors que j'ai compris que le piège allait se refermer sur moi et que j'ai décidé de quitter mon pays pour pouvoir me défendre et démentir l'arbitraire dont j'étais victime. Ce que j'ai fait au début du mois de septembre.

Indignation

LA rémotion fait place à l'indignation, car M. Mzali tient à évoquer le sort de sa famille. « Après mon départ, dit-il, ils ont arrêté deux de mes fils et enfermé dans notre maison ma femme, une de mes filles, ma belle-fille, mes petites-filles. Pendant une semaine, personne n'a été autorisé à sortir pour acheter de la nourriture, et ma famille a dû subsister avec un pain que les policiers jetaient de temps en temps par la fenêtre. Assez, sous prétexte de perquisition, ma maison avait été saccagée, mes archives pillées, les matelas éventrés et l'argent que j'avais laissé à ma femme avant de partir — elle n'était pas en contact de mon projet — volé. Ils ont même torturé mon gendre, le docteur Daly, qui a

(Publicité)

Cheveux : enfin un espoir de repousse

Il semblerait évident que les molécules de Trichostaphilide Cx10 relâchées entre elles par un pont soufre rétablissent le processus de repousse des poils, dans les zones dégrées, après un traitement de 3 mois. M. Zaccaria, ni allergique, ni toxique, donc 360° pour retrouver vos cheveux, c'est le prix de 3 flacons. Il suffit d'un flacon par mois ou traitement choc en variant chez Eldi, 18, rue de Valenciennes, 75008 Paris. 47.42.01.70. Egalement par correspondance.

en quatre côtes cassées et qui a été brûlé. Jamais on n'avait vu ça en Tunisie, tant de hargne, de mensonge, de violence pour dévaster un adversaire.

De la même manière, M. Mzali s'élève contre les accusations de corruption colportées contre lui. « Contrairement à beaucoup d'hommes politiques tunisiens, dit-il, je n'ai pas de compte en Suisse, où je ne vis que grâce à l'aide d'amis. Tout ce que nous avons, ma femme et moi, c'est notre maison à côté de Tunis que nous avons mis des années à payer et une petite maison que j'ai fait construire à Monastir, après que la maison de mon père a été expropriée. Quant à nos enfants, ils sont tous au service de l'Etat, comme médecin, vétérinaire ou directeur d'entreprise nationale, et ont des salaires fort modestes.

La campagne contre M. Mzali peut-être avoir lieu sans l'approbation du président Bourguiba ? Sans doute. M. Mzali, on sent bien que la question le gêne : la figure du père, même si ce père déçoit allégrement tous ses enfants, est encore présente à l'esprit de l'ancien premier ministre, de l'enfant de Monastir, la ville natale de M. Bourguiba. M. Mzali préfère donc démentir ceux qui, de notoriété publique, manipulent le vieux président, filtrant vingt-quatre heures sur vingt-quatre les visiteurs admis au palais de Carthage, soufflant à l'oreille du vieillard le poison qu'ils entendent distiller.

« Être premier ministre est une malédiction »

Ces gardes-malades abusifs, M. Mzali ne se gêne plus pour les nommer, à commencer par le frère de M. Habib Bourguiba, M. Saïda Sassi, celui qui est pour beaucoup dans la répression de M. Mzali Bourguiba, et qui se vantait récemment dans une interview de prendre soin du président « comme d'un bébé ». Il y a aussi M. Mansour Skhiri, directeur du cabinet présidentiel, bombardé secrétaire général adjoint du Parti destourien au douzième congrès, en juin dernier, « un homme médiocre, que j'ai eu le tort de promouvoir dans le passé, et qui veut le pouvoir pour le pouvoir et qui n'a aucun projet politique ». D'autres noms suivent, mais, de cette liste, retenez surtout celui de M. Hedi Mahrouk, l'ancien ambassadeur en France, nommé il y a peu ministre des affaires étrangères. M. Mzali n'est pas loin de penser que c'est lui la tête pensante du complot dont il a été victime. « Je suis sûr qu'il n'a pas cessé depuis des années de me calomnier aussi bien à Paris qu'à Tunis. Son ambition est évidente : il compte remplacer M. Rachid Sfar, qui n'est là que comme intérimaire, après les élections législatives prévues pour le 2 novembre prochain. Si vous remarquez bien, Mahrouk est toujours en première ligne lorsqu'il s'agit de m'enfoncer.

L'évocation du congrès du Destour rappelle à M. Mzali une anecdote

qui illustre bien, à son avis, le façon dont le pouvoir fonctionnait depuis longtemps à Carthage. « Jamais je ne pourrais voir le président en tête à tête, explique-t-il. Il y avait toujours présent soit M. Sassi, soit M. Mansour, soit les deux. Ainsi, le matin de la clôture du congrès du parti, le président me communiqua la liste du bureau politique qu'il avait établie tout seul. « Vous oubliez, lui dit alors M. Sassi, de dire au premier ministre qu'il n'y a cette fois que trois secrétaires généraux adjoints. » Ah oui, me dit le président. Puis, se tournant vers M. Sassi, il lui demanda : « Au fait, qu'est-ce que tu fais, c'est des gens qui ne m'étaient pas favorables... »

C'est dire que M. Mzali ne nie pas l'existence d'un problème Bourguiba. Mais comment résoudre ce problème tant que toute légitimité dépend d'un vieillard aussi indigne. Sans mettre à l'écart l'ancien premier ministre, il faut d'une « réaction » de M. Bourguiba,



qui pourrait se débarrasser dans un moment de sa garde prétorienne et rappeler auprès de lui son ancien femme Wazila et son fils « Bili », qui a lui aussi fait les frais des ambitions de la « bande de Carthage ». Mais on sent bien que M. Mzali ne croit guère en cette dernière chance, même s'il a quelques idées à la formule, tant ses rapports avec M. Bourguiba ont été négatifs orageux. Il n'empêche : l'exil l'a fait réfléchir, et il ne met aucune main levée à reconnaître qu'il pourrait défendre aujourd'hui la proposition de réforme de la Constitution suggérée il y a quatre ans par M. Bourguiba et qui lui vaudrait de très solides intimités : bien pis, alors pour connaître l'état de son mal, elle avait proposé que le premier ministre ne soit plus le successeur du président en cas d'accident, mais qu'on ait recours au suffrage populaire après un bref intermède assuré par le président de l'Assemblée. Pour en finir avec ces jeux de cour sur fond d'infirmité dont la Tunisie n'a pas fini de souffrir.

TCHAD

Le GUNT serait prêt à négocier avec N'Djamena

Le Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) a fait parvenir à Paris, depuis Tripoli, jeudi 16 octobre, un communiqué dans lequel il déclare souhaiter « l'ouverture de négociations avec le groupe de N'Djamena », euphémisme pour ne pas appeler par son nom le gouvernement de M. Hissène Habré.

« Depuis le mois d'août 1986, reconnaît le communiqué, le GUNT vit une situation de crise très grave, qui s'est traduite sur le terrain par de violents affrontements dans le Nord, à Fada, entre des éléments armés du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR) et les autres forces de la coalition gouvernementale. Face à cette situation, son conseil extraordinaire des ministres s'est réuni à Tripoli, le 15 octobre, sous la présidence de M. Goukouni Oueddei, pour tenter de tirer les conséquences de cette crise. « Face aux menaces extérieures de division et de partition du Tchad », le GUNT — ou, en tout cas, ceux qui s'expriment en son nom dans ce communiqué — réclame des négociations « pour trouver une solution globale à la crise et mettre ainsi fin à tant d'années de souffrances du peuple tchadien ».

Selon l'ambassadeur du Tchad en France, M. Allam-Mi, cette offre « ne peut être le fait de Goukouni Oueddei, prisonnier des Libyens, mais des services spéciaux du colonel Kadafi, qui tentent une nouvelle fois de sauver la confusion pour tenter de dissimuler le véritable problème qui est celui de l'occupation libyenne ».

Le 22 août dernier, les partisans de M. Achéikh Ibn Omar, chef du CDR, une des deux principales tendances politico-militaires opposées à M. Hissène Habré, s'étaient rendus maîtres de la localité de Fada, située au nord du territoire libyen et à l'est de Faya-Largeau, après de durs affrontements contre ceux de M. Goukouni Oueddei. Les troupes de Tripoli, qui occupent militairement Fada et ses environs, seraient observées avec stupeur, tant dans les combats. Le colonel Kadafi a, semble-t-il, tenté ensuite une médiation à Sebha, sans succès. Le 19 septembre, M. Goukouni Oueddei avait adressé une mise en garde à son rival : l'insurrection qu'il ne s'estimait pas vaincu. De nouveaux combats ont eu lieu à partir du 7 octobre. Cette fois-ci, les troupes libyennes sont intervenues aux côtés de celles du CDR qui, une nouvelle fois, auraient défilé leurs adversaires.

Europe

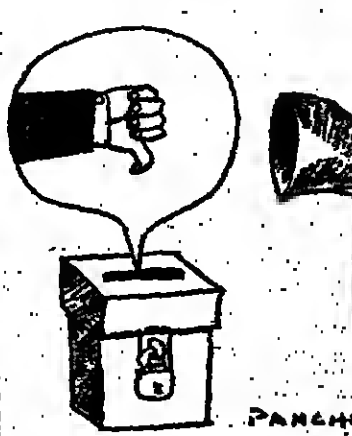
La Grèce désenchantée...

(Suite de la première page.)

Le dimanche soir, le dimanche 19 octobre, si ce vieux ressort n'est pas complètement détendu, surtout dans le cas d'élections municipales où chacun peut trouver l'occasion d'exprimer sa grappe sans que cela porte gravement à conséquence.

La Grèce vit à l'heure du désenchantement, et le premier ministre n'y peut, il est vrai, pas grand-chose. Après quatre années de vives réformes sociales, mais aussi de l'excès et de l'arrogance électorales, les causes de l'Etat étaient vides et le pouvoir percé de dettes. Une fois reconduite la majorité socialiste aux élections de juin 1985, il a bien fallu en venir, avec quelques années de retard, à cette politique d'austérité dont on s'était passé lorsque l'Etat s'appliquait au pouvoir.

Dans un pays traditionnellement dépendant et insouciant, le réveil est très douloureux. Les salaires sont pratiquement bloqués alors que l'inflation est loin d'être éteinte (16 % sur l'année, dans le meilleur des hypothèses), la pression fiscale s'est accrue, les loyers libérés ont grimpé, de même que les tarifs des services publics.



Quelques mois après la mise en œuvre du plan de stabilisation de l'économie, on notait une compression des dépenses de consommation des ménages de l'ordre de 25 %. Le chômage est devenu, et c'est assez nouveau, une préoccupation majeure, notamment chez les jeunes. Et si les dernières semaines ont été relativement calmes sur le front social, c'est que la rumeur est ici plus rapide qu'ailleurs et que le Parti communiste n'avait pas forcément intérêt, à la veille d'élections, à lancer les grévistes dans la rue.

« Arrogance »

Néanmoins, M. Papandréou manifeste une belle détermination et il a récemment annoncé que le temps serait plus dur encore en 1987. Il n'a en fait pas le choix : le monstre, le mal absolu (c'est-à-dire le FMI) guette. Les importantes subventions de la CEE ne sont accordées que moyennant un effort de réduction des dépenses. L'obligation de garder une certaine crédibilité auprès de ses partenaires étrangers suppose aussi que M. Papandréou tempère ses diatribes anti-impérialistes.

A quelques écarts de langage près, le ton a donc changé aussi en matière de politique étrangère. Symbole de cette modification nouvelle : le souhait récemment exprimé par le premier ministre de voir son parti adhérer à l'Internationale socialiste. Si l'on en croit M. Papandréou, l'organisation, qualifiée en d'autres temps de réactionnaire, est venue à lui, notamment sur la question du désarmement. Mais tout le monde a vu dans ce geste le désir du premier ministre d'intégrer, pour des raisons idéologiques et extérieures, le groupe des social-démocrates bon teint.

Que la gauche se sente frustrée, que les électeurs comprennent l'effort de réduction dans ce contexte général. Mais le premier tour des élections municipales livre aussi un autre message : les voix perdues par le PASOK se sont reportées non seulement sur sa gauche mais aussi sur sa droite.

Les sondages montrent, d'autre part, que le ministre de l'Economie, M. Stimitis, qui met en œuvre la politique d'austérité, reste, paradoxalement, l'un des membres les plus populaires du gouvernement. On apprécie sa compétence, son sérieux, sa sincérité. On a le sentiment « que lui, en milieu, il travaille ».

C'est dire que le sondage grandeur nature auquel se sont livrés, dimanche dernier, les Grecs, porte condamnation des méthodes et du style dominant dans ce gouvernement ainsi que sa politique. Le thème d'« arrogance » revient presque systématiquement dans le bouche des déçus du papandréisme.

S'ils se recommandent de la gauche, ils se sentent marginalisés « au bord du pouvoir ». Ils déçoivent l'autoritarisme, ils n'ont pas digéré en particulier le véritable coup de main gréco-anquel le PASOK a maintenu son emprise sur la direction syndicale, ni la façon dont des syndicats qui avaient largement contribué à son arrivée au pouvoir ont été exclus sans ménagement du parti. S'ils se recommandent du simple bon sens populaire, ils se disent choqués par le comportement « non-qualifié » de la Nomenklatura du régime par le goût ostentatoire pour les pouspous, les Mercedes et les réceptions de certains personnalités au sein, à l'heure où l'on demande au citoyen de base de faire des sacrifices.

L'attitude des communistes

Tout cela laissait prévoir une sanction d'autant plus sévère que l'enjeu n'est pas considérable. Le pouvoir des maires est assez limité même dans la capitale, la majorité socialiste au Parlement est solide et aucune autre échéance électorale ne se profile avant l'horizon de 1989, même si la droite, dans l'hypothèse où elle transformerait l'essai au second tour, s'écarterait des élections anticipées.

La Nouvelle Démocratie n'est d'ailleurs gardée de tout triomphe après le premier tour. Elle craint ce qui a encore été bien fonctionné en juin 1985 et à quoi M. Papandréou fait de nouveau appel : le mouvement de rejet d'une droite se pensant pour le moins chargée et contre laquelle le ressentiment est encore loin d'être épuisé.

La Nouvelle Démocratie avait donc choisi d'adopter un profil bas à la veille de ces élections, ce qui a contribué aussi à leur manque d'animation. Objectif : se refaire ainsi une vertu du moins une image plus moderne, et pour montrer que la droite n'est plus ce qu'elle était dans les années 50, lacer dans la bataille avec des hommes nouveaux, de moins des hommes jeunes. L'un d'entre eux, Miltiades Evert, quarante-sept ans, qui a de bonnes chances de devenir maire d'Athènes, a même dit de son camp pour l'élection municipale de son pays, même en Grèce, qu'il ne faut pas le laisser se faire par la droite, d'aller en toute hypocrisie rendre une visite de courtoisie au siège électorale de ses adversaires socialistes et communistes.

Il faudrait, pour que les socialistes conservent dynamisme les trois principales villes du pays, que le report des voix de gauche sur leurs candidats se fasse pratiquement sans défaillance, ce qui est tout à fait possible. Le petit Parti communiste de l'intérieur (non déguisé), qui a obtenu 3,8 % des voix à Athènes au premier tour, a appelé ses électeurs à voter pour le candidat de gauche. Le Parti communiste orthodoxe, en revanche, après avoir mené une violente campagne anti-socialiste et être allé au combat avec le PASOK, n'était prêt à donner une telle consigne de vote qu'en échange de l'engagement du gouvernement de réduire le système de la proportionnelle simple (le système actuel favorise les deux premières formations aux dépens de toutes les autres).

S'étant heurté à un refus, il s'est tiré jeudi d'une situation des plus embarrassées en appelant ses électeurs à soutenir les candidats du PASOK en ballottage, partant sur la capitale. Mauvais coup pour le maire socialiste sortant d'Athènes, Dimitris Betsis, connu pour son anticommunisme. Une revanche du PC contre un gouvernement qui depuis quelques années ne l'a pas ménagé. La mairie de la capitale avait été la première grande conquête des socialistes en marche vers le pouvoir en 1978. Il y a toutes les chances pour qu'il y subsiste dimanche leur premier vrai revers.

CLAIRE THÉAN.

مكتبة الأمل



Europe

Nouvelles accusations contre M. Kurt Waldheim

L'ancien secrétaire général de l'ONU aurait été à l'origine de représailles massives dans les Balkans

Le témoignage complet d'un sous-officier de la Wehrmacht, Johann Mayer, devant la commission yougoslave des crimes de guerre, met en cause M. Kurt Waldheim, a été rendu public jeudi 16 octobre par le Congrès juif mondial à New-York.

Selon ce document, qui ne figure pas dans le dossier Waldheim de la commission des crimes de guerre de l'ONU, l'obscure lieutenant Waldheim aurait été, avec son supérieur hiérarchique direct, le lieutenant-colonel Herbert Warstorf, à l'origine de représailles massives contre les populations civiles de Bosnie et de Macédoine.

Selon Johann Mayer, qui était affecté au département de l'état-major du groupe d'armée n° 3, sous les ordres directs du lieutenant Waldheim, la procédure était la suivante : « Les représailles étaient suggérées par le lieutenant Waldheim, soumises pour approbation au lieutenant-colonel Warstorf, et transmises au général Schmidt-Richberg, chef d'état-major... »

Le président de la République autrichienne aurait ainsi été à l'origine d'exécutions d'otages dans la région de Sarajevo, de la mise à mort de prisonniers de guerre, de l'incendie de villages entiers...

Le témoignage de Johann Mayer indique également que l'officier d'ordonnance O3 Kurt Waldheim était chargé de contrôler les « listes » de personnes à exécuter et « travaillait en étroite liaison avec le SD [la sécurité militaire] ».

Dans la polémique qui l'oppose depuis le printemps dernier au Congrès juif mondial, l'ancien secrétaire général des Nations unies a

toujours rejeté le témoignage de Johann Mayer, aujourd'hui décodé. S'appuyant sur les déclarations de l'épouse de ce dernier, M. Kurt Waldheim estime, en effet, que les accusations de Johann Mayer, formulées

alors qu'il était prisonnier des Yougoslaves, avaient pour objectif de charger les officiers se trouvant en sécurité en Autriche pour protéger ceux qui étaient encore prisonniers... L. R.

GRANDE-BRETAGNE : l'imposition des visas aux citoyens du sous-continent indien

Situation chaotique à l'aéroport de Londres-Heathrow

Londres (AFP). — L'imposition à partir du 15 octobre d'un nouveau régime de visas obligatoires pour les ressortissants de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh a provoqué une situation chaotique à l'aéroport de Londres-Heathrow.

Les autorités britanniques envisagent d'héberger dans des cellules carcérales les trois cents Bengalis, Pakistanais et Indiens qui attendent toujours jeudi après-midi 16 octobre à l'aéroport d'être interrogés par les services de l'immigration.

Le haut commissaire du Bangladesh, le général Mir Shaukat Ali, qui s'est rendu à Heathrow, s'est ému des « conditions très hostiles » dans lesquelles se trouvent les « compatriotes » et a demandé que soient « libérés » dans une pièce, il a estimé que cette situation était « très grave » et averti sa concertation

avant de mettre en place « ce système de visas malheureux ».

A la suite d'une réunion interministérielle, un porte-parole du ministère britannique de l'immigration a déclaré que « plusieurs solutions étaient envisagées, dont la recours aux cellules carcérales qui ont été très peu utilisées jusqu'à présent » pour héberger les visiteurs du sous-continent indien. Le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, a d'autre part estimé mardi à Calcutta que les nouvelles mesures décidées par Londres étaient « clairement racistes ». Lady Young, ministre adjointe au Foreign Office, devait exprimer « sa surprise et son regret » après cette remarque, jeudi après-midi à Londres, à l'occasion d'une rencontre avec l'ambassadeur de l'Inde au Royaume-Uni.

ROUMANIE

Mort suspecte de la femme d'un dissident au cours d'une perquisition policière

La femme d'un retraité roumain de soixante-quatre ans est morte après être tombée par le fenêtre du huitième étage au cours d'une perquisition « brutale » opérée dans son appartement, à Bucarest, par la police secrète roumaine, a annoncé, jeudi 16 octobre, la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie.

La Ligue a été avertie, mercredi, de ce drame par un bref coup de téléphone du mari de la victime, M. Dumitru Mircescu. Celui-ci, proche l'organisation, n'a pas clairement indiqué si sa femme avait été poussée dans le vide ou si elle était tombée d'elle-même, à la suite de l'état de panique dans lequel l'avait plongée cette nouvelle perquisition, intervenue après de nombreuses autres durant lesquelles les deux époux avaient été battus.

M. Dumitru Mircescu, ouvrier retraité né en 1912, avait été arrêté en 1936 en URSS, où il s'était rendu dans l'intention de poursuivre ses études, puis condamné en 1937 à dix ans de camp pour « espionnage ». Libéré en 1947 à Vorkouta, en Sibirie, puis rélégué près de la frontière soviéto-chinoise, il s'était enfui en 1949 et avait regagné la Roumanie, où il a été, selon la Ligue, soumis depuis lors à une constante surveillance.

En 1979, il avait rédigé ses Mémoires sur les camps soviétiques, et les avait envoyés à Radio-Europe libre pour diffusion. Par la suite, indique la Ligue, il avait été plusieurs fois menacé de mort et roué de coups, de même que sa femme.

BELGIQUE : fin de la crise gouvernementale

Le roi Baudouin refuse la démission de M. Wilfried Martens

BRUXELLES
de notre correspondant

L'affaire Happart étant provisoirement réglée, M. Wilfried Martens reste premier ministre de Belgique. Le roi Baudouin a, en effet, refusé, vendredi matin 17 octobre, la démission que lui avait présentée mardi le chef du gouvernement. Depuis cette date, les hommes politiques de la majorité et de l'opposition qui se rendaient au palais recherchaient en même temps « la » solution de la dernière chance à la crise des Fournes, cette commune peuplée de deux tiers de francophones et située en Flandre. Il s'agissait en fait de trouver un successeur à José Happart, l'ancien bourgmestre destitué par le Conseil d'Etat parce qu'il ne parle pas le néerlandais. Les Flamands refusaient, en effet, toute initiative qui aurait redonné à José Happart son échelon de maire. Les francophones, en revanche, souhaitaient que soit respectée l'autonomie communale et que les Fournais décident eux-mêmes de leur administration.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, on apprenait que le ministre de l'Intérieur avait décidé de nommer un nouveau maire, Roger Winants, quarante-trois ans, francophone parfaitement bilingue puisqu'il est professeur de néerlandais. Cette solution était trouvée en attendant que la Cour de cassation, saisie par le ministre de l'Intérieur, donne son avis sur l'arrêt du Conseil d'Etat qui a destitué José Happart. Une « commission des sages » a été aussi constituée pour tenter de trouver une solution durable à l'affaire Fournes. Un autre problème « linguistique » a été réglé jeudi puisque francophones et Flamands se sont mis d'accord pour que Bruxelles accueille le prochain concours Eurovision de la chanson.

J.-A. F.

C'est là bien plus qu'une mise à jour de nos connaissances sur l'état de la Chine, le point de départ d'une confrontation entre les développements différents du totalitarisme en Europe et en Chine, entre ses possibilités d'adaptation. Ce livre devrait aider à percevoir que pas plus que le post-stalinisme, le post-maoïsme n'a engendré un post-totalitarisme. Bien au contraire.

Pierre Doix, Le Quotidien de Paris

C. Aubert, Y. Chevrier
J.-L. Domenach, Hua C.-M.
R. Lew, W. Zafanelli

La société chinoise après Mao

Entre autorité et modernité

Fayard L'Esprit du politique

348 p 93F

Je fais mes courses d'un coup de baguette

Faites vos courses de votre fauteuil.

Le Monde sur Minitel

36.15 tapez : LEMONDE

LE MINTEL A TROUVE A QUI PARLER.

Asie

PHILIPPINES

Réforme agraire partielle

La présidente Corason Aquino a annoncé, jeudi 16 octobre, la mise en œuvre d'une réforme agraire destinée à désamorcer l'insurrection communiste dans l'île de Negros (centre des Philippines), où la pauvreté et le chômage résultant de l'effondrement de l'industrie du sucre alimentent la rébellion.

Le plan prévoit la distribution de terres aux paysans et aux ouvriers des plantations nécessaires, ainsi que des prêts et une assistance technique visant à favoriser la diversification de la production de l'île. La réforme fait aussi appel au volontariat des propriétaires fonciers. Environ deux mille personnes bénéficieraient de ces mesures dans un premier temps. La province compte environ cent mille chômeurs, selon des responsables locaux.

M^{me} Aquino a annoncé ces mesures au cours d'une visite à Bacolod, capitale de la province, destinée à lancer sa campagne en vue du référendum du 23 janvier prochain sur le projet de nouvelle

Constitution (le Monde du 16 octobre).

A Washington, le secrétaire d'Etat adjoint pour l'Asie orientale et le Pacifique, M. Gaston Sigur, a déclaré devant une sous-commission de la Chambre des représentants que les Etats-Unis souhaitent des « éclaircissements » sur les clauses de ce texte qui risquent de compromettre l'avenir des bases militaires américaines aux Philippines. Le projet de Constitution soumet à l'approbation du Sénat la reconduction éventuelle du bail des bases de Subic Bay et Clark Field, qui expire en 1991, et comporte une clause appelant à interdire l'implantation d'armements nucléaires aux Philippines. — (Reuter, UPI.)

PAKISTAN

Washington décide de renforcer la défense aérienne d'Islamabad

Islamabad (AFP). — Le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, a déclaré, jeudi 16 octobre à Islamabad, que Washington avait accepté d'« accroître immédiatement » le système de défense aérien du Pakistan.

Le premier ministre pakistanais, M. Jinnah, ayant réclaté que son pays soit doté des avions radar AWACS — « notre première priorité », a-t-il dit. — M. Weinberger a refusé de s'engager sur ce point, indiquant que les Etats-Unis examinaient les différents systèmes de surveillance aérienne, dont celui d'une surveillance américaine de la frontière pakistano-afghane. Après le début de la guerre du Golfe, les Américains avaient piloté des AWACS pour le compte de l'Arabie saoudite.

VIETNAM

Hanoi dénonce de nouvelles attaques chinoises sur sa frontière

Hanoi (AFP). — L'infanterie et l'artillerie chinoises ont lancé le 14 octobre leur plus violente attaque contre la frontière nord du Vietnam depuis le début de l'année, a affirmé le jeudi 16 octobre l'agence vietnamienne d'information AVI. Les combats ont fait au moins une centaine de morts côté chinois, selon AVI, et « de nombreux morts parmi la population locale ». Ils se sont déroulés autour de Vi-Xuyen, dans la province de Ha-Tuyen, à l'extrême nord du Vietnam qui est depuis plus de deux ans le principal point chaud de la frontière.

C'est la première fois depuis plus de deux mois que la presse vietnamienne évoque les accrochages quasi permanents qui, selon des sources militaires, continuent à se dérouler sur la frontière chinoise.

[A plusieurs reprises, ces dernières semaines, les Vietnamiens avaient manifesté leur désir de renouer le dialogue avec Pékin. L'annonce de nouvelles attaques chinoises sur la frontière vietnamienne intervient donc, pour la première fois, lors de leurs discussions à Pékin, Séoul et Chongqing à l'occasion du conflit cambodgien.]

● TAIWAN : réformes politiques. — Le parti au pouvoir — le Kuo-min-tang — a approuvé, mercredi 15 octobre, le principe de la levée de la loi martiale en vigueur depuis trente-sept ans, ainsi que celui de réformes autorisant la formation de partis politiques, un projet ébauché récemment par le chef de l'Etat, le président Chiang Ching-kuo (le Monde du 11 octobre). Une nouvelle loi sur la sécurité nationale remplacera la loi martiale. Le processus législatif pourrait prendre un an. — (AFP.)

● Sri-Lanka : bilan de quatre jours d'affrontements. — Soixante et onze séparatistes tamouls ont été tués au cours d'affrontements avec les forces gouvernementales en quatre jours dans le district de Mannar, dans la région de Vavuniya et à Mullaitivu, sur la côte est, selon un communiqué gouvernemental diffusé jeudi 16 octobre à Colombo. — (AFP.)

URSS

M. Martichouk devient président de l'Académie des sciences

Moscou. — L'Académie des sciences soviétique a élu, jeudi 16 octobre, son nouveau président, le vice-premier ministre M. Gennadi Martichouk, spécialiste du développement des sciences et de l'industrie, qui dirigeait depuis 1970 le Comité d'Etat sur la science et la technologie.

Il remplace M. Anatoli Alexandrov, physicien de l'Institut de physique, qui dirigeait l'Académie depuis 1975. L'agence Tass a indiqué que la candidature de M. Martichouk était soutenue par le bureau politique. Tass n'a pas précisé pourquoi M. Alexandrov n'a été réélu, mais un porte-parole du parti communiste a déclaré qu'il avait demandé à prendre sa retraite. Le numéro deux du PC soviétique, M. Ligatchev, a remercié M. Alexandrov pour ses travaux, mais a souligné les « graves erreurs » commises par l'Académie dans le passé, notamment le manque d'encouragements pour les jeunes chercheurs. Il a ajouté que « l'amère leçon de Tchernobyl nous rappelle à tous que l'optimisme béat est insupportable ».

[Publié]

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en vente de fonds de

COMMERCE

BOUTIQUES - LOCAUX BUREAUX
alors, cette livraisons de 41 ans dans le journal spécialisé depuis 41 ans.

LES ANNONCES

En vente partout 420 F et 35, rue de Malte, 75011 Paris - Tél. (1) 48.06.30.30

La Bourse c'est ma vie.

La Bourse sur Minitel. L'évolution de votre portefeuille personnel au jour le jour.

Le Monde sur Minitel

36.15 tapez : LEMONDE

LE MINTEL A TROUVE A QUI PARLER.

Boston à partir de 4110 F. Harvard à la portée de tout le monde.

5 vols par semaine de Paris CDG. Sans oublier que TWA dessert plus de 60 villes à l'intérieur des Etats-Unis. Contactez TWA au 4720.62.11 ou votre agence de voyages.

Tarif loistr A/R 14 jours - 2 mois. *Valable jusqu'au 31 octobre.

TWA

Diplomatie

Les conséquences de la rencontre de Reykjavik

En visite à Londres

M. Mitterrand estime que le sommet a permis d'enregistrer de nombreux progrès

LONDRES
de notre correspondant

La rencontre de Reykjavik a été le principal sujet de conversation entre M^{rs} Thatcher et M. Mitterrand, lors du bref voyage que le président de la République a effectué, à Londres, jeudi 16 octobre. « Nous avons bien des choses à nous dire », a déclaré M. Mitterrand en soulignant que la France et la Grande-Bretagne sont les deux seules puissances européennes occidentales disposant d'un armement nucléaire. « Il faut réduire les armements nucléaires. (...) Toute tentative de parvenir à un accord de désarmement est évidemment une occasion à ne pas manquer », a dit M. Mitterrand au cours d'une conférence de presse. Le terme d'« échec », à propos de Reykjavik, lui semble relatif « aux espérances esquissées pendant la rencontre », mais il estime que des pas en avant ont été réalisés sur de nombreux points, « si bien qu'ils paraissent maintenant à portée de la main », ce qui est à ses yeux « une immense progrès ». Il a notamment cité les propositions

concernant une réduction du nombre des missiles de moyenne portée en Europe. Selon lui, plutôt que de rechercher dès à présent un accord « quasiment universel », Washington et Moscou devraient « resserrer leurs discussions » et viser « des objectifs moins vastes et cependant fort importants ». Il a ajouté : « Qui souhaite le plus peut le moins ».

M. Mitterrand a confirmé que Paris et Londres avaient des positions très voisines sur l'essentiel, puisque Français et Britanniques refusent de la même façon que leurs amis nucléaires soient pris en compte dans les pourparlers soviéto-américains. « Nous ne demandons pas d'être à la table des négociations », a rappelé le président de la République en indiquant qu'étant donné la disproportion des forces des Etats-Unis et de l'URSS au regard de celles de la France et de la Grande-Bretagne, « il faudrait que Soviétiques et Américains arrivent à une réduction considérable de leurs armements avant que nous songions à nous associer à leur démarche ». Toutefois, M. Mitterrand a fait remarquer qu'il fallait « se tenir au courant », en raison de « l'importance que les Etats-Unis et l'URSS ont dans le monde ».

M. Mitterrand a précisé qu'entre lui-même et le président Reagan il y avait eu « un échange de correspondances assez nourri avec Reykjavik », qui avait été repris depuis. Si la France et la Grande-Bretagne entendent se cantonner pour l'instant à un rôle d'observateurs attentifs, cela n'exclut pas, a dit M. Mitterrand, « que l'on puisse mettre un avis ou même un conseil et avoir le cas échéant, quelque influence sur la réflexion américaine », tout en sachant « rester à sa place », car « il s'agit du désarmement des armes ».

Par ailleurs, le président de la République a déclaré qu'il était favorable à un rapprochement entre la France et la Grande-Bretagne au niveau des équipements et des armements des forces de dissuasion des deux pays. Mais M. Mitterrand a souligné les limites de cette coopération éventuelle, du fait que la Grande-Bretagne participe au commandement intégré de l'OTAN (ce qui n'est pas le cas de la France) et que son arsenal nucléaire est en partie d'origine américaine.

M. Mitterrand a également évoqué avec M^{rs} Thatcher les problèmes du terrorisme. Alors qu'on lui demandait s'il avait été question de l'attentat contre le président de la République à Paris, M. Mitterrand a répondu : « On en a en effet parlé (...) il est important de savoir ce que pense M^{rs} Thatcher et ce qu'elle peut nous apporter de ses enseignements ».

L'entretien a en outre porté sur la préparation du prochain sommet des Etats-Unis et de l'URSS, prévu le 6 décembre à Londres, et que présidera M^{rs} Thatcher.

FRANCIS CORNU.

Moscou durcit sa position sur le désarmement

(Suite de la première page.)

Soulagés aussi les gouvernements européens et nombre d'experts des armements, qui estiment que l'interdiction du déploiement de toute arme nucléaire américaine en Europe risque de conduire à un dangereux « découplage » entre les Etats-Unis et le vieux continent. Soulagés également, bien entendu, les « pairs » du Pentagone, qui ne croient pas à l'« arms control » en général. Mais aussi les chefs de l'armée rouge, qui, après être passés très près de sacrifices considérables, vont pouvoir conserver pas mal de temps encore l'arsenal massif constitué pendant les années 70.

En premier lieu, car il subsiste tout de même quelques ambiguïtés. En premier lieu, il est passé à côté de la question de la réduction des armes nucléaires stratégiques, qui est la question d'un accord séparé sur les missiles à moyenne portée, a été posée au porte-parole, mais elle ne revient de sa réponse que la partie positive, à savoir que « tous les problèmes peuvent naturellement être examinés en commun ». Il n'est pas question, selon ce compte rendu, d'exiger un accord global, et le terme d'« ensemble indivisible » n'est pas employé.

L'autre facteur d'ambiguïté est que cette position soviétique actuelle marque le retour à la situation qui avait prévalé pendant plusieurs mois à la fin de l'année dernière et au début de cette année, période pendant laquelle on avait constaté les mêmes incertitudes. C'est au sommet de Paris en octobre 1985, puis à celui de Genève, un mois plus tard, que M. Gorbatchev avait laissé entendre la possibilité d'un accord séparé sur les missiles, mais cela n'avait pas été dit publiquement

avant le printemps suivant, et il y avait eu dans l'intervalle (notamment en janvier 1986) des déclarations en sens opposé de responsables soviétiques.

Un revers politique

Il n'est donc pas sûr que cette position du « tout ou rien » soit maintenue très longtemps par M. Gorbatchev, car elle marque pour lui un grave revers politique. Si quelque chose avait été revendu de Reykjavik avec un résultat, c'est bien lui : plus encore qu'aux Etats-Unis, en effet, un dirigeant soviétique doit toujours pouvoir légitimer par un bénéfice quelconque, devant ses pairs, ses rencontres avec le « chef de file de l'impérialisme ».

C'était d'ailleurs bien dans cette voie que le secrétaire général s'engageait en faisant savoir tous ces derniers mois que l'obtention d'un ou deux résultats était la condition de la tenue d'un sommet à Washington. En subordonnant maintenant tout à un accord sur l'IDS, M. Gorbatchev est amené à se déjouer.

Des désaccords étaient bien compréhensibles dans le camp sovié-

que, à la veille de décisions aussi importantes, et l'on constate les mêmes divergences depuis longtemps du côté américain. Mais il est plus de signification politique à Moscou, dans la mesure où ils conduisent à remettre en cause l'autorité et la légitimité du dirigeant suprême, celles-ci ne reposant sur rien d'autre que sur l'équilibre des pouvoirs entre divers appareils.

Or M. Gorbatchev, qui s'était déjà mis à dos pas mal d'appareils avec le campagne de « restriction » dans le parti comme dans le gouvernement, a pu se faire grand plaisir, avec sa nouvelle politique étrangère, aux militaires et aux diplomates de la vieille école. Il pourrait résulter de tout cela une redoutable coalition, dont Gorbatchev, il y a un peu plus de vingt ans, avait pu mesurer la puissance.

On n'en est sans doute pas encore là, car dans l'immédiat un repliage est possible sur les bases esquissées par les dernières mises au point de Moscou : oui à des négociations, non à des accords séparés, l'avantage étant pour tout le monde que l'on pourra sacrifier des SS-20 tout en les gardant, jouer des divisions entre Européens et Américains sans avoir à en payer le prix. Mais il n'est pas sûr que l'Occident y trouve longtemps son compte.

MICHEL TATU.

● La nouvelle composition du Conseil de sécurité de l'ONU. — L'Assemblée générale des Nations unies a élu, jeudi 16 octobre, dans la première tour, cinq nouveaux membres non permanents au Conseil de sécurité : l'Argentine, le Japon, l'Inde, la RFA et la Zambie. Ces cinq pays entreront au Conseil le 1^{er} janvier prochain pour deux ans, chacun dans son groupe respectif. La composition du Conseil en 1987 s'établira donc ainsi : Etats-Unis, URSS, Chine, France, Grande-Bretagne (membres permanents), Argentine, Espagne, Congo, Émirats arabes unis, Ghana, Italie, Japon, RFA, Venezuela, Zambie (membres non permanents). — (AFP.)

Ami du journaliste américain Nicholas Daniloff

Le dissident soviétique David Goldfarb a été autorisé à quitter l'URSS

New-York (AFP). — Le généticien soviétique David Goldfarb, soixante-sept ans, et son épouse Cecilia, soixante-quatre ans, sont arrivés le jeudi 16 octobre à New-York après avoir été subitement autorisés à quitter l'URSS alors que les autorités soviétiques leur refusaient un visa d'émigration depuis des années.

La libération de M. Goldfarb a été obtenue directement par M. Armand Hammer, président de la société pétrolière Occidental, ont indiqué l'industriel américain et le fils de M. Goldfarb, Alexander, qui vit aux Etats-Unis depuis onze ans.

M. Hammer, qui entretient des relations privilégiées avec les dirigeants soviétiques depuis l'époque de Lénine, a précisé avoir également obtenu la libération de M^{rs} Goldfarb lorsque le généticien a déclaré qu'il ne quitterait pas l'URSS sans son épouse. M. et M^{rs} Goldfarb ont effectué le trajet Moscou-New-York à bord de l'avion personnel de M. Hammer.

Le porte-parole du département d'Etat, M. Pete Martinez, a indiqué que le gouvernement américain a suivi de près et depuis plusieurs années la situation de M. Goldfarb, et se félicite de l'issue de son cas. « Le docteur Goldfarb était sur le point de partir [d'URSS] en 1984, lorsque son visa de sortie a été annulé », a poursuivi M. Martinez. Son fils a affirmé que cette mesure des autorités soviétiques était liée à une machination du KGB contre M. Nicholas Daniloff (le journaliste américain récemment accusé

d'espionnage par Moscou), à laquelle les Soviétiques avaient tenté vainement de faire participer le docteur Goldfarb, qui est un ami de Nicholas Daniloff.

Il s'agit du deuxième départ de Moscou en quinze jours d'un dissident soviétique connu, après la libération du physicien Youri Orlov dans le cadre du règlement de l'affaire Daniloff.

Amériques

ARGENTINE

Les organisations de défense des droits de l'homme critiquent le président Alfonsín

M. Raul Alfonsín, président de la République argentine, devait recevoir, ce vendredi 17 octobre, au cours d'une cérémonie officielle à Strasbourg, le Prix européen des droits de l'homme, qui lui a été décerné par le Conseil de l'Europe en raison de son action en faveur du rétablissement de la démocratie et des libertés dans son pays. A l'issue de la cérémonie, une visite au Palais des droits de l'homme, installé dans la métropole alsacienne, était prévue.

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Bien que friands de récompenses et prix en tout genre, tous les Argentins ne sont pas satisfaits de celui qui vient d'être attribué au président Raul Alfonsín par l'CEE.

La plupart des organisations de défense des droits de l'homme, et particulièrement les mères de la place de Mai, estiment en effet qu'il existe au moins deux cas dans lesquels le chef de l'Etat n'est pas exempt de reproches. D'abord, elles lui reprochent d'avoir donné des instructions aux juges pour qu'ils ne poursuivent pas tous les responsables des crimes commis sous la dictature (1976 à 1983). Elles l'accusent même de préparer une amnistie, ouverte ou déguisée, pour tous les inférieurs hiérarchiques, sous le prétexte du devoir d'obéissance.

Ensuite, elles n'acceptent pas que soient maintenus en prison, trois ans après la restauration de la démocratie, douze prisonniers politiques condamnés pour subversion à la réclusion à perpétuité par la dictature. Ces organisations soupçonnent d'ailleurs le gouvernement argentin de mettre les deux affaires sur le même plan : selon elles, il garde ces prisonniers pour ne pas être accusé de s'en prendre seulement aux militaires. Elles pensent même qu'il pourrait les utiliser pour faire passer une mesure d'amnistie qui, en incluant les « subversifs » et leurs « répressés », apparaîtrait comme équilibrée.

Fidèles à une tradition qui date d'il y a près de dix ans, les mères défilent toujours sur la place de Mai, devant la Casa Rosada (siège

de la présidence), tous les jeudis, pour réclamer la restitution en vie de leurs enfants « disparus ». Mais aujourd'hui, c'est dans une indifférence générale — qui tourne parfois à l'hostilité — qu'elles exigent de M. Alfonsín le « jugement et le châtiment de tous les coupables ».

Leur présidente, M^{rs} Hebe Bonafini, souhaite que, en recevant ce prix, M. Alfonsín se souvienne qu'il « doit son fauteuil de président » à ceux qui ont « donné leur sang » pour combattre la dictature. « Nos fils en faisaient partie, a-t-elle souligné. Qu'il ne les oublie pas ».

La vice-présidente des mères, M^{rs} Nilda Cerezo, a été elle aussi présente. « Nous sommes fières que le chef d'un gouvernement constitutionnel argentin reçoive un prix international des droits de l'homme, mais nous pensons que le procès aux chefs des forces armées n'a été très important, n'a été jugé qu'une minorité de responsables que le lien n'est également déploré que le lien soupçonné d'avoir fait disparaître une jeune Sédouise et deux religieuses françaises, Léonie Duquet et Alice Domont, soit toujours en liberté.

« Il reste beaucoup à faire »

A ce sujet, l'avocat des familles des disparus et des détenus pour raisons politiques considère que le président Alfonsín « n'a pas mérité ce prix ». Elle rappelle que les douze prisonniers politiques hérités de la dictature sont toujours incarcérés. Ceux-ci affirment avoir été condamnés après avoir avoué sous la torture et ne pas même avoir eu droit à un avocat pour se défendre. Mais, ayant épuisé toutes les possibilités d'appel, ils ne peuvent compter que sur une mesure de clémence.

L'APDH (Association pour les droits de l'homme), dont le président Alfonsín est membre fondateur, est la moins critique : « Pour nous, la balance est positive, même s'il reste beaucoup à faire. Nous

mesurons le chemin parcouru depuis la restauration de la démocratie, les procès aux juges, la persistance d'un Etat de droit, ce que nous espérons, c'est que, en dépit des pressions, la justice continuera ».

CATHERINE DERIVERY.

NICARAGUA

L'Américain capturé sera jugé par un tribunal populaire

Managua (AFP, Reuters). — Eugene Hasenfus, l'Américain capturé le 5 octobre au Nicaragua, sera jugé à partir du lundi 20 octobre à Managua par un tribunal populaire anticomuniste, pour « violation de la loi sur le maintien de l'ordre et de la sécurité publique ». Hasenfus était tombé aux mains de l'armée nicaraguayenne après que l'avion à bord duquel il se trouvait et qui transportait des armes destinées aux « contras » eut été abattu par un missile sol-air.

Sensibles aux critiques qui se sont élevées à l'étranger contre les tribunaux populaires, le ministre de la justice nicaraguayen a précisé que le procès serait public et que Hasenfus jouira de « toutes les garanties judiciaires prévues par la loi », dont « la présomption d'innocence ».

(Publicité)

PANTALONS DOUBLES, POUR HOMME, en flanelle : 189 francs !

Trous de bain vaste (jaune) en cachemire 820 F, en Harris tweed 798 F, à partir de 990 F, un costume en tissu Dornell, et un pardessus cachemire et laine à 990 F (légalisme chemises et pulls). L'explication de ces prix : la vente en direct des créations masculines Guy d'Ambois, un exclusivité, même grandes tailles jusqu'à 62, par les Entrepreneurs du Marais. Métro Saint-Sébastien-Francois, 3, Métro Pont-au-Chat (6^e), lundi 14 h 30, mardi, samedi, 10 heures à 19 heures.

ÉTATS-UNIS : la visite de M. Pandraud

Paris et Washington envisageraient des « actions communes » pour faire libérer les otages de Beyrouth

WASHINGTON
de notre correspondant

Le ministre français chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud, a évoqué avec les dirigeants américains, jeudi 16 et vendredi 17 octobre, « des actions communes pour essayer de faire libérer » les otages de Beyrouth « sans céder au chantage ».

M. Pandraud a déploré à ce propos qu'il n'y ait « plus d'Etat » au Liban, ce qui empêche tout d'un « retour au Moyen Age » et que des Etats soient, en conséquence, « obligés d'envisager des méthodes qui ne sont plus celles que nous espérons être en vigueur à la fin du vingtième siècle ». Le ministre s'est attaché, au cours de la conférence de presse qu'il a donnée jeudi, à souligner qu'il avait profité avec ses interlocuteurs d'une « évaluation » de la situation et que les actions militaires n'étaient « ni exclusives ni les seules qui puissent être envisagées ».

Il semble en fait que cette visite du ministre de la sécurité ait essentiellement eu pour but d'affirmer la disponibilité du gouvernement de M. Jacques Chirac à un renforcement de la coopération avec les Etats-Unis dans le domaine de l'échange de renseignements. Parallèlement, l'accord à Washington de ce professionnel du maintien de l'ordre paraît avoir visé à rassurer les autorités américaines sur la volonté française de rester ferme face au terrorisme.

Les multiples contacts que Paris entretient historiquement dans des capitales arabes considérées ici comme des quartiers généraux du terrorisme international suscitent en effet un malaise diffus et permanent, auquel ont récemment donné corps les bruits de tentatives de négociations ou médiation pour faire cesser la vague d'attentats dirigés contre la France.

M. Pandraud a ainsi déclaré avoir indiqué durant ses conversations que la France « ne céderait à aucun chantage et mènerait une politique de fermeté ». Le ministre a évoqué à cet égard le sacro-saint qu'a eu selon lui, dans les années 70, la décision française de s'opposer aux tentatives de rapt d'enfants et longuement développé l'idée que les mesures de renforcement de la sécurité avaient une indiscutable valeur car il y a, a-t-il dit, peu de « suicides », même parmi les terroristes.

Un traitement exceptionnel

Ce langage avait tout pour plaire aux responsables américains qui continuent à se refuser à tout marchandage pour la libération de leurs propres otages enlevés au Liban — et cela malgré l'échange auquel vient de donner lieu l'affaire Daniloff. Traitement exceptionnel, M. Pandraud a été reçu jeudi par le vice-président Bush et les directeurs de la CIA et du FBI, MM. Casey et Webster, et devant l'être vendredi par le ministre de la justice et le conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale, M. Meese et Poindexter.

Pressé par les journalistes de se prononcer sur d'éventuelles responsabilités syriennes dans les attentats dont la France a récemment été victime, le ministre chargé de la sécurité s'est refusé tout à la fois à « accuser sans preuve » et à « exclure une piste avant d'avoir trouvé les coupables ». Affirmant ensuite sa « conviction intime » que la Libye soutenait le terrorisme (notamment en Nouvelle-Calédonie), M. Pandraud a toutefois eu un lapsus très remarqué en parlant des Syrian Airlines au lieu des Libyan Airlines.

BERNARD GUETTA.

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

Le gouvernement résiste aux pressions de la majorité

M. Alain Juppé doit parfois regretter la chance de son prédécesseur, M. Henri Emmanuelli. Sous la gauche, le ministre du budget n'avait à faire face qu'à des critiques de l'opposition; la discipline socialiste interdisait à un député du PS de dépeindre un gouvernement sans avoir reçu l'aval de son groupe. Quand conflit il y avait entre le gouvernement et sa majorité, il se réglait dans un huis clos parfois orageux, mais dans l'obscurité du gouvernement et ses supporters dominaient le spectacle de la plus parfaite harmonie.

Rien de comparable aujourd'hui. M. Juppé a pu le mesurer, le jeudi 16 octobre, avec le début de la discussion des articles de la première partie de la loi de finances à l'Assemblée nationale, celle qui détermine les recettes de l'Etat. Le RPR et l'UDF insistent à leurs élus la liberté d'ini-

tiatives, au moins de celles qui ne risquent pas de mettre en cause les fondements de la politique gouvernementale. Ils se sont largement unis. C'est à qui viendra plaider la situation fiscale des médecins, des professionnels libéraux, des commerçants, des artisans et, bien sûr, des agriculteurs.

Responsable de rejeter d'un revers de main la traduction des revendications de catégories sociales qui sont parmi les plus fidèles soutiens de la majorité. Le ministre délégué a su mettre au point une défense efficace: nous avons déjà beaucoup fait; nous avons promis plus dans notre plateforme électorale mais sa mise en œuvre doit s'étaler sur cinq ans; la réduction du déficit budgétaire nous intéresse, au moins cette année, tant que nous ne sommes pas trop coûteux. Malgré tout, il a dû parfois céder aux pressions importantes de toute discussion budgétaire,

le président et le rapporteur général de la commission des finances, qui, eux, avaient pris la précaution de négocier par avance ce qu'il était possible d'obtenir. Mais aussi à quelques francs-tireurs UDF qui tentaient de marquer qu'ils ne sont pas toujours des « godillots ». Que M. Edouard Balladur se rassure: ces reculs ne sont que détails infimes!

M. Juppé a aussi eu face de lui des socialistes qui n'ont pas encore oublié les contenus des dossiers travaillés du temps de leur passage au pouvoir. M. Christian Pignatelli (PS, Voies) fait ainsi fonction de véritable « rapporteur général » de l'opposition. Le ministre ne peut pas toujours lui répondre en accusant la gestion de la gauche, au moins celle d'avant 1984. Il lui faut aussi parfois discuter technique fiscale. Le débat budgétaire en est enrichi d'autant.

Th. B.

• L'échelle de l'impôt sur le revenu. — L'enquête lyrique de M. Jean-Claude Martinez FN, Hérault n'a pas convaincu les députés de faire la « révolution » qu'il attendait d'eux: la suppression de l'impôt sur le revenu, « impôt technocratique et pharisaïque ». Ses amis de l'extrême-droite furent les seuls à le suivre dans ce chemin alors que le gouvernement et la majorité n'avaient trouvé à opposer à son argumentation que le coût de cette mesure. Faut-il de cette satisfaction de principe, le Front national se satisfait aussi que la droite « comme elle s'y était engagée » supprime le placement du gain octroyé par le système du quotient familial, plaçant ainsi en son lieu et place la gauche. M. Alain Juppé a reconnu que cette méthode était « contestable », mais l'Etat ne peut se dispenser de ce qu'il juge ainsi, d'autant qu'il a mis en place d'autres aides à la famille.

La critique de la gauche sur le tableau des taux de l'IRPF est difficile. Le PC veut conserver les tranches à 65 et 60 %. Le PS aussi mais avec ce minimum d'une distinction forfaitaire de 5 %. Le gouvernement ne propose que 3 % de tous les impôts. Il a obtenu ce qu'il lui faut.

• Dans une association humanitaire. — Le gouvernement s'est donné, jeudi, 24 heures pour trouver avec sa majorité un compromis sur les amendements UDF destinés à créer de nouveaux instruments fiscaux pour encourager les dons aux associations humanitaires. L'un des députés de son groupe, M. Philippe Vasson (UDF, Pas-de-Calais), avait dans l'intimité du mal à cacher sa colère à l'annonce de la mise en œuvre de ces amendements. Il a regretté que le gouvernement n'accepte pas sur moins leur discussion, qu'il se soit réapproprié ensuite le vote. M. Vasson, par ailleurs du PFC, propose de supprimer (indirectement) le surcroît de dépenses entraîné par son amendement (250 millions de francs) en demandant aux ministères concernés de faire des économies dans leurs secteurs. Les élus socialistes, qui ont également déposé un amendement allant dans le même sens, ont protesté contre cette mise en réserve jusqu'à vendredi soir.

• Allègement de la taxe professionnelle. — Pour M. Juppé, « toute réforme de la taxe professionnelle

doit obéir à trois impératifs: préserver l'autonomie des collectivités locales, éviter les transferts de charges brutaux, sauvegarder les intérêts de l'Etat en réduisant son budget national ». Le ministre a demandé le rejet des amendements de M. Pierre Durieux (FN, Oise) de supprimer purement et simplement la TP en la remplaçant par une augmentation de la TVA. Aux solutions plus ou moins radicales avancées par l'opposition, M. Juppé a opposé l'action graduelle voulue par le gouvernement pour mettre, tout d'abord, fin « au dérapage global de la taxe professionnelle ». Le gouvernement souhaite également réduire les exonérations erratiques de cette taxe. Des « mécanismes de lissage » seront mis en place pour atténuer des variations trop brutales. « Ces mécanismes seront totalement efficaces à compter de 1988 », a précisé le ministre. M. Juppé a reconnu en outre que son projet n'apporterait pas de modifications notables concernant les départements régionaux « parfois considérables » — des taxes.

Le député bariste, M. Bruno Durieux (UDF-Nord) s'est félicité quant à lui de la volonté du gouvernement d'alléger cet « impôt insupportable ». (L'expression est de M. Chirac) de 5 milliards.

En revanche, en défendant rapidement le député bariste a contesté la « technique adoptée » par le gouvernement. Il estime qu'une baisse uniforme de 16 % de la base d'imposition profiterait à toutes les entreprises sans faire de différence entre celles qui acquittent de lourdes cotisations et celles pour qui elles sont supportables. « D'autre part, a-t-il dit, cela ne remédie à aucun des défauts majeurs de la taxe: l'inegalité des taux d'une commune à l'autre; la dévalorisation de l'investissement de l'entreprise ». Pour « améliorer » la taxe, le député bariste a proposé d'alléger les cotisations excessives, en abaissant leur plafond et en choisissant ensuite la valeur ajoutée comme un « bon critère économique » pour procéder à l'allègement. « Aucune entreprise ne supportera [la] taxe supérieure à 30 % de la valeur ajoutée », a-t-il souligné en présentant un amendement consistant à plafonner par plusieurs députés baristes. (lire ci-dessous). Ainsi amendé, le projet « ne gagnerait guère en simplicité », a estimé le

rapporteur général du budget, M. Robert André Vivien (RPR, Val-de-Marne), en demandant son rejet.

Il n'a manqué qu'une voix pour que cet amendement soit voté. Unis pour la circonstance, plusieurs députés baristes et lottardiens ont bravé le coasigne de rejet: MM. Durieux (UDF, Nord), Trémège (UDF, Hantes-Pyrénées), Vasseur (UDF, Pas-de-Calais), porte-parole du RPR, Mamy (UDF, Ardennes), secrétaire adjoint du RPR. Le PS ravi de l'union, a voté l'amendement Durieux, le FN également. Le PCF qui est hostile à toute réduction de la taxe professionnelle, a voté contre, comme le RPR et la majorité des UDF.

• Déductions fiscales au titre des impôts payés. — La réduction de l'article qui autorise la déduction fiscale des indemnités de congés payés pour le montant correspondant aux droits acquis par les salariés a été saluée par une salve de critiques de tous bords. M. André Fanton (RPR, Calvados) a estimé qu'il était « parfaitement inacceptable ».

Le gouvernement a accepté un amendement de la majorité modifiant le dispositif du gouvernement afin qu'il ne défavorise pas les entreprises contraintes de licencier ou de compresser leurs effectifs.

• Taxe sur les frais généraux. — Le gouvernement a accepté un amendement de M. Michel d'Ornano (UDF, Calvados), président de la commission des finances, et de M. Vasson, prévoyant une suppression de cette taxe, non plus sur trois ans mais sur deux ans. Son taux passerait en 1987 de 30 à 15 % (20 % dans le projet initial) pour disparaître définitivement en 1988. M. Christian Pignatelli (PS, Voies) a reconnu que cette taxe n'était pas un « mouvement de notre droit fiscal » mais un retour des accusations de M. Georges Tranchesi (RPR, Hauts-de-Seine) selon lesquelles le gouvernement socialiste qui l'avait instaurée avait « porté atteinte à la liberté d'entreprendre ». Pour le PCF cette suppression programmée constitue une « suite de 4 soit à l'envers », permettant aux « patrons » de retrouver leurs « privilèges ». « Les chômeurs pourraient déduire leurs frais de croisière », a lancé M. Jean Javies (PCF, Nord).

• Impôt sur les sociétés. — Les députés PCF ont déposé un amende-

ment, qui a été rejeté, tendant à porter le taux global de l'impôt sur les sociétés à 50 %. « La baisse du taux de cet impôt pour les bénéfices non distribués n'a eu aucune influence positive sur l'investissement productif », a affirmé M. Jean Girard (PCF, Isère).

En revanche, baristes et socialistes se sont retrouvés pour demander une réduction plus forte de cet impôt sur la part des bénéfices non distribués, et ce afin de relancer l'investissement.

Aide à l'implantation commerciale à l'étranger. — Seuls les communistes sont opposés à cette mesure.

• Taxe sur le fioul et le gaz. — La droite s'est toujours opposée à cette création de la gauche. Le gouvernement avait promis de la faire disparaître en trois ans.

M. d'Ornano et Vivien ont obtenu sa suppression en deux ans, plus de la moitié du chemin étant fait dès 1987. Le gouvernement a même accepté que la taxe sur les tabacs ne soit pas augmentée, contrairement à ce qu'avait prévu la commission des finances. Mais pour permettre aux transporteurs internationaux de gagner deux mois sur la déductibilité à 100 % de la TVA sur le gazole (1^{er} novembre 1987 au lieu du 1^{er} janvier 1988), M. M. d'Ornano a dû limiter la diminution prévue: la taxe sur le fioul lourd sera de 17 francs pour 100 kilos (elle est actuellement de 27,95 F); celle sur le gaz industriel de 0,59 F pour 100 kWh (contre 0,95 F en ce moment).

M. Pierre Descaves (FN, Oise), avec le soutien de M. M. d'Ornano, a obtenu, contre l'avis de M. Juppé, que les entreprises propriétaires de chevaux de course puissent récupérer la TVA sur leurs gains en course. De même M. Gérard Trémège (UDF, Hantes-Pyrénées), avec le soutien des socialistes, du Front national et de M. Alphandéry (UDF, Maine-et-Loire), contre le vote de la majorité et le gouvernement, a obtenu que les sociétés dont l'assemblée générale a décidé la liquidation n'aient plus à payer l'impôt forfaitaire sur les sociétés. Enfin le ministre délégué au budget a reconnu que la fiscalité « des groupes » devrait être revue mais sans que cela puisse se faire dans le cadre de cette loi de finances.

Th. B. et P. S.

Au bureau exécutif du PS

Congrès de printemps ou de début d'été?

Le bureau exécutif du PS, réuni, le mercredi 15 octobre, a approuvé la proposition de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, d'avancer la date du prochain congrès du PS, initialement prévu pour l'automne 1987. Néanmoins, alors que le courant A (mitterrandiste) souhaite, comme l'ont exprimé MM. Jospin et Bertrand Delanoë, que le congrès ait lieu vers la fin du mois de mars, les autres courants du PS préfèrent une date plus éloignée, par exemple, la fin du mois de juin, comme l'a suggéré M. Jean-Pierre Chevènement.

Les rattachés et les manroyistes, qui s'expriment respectivement par la voix de M. Robert Chapuis, député de l'Ardèche, et de M. Bernard Roman, premier secrétaire de la fédération du Nord, ont défendu une position similaire. Tous craignant que, compte tenu des délais nécessaires, une date trop rapprochée n'aboutisse à limiter le débat et aussi à vider de son contenu la convention nationale sur l'emploi, qui reste prévue pour le mois de décembre.

M. Georges Sarre, député parisien, de Socialisme et République (ex-CERES), a même souhaité que le congrès programmé se situe le plus près possible du congrès de désignation du candidat à l'élection

présidentielle, afin que la dynamique du congrès entraîne la dynamique présidentielle. M. Jospin, au contraire, a fait valoir, que si le congrès a lieu au mois de juin, le parti ne sera pas en ordre de bataille avant la rentrée de septembre.

M. Laurent Fabius a exprimé son accord quant à l'avancement du congrès, mais a demandé que la convention nationale sur l'emploi soit maintenue. C'est, pour le moment, le cas, mais il ne s'agit plus que d'une convention nationale ordinaire (le PS en tient théoriquement au moins deux par an), dont l'ordre du jour comportera, notamment, la question de l'emploi.

Un texte préparé par la commission ad hoc sera diffusé dans le parti. M. Sarre, sans souhaiter qu'il soit procédé à un vote, a demandé que soient prévus des possibilités d'« options » ou d'« amendements », voire des contributions. Les amis de M. Chevènement jugent que le texte présenté à l'heure actuelle n'est « pas acceptable ».

Selon toutes probabilités le congrès aura lieu à Lille. La ville de M. Maffroy avait déjà été candidate pour l'organisation du congrès de 1983, qui avait finalement eu lieu à Toulouse.

Au Mouvement des radicaux de gauche

Le débat entre M. Doubin et M. Crépeau s'envenime

A un peu plus d'une semaine du congrès extraordinaire du MRG convoqué à Avignon les 25 et 26 octobre, les rapports se tendent entre M. François Doubin, l'actuel président du Mouvement, et M. Michel Crépeau, président d'honneur. La réunion du bureau national, tenue le mercredi 15 octobre, laisse présager un début d'autant plus difficile que tous les risques de confusion existent. Ainsi, le bureau devait se pencher sur le rapport de la commission de vérification des pouvoirs chargée d'élaborer la liste des députés d'Avignon.

Les partisans de M. Crépeau, premier signataire d'une motion qui s'oppose à celle prônant l'autonomie et déposée par M. Doubin, contestent les conditions dans lesquelles cette commission a travaillé. Notamment, ils soulignent que seuls quatre de ses membres sur les douze prévus se sont présentés pour dresser la liste des députés au congrès. Ils ajoutent que leurs deux mandataires chargés avec deux autres représentants de M. Doubin de s'assurer que cette commission fonctionnait normalement, n'ont pas eu accès aux fichiers du parti.

Les contestataires ont voulu que le rapport de la commission de vérification soit soumis au vote du bureau national, ce qui n'était pas prévu. M. Doubin affirme qu'il n'y a pas eu de scrutin. M. Crépeau assure que, sur vingt-trois votants, dix-sept se sont prononcés contre les conclusions du rapport.

Pour M. Crépeau et ses amis, la direction actuelle n'a pas organisé le

congrès dans des conditions de régularité. Pour M. Doubin et ses partisans, la démonstration est faite que leurs adversaires, présentant qu'ils sont minoritaires lors du congrès, s'emploient d'ores et déjà à contester les modalités du vote qui le démontrera.

A. Ch.

Démissions de conseillers municipaux de Chaville

Les douze conseillers municipaux RPR de Chaville (Hauts-de-Seine) ont démissionné, le mardi 14 octobre, de leur poste, en raison de la crise qui secoue la majorité UDF-RPR du conseil depuis le mois d'avril dernier. A la suite de l'abstention des quatre adjoints RPR lors du vote du budget primitif de la municipalité, M. Marcel Houlier (UDF-CDS) s'était démis, le 29 avril dernier, du mandat de maire qu'il détenait depuis 1971 et cinq adjoints UDF avaient également donné leur démission. M. Houlier était resté à la tête de la municipalité le 30 juillet. Si les cinq adjoints démissionnaires retrouvaient aussi leurs attributions, les quatre élus RPR mis en cause étaient remplacés, au sein du bureau, par quatre conseillers proches du maire. Les douze élus RPR qui se sont démis, mardi, de leur mandat ont précisé que leur décision « est l'aboutissement de cette crise » qui était destinée, selon eux, « à évincer les maires adjoints RPR ». Ils se refusent, par ailleurs, à cautionner la politique économique et financière désastreuse du maire.

« Gare à 1988 ! » déclarent les députés baristes

Les députés baristes de M. Barre jugent le projet de budget 1987 globalement satisfaisant. L'un d'eux, M. Bruno Durieux, député UDF-CDS du Nord, a déclaré, jeudi 16 octobre, au cours d'une conférence de presse, qu'il approuvait la partie « dépenses » du projet de loi de finances mais qu'il était « beaucoup plus interrogatif » sur la forme prise par les baisses d'impôts annoncées.

« Les charges publiques sont stabilisées en volume, ce qui démontre que l'Etat maîtrise ses dépenses », a déclaré le député, qui a souligné l'effort méritoire fait par le gouvernement pour réduire et redéployer les effectifs de la fonction publique. « Si la fiscalité, les baristes sont plus sévères », a-t-il dit, il n'a pas été possible de décider des baisses plus importantes pour les entreprises et moindres pour les particuliers. Faut-il concentrer un peu plus l'impôt sur le revenu en augmentant deux millions de familles supplémentaires? Faut-il alléger la fiscalité sur les entreprises de la façon qui a été prévue?

Malgré la forme interrogative employée, les solutions retenues par le gouvernement ne sont pas approuvées par les baristes. Ceux-ci jugent en effet alarmants les résultats de notre commerce extérieur, et esti-

ment qu'un gros effort d'investissement doit être fait pour remédier à une « situation profondément dégradée » dans ce domaine. M. Durieux a donc confirmé le souhait des baristes de voir décider une aide fiscale à l'investissement. De même le député UDF-CDS du Nord a-t-il déclaré que l'allègement supplémentaire de tous les professionnels inscrits dans le projet de budget n'aurait pas dû être accordé à toutes les entreprises mais aux cent mille d'entre elles qui ont des tensions dépassant nettement la moyenne nationale.

L'amendement exprimant ce souhait n'a pas été retenu par l'Assemblée nationale, mais M. Durieux a déclaré qu'il déposerait un autre amendement proposant une accélération du rythme d'amortissement dégressif pour les entreprises.

Interrogé sur la réalité des 40 milliards de francs d'économies annoncées par le gouvernement, M. Durieux a répondu qu'il s'interrogeait, soulignant que la préparation du budget de 1987 avait été facilitée par des « conditions favorables » qui risquent fort de ne pas se reproduire en 1988 (baisse du dollar, des prix du pétrole, des taux d'intérêt). Cette année-là « pourrait bien être l'année de tous les dangers », a conclu M. Durieux.

Au Sénat

Adoption de trois projets de loi touchant au secteur maritime

Le Sénat a adopté en première lecture, le jeudi 16 octobre, trois projets de loi en y apportant des retouches auxquelles M. Ambroise Guillec, secrétaire d'Etat à la mer, ne s'est pas opposé. Les trois textes sont destinés à assurer l'application de plusieurs engagements internationaux ratifiés par la France, en matière de droit maritime.

Le premier en modifiant la loi de 1967 sur le statut des navires, permet de limiter la hausse des tarifs d'assurance qu'entraînerait l'entrée en vigueur le 1^{er} décembre prochain de la Convention de Londres de 1976. La France, comme certains de ses partenaires européens, entend ainsi utiliser l'une des facilités ouvertes par la convention qui limite la responsabilité des propriétaires de navires (notamment de bateaux de pêche) de moins de 300 tonneaux.

Le deuxième aggrave les possibilités de sanction des infractions aux règles de navigation dans les zones dangereuses. La modification, approuvée au code disciplinaire et pénal de la marine marchande de 1926, permet de poursuivre les marins français en cas d'infractions commises hors des eaux territoriales.

Le troisième harmonise la législation française avec plusieurs conventions internationales que la France a ratifiées et il introduit de nouveaux plafonds de responsabilité pour les transporteurs de passagers.

Un sondage BVA-«Paris-Match»

Popularité au beau fixe pour MM. Mitterrand et Chirac


La cote de popularité de M. Jacques Chirac est, dans une moindre mesure, celle de M. François Mitterrand sont en hausse, selon le sondage réalisé par l'Institut BVA et publié ce 16 octobre dans Paris-Match (13). Ainsi le premier ministre, avec 50 % d'avis favorables, enregistre un gain de six points par rapport au mois de septembre, alors que 39 % des personnes interrogées (sur un échantillon de 44 %) expriment un avis défavorable. Le président de la République, pour sa part, recueille 58 % de bonnes opinions (au lieu de 55 %) et 32 % d'avis négatifs (au lieu de 34 %).

Les consensus sur la cohabitation s'élargissent puisque 43 % (au lieu de 40 %) des personnes interrogées estiment que c'est « une bonne chose pour la France ».

Mais si la cohabitation plaît aux Français, il reste qu'elle ne coïncide pas, à leur yeux, la meilleure solution pour gouverner. En effet, 64 % d'entre eux souhaitent qu'un lendemain de la future élection présidentielle le chef de l'Etat et son premier ministre appartiennent à la même famille politique, 23 % préférant qu'ils soient de tendances diffé-

(1) Sondage effectué du 1^{er} au 6 octobre 1986. C'est 1.000 personnes.

FAITS & ARGUMENTS



Abonnez-vous en téléphonant
gratuit au
05 20 08 30 ou en
renvoyant ce bulletin à B.A.
FAITS ET ARGUMENTS

R.P. 102 - 92350 La Pléssie
Robinson Cedex.

Abonnement France: 140 F
Etranger: 180 F

Abonnement de soutien:
à partir de 500 F.

Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de G.E.S.E.C.O.M.

Nom _____

Adresse _____

Politique

Selon l'Hôtel Matignon

MM. Mitterrand et Chirac sont d'accord sur les choix stratégiques

La tension apparue entre le président de la République et le premier ministre, au début de la semaine, lorsque M. François Mitterrand, à Cayeux, avait rappelé sa préférence dans le domaine de la défense, s'est apparemment apaisée depuis la réunion à l'Élysée, le mercredi 15 octobre, d'un « conseil de défense restreint ». L'entretien que le chef de l'État a eu, à cette occasion, avec M. Jacques Chirac et avec le ministre de la Défense, M. André Giraud, « s'est bien passé », selon M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, et « a peut-être permis de mettre au point un certain nombre de sujets sur lesquels on avait voulu voir des difficultés majeures ou secondaires ».

M. Baudouin — usant d'une formulation prudente, comme pour se prémunir contre le risque d'un contrepoint élyséen qui contredirait la version de l'Hôtel Matignon, — a déclaré jeudi, au cours de son point de presse hebdomadaire : « Il semble que ces difficultés n'existent pas. C'est donc sans difficulté que va être mise en place la loi de programmation militaire, avec des finalités semblables et des moyens semblables », sous-entendu : dans la conception qu'on en a de part et

d'autre. Le porte-parole du premier ministre a précisé que la première composante de la force nucléaire stratégique, c'est-à-dire les sous-marins, sera « maintenue et développée » et que la seconde composante comprendra les missiles du plateau d'Albion et des missiles mobiles.

M. Baudouin a ajouté que les choix, dans ce domaine, sont « l'affaire du président de la République au cours du conseil de défense ». Cette position correspond à la volonté de M. Chirac d'éviter toute polémique constitutionnelle. On n'en observe pas moins, dans l'entourage du premier ministre, que la question soulevée par M. Mitterrand à Cayeux est, en droit, difficile à résoudre.

Si le chef de l'État, en effet, a voix prépondérante en matière de choix stratégiques, puisque la Constitution fait de lui le chef des armées, c'est le Parlement qui vote les crédits. À supposer que le gouvernement se range inconditionnellement aux avis du président de la République, ceux-ci n'en seraient pas moins susceptibles d'être contredits par un vote majoritaire de l'Assemblée nationale. La conclusion implicite de ce raisonnement est

que ces décisions ne peuvent être prises, en fait, que par l'accord entre le chef de l'État et le premier ministre, chef de la majorité.

Officiellement, néanmoins, et comme toujours, l'Hôtel Matignon s'emploie à faire montre d'un respect rigoureux des prérogatives présidentielles. Ainsi M. Baudouin a-t-il fermement démenti les allégations selon lesquelles M. Chirac aurait évoqué avec le premier ministre néerlandais, à La Haye, le 6 octobre, un plan d'aide économique à la Syrie, dont, selon ces mêmes allégations, M. Mitterrand n'aurait pas été informé. Selon le porte-parole du premier ministre, les problèmes économiques exposés par le vice-président syrien, M. Khaddam, lorsqu'il avait été reçu le 15 juillet dernier par M. Chirac, avaient seulement amené ce dernier à envisager la création d'une « petite commission » pour examiner la façon dont la France pourrait contribuer à les résoudre.

M. Baudouin a indiqué aussi que ni M. Mitterrand, au cours de ses entretiens avec M. Chirac, ni M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, dans ses conversations avec

le directeur du cabinet du premier ministre, M. Maurice Ulrich, « ne se plaignent de ne pas avoir d'informations » sur les actions politiques et diplomatiques menées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. « Il n'y a pas de rétention d'information », a insisté le porte-parole de M. Chirac. Nous n'en avons jamais entendu parler.

Ce respect strict, explique, sans doute, que M. Chirac se soit refusé à voir, dans la déclaration de M. Mitterrand sur son éventuelle candidature à un second mandat, une mise en garde contre les compétences présidentielles. Aussi les propos de M. Mitterrand ont-ils été commentés par M. Baudouin — « à titre personnel, a-t-il précisé, — comme destinés uniquement aux dirigeants socialistes ».

Le porte-parole du premier ministre s'est bien amusé à faire aux journalistes la confidence de ses impressions devant la « déclaration extraordinaire » de M. Mitterrand, pièce rare qu'il a « relue au moins quinze fois ». « C'est un morceau d'anthologie, a-t-il dit, par la qualité de la langue, qui est du dix-septième siècle. Elle ouvre aux can-

didats potentiels de la gauche la porte à tous les rêves, mais elle devrait les inciter à toutes les pruden-

ces. C'est remarquable. Tout est dit, rien n'est exclu. Et, pour être bien compris sur la portée qu'il convient, selon lui, de donner aux propos présidentiels, M. Baudouin a évoqué la réaction de M. Michel Rocard, lequel le fait songer à « ces « toros braves », qui, quand on leur montre la muletta, chargent... mais, derrière, c'est un leurre ».

Pour ce qui est de la majorité, le porte-parole du premier ministre, décidément en verve, a déclaré, au sujet de la rencontre de MM. Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre, que « au moment où des leaders politiques de cette importance affirment qu'ils n'ont pas parlé des présidentielles, il n'y a pas de raison de ne pas les croire ». Observant, toutefois, que, si « personne ne parle des présidentielles, il apparaît

clairement que tout le monde y pense », M. Baudouin a rappelé que, dans le cas de M. Chirac, « sa ligne est toute tracée ».

Un des éléments de cette ligne, pour l'immédiat, est que le découpage des circonscriptions électorales ne devrait pas être modifié lors de l'examen du projet de loi par la commission mixte paritaire Sénat-Assemblée nationale (le Monde du 16 octobre). « La décision prise du Comité de Monte-Cristo, « La vengeance », n'existe pas à Matignon », a dit M. Baudouin. Les propos de certains ministres et de responsables de la majorité, qui avaient menacé les socialistes de revoir le découpage à leur dévotion si M. Mitterrand refusait son adoption par ordonnance, doivent donc rester lettre morte.

P. J.

BIBLIOGRAPHIE

« Le Mariage blanc », de J.-M. Colombani et J.-Y. Lhormeau

Tableaux de mœurs pour une union à contrecœur

par Christine Ockrent

Esse-vous de ceux que l'irritation chatouille on que le ravissement saisit quand vous découvrez une fois de plus une exégèse nourrie aux meilleures sources, une supputation en forme de titre, une affirmation volée de conditionnel, une analyse qui étend la toile d'araignée ? De quoi s'agit-il ? Toujours du même thème, de la dernière contribution du génie français à la science politique, de cet état de fait intraduisible et incompréhensible : la cohabitation.

Que vous soyez de ceux-ci ou de ceux-là, vous ne résisterez pas aux charmes de *Mariage blanc* (1). C'est un récit politique qui ne sacrifie pas les faits au narcissisme du commentateur. C'est une chronique qui préfère aux subtilités du droit constitutionnel les réalités palpables des humeurs et des calculs. C'est un clair-obscur d'un Mitterrand « ridé et lissé » par le pouvoir, profil au gyrophare d'un Chirac tout d'anxiété et de déconcentration mêlée. Et guise d'album de famille, quelques croquis parfois cruels des entourageurs, et de leurs entrelacs tissés bien avant la cérémonie.

Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhormeau appréhendent les duels, et aiment sans doute les chats. Avec assez d'irrévérence pour qui fréquente autant cabinets et antichambres, et beaucoup d'algèbre comme s'ils avaient trouvé enfin pitié à leurs appétits, nos auteurs brosent le combat singulier de ces deux protagonistes condamnés l'un à l'autre. Ils campent ce rendez-vous contre nature gâté depuis un quart de siècle par les amateurs de perversion constitutionnelle — président et premier ministre, hommes de gauche ou de droite, hommes politiques en tout cas, nourris au même sein de « cette République bourgeoise, opportuniste, sociale ou consensuelle, mais quand même la République ».

Duel de chats tantôt matous, tantôt félins — ballet, figures ennemies d'une valse à trois temps rythmée à coups d'ordonnances et de 49-3. Sans négliger la gymnastique d'échauffement : fausses confidences, multiple langage et tant de caudex dans les interrogations que Mitterrand soumet à ses amis pour

n'en tenir aucun compte. Manœuvres, pressions, chantage, dosage — Chaban-Delmas s'en souvient encore, — et vous apprécierez l'art et la manière de former un gouvernement façon Chirac. Qu'il s'agisse de nominations, de privatisations ou de redécoupage, on comprend mieux l'enchevêtrement et les limites de la dialectique Élysée-Matignon. Et on savoure comme autant de tableaux de mœurs les comptes-rendus et les aperçus des conseils des ministres. D'un côté, un président qui préside — usant du verbe et d'ironie pour préserver sa seule arme, la démission. De l'autre, un premier ministre qui gouverne, avec volonté, et joue au plus près le calendrier.

Que les Américains rêvent de survoler la France pour frapper plus vite Kadhafi, et c'est l'armée sacrée sur le plus petit, on le plus grand, dénominateur commun : le principe mythique de l'indépendance nationale. Deux aux points, où seuls les coups médiatiques font mouche, sanctionnant les mots plutôt que les faits, sous les applaudissements des Français, ravis du spectacle, qui mesurent d'un sondage à l'autre, et de Mitterrand à Chirac, leurs favoris. Même sans amour, comment rompre une union qui fait tant d'heures ?

Le récit a de la verve, et les personnages du talent. Un vrai regret pourtant, mais c'est la loi d'un genre que l'actualité gouverne : Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhormeau boudent leur analyse avant que le terrorisme n'ait pesé, gravement, sur le couple Élysée-Matignon, sur la psychologie des hommes et les rapports de forces. Face au Chirac présidentiel qui conjugue avec efficacité appels au calme et effets de menton, le président cherche ses marques, et les retrouve en ramenant lui-même la querelle de sa succession. Vous le voyez, l'histoire continue... et nous voilà réduits à en gémir à nouveau les perspectives.

Le combat du mariage blanc ? Qu'en y prenne du plaisir.

(1) *Le Mariage blanc*, de Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhormeau, Grasset éd., 234 pages, 75 francs.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

COMME pour se consoler des avanies qu'il subit depuis sept mois, M. François Mitterrand s'est donné un petit plaisir d'été : il est comédien sans jamais se lasser : débousser M. Rocard.

Il y a de l'horloge suisse dans Michel Rocard. À intervalles réguliers, pour peu qu'on le stilette un brin, l'oiseau sort de sa boîte pour crier « coucou ! ». Ce qui, dans son langage, se traduit par « président ». Puis il réintègre son habitacle, battu mais content, jusqu'à la prochaine fois. À l'école primaire d'antan, nul doute que Michel Rocard n'ait reçu le prix de persévérance, qui récompense les élèves malheureux mais obstinés.

À l'instar de ces joueurs malchanceux qui courent de trucs en martingales pour séduire un sort qui se refuse à eux, l'ancien patron du PSU, qu'il porte à bout de bras puis en terre, se fait une politique des rebuffades qu'il éprouve. Maintenant convaincu, apparemment, que le Parti socialiste ne se donnera pas plus à lui qu'il ne s'en empare, il professe qu'il faut s'en affranchir, résignant à son profit le Renard et les raisins.

Faute d'être assuré de pouvoir succéder à François Mitterrand, il paraît se ranger derrière Charles de Gaulle pour condamner, après lui, le « régime des partis ». Faute d'être certain que François Mitterrand, toujours malicieux, ne lui coupure pas encore une fois les ailes, il appelle au calcul des probabilités pour prévenir toute idée de réélection du président de la République.

Cette invocation des ancêtres en appelle moins à la cinquième (De Gaulle) qu'à la troisième République dont aucun président n'acheva un deuxième mandat, soit qu'il ait été contraint à la démission (Jules Grévy, à cause du trafic de décorations dont son gendre, le député Wilson, était coupable), soit que le pays envahit et le défait consensuel aient privé la fonction de toute réalité (Albert Lebrun et la guerre de 1939).

« Ah ! qu'en termes galants ces choses-là sont mises » par M. Rocard de vouloir dissuader M. Mitterrand en s'aidant de tels précédents. Le bel avenir qu'il paraît lui soulever ! Jusqu'où ne mènera pas un Cédric mal vécu à cause toujours ! Pour l'heure, Lulus n'a pas abdicé le trône de Thèbes et n'a nulle envie d'être assassiné par la fision pour une querelle de circulation. M. Mitterrand ne cesse pas d'être le premier des Français.

Si l'a sans conteste donné le coup d'envoi du jeu qui mène à l'ouverture de sa propre succession, c'est que nul à sa place ne le pouvait. Les autres, tous les autres, qu'ils soient des candidats déclarés (ou affichés) à la

candidature, comme MM. Chirac, Giscard d'Estaing, Barre, Fabius, Rocard, et jusqu'à MM. Chevènement ou Mauroy ; qu'ils se taisent, comme M. Jospin ; qu'ils s'interrogent en silence, comme MM. Bérégovoy et Delors ; ou tout haut, comme M. Henu ; qu'ils aient des idées dans la tête, comme MM. Joxe, Lang ou Séguin (mais si, mais si) ; ou rêvent d'oser en avoir, comme l'apothéose M. Baudis ou comme M. Barrière, qui pense trouver en Albertville un tremplin aux olympiques ; tous ne sont encore que de la manne monnaie politique, puisqu'ils ne sont pas maîtres du temps, qu'ils n'ont pas le pouvoir de déclencher l'événement, mais l'obligation d'attendre qu'il survienne, à son terme légal, ou provoqué.

C'est le droit tragédie grecque de la situation que le droit de la nous soit le privilège de qui pourrait en être la victime. C'est parce qu'il a seul la faculté d'abréger son mandat que M. Mitterrand a seul la maîtrise des choses. C'est parce qu'il peut tout y perdre qu'il lui revient de décider de l'heure du combat.

Bis

MAIS lui-même n'en sait rien encore. Comme il a cependant un sens conservé du mystère et de la langue française, quelle qu'il soit, il lui concède à M. Rocard, ainsi que l'art de compléter les choses à son gré en feignant de les rendre limpides, on en conclut un peu vite qu'il a tout prévu. C'est lui faire plus de crédit qu'on ne saurait pour les anticipations d'un mortel. Lui-même n'a sans doute pas une telle assurance.

Ce serait pourtant une illusion de croire que M. Mitterrand pourrait prendre sa décision au travers du seul prisme de la réélection et qu'il bernerait là son ambition et sa pensée. Être réélu, ce ne serait après tout qu'un acte répressif, la seconde diffusion d'une pièce déjà connue. Au contraire, réussir sa sortie, à l'heure dite, le cas échéant en parvenant à transmettre le pouvoir au successeur de son choix, s'il s'en reconnaît, c'est une ambition digne du destin qu'il recherche, et pour lequel l'hypothèse de la réélection n'est qu'un moyen parmi d'autres.

Si le moyen était finalement jugé le meilleur pour bien figurer dans l'histoire, il serait toutefois entravé par une donnée de la nature que M. Mitterrand méconnaît moins que personne : sa date de naissance. En 1917, il aurait eu moins d'hésitation à faire le choix... qui fut fatal à M. Giscard d'Estaing. A cela près que les deux hommes se ressemblent autant que le jour et la nuit.

Né le 26 octobre 1916 (à Jarnac, Charente) François Mitterrand aura soixante-deux ans dimanche en huit (bon anniversaire, M. le président), il approchera des soixante-douze ans à la date prévue du scrutin présidentiel de 1988, il aurait près de soixante-dix-neuf ans à l'issue d'un second mandat, s'il le sollicitait, l'obtiendrait et le remplissait jusqu'à son terme. Il est probable que personne ne se hasarderait à lui parler des années qui tombent, mais qu'il n'en ait pas un pour l'oublier. De Gaulle, qui en avait senti le poids et discerné les risques, ne sut pas s'en garder. Il fut écarté du pouvoir dans sa soixante-dix-neuvième année et le orsème de son règne. On tira de ces chiffres les présages que l'on veut.

Au petit jeu des intentions et vein qui consiste à deviner les intentions d'un homme qui ne s'est encore vraisemblablement résolu à aucune, il est raisonnable de croire que M. Mitterrand ne se pose pas le problème dans des termes aussi simples que se présenter ou s'en abstenir.

Il ne quittera pas sa charge sans qu'une initiative n'en marque la fin et ne la dépasse. Il n'en demandera pas la prolongation sans assortir son vœu de conditions et de contreparties. Dans la deuxième cas de figure, il faudrait qu'il fût clair que ces conditions ne sont pas concessions pour mieux arracher le résultat. Mais comment pourrait-il en être autrement ? Il sera de bonne guerre pour ses adversaires de souligner que le président sortant négocie son renouvellement qu'il se pose en solliciteur.

Pour son image, pour son prestige, pour son autorité, voilà qui serait détestable. C'est pourquoi, si la réélection était tentée, il n'est pas possible qu'elle le soit sous le couvert d'un coup de théâtre politique, façon quinquennat, vice-présidence ou, pis que tout, promesse de se démettre au cours du septennat. Ce serait imiter M. Baudis, qui voulait être président plutôt qu'être, lorsqu'il précède qu'il n'occuperait pas le poste qu'il demandait.

Dans une affaire comme celle-ci, on y va ou on n'y va pas et l'on n'y va que si l'on est sûr de gagner. Ce n'est pas qu'une évidence de dire cela. Un candidat peut être battu, pas un président de la République.

MICHEL ROCARD

EUROPE 1

CLUB DE LA PRESSE

dimanche 19 octobre
à 19 h
animé par
Gérard Carreyrou
et Alain Duhamel

10^{ème} ANNIVERSAIRE 1976-1986

Politique

La visite du premier ministre dans l'océan Indien

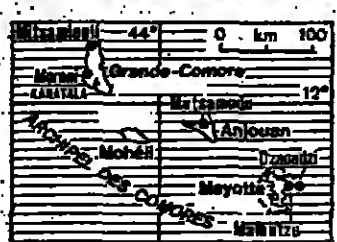
L'obsession du président des Comores : récupérer Mayotte...

NAIROBI
de notre correspondant
en Afrique orientale

On ne la lui fait pas. Les « machinations » des partis politiques français, il connaît ça, cet ancien parlementaire qui a séjourné près de vingt ans au palais du Luxembourg. Pratiquement pour un oui ou pour un non, M. Ahmed Abdallah, le chef de l'Etat comorien, « monte » à Paris pour y défendre ses droits. Il y est, comme un poisson dans l'eau. Ses jérémiades continuelles finissent par « payer ». De la gauche, qui ne le portait pas dans son cœur, comme de la droite, qui lui a joué quelques mauvais tours à propos de l'affaire de Mayotte, il a fini par s'accommoder.

A peine avait-il proclamé l'indépendance de son pays, que, un mois plus tard, il était chassé du pouvoir par M. Ali Solih, dont le régime révolutionnaire nombrira vite, dans l'arbitraire et la violence. Aussi, lorsqu'en mai 1978 une équipe de mercenaires menée par Bob Denard « ramène » M. Abdallah, les Comoriens lui

font bon accueil, même si, vu de l'étranger, ce « parrainage » était du plus mauvais effet. Qu'importe : « Vous pouvez partir la tête haute », affirme-t-il à son sauveur. « Pour nous, vous êtes un héros. » Le héros s'efface donc, de



pour que sa « présence officielle » ne gêne l'aide économique, mais, d'Afrique du Sud, il continue à veiller au grain.

Une trentaine de mercenaires européens encadrent, aujourd'hui encore, une garde présidentielle (GP) de quelques centaines d'hommes. Ces « copains », comme il les appelle, M. Abdallah ne veut s'en séparer à aucun prix, car l'armée régulière, qui est formée par une mission militaire fran-

caise, n'est pas en mesure d'assurer sa sécurité. Quant au « parapluie français », il y a fort à parier qu'en cas de coup dur il ne s'ouvrira pas.

Ces mercenaires justifient leur présence par le souci d'ancrer les Comores, placées dans une position stratégique à l'entrée du canal du Mozambique, dans le camp du « monde libre ». Leurs relations avec l'Afrique du Sud et, partant, celles de leur protégé, sont connues de tous. Le chef de l'Etat s'est rendu à Pretoria en avril 1983, et M. « Piti » Bothe, ministre sud-africain des affaires étrangères, à Moroni, en décembre 1984. A ceux qui lui reprochent ces rapports coupables — un contrat de 13 millions de dollars pour la construction de quatre hôtels dans l'archipel a été récemment signé avec un groupe sud-africain — M. Abdallah répond simplement : « Je ne ferme pas la porte à personne, sauf aux malfaiteurs... »

L'aide de la France
Mais M. Abdallah a une obsession : récupérer Mayotte, la que-

trême île de l'archipel. Le chef de l'Etat poursuit, contre Paris, une simple « guerre de verbes » qui ne met pas en danger l'appui financier de la France, dont son pays, incapable de faire face à ses engagements intérieurs et extérieurs, a besoin pour vivre au jour le jour : 30 millions de francs d'aide budgétaire en 1986. Cette dépendance vis-à-vis de l'étranger n'a pas encore permis de supprimer les archaïsmes de l'économie. « Les Comores sont gérées comme une épicerie », constatait récemment un expert international. L'importation des produits étrangers, comme le riz, aussi bien que l'exportation des produits locaux, comme la vanille, sont en effet aux mains de trois ou quatre grandes familles, entre autres celle du chef de l'Etat.

La temps de la même a-t-il sonné ? M. Abdallah, qui a entamé, en septembre 1984, un second mandat de six ans, ne paraît pas prêt à s'effacer pour ouvrir la voie, comme le souhaitent ses adversaires, à un « régime moins autoritaire et paternaliste ». Dans ce mini-Etat, un peu par la force des choses, tout remonte au

président. « A quoi servent-vous donc, vous, les ministres, si je dois tout faire ? », s'est-il un jour écrié.

L'après-Abdallah ? « A néan-

moins commencé d'agiter les esprits. La guerre de succession est ouverte entre les grands barons du régime. Certains le mènent depuis Paris, d'autres depuis Moroni. Leur désunion fait le jeu du chef de l'Etat. « Des moustiques qui piquent », dit-il de ses opposants. Il n'empêche qu'en mars 1985 une tentative de complot a bel et bien été déjouée au sein même de la GP, infiltrée par des éléments subversifs qui ne cachent pas leur intention de « conquérir le ciel ». Cette affaire a donné lieu à un procès conduit à la va-vite, sans grand respect des formes juridiques. Au bout du compte, dix-sept condamnations aux travaux forcés à perpétuité.

JACQUES DE BARRIN.

La Réunion, malade du chômage

M. Jacques Chirac quitte Paris le 17 octobre pour l'île de la Réunion. Dimanche, le premier ministre se rendra à Mayotte, collectivité territoriale rattachée à la France, puis, en fin d'après-midi, aux Comores.

SAINT-DENIS
de notre correspondant

M. Chirac, qui s'était taillé un bon succès populaire en venant ouvrir à la Réunion, de manière symbolique, la campagne du RPR pour les élections législatives, en décembre 1985, va retrouver samedi 18 octobre une île qui doute d'elle-même, malade d'un grave chômage chronique.

Tout comme la gauche au début de la précédente législature, la nouvelle majorité s'inscrit sur ses tablettes, au titre des priorités gouvernementales, le développement économique de l'outre-mer français. Mais en contrepartie des gouvernements précédents qui, en définitive, n'ont fait que gérer une situation précaire, l'équipe de M. Chirac, sous l'impulsion de MM. Michel Debré, député RPR, et Jean-Paul Virapoulle, député UDF, souhaite



marquer une rupture avec des habitudes vieilles d'un quart de siècle. Le seul premier de la loi de programme et des mesures de déclassification des investissements déjà adoptées est d'ouvrir les économies des DOM à des entreprises tributaires des transferts financiers de l'Etat.

Les ambitions affichées sont à la hauteur des problèmes qui se posent en particulier à la Réunion, qui occupe la première place du « palmarès » des départements victimes du chômage avec un taux record de 37,1 % de sa population active sans emploi.

Selon une récente étude de l'INSEE, les effets de l'explosion démographique qui a connu la Réunion au début des années 60 vont peser bien au-delà de l'an 2000 sur le marché du travail local. Un marché où chaque année sept mille à huit mille jeunes font irruption à la sortie du cursus scolaire, sans formation et sans grand espoir de s'insérer dans le monde du travail.

Dans les milieux patronaux, on se félicite des mesures prises ou annoncées (notamment la déclassification des investissements et l'allègement des charges sociales pour l'embauche des jeunes), même si une frange des employeurs craint que les nouveaux textes ne débouchent à terme à une désattribution des entreprises communales et leur remplacement par des sociétés métropolitaines mieux armées.

Sur le plan politique, le premier ministre sera confronté à une situation tout à fait originale. Ceux qui étaient hier les chantres acharnés de l'assimilation de la Réunion à la métropole et ne manquaient jamais de fustiger les reculs attribués à la spécificité « affective » aujourd'hui une spectaculaire marche arrière pour se mettre au diapason de la politique gouvernementale. Ainsi voit-on le RPR et l'UDF dénoncer l'attitude « démagogique » des communistes, des socialistes et même des bourgeois qui revendiquent l'égalité sociale complète avec l'Hexagone.

Incontestablement, la gauche réunionnaise qui était jusqu'ici favorable à la parité sociale s'insurge désormais de l'appel à la spécificité sur laquelle se fonde la loi de programme. Subtile jeu politique réunionnais où les dégoûtés et les idéalistes au gré du vent qui souffle depuis Paris.

M. Chirac, lors de son séjour réunionnais, devra aussi rassurer les responsables locaux du RPR qui ont exprimé publiquement leur désaccord avec le redécoupage électoral de l'île. La section RPR de la Réunion estime, en effet, que le découpage fait la part trop belle aux communistes et cantonne le Rassemblement sur la seule circonscription de Saint-Denis, acquise à M. Michel Debré. Depuis 1981, la formation gaulliste a vu, en effet, son poids politique se réduire considérablement dans les comités de l'île au profit des communistes, des socialistes et de l'UDF.

ALEX DUBOIS.

EXCLUSIF!
CREATION et OUVERTURE samedi 18 octobre
DES
2 PREMIERES BOUTIQUES
DE
SOLDES PERMANENTS
FOURRURES NEUVES à 50% de leur VALEUR

PRIX d'OUVERTURE du SAMEDI 18 Oct. au VENDREDI 31 Oct.

MANTEAUX		VESTES		VISOUS	
	VALEUR -50%		VALEUR -50%		VALEUR -50%
RAGONDIN longs poils	5850* 2925*	OPOSSUM d'Australie	4250* 2125*	DARK	24850* 12425*
CHEVRETTE grise	3850* 1975*	RENARD bleu GALONNE	7650* 3825*	RANCH	27950* 13975*
ZORINOS	7850* 3925*	OPOSSUM (Quantité limitée)	2850* 1425*	PASTEL	32750* 16375*
ASTRAKAN	6250* 3125*	MARMOTTE	13750* 6875*	LUTECIA (Quantité limitée)	26750* 13375*
CASTOR col marmotte	12750* 6375*	RENARD morceaux	2850* 1425*	DARK morceaux	8250* 4125*
LYNX canadien	62450* 31225*	ANORAK réversible	3650* 1825*	VESTES	
PELISSE inter. Lapin col Opossum (Quantité limitée)	2850* 1425*	Ageau de l'oscane	3650* 1825*	DARK (Quantité limitée)	14850* 7425*
		CANADIENNE Mouton	3450* 1725*	TOURMALINE	24750* 12375*
				DARK milleraies	9750* 4875*
				(Petites tailles)	

Garantie totale sur tous vos achats - Service après vente - Larges facilités de paiement

BOUTIQUE 55 ~ BOUTIQUE 40
55, rue François 1^{er} Paris 8^e / 40, Av. George V. Paris 8^e

POLICE

La fin du congrès de la FASP

M. Pasqua n'a pas convaincu les policiers autonomes

A l'issue du neuvième congrès de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), réuni du 15 au 17 octobre au Bourget (Seine-Saint-Denis), M. Bernard Deleplace a été réélu à l'unanimité, secrétaire général. Ce congrès a confirmé la représentativité de la FASP dans le monde

Cela commença par une boutade du secrétaire général : « Votre père était gardien de la paix à Marseille, le mien était CRS dans le Nord. Vous voyez, la police même à tout : vous êtes aujourd'hui ministre, moi je suis syndicaliste. » Puis il y eut la proclamation de références communes : l'hommage aux valeurs républicaines.

M. Deleplace avait habilement placé cette rencontre sur ce terrain, par un rappel du passé de M. Pasqua : « Vous fûtes résistants comme le furent les anciens du syndicat qui, dans la clandestinité, défendaient, dans la police, l'honneur de la République alors qu'il n'y avait ni liberté, ni honneur, ni dignité, ni respect, ni reconnaissance, ni collaboration, dans la rafle raciste du Vel d'Hiv, dans la violation du droit. »

Toutefois, sous le compliment, perçait une critique implicite. La FASP, a dit M. Deleplace au ministre, n'apprécie pas les « petites phrases » de ministres qui « parlent trop vite » ; elle ose demander « aucun passe-droit, aucun privilège, aucune « couverture » à priori » ; elle souhaite une police « qui discute calmement, sereinement, de ses conditions de travail, de sa rentabilité, de son efficacité, en un mot de sa professionnalisation ».

Aussi ces syndicalistes ont-ils guère apprécié la réhabilitation par la nouvelle majorité, de ceux qui, le 3 juin 1983, avaient organisé une manifestation de policiers dans Paris. « Que penseriez-vous de nous, a lancé M. Deleplace à son invité, si, aujourd'hui, alors que l'insécurité est toujours présente (...) nous avions, avec la force que nous représentons, défilé sous vos fenêtres ou les sept cents défilés attendaient en effet, des réponses concrètes sur leurs diverses exigences syndicales, résumées dans cinq questions posées à M. Pasqua par M. Deleplace. La FASP affirme ne pas sentir « d la base, le souffle de la modernisation, cette ambition de rénovation d'une police sous-équipée, sous-développée, mal logée ».

A la Nation

La campagne de Georges Abdallah ?

Sur six colonnes de la une, le quotidien France-Soir affirme dans son édition du vendredi 17 octobre qu'un attentat a été évité de justesse dans un magasin à grande surface de la Nation, à Paris, jeudi 16 octobre, dans l'après-midi. Selon le quotidien, une jeune femme qui s'apprêtait à pénétrer dans le magasin Inno a pris la fuite lorsqu'un vigile lui a demandé d'ouvrir son sac. Pour suivre, elle se serait alors enfouie dans une Mercedes noire qui l'attendait, garée au double fila, moteur tournant. La voiture, écrit France-Soir, aurait démarré et sur les chapeaux de roue, effectuait un incroyable slalom dans la circulation à une vitesse folle. « Toujours selon le quotidien, qui ne doute pas que la jeune femme voulait déposer une bombe, les vigiles auraient reconnu Jacqueline Esber, compagne de Georges Ibrahim Abdallah, chef des FARL, détenu en France, et elle-même soupçonnée d'avoir assassiné un diplomate israélien en 1982, à Paris. »

Ce vendredi matin, la police judiciaire refusait de commenter cette information, mais quelques policiers qui s'occupent habituellement de terrorisme n'arrivaient pas à dissimuler leur scepticisme. Les faits semblent, en tout cas, un peu différents de ce qu'en dit France-Soir. Si une jeune femme s'est effectivement enfouie dans l'après-midi de jeudi, c'est après une tentative de vol à l'épave, comme il en survient plusieurs fois chaque jour dans tous les grands magasins, et non pas lors d'un contrôle préventif antiterroriste. Lors de leur déposition au commissariat du quartier, apercevant l'affiche, où figurent les portraits du « clan » Abdallah, les vigiles ont estimé qu'il pouvait y avoir des ressemblances entre leur fuyarde et Jacqueline Esber, mais ils n'ont reconnu personne formellement.

G. M.

ques ultras, quelques extrémistes s'emparent de quelques phrases excessives, imprudentes, pour entrainer la police dans la voie du reniement des principes républicains ».

Loin des polémiques

Or la surprise vint de M. Pasqua. Connu pour être un bon orateur, volontiers pugnace, il ne sembla pas piqué au vif. Etonnant changement d'image — et sans doute était-ce là un des objectifs recherchés par le ministre de l'Intérieur. Loin de multiplier les « petites phrases », M. Pasqua s'en tint à son texte écrit, dans un discours plus technique que politique. Profil bas en somme. Hommage aux syndicats qui « sont indispensables, car il ne saurait y avoir de société civilisée sans concertation ». Retour du compliment républicain : « La police française est républicaine (...) Tous vos actes, toutes vos interventions trouvent leur fondement et leur légitimité dans la loi. La démocratie ce n'est pas la pagaille comme ses adversaires le disent. »

Bref un éloge de la loi, qui prend toute sa valeur après les récentes rétroactions du CRS Burgos sur la « bavure » de la rue de Mogador. On était loin, en effet, des polémiques centralisées sur la loi, mais par le ministre des incidents de police : « Je ne tolérerai, à tous les échelons de la hiérarchie, aucune défaillance, aucune faute contre l'honneur, aucun manquement au respect des règles élémentaires de la justice et de la démocratie », devait déclarer, très fermement, M. Pasqua.

Le paradoxe est que cette évolution n'a pas convaincu l'audience. Les sept cents défilés attendaient en effet, des réponses concrètes sur leurs diverses exigences syndicales, résumées dans cinq questions posées à M. Pasqua par M. Deleplace. La FASP affirme ne pas sentir « d la base, le souffle de la modernisation, cette ambition de rénovation d'une police sous-équipée, sous-développée, mal logée ».

Elle s'insurge de l'absence de mesures concrètes d'accompagnement dans le projet de budget 1987 et juge insuffisantes les créations d'emploi — 567 au total — par rapport aux promesses gouvernementales.

Elle critique le développement des officiers privés de gardiennage dont « l'effectif sera bientôt plus élevé que celui de la police » et souhaite que des textes régissent enfin le développement débridé des policiers municipaux. Enfin, elle voudrait que des leçons autoritaires — sur la prévention, la formation, l'efficacité du renseignement — soient tirées de la récente vague d'attentats.

M. Pasqua a certes fait l'éloge de la modernisation — « Vous voulez une police moderne, nous allons

Premier congrès national des enquêteurs de police

LYON

Le premier congrès du Syndicat national des enquêteurs de police (SNEP) a eu lieu à Lyon, les 13 et 14 octobre. Ce syndicat — qui affirme rassembler neuf cents des trois mille huit cents enquêteurs de police français — milite dans l'indépendance et la l'apolitisme de cette catégorie de policiers au corps des inspecteurs. Il réclame, alors que les enquêteurs ont, sur le plan judiciaire, confondu avec les effectifs en tenue, des « critères de sélection identiques à ceux du civil ».

Le SNEP, créé en 1982, aurait été écouté avec bienveillance par M. Michel Blazy, directeur du personnel et de la formation de la police nationale, et un projet de « statut » des enquêteurs de police serait en cours d'élaboration. Un policier lyonnais, M. Claude Thomas, a été reconduit dans ses fonctions de secrétaire général du SNEP, à la tête d'un bureau présenté comme « homogène » pour la défense d'« intérêts catégoriels ».

ensemble, tous ensemble, la moderniser — alors que, dans l'opposition, l'actuelle majorité avait refusé de voter la loi plurimembre 1986-1990 adoptée à cette fin en 1985. Mais il est resté, le plus souvent, imprécis sur le contenu qu'il donnait à cette ambition. Avec cependant trois exceptions notables : l'accélération des procédures — par le recours au privé et aux collectivités locales pour la rénovation du parc immobilier ; l'engagement de doter chaque commissariat et chaque véhicule de police d'un terminal d'ordinateur ; l'insistance sur la formation permanente afin qu'elle soit généralisée et que ses contenus soient « adaptés aux exigences des services actifs ».

Un idéal républicain

Mais le ministre de l'Intérieur a préféré s'abstenir sur les autres registres. La FASP a pourtant obtenu une réponse qui devrait, d'ores et déjà, la satisfaire. Après qu'elle ait annoncé, mercredi, son intention d'organiser, dans tous les services de police, en novembre, une « journée de contrôle de la modernisation », M. Pasqua lui a offert l'annonce de la mise sur pied d'une « commission du bilan », réunissant les représentants du personnel autour de M. Robert Pandraud. La FASP n'en maintient pas moins son initiative, dans l'intention de faire pression sur les parlementaires lors du débat budgétaire : « Une commission du bilan en haut, c'est bien ; une journée de contrôle à la base, c'est mieux. »

Au total, cette rencontre au sommet fut plutôt un succès personnel

Dans une lettre aux congressistes

M. Mitterrand rend hommage à l'attitude responsable des policiers

Dans une lettre adressée, ce vendredi 17 octobre, à M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, à l'occasion de la clôture du congrès de ce syndicat, M. François Mitterrand rend hommage à l'attitude des forces de police. Quel que peu étonné dans ce domaine par le premier ministre, lors de la vague d'attentats de septembre, le président de la République entend ainsi manifester que, comme il l'avait déclaré au lendemain du changement de majorité, la « sécurité intérieure » fait partie de ses prérogatives.

« Je voudrais saisir l'occasion de la réunion de vos délégués, écrit M. Mitterrand à M. Deleplace, pour exprimer aux gardiens de la paix, gendarmes, enquêteurs, inspecteurs et commissaires de la police nationale ma gratitude et celle de tous nos concitoyens pour la très lourde tâche qu'ils ont accomplie dans les semaines terribles du terrorisme aveugle s'est déchaînée. La police a payé un lourd tribut. Je rends hommage au courage de ces hommes victimes de leur devoir et je partage votre peine. »

M. Mitterrand souligne aussi l'attitude responsable des forces de police, qui ont pas, comme parfois dans le passé, cédé à l'agitation et à la passion. « Le calme et le sang-froid de la population, écrit-il, sont largement dus à votre présence et à votre action ainsi qu'à celle de l'ensemble des forces de l'ordre (...). Surtout dans les temps difficiles, face à la délinquance et au terrorisme, l'action de la police exige un strict respect de la légalité et des principes de la tradition républicaine. Votre fédération n'a pas esquissé cette exigence, même dans les circonstances les plus délicates. »

Enfin, au moment où la FASP s'inquiète d'un effort budgétaire à ses yeux insuffisant et d'un ralentissement de la modernisation de l'institution policière, M. Mitterrand laisse entendre qu'il aura son mot à dire sur ce sujet : « Depuis plusieurs années, vous avez œuvré pour une profonde adaptation de la police : la modernisation de son équipement et de ses méthodes, l'amélioration de la formation des personnels, le

pour le bouillant secrétaire général de la FASP. Même s'il n'y eut pas de vrai dialogue, elle vaut, à ses yeux, reconnaissance de son organisation comme partenaire obligé, sinon privilégié, du ministère de l'Intérieur. L'adhésion à la FASP, lors de ce congrès, d'un Syndicat national unifié des inspecteurs de police (SNUIP) et d'un Syndicat national des commissaires (SNC) a renforcé sa position. Elle fut célébrée sur le thème de l'unité syndicale et de l'unité professionnelle des divers corps de police, d'ordinaire rivaux, notamment dans l'opposition des policiers en civil et des policiers en tenue. La FASP souhaite en finir avec ces divisions : « Une police libérée, nous n'en voudrions pas », a résumé M. Deleplace, dans une formule concédant quelque peu à l'air du temps. « Bien des drames n'auraient jamais endeuillé la police si les rôles des différents corps de policiers avaient été harmonisés au lieu d'être dissociés », a renchéri M. Jean-Pierre Caillot, secrétaire général du SNUIP.

L'idée concrétisée est de « révaloriser l'image de la police » et de favoriser son « rapprochement » avec la population : « Une police efficace, rentable, moderne, oui ! Mais si elle est aussi une police ouverte, transparente, humaine. » C'est le sens de la proposition de la FASP d'instaurer un « conseil supérieur de l'activité policière » afin d'éviter « les polémiques stériles après chaque incident de police ».

Ces policiers-là assurent avoir un idéal illustré sur le mode lyrique par M. Deleplace qui a célébré, à la tribune, le prochain bicentenaire de la Révolution française : « Notre date d'aujourd'hui, ce n'est pas 1988, mais 1989. »

EDWY PLENEL.

ÉDUCATION

Une décision surprenante

M. Monory congédie les commissions qui devaient préparer les nouveaux programmes des lycées

Le ministre de l'éducation nationale devrait annoncer, mercredi 22 octobre, ses propositions de réforme des lycées ; elles découleront des conclusions du rapport sur les rythmes scolaires confié au docteur Pierre Magnin, ancien recteur. Ces propositions doivent ensuite faire l'objet d'une concertation. M. Monory a préféré attendre le lendemain de la journée de grève nationale organisée par la quasi-totalité des syndicats de l'éducation nationale le 21 octobre, pour faire connaître des orientations qu'attendent avec inquiétude les enseignants. Elles tendent en effet à diminuer, pour les élèves, le nombre d'heures de cours hebdomadaires, et donc à faire travailler chaque professeur devant davantage de classes et de lycéens. La proposition d'alléger les horaires figurait déjà dans le rapport rédigé par M. Magnin, en 1978, pour le Conseil économique et social.

Un élément essentiel manque encore à la réforme des lycées que prépare M. Monory : des programmes. On voit mal en effet comment pourrait être appliqué le principe d'une réduction de l'horaire hebdomadaire de cours sans un allègement parallèle des contenus. Celui-ci pourrait faciliter le travail personnel des élèves et permettre le réaménagement de la journée scolaire, mais serait surtout la source de substantielles économies budgétaires, dans la perspective d'un afflux continu d'élèves dans les lycées.

Or le ministre a congédié brutalement en septembre dernier les commissions permanentes de spécialistes mises en place par M. Alain Savary pour réfléchir à l'amélioration de l'enseignement de chaque discipline, depuis le cours préparatoire jusqu'au baccalauréat.

Prêts depuis six mois

Composées d'enseignants de tous les niveaux, d'inspecteurs et de spécialistes de la didactique de chaque matière, elles permettaient de préparer une réforme cohérente des contenus d'enseignement. Leurs travaux avaient très largement inspiré les nouveaux programmes de l'école élémentaire et du collège publiés en 1985.

Mal accueillies à leurs débuts par l'inspection générale, ces commissions s'étaient peu à peu imposées comme des lieux indispensables de confrontation des idées et de concertation. Leur disparition déclenche aujourd'hui les protestations des associations de spécialistes et des inspecteurs eux-mêmes. C'est désormais à ces derniers seuls que revient la tâche d'améliorer les programmes des lycées dans une situation particulièrement embrouillée.

PHILIPPE BERNARD.

M. Alain Lancelot, futur directeur de l'Institut d'études politiques de Paris

Le conseil de direction de l'Institut d'études politiques de Paris a décidé, vendredi 17 octobre, de proposer à l'approbation du premier ministre la candidature de M. Alain Lancelot pour succéder à M. Michel Gentot au poste de directeur de l'IEP. M. Alain Lancelot a été élu à la quasi-unanimité (vingt-deux voix pour, quatre bulletins blancs) et devrait prendre ses fonctions le 5 janvier 1987. M. Michel Gentot, qui regagne le Conseil d'Etat, était directeur de Sciences po depuis huit ans ; il avait été nommé à ce poste une première fois par M. Raymond Barre, puis renouvelé en 1984 par M. Pierre Mauroy.

[Né le 12 janvier 1937 à Chénou-Bouge (Seine), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, docteur en lettres et en sciences humaines, M. Alain Lancelot est maître de conférences (1963), puis professeur à l'IEP (1968). Directeur d'études et de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques (depuis 1967), secrétaire général de l'Association française de sciences politiques (1970-1975), il dirige depuis 1975 le Centre d'études de la vie politique française contemporaine (rattaché à la Fondation des sciences politiques et au CNRS) et est codirecteur depuis 1985 de l'Observatoire interdisciplinaire du politique. Il est conseiller scientifique de la SFRS depuis 1967 et directeur, depuis 1970, du cycle supérieur de spécialisation en études de marché et stratégie marketing de l'IEP. Outre ses commentaires « à chaud » à l'occasion de tous les grands rendez-vous électoraux pendant de nombreuses années, M. Lancelot est l'auteur de nombreux ouvrages et publications : la Participation des Français à la politique (1961), l'Abstentionnisme électoral en France (1968), la Vie politique en France depuis 1940 (en collaboration avec J. Chagnal, 1975), les Élections sous la V^e République (1983), Annuaire de la France politique (1984-1985).

● Le projet Davaquet au Sénat le 23 octobre. — M. Alain Davaquet, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, présentera, le 23 octobre, devant les sénateurs, son projet de réforme de l'enseignement supérieur, dont le rapporteur sera M. Paul Sérany, sénateur centriste de Seine-et-Marne. Le débat doit se poursuivre les 24, 27 et 28 octobre.

SCIENCES

Le Salon du champignon au Muséum

Du 18 au 26 octobre, les champignons tiennent leur Salon annuel au Muséum national d'histoire naturelle de Paris. Comme tous les ans, les spécimens présentés seront renouvelés tous les jours grâce aux cueillettes quotidiennes effectuées par le personnel du laboratoire de cryptogamie. L'accent est mis cette année sur les espèces, ces minuscules parasites de quelques mictions grâce auxquelles les champignons se reproduisent.

A l'occasion du Salon des champignons, l'amphithéâtre Rouelle inaugurera sa nouvelle utilisation : l'animation pédagogique qui permettra aux enseignants de faire à leurs élèves des démonstrations avec le matériel mis à leur disposition par le Muséum.

● Service d'animation pédagogique, amphithéâtre Rouelle, Jardin des plantes, près de l'entrée de la ménagerie. Prendre rendez-vous au 43-36-54-26.

Une éclipse de Lune sur la France

Une éclipse de Lune devrait être visible, vendredi soir 17 octobre, de toute la France. Elle débutera à 19 h 41, lorsque le disque lunaire entrera dans le cône d'ombre que forme la Terre sous l'effet des rayons solaires, et s'achèvera à 20 h 55.

Si le temps le permet, on pourra observer le phénomène à l'œil nu ou à la jumelle. Les Parisiens pourront se rendre à Montmartre face à la basilique du Sacré-Cœur sur la terrasse du square Voltaire, où la Société astronomique de France les invite à une séance d'observation commentée.

MÉDECINE

● PRÉCISION. — L'annonce de la découverte, par l'équipe du professeur Robert Weinberg, du premier « oncogène récessif » (le Monde du 17 octobre) fait l'objet d'une publication dans l'hebdomadaire scientifique britannique Nature (daté 16 octobre). Les principaux signataires sont, outre le professeur Weinberg (Massachusetts Institute of Technology et Whitehead Institute for Biomedical Research), le docteur Thaddeus Dryja (Harvard Medical School), le docteur Stephen Friend (Dana Farber Cancer Institute) et les docteurs Joyce Rapaport et Daniel Albert (Massachusetts Eye and Ear Infirmary).

مكتبة الأمل

Société

JUSTICE

Au tribunal de Paris

Sept ans de prison dont un avec sursis ont été requis contre Maurice Joffo

En demandant, jeudi 16 octobre, à la dixième chambre du tribunal de Paris de déclarer Maurice Joffo coupable du délit de recel de vols aggravés, et de le condamner à sept ans de prison, dont un pourrait être assorti du sursis, M. Claude Cohen, substitut du procureur de la République, a surpris personne et surtout pas les défenseurs du prévenu, M. Charles Robaglia et Jean-Yves Le Borgne, qui devaient lui répliquer le lendemain.

M. Cohen n'a pas dissimulé que, juridiquement, cette affaire, dans laquelle il voit « l'archétype d'un recel d'une ampleur exceptionnelle s'apparentant à une délinquance économique alimentée par une délinquance de violence », pose la question de savoir si Maurice Joffo connaissait la provenance de la masse de bijoux, d'or et d'argenterie trouvée en sa possession. Pourrait-il ignorer que de tels objets non seulement avaient été volés mais que les vols n'avaient pu être accomplis qu'avec les circonstances aggravées définies par le code pénal, et qui, précisément, feraient de

l'inculpé un receleur de vols aggravés, passible de sept ans de prison ?

Si Maurice Joffo a admis, pour une infime partie des pièces saisies, qu'il pouvait avoir des doutes sur leur provenance, quand il les achetait, il a assuré que, pour tout le reste, l'origine ne pouvait être soupçonnée. Ainsi ne pourrait-on retenir contre lui qu'un recel de vol simple passible de trois ans de prison pour 5 % du butin, la malheureuse ne pouvant être démontrée pour le reste.

Telle n'est pas l'opinion du représentant du ministère public. Le recel, a-t-il exposé en substance, est un délit constitué par deux éléments. L'un est matériel : c'est la possession d'objets volés. L'autre, plus subtil, est la connaissance des conditions dans lesquelles les vols ont pu être opérés et, sur ce dernier chapitre, faute d'aveux, il faut rechercher les indices de nature à emporter la conviction. Or Maurice Joffo ne pouvait pas être abusé. Il ne pouvait pas ne pas savoir. C'est ce

qu'on appelle la théorie de « la connaissance oblique ».

Pourquoi était-il obligé de savoir ? M. Cohen a donné un exemple. On a saisi en Suisse deux cent trente pièces d'argenterie. On sait qu'elles avaient volées le 16 mars 1981 avec des bijoux et des montres. Devant la nature de ce butin, Maurice Joffo ne pouvait pas ignorer qu'il avait fait les prendre dans un appartement ou un magasin ; que cela impliquait non seulement une effraction, mais la participation de plusieurs cambrioleurs disposant, de surcroît, au moins d'un véhicule. Autant de circonstances de vols aggravés. Et, pour le ministère public, il en va de même pour des bijoux provenant d'un vol à Amsterdam et pour une importante quantité d'or dérobée en août 1982 dans la propriété d'un notaire de Poitiers.

Le bon sens et la logique

Ainsi, le Joffo passionné de bijoux rares, l'ami toujours en quête d'un achat pour la simple satisfaction d'une passion ou le désir de placer ses gains, dans la crainte où il était de la pauvreté, ne fut en réalité guidé que par l'appât du gain. « Ce qui est cause, devait encore dire M. Cohen, ce n'est pas la fortune des époux Joffo, mais la façon dont elle fut acquise. On est loin, sur ce chapitre, de la transparence. Pourquoi, par exemple, l'appartement parisien des Joffo était-il au nom d'une société panaméenne ? Pourquoi la gestion en Suisse de comptes appartenant à autrui ? Pourquoi encore tous ces témoignages selon lesquels Maurice Joffo proposait la vente de bijoux à Paris, à Cannes, à Val d'Isère, et toujours en compagnie de sa femme, qui portait sur elle les bagues, colliers ou bracelets proposés ? »

Elle n'a pas été oubliée par M. Cohen M^{me} Yveline Joffo. Il a même dit qu'elle lui paraissait aussi coupable que son mari « en raison

de l'ascendant qu'elle exerçait, de la façon dont elle se trouvait associée à toutes ses affaires ».

Il a raconté, aussi, le bien mauvais usage qu'elle fit d'une mise en liberté accordée après quatre mois de détention provisoire, envoyant alors à Genève une équipe qui devait ouvrir un coffre et lui en rapporter d'urgence le contenu. Opération manquée qui lui valut un prompt retour en prison et, aujourd'hui, une mise en liberté sous contrôle judiciaire.

Il restait à indiquer les peines que souhaitait le porte-parole de l'accusation. Pour Maurice Joffo, M. Cohen commença par exposer que, « en raison de l'ampleur exceptionnelle des vols et des souffrances des victimes », celle qui s'imposait était, bel et bien, les sept ans de prison, maximum prévu par la loi, « mais minimum exigé par le bon sens et la logique ». C'est ensuite que fut faite la concession : « Il est aujourd'hui âgé de cinquante-sept ans. Il est sur le versant descendant de la vie, celui où les années de détention pèsent plus lourd. Alors, peut-être pourriez-vous lui consentir une part de sursis mais qui ne saurait aller au-delà d'un an ».

Contre M^{me} Joffo, ce sont quatre années de prison dont quarante-deux mois avec sursis et cinq ans de mise à l'épreuve qui ont été requis. En outre, pour chacun des époux, le ministère public a demandé la condamnation à une amende de 1 million de francs.

Restaient les comparais, Roland Carpiello et François Tolson. Les deux forains qui furent interpellés au même temps que Joffo le 30 novembre 1984 à Paris, lors de la remise d'un sac de bijoux contre une somme de 110 000 francs. M. Cohen a demandé trois ans de prison, dont dix-huit mois avec sursis contre le premier, vingt mois dont quinze avec sursis pour l'autre.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

En visite dans un centre d'éducation surveillée

Le garde des sceaux insiste sur son opposition à l'incarcération des mineurs

Visitant jeudi 16 octobre un centre d'éducation surveillée à La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine), M. Alain Chalonon a rappelé qu'il avait, « à plusieurs reprises, exprimé son opposition à l'incarcération des mineurs ». Le garde des sceaux a cependant expliqué qu'il avait pris le parti d'encourager la création de la réorganisation (...) d'internats sans barreaux où seront demandés et imposés aux jeunes les plus difficiles la discipline et l'autorité ».

M. Chalonon a souligné qu'il avait décidé de ne révoquer aucun des membres de l'éducation surveillée (le Monde du 21-22 septembre). Il a précisé qu'il approuvait la nouvelle politique « de la fin de l'année » lorsqu'il connaîtrait les conclusions de l'audit en cours dans ce secteur.

Le garde des sceaux s'est aussi expliqué sur la suppression dans le prochain budget de quelque 200 postes d'éducateurs : « Ce sont les conséquences de rigueur budgétaires imposées à l'ensemble du gouverne-

ment qui m'ont conduit à cette solution. L'éducation surveillée avait été très favorisée par les budgets précédents, elle n'était donc pas prioritaire cette année. J'espère pouvoir obtenir des crédits supplémentaires dans les budgets suivants ».

M. Chalonon accepterait de revenir sur la proposition de sursis. M. Alain Chalonon est prêt à revoir le projet de loi sur la réforme du code de la nationalité qui est actuellement examiné par le Conseil d'Etat. Selon M. Henri Délé, président de l'association SOS-Rhône, qui a été reçu, jeudi 16 octobre, par le ministre de la Justice, ce dernier « a reconnu qu'un certain nombre d'éléments du projet de loi pourraient être modifiés ». M. Chalonon aurait fait notamment allusion à la proposition de sursis pour tout étranger devant faire devant un juge d'instance avant d'acquiescer la nationalité française (le Monde du 12-13 octobre).

Carrefour du développement

Deux bandes magnétiques sont remises au magistrat

M. Philippe Leroy, l'un des inculpés de l'affaire du Carrefour du développement, qui a mis directement en cause M. Christian Nucci,

ancien ministre de la coopération, a fait remettre par son défenseur, jeudi 16 octobre, deux bandes magnétiques au magistrat-instructeur, M. Jean-Pierre Michas (le Monde du 17 octobre). Selon ses déclarations, M. Leroy, gérant de la société de courtage et de transit (SOCOTRA), aurait personnellement remis en janvier 500 000 F provenant d'opérations de fausses factures à M. Christian Nucci, et, jeudi, son avocat, M^{re} Patrice Guénin, précisait à sa sortie du cabinet du juge qu'il avait « fourni au magistrat les pièces établissant la réalité de ses déclarations ». Ces « pièces », constituées par deux cassettes miniatures de dictaphone enregistrées en juillet 1986, comportaient des entretiens téléphoniques entre M. Leroy et M. Nucci d'une part, et entre M. Leroy et une attachée parlementaire d'autre part. Mais M. Guénin s'est refusé à confirmer la nature des enregistrements.

M^{re} Patrice Guénin a seulement indiqué qu'il avait conseillé à son client de dire toute la vérité « pour que la lumière soit faite sur un scandale politico-financier ». L'avocat a ajouté que la vérité serait plus favorable à M. Leroy « que la volonté éventuelle de couvrir certaines personnes ».

Enfin, M. Guénin a indiqué qu'il avait déposé une demande de mise en liberté au nom de M. Leroy, écarté depuis le 16 septembre sous les inculpations d'abus de confiance, de faux en écriture de commerce et usage. « J'incline à penser que le juge y sera favorable », a estimé l'avocat, avant d'ajouter : « La seule raison qui pourrait conduire le juge à s'y opposer serait la volonté de protéger l'inculpé », laissant entendre que la vie de son client pourrait être menacée.

M. P.

● Suicide d'un détenu à la prison d'Ajaccio. — Ange Martini, détenu à la maison d'arrêt d'Ajaccio (Corse-du-Sud) s'est pendu dans sa cellule, jeudi soir vers 20 heures. Ange Martini avait été condamné au mois de septembre à deux ans de prison dont quatorze mois avec sursis par le tribunal de grande instance d'Ajaccio pour port d'armes et coups et blessures.

Philatélie

Les émissions de Monaco

La deuxième partie du programme d'émissions de Monaco paraîtra le 28 octobre. Elle comporte quelques belles gravures concernant la Belle Époque et la Croix-Rouge.

6 et 7 F. Monte-Carlo et Monaco à la Belle Époque, 1870-1925 (taille-douce, dessin Hubert Clérisi, gravure Czeslaw Slania).

3 + 0,70 F et 4 + 0,80 F. Croix-Rouge : Hercule et les Femmes d'or des Hespérides et Hercule et le Cerbère (taille-douce, des-

sin Pierrette Lambert, gravure Claude Haley).

4 F. 350^e anniversaire de la première représentation du Cid, Chimène et Rodrigue (taille-douce, dessin Pierrette Lambert, gravure Pierre Albusson).

5 F. 175^e anniversaire de Franz Liszt (taille-douce, dessin Pierrette Lambert, gravure Pierre Albusson).

6 F. 25^e anniversaire de l'inauguration de la statue du Plongeur olympique, d'Emma de Sigaldi (taille-douce, dessin Géraldine Sadler, gravure Jacky Larivière).

2,20 et 3,90 F. Concours international de bouquets (héliogravure, dessin Pierrette Lambert).

2,20 F. XII^e Festival international du cirque (héliogravure, dessin Bazzoli).

3,90 F. Activités industrielles de Monaco : transformation des matières plastiques (taille-douce, dessin et gravure Claude Haley).

1,80 et 2,50 F. Noël : branches de sapin décorées (héliogravure, dessin Bernard Misse).

5,80 F. Bicentenaire de la première ascension du mont Blanc (taille-douce, dessin Jacques Chesnot, gravure Claude Haley).

3, 4, 5 et 6 F. bloc-feuillet des quatre saisons : l'automne (taille-douce, dessin Pierrette Lambert, gravure Jean Philippi).

Rappelons que, le 5 septembre, a eu lieu la mise en vente du timbre à 3,20 F. Congrès international des assureurs et réassureurs (taille-douce, dessin et gravure Claude Haley).

● Pour tout renseignement concernant Monaco, n'hésitez pas à vous adresser à l'Office des timbres-poste de Monaco, 2, avenue Saint-Michel, Monte-Carlo, principauté de Monaco.

En filigrane

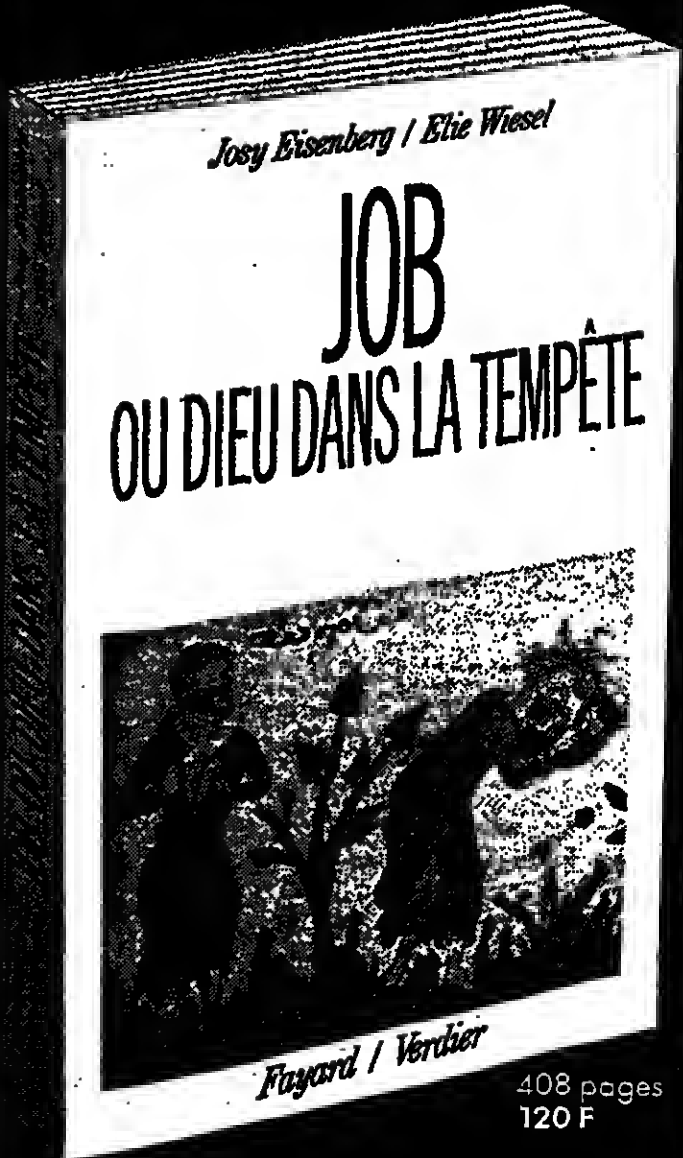
● Un club « Finlandais 88 ». — Les préparatifs de l'exposition philatélique internationale Finlandais 88, qui doit avoir lieu du 1^{er} au 12 juin 1988, vont bon train. En particulier, les philatélistes remarqueront la création d'un club qui fournira, moyennant le paiement d'une somme de 1 800 marks finlandais, un certain nombre d'avantages à ses membres : ces derniers recevront tous les timbres émis à l'occasion de l'exposition, entrées gratuites, restaurant particulier, transports gratuits dans Helsinki, entrée gratuite pour une quarantaine de musées, etc. (Renseignements à Finlandais 88, PO Box 990, SF-00101, Finlande.)

● Vente prestigieuse en Suisse. — La société David Feldman organise une vente aux enchères le jeudi 13 novembre à Genève, 204 lots de France uniquement, de 1849 à 1852, y compris des pages du catalogue, digne de figures dans toutes les bibliothèques, deux 20 c. noir obtenus du 1^{er} janvier 1849, le premier jour de circulation des timbres français ; un 20 c. noir obtenu d'un petit eschat à date bleu de Paris du 3 janvier 1849 (estimation 12 000 francs suisses) neuf 1 F vermillon (estimation selon état de 14 000 FS à 36 000 FS), une lettre de 1853 pour Amsterdam avec huit exemplaires du 15 c. vert (estimation 28 000 FS) et une lettre de 1854 pour Nampy avec un bloc de huit 10 c. « Présidence » plus paire du 10 c. Empire, ex-collection Burris (estimation 100 000 FS). Les lots seront visitables les 8 et 7 novembre chez Solapié, 5, rue du Felder, 75009 Paris. (Renseignements auprès de David Feldman, Case postale 81, 1213 Onex, Genève, Suisse.)

ELIE WIESEL

PRIX NOBEL DE LA PAIX

JOSY EISENBERG



POURQUOI LA SOUFFRANCE ?

Quelle est la justification du mal ? C'est là, sans doute, pour l'humanité entière, la plus ancienne des questions, redevenue en notre siècle la plus douloureuse.

« Un dialogue émouvant. »

L'Arche

FAYARD / VERDIER

Société

La France compte de plus en plus de suicides

Des causes encore mal cernées

Pourquoi se suicide-t-on ? Peut-on établir un profil à haut risque du suicidé potentiel ? L'enquête de l'INSERM, pas plus que les autres études épidémiologiques de ce type effectuées dans d'autres pays, ne permet de répondre. Les scientifiques butent toujours sur le même obstacle : la compréhension des mécanismes « suicidogènes ». Cette capacité qu'a un individu, à un moment donné de sa vie, de passer à l'acte, à quoi tient-elle ? A des caractéristiques de sa personnalité ? A des modifications neuro biologiques de son cerveau ? A des caractères génétiques influencés par l'environnement ? Nul ne le sait.

Mieux vaut se contenter d'énumérer les principales données épidémiologiques, concernant le suicide, contenues dans l'enquête de l'INSERM.

C'est à partir de la soixantaine que, chez les hommes, le taux de suicide augmente nettement : il passe assez brutalement d'environ 45 pour 100 000 autour de cinquante ans à 124 pour 100 000 après soixante-dix ans.

On se suicide « traditionnellement » plus dans certaines régions que dans d'autres. C'est la partie nord-ouest de la France (Bretagne, Normandie, Picardie) qui apparaît, d'assez loin, la plus touchée (le taux de suicide y est supérieur à 40 pour 100 000), contrairement à l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées, le Languedoc-Roussillon, la Provence-Côte d'Azur, la région Rhône-Alpes, la Franche-Comté et la Lorraine où les taux sont plus bas. Enfin, et c'est une surprise, la région parisienne est celle où l'on se suicide

le moins (le taux y est compris entre 14 et 20 pour 100 000).

Parmi les moyens employés, le pendaison est de loin le plus courant (dans près de 4 cas sur 10), suivie des blessures par armes à feu (1 cas sur 5 environ), les intoxications (1 cas sur 7) et les noyades (1 cas sur 9).

Il ne semble pas exister de véritable variation saisonnière des taux de suicide. Tout juste peut-on noter une légère poussée printanière. De même, aucun lien n'a pu être établi entre la fréquence du suicide et la pleine lune. C'est le lundi qu'il se produit le plus grand nombre de suicides, le dimanche étant le jour où l'on se suicide le moins.

Veufs, divorcés et chômeurs

Parmi les hommes, ce sont les veufs et les divorcés qui se suicident le plus. A noter que chez les femmes suicidées le statut matrimonial semble avoir moins d'influence. Comme si les femmes étaient, vis-à-vis de leur conjoint, moins dépendantes que les hommes. Selon les auteurs de l'étude, il semblerait que « la variable la mieux corrélée positivement au suicide soit le taux de divorce, ce taux étant lui-même corrélé au taux d'activité féminine ».

Il ne semble pas que la croissance du chômage soit l'une des causes principales de la hausse du taux de suicide, du moins chez les hommes de plus de quarante ans, qui sont pourtant à l'origine de la moitié de la totalité des suicides.

En revanche, chez les femmes, il semble bien exister un rapport entre l'évolution du taux de chômage et le nombre des suicides.

Les relations entre alcoolisme et suicide ne sont pas aussi évidentes qu'on aurait pu le croire. Il ne semble pas, en particulier, exister de corrélation particulière entre les taux de mortalité par cirrhose du foie et la courbe des suicides. « Cela, ajoutent les auteurs,

Le nombre de suicides est en augmentation constante en France depuis 1975, notamment chez les jeunes et les plus de soixante-cinq ans. Près de douze mille personnes se donnent volontairement la mort chaque année. Le suicide, qui concerne deux fois plus d'hommes que de femmes, est responsable de 2 % des décès (un sur huit) entre vingt et vingt-quatre ans. C'est la deuxième cause de mort après les accidents.

ne signifie pas que l'alcool n'a rien à voir avec le suicide. » Il pourrait favoriser le passage à l'acte en annihilant les défenses psychiques devant la mort. Considéré comme un remède à l'angoisse, il inverserait ainsi ses effets au-delà d'un certain seuil d'impregnation.

A toutes ces constatations, purement épidémiologiques, faut-il ajouter un facteur génétique ? Le numéro d'octobre de la revue *Archives of General Psychiatry* publie une étude américaine selon laquelle la dépression et l'hérédité pourraient jouer un rôle important dans le suicide. Cette enquête a étudié le comportement d'enfants adoptés, dépressifs ou suicidaires, de leurs parents adoptifs et de leurs parents biologiques. Elle montre que les symptômes suicidaires — mais aussi dépressifs — observés chez soixante et onze enfants se retrouvent beaucoup plus souvent chez leurs parents biologiques que chez leurs parents adoptifs. Autant dire que le débat sur les causes du suicide est loin d'être clos.

FRANCK NOUCHI.



L'appel de ceux qui échouent

La plus grande partie de l'ouvrage de François Davidson et Alain Philippe est consacrée aux suicides avortés. Si certaines de ces tentatives « correspondent bien à des suicides que le hasard ou l'intervention précoce de l'entourage ont interrompus à temps », écrivent les auteurs, d'autres, les plus nombreuses, ne paraissent pas marquées par un refus irrésistible de la vie, mais

Deux types de prévention

Touchant directement ou non une fraction importante de la population, empruntant beaucoup à la psychiatrie sans, pour autant, que celle-ci puisse définir à elle seule le phénomène, le suicide et ses tentatives peuvent-ils être prévenus ? Une question essentielle autant que difficile.

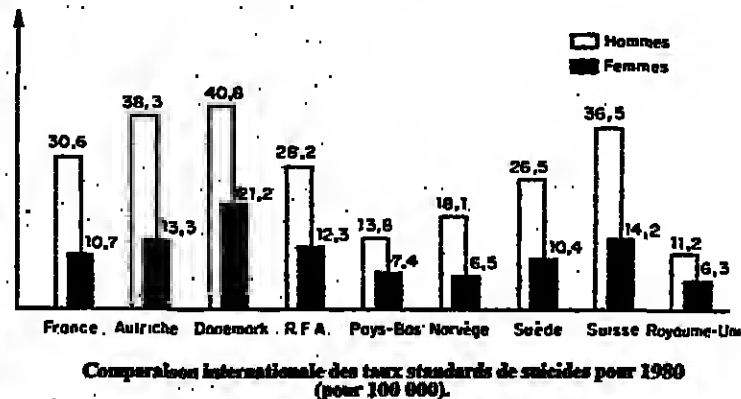
On distingue deux types de prévention : la prévention primaire (qui concerne la population dans son ensemble) et la prévention secondaire, qui ne s'adresse qu'aux personnes à risque. Sur ce point, l'enquête de l'INSERM confirme que la répétition de l'acte suicidaire survient avec une

grande fréquence — (dans 30 % à 40 % des cas, le plus souvent dans des délais rapides). L'urgence est donc de prévenir efficacement les récidives. Comment faire ? Les spécialistes proposent un programme schématisé : « Nouer avec le suicidé des liens thérapeutiques ou de soutien pendant les heures ou les jours qui suivent immédiatement la tentative ; conserver ces liens le temps nécessaire pour écarter le risque de récidive. » En pratique, il en va tout différemment. « Nombreux sont encore ceux qui pensent que la tentative de suicide doit être oubliée le plus rapidement possible, comme si cela était humainement possible », écrivent les auteurs. C'est pour eux une erreur pure et simple.

Reste à savoir qui, de l'entourage, du médecin généraliste ou du psychiatre, peut véritablement accepter un tel acte en parvenant à lui redonner un sens. C'est-à-dire réussir à faire d'un geste de désespoir — quand il n'est pas tout simplement le symptôme d'une maladie mentale — le début d'une nouvelle existence.

JEAN-YVES NAU.

Le Danemark en tête



Jeunes et vieux

	1950	1964	1968	1972	1976	1979	1981	1982
15-24 ans	Hommes ..	6,4	6,9	9,0	18,6	13,5	14,9	15,2
	Femmes ..	2,7	3,8	5,0	4,5	4,6	5,0	5,4
25-44 ans	Hommes ..	19,0	19,9	20,8	21,7	22,8	29,6	30,9
	Femmes ..	5,1	6,3	7,1	7,9	8,5	10,2	11,2
45-64 ans	Hommes ..	46,6	44,8	43,4	41,7	38,8	48,9	44,5
	Femmes ..	12,9	13,4	14,1	15,0	13,8	16,0	17,3
65 ans et +	Hommes ..	78,2	63,7	65,9	66,0	67,5	74,6	83,0
	Femmes ..	18,5	17,0	18,7	21,4	20,2	23,6	27,6
Tous âges	Hommes ..	27,8	24,8	25,4	25,5	25,3	29,4	30,6
	Femmes ..	7,1	7,5	8,3	9,0	8,7	10,1	11,4

Evolution des taux de suicides en France de 1950 à 1982, par sexe et par âge (pour 100 000).

Permis de mourir

Le suicide est tabou. Comment ne le serait-il pas dans une société où la mort elle-même est dissimulée, niée, volontairement oubliée ?

Les suicidés participent à ce grand camouflage en s'en allant, presque toujours, sur la pointe des pieds. Ils ne cherchent ni à commettre un geste exemplaire ni à alerter les médias. C'est un drame intime que leur entourage vivra seul et maquillera aussitôt. Personne ne sera dupe, mais tout le monde jouera le jeu, avec un mélange de pitié, d'effroi et de culpabilité.

Quel changement ! Jean-Jacques Rousseau voyait dans le suicide « un vol fait au genre humain », et Proudhon le qualifiait de « banqueroute frauduleuse ». Louis XIV avait déjà puni cette « éternité » avec toute la rigueur nécessaire. Son ordonnance de 1670 réglait dans les moindres détails le châtiment posthume infligé au suicidé : ses biens étaient confisqués, son corps traîné par une charrette, puis pendu par les pieds et enfin jeté à la voirie.

Cet acharnement sur un cadavre — pratiqué à d'autres époques et sous d'autres latitudes — en dit long sur la grande peur du suicide. Ne fallait-il pas exorciser ce triple crime — contre Dieu, contre soi-même et contre la société ?

« La vie appartient à Dieu », affirmait les Pères de l'Eglise. « Lorsqu'on se tue, c'est un

homme qu'on tue », soulignait saint Augustin. Et c'est pire qu'un homicide, précisait saint Thomas d'Aquin, soulignant l'infirmité faite à la loi naturelle (le désir de vivre) et l'amour que tout homme se doit à lui-même. L'Eglise se montrait à peine plus indulgente pour des suicides « religieux » : ceux de croyants qui ne voulaient pas être contraints d'abjurer leur foi ou de saintes femmes qui préféraient « fuir le Seigneur » plutôt que d'être violées.

Interruption volontaire de vieillesse

Jusqu'à une date récente, les personnes qui s'étaient suicidées en pleine possession de leurs facultés n'avaient pas droit à des funérailles catholiques. Le nouveau code de droit canon, publié en 1983, laisse désormais les évêques libres de juger. L'Eglise est moins sévère que jadis mais, à ses yeux, sauf situations exceptionnelles — les défunts torturés qui se donnent la mort, par exemple — le suicide reste « aussi inacceptable que l'homicide ».

Le suicide est universel. Il s'y trouve partout, dans toutes les civilisations, même si sa fréquence dépend aussi du contexte social et religieux. Les stoïciens en faisaient un art de mourir, et aujourd'hui encore au Japon il y a une esthétique de la mort volontaire avec toutes ses codifications.

Mais les sociétés ont toujours cherché à lutter, d'une manière ou d'une autre, contre ce qu'on appelait autrefois l'« euthanasie ». Sous l'Ancien Régime, les malheureux qui « retenaient » leur mort subissaient de lourdes amendes et un châtiment corporel en public, quand ils n'étaient pas envoyés aux galères. La France devait être cependant l'un des premiers pays à dépénaliser le suicide, en 1790. On le doit, paraît-il, à une motion de ce pauvre docteur Guillotin qui ne s'est jamais corrigé d'avoir donné son nom à la guillotine.

Aujourd'hui, ne sont punies que l'incitation au suicide et la non-assistance à personne en danger. Ainsi ont été poursuivis récemment les auteurs d'un ouvrage très discuté, *Suicide, mode d'emploi*, indiquant des recettes pour se tuer.

Silence et tabou

On se donne la mort à vingt ans parce qu'on ne veut plus vivre mais qu'on s'en sentait incapable. A quatre-vingts ans, victime de souffrances ou simplement de grande lassitude, on estime que la vie ne mérite plus d'être vécue. Dans ce dernier cas, on met un point final à sa vie ; dans l'autre, on se donne la mort avant d'avoir commencé à vivre.

Des associations pour « le droit de mourir dans la dignité » sont nées, ces dernières années, dans le

plupart des pays occidentaux. Ces adeptes de la « mort douce » — euthanasie ou suicide — réclament clairement « l'interruption volontaire de vieillesse ». N'est-ce pas la seule façon de mourir vivant ?

« Douces » ou pas, les morts volontaires risquent de se multiplier dans des pays d'Occident qui comptent de plus en plus de vieillards. Des pays où la liberté tend à devenir la valeur suprême et où le droit de disposer de soi-même en est présenté comme la plus haute expression.

Un société peut-elle s'y résigner ? Par définition, elle est fondée sur le vouloir-vivre de ses membres, leur désir de travailler, de procréer, de prévenir les accidents, de lutter contre la maladie et la mort. Tant que le suicide reste marginal, la société peut fermer les yeux. A partir du moment où ce n'est plus seulement une addition de drames individuels mais un mode de comportement plus ou moins volontaire, le silence et le tabou deviennent dangereux.

Est-ce aujourd'hui le cas ? On peut simplement constater que le nombre des suicides augmente de manière assez nette chez les plus de soixante-cinq ans. Il n'est pas permis d'en tirer une conclusion hâtive, mais encore moins de s'en désintéresser.

ROBERT SOLÉ.

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

4 gammes de services PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : su 42-33-44-85+

Je fais mes courses d'un coup de baguette

TeleMarket

Faites vos courses de votre fauteuil.

Le Monde sur Minitel

36.15 tapez : LEMONDE

LE MINTEL A TROUVÉ A QUI PARLER.

هكنا من الأمل

Le Monde

SANS VISA

ACTUALITÉ DU PHOTO- JOURNALISME

Combattu sur ses terrains de chasse traditionnels par la télévision, le reportage photographique a changé de forme. Plus rapide, plus impatient, plus brutal qu'autrefois, il tente de combattre avec des images fixes contre les images qui passent. Les méthodes diffèrent : soit être le premier



Photo extraite du livre de Sebastião Salgado, « Autres Amériques »

POUR QUE LES IMAGES NE MEURENT

sur l'événement, soit prendre du recul et montrer pour démontrer. Le travail de Sebastião Salgado que nous présentons ici ne s'oppose pas aux images d'actualité à chaud rassemblées dans ce dossier. Ce sont seulement deux manières de lire le monde qui souffre, qui vit et qui bouge.

« **E**CONOMISTE de formation, c'est lors d'une mission en Afrique, en faisant des petits essais pour votre compte, que vous êtes devenu photographe. En ce sens, vous n'avez pas vraiment la réalité ? »

— Oui, je crois que lorsqu'on voit les photos que je fais, il est à peu près certain qu'elles sont fonction de mes origines et de ma formation. Je viens d'un pays du tiers-monde, et c'est dans les pays du tiers-monde que j'ai appris l'économie. Sans le vouloir, et sans que je l'aie défini comme un principe de vie, cela se traduit inévitablement dans ma manière de regarder. Même ici, en France ou en Europe, c'est encore d'une autre façon, le tiers-monde que je cherche. Ce qui m'intéresse, c'est de photographier l'époque où je vis. Je ne prétends pas réaliser des photos artistiques ou qui expriment ma vie intérieure, mais des photos qui tentent de saisir la réalité du monde dans lequel nous vivons.

— D'abord à Sygma, puis à Gamma et depuis 1979 à Magnum, en travaillant aussi bien pour « Stern », « Newsweek » ou « Paris-Match », vous avez réalisé des reportages sur la révolution au Portugal, la guerre civile en Irlande ou les logements de La Courneuve. Vous n'avez jamais cessé de manifester votre intérêt pour les sujets sociaux. Comment définites-vous votre conception du photo-journalisme ?

— Pour moi, le photo-journalisme est d'abord une manière de vivre, et cela a évidemment beaucoup à voir avec la question qui précède. Je ne me rends sur le terrain et ne couvre les sujets qui me préoccupent qu'en fonction, sans doute, de mon passé. Le photo-journalisme consiste à montrer d'abord la réalité sociale. Je sais que le photo-journalisme recouvre aussi beaucoup d'autres sujets. Je viens de sortir le Tour de France, et c'est

ainsi du reportage, mais celui qui m'intéresse traite et concerne les hommes. En ce sens, on peut dire que ma conception du photo-journalisme est plutôt humaniste et même humanitaire.

— Mon travail se situe dans la tradition du photo-journalisme tel qu'on le pratique par exemple à Magnum. J'ai un immense respect pour l'œuvre de Cartier-Bresson, c'est un ami, nous discutons et il m'a souvent apporté son appui. Mais je crois que le principe de l'instant décisif, qui consiste à frôler un sujet, à être le témoin extérieur de ce qui arrive

sans être vraiment plongé dans une situation et la vivre intensément, n'était possible qu'à une époque. Aujourd'hui, on voit un certain type de photo-journalisme comme je viens de le vérifier en Afrique où le reporter débarque sur le terrain avec une idée préconçue. Il ne vient plus pour découvrir la réalité afin de la montrer comme elle est mais pour confirmer son idée de départ. Aujourd'hui, on juge d'avance, on se rend sur place pour récolter des images, on les ramène en Europe et on regarde le monde avec les yeux d'ici tournés vers là-bas. Même si c'est avec davantage de conscience, il me semble que c'est l'instant décisif qui est à l'origine de cette façon de faire.

— Personnellement, je crois que le photo-journalisme tel qu'il doit être pratiqué n'est pas du tout ça. Il faut en revoir complètement la conception, je ne crois plus à l'instant décisif, ni à des

par Patrick Roegiers
Vedette de l'agence Magnum, tiers-mondiste, idéaliste et passionné, Sebastião Salgado est l'un des brillants héritiers de la grande tradition du photo-journalisme. Il expose dans le cadre du Mois de la photo à Paris.



Sebastião Salgado

suivent une courbe qui, à un moment donné, atteint un point d'intensité tel que vous êtes assuré d'être parvenu à saisir les images les plus fortes. C'est ainsi qu'on se trahit pas les gens ou la réalité que l'on photographie. Pour moi, les images du photo-journalisme actuel doivent être des images ultra-sincères, presque mystiques. C'est, à mes yeux, la seule manière d'en faire encore, je ne vois pas d'autre direction.

— A travers les documents les plus terribles de l'actualité, vous n'avez pas cessé de transmettre à la fois votre réflexion et votre

Bien sûr, après, on peut parler de la composition ou de la justesse du sujet, mais ce n'est pas un photographe à penser en termes esthétiques ni à viser un impact à tout prix.

— Il y a une énorme demande pour un certain type d'images-chocs, qui plaisent, paraît-il, au public. Je ne crois évidemment pas que c'est ce qu'il faut faire. Au contraire, j'ai l'impression que les réalités les plus insoutenables doivent être approchées de la façon la plus douce, avec la meilleure composition, la lumière la plus belle, de manière à entraîner les gens dans l'image pour qu'ils comprennent que ces êtres qu'ils regardent et qui souffrent sont en fait des gens comme eux. Ces enfants pourraient être les leurs, cette femme pourrait être la leur, et eux-mêmes pourraient figurer dans l'image. Alors que les photos-chocs sont tellement brutales que personne ne pourrait jamais imaginer que cela puisse lui arriver. Elles ne peuvent donc pas intéresser les gens puisqu'elles ne parlent pas d'eux, alors qu'une image douce et humaine peut réellement les sensibiliser.

(Lire la suite page 15.)

► Exposition Sebastião Salgado, « Autres Amériques », avec le concours de la fondation Leica, Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, Paris-7^e, du 21 octobre au 17 novembre.

Dans le cadre de cette exposition paraît le livre Sebastião Salgado, Autres Amériques, quatre-vingts photographies, 112 p., Ed. Contraste, 250 francs. Ce livre a obtenu le prix du Premier livre Paris Audiovisuel-Kodak.

Sebastião Salgado publie également, *Sahel, l'homme en détresse*, édité par Prima-Presse, réalisé par le Centre national de la photographie, introduction de Jean Lacouture, texte de Xavier Emmanuel, vendu au profit de Médecins sans frontières, 200 F.

« Autres Amériques » sera présentée ensuite à Toulouse, au Château d'Eau, animée par Jean Diezou, et une sélection des images du Sahel est actuellement présentée à « Déclics-Angoulême », ayant pour thème l'Afrique noire, Centre culturel Saint-Martial, Angoulême, jusqu'au 26 octobre.

prise de conscience et votre émotion. Lorsqu'on voit ce que vous voyez, comment évitez-vous les pièges du spectaculaire et celui du moralisme ?

— C'est là qu'intervient le concept du temps. Il faut du temps pour voir et comprendre, et il en faut aussi pour se retenir, car on peut moralement juger comme on veut mon travail, mais je ne crois pas qu'une image qui peut porter préjudice doive être faite. Mon reportage sur l'Amérique latine dénonce la pauvreté et exalte un peuple qui souffre : je n'ai pas voulu que mes images soient misérabilistes mais qu'elles célèbrent la dignité de ces gens. Il n'est pas utile d'aller en Ethiopie si c'est uniquement pour montrer ce qu'il y a de terrible. Je ne crois pas que la photo puisse aider à construire le monde ni à défendre une cause, mais je pense qu'il faut le croire dans sa tête. Une photo qui ne sert à rien n'a pas de raison d'être.

Fénela

Neuf événements, neuf photos, neuf photographes. Entre l'audace et la chance, la marge est quelquefois étroite pour saisir le moment qui compte ou celui qui va compter. Chaque photo a son aventure propre. Chaque journaliste son commentaire.

Par
Michel Guerrin



ARMERO

Pendant trois heures, Franck Fournier a photographié l'agonie d'une petite fille dans la boue d'Armero, en Colombie. On avait surtout parlé de la mort télévisée. C'était il y a un an, le 16 novembre 1985.

« Quand je l'ai découverte, à 6 h 30 du matin, elle était seule. Elle avait déjà été filmée par la télévision colombienne. De partout, on entendait les cris des gens dans la boue. Je savais qu'elle allait mourir. Je l'ai sentie tout de suite. Elle parlait doucement. Elle disait qu'il fallait la sortir de là, car elle ne voulait pas arriver en retard à l'école.

« Une heure avant sa mort, la télévision colombienne est revenue. Elle m'a vu faire des photos. Trois pellicules couleur. Elle m'a souri. C'est comme un volcan qui vous tombe sur la tête. Parfois, je m'approchais, ou j'essayais de disparaître. Quand elle cherchait quelqu'un, je me faisais sentir. Elle est morte à 9 h 18.

« J'ai essayé de faire la travail le plus simple possible, de raconter une histoire, de traduire une violence. Je voulais éviter le spectaculaire. Pour ça, la télévision était déjà passée par là. Je savais que c'était

devenu une grosse histoire en Europe, pour des raisons simples : le TV qui filme une petite fille de douze ans qui va mourir.

« Trois fois, j'ai voulu tout arrêter : au moment de déclencher, avant d'envoyer les photos, avant de les faire publier. Des gens m'ont reproché d'avoir fait ces images. Je n'ai pas à me justifier. La seule chose que je puisse faire, c'est leur expliquer ma démarche. »

Pour son reportage sur Armero, Franck Fournier, qui travaille à l'agence Cosmos à New-York, a obtenu un World Press 86.

DES PHOTOGRAPHES ENTRE LES « EPOUX TURENGE »

A la sortie du tribunal d'Auckland, c'est la bousculade. Les faux époux Turenge viennent d'être inculpés pour détention de faux papiers. Pour l'instant, des brouilleries...

Un photographe de l'Auckland Star, Murray Job, est là. Avec peu de temps pour travailler. Dominique Prieur se cache le bas du visage avec sa veste. Dans la main gauche, elle tient un livre des éditions Marquise de France. Murray Job va également prendre une photo du « mari », Alain Maffier.

Il est 17 h 30, ce 17 juillet 1985. En France, personne ne s'intéresse à cette histoire. Encore moins aux photos. Les deux clichés ne seront diffusés par l'AFP qu'un mois plus tard, le 22 août 1985. Il faudra des révélations journalistiques et la nomination de Bernard Tricot le 8 août pour que naisse l'affaire Greenpeace. A la rentrée de septembre, la « cote » des deux photos des Turenge est au plus haut. Eux sont bouclés et invisibles.

Journaux et magazines sont obligés de faire avec ces deux images. Les seules. Elles seront publiées partout dans le monde pendant plus d'un an. Des photos qui auraient pu rapporter gros à son auteur s'il avait su qu'il tenait de l'or dans son objectif...



ATTENTAT A LA POSTE DE L'HOTEL DE VILLE

Dans un attentat, le photographe est sans cesse confronté à des images insoutenables. Les images qu'il refuse de faire. Les images qu'il fait mais qui ne sont pas publiées. Comme celle de cet enfant protégé par une femme après l'attentat de la poste de l'Hôtel-de-Ville, prise par Jean-Luc Dolmaire, de l'agence Keystone.

« Je sortais d'une prise de vue au Café de la gare, rue Vieille-du-Temple. Je redescendais à pied vers la place de l'Hôtel-de-Ville. A 150 mètres, j'ai entendu l'explosion.



« J'étais le premier photographe, j'ai eu deux minutes trente pour travailler, avant l'arrivée de la police. J'ai été attiré par cette femme qui couvrait un enfant. J'ai fait deux ou trois photos. Il ne fallait pas perdre de temps, voir à l'intérieur. Il y avait un type vraiment amoché. Là, j'ai loupé une bonne image : une femme

qui était indemne hurlait vers lui et l'homme a trouvé la force de faire un geste pour la calmer.

« Je suis ressorti, le gosse était toujours là, protégé. Il était égratigné de partout, mais il n'était pas affolé, ne disait rien, restait calme. La femme m'a regardé avec un air de reproche. »

LA PRISE D'OTAGES DE NANTES



D'abord, il y a les images filmées par FR 3 en plein tribunal : Courtois, pistolets dans les mains, parlant, hurlant et menaçant ses otages. Images diffusées à 13 heures, en plein journal télévisé. Vincent Leloup, de l'agence Collocat, était présent à Nantes :

« La prise d'otages, c'était le 19 décembre 1985. Le lendemain, après une nuit blanche, Courtois est sorti vers midi, par la grand-porte, le pistolet sur la tempe du juge auquel il s'était attaché avec des menottes. Face à lui, à 200 mètres, les téles. Moi, j'étais derrière un arbre, sur le côté.

« Un clochard à giclé : T'es pas capable de tirer ! Et l'autre s'est mis à tirer n'importe où, comme un dingue. Les reporters TV se sont couchés les uns sur les autres. Pendant ce temps, j'ai fait mes photos. Courtois a dû tirer cinq ou six fois pendant un quart d'heure.

« Je n'ai pensé qu'aux photos. Le danger, je l'ai réalisé quand j'ai vu le trou fait par une balle dans la caméra d'un journaliste de la BBC. Mais c'était après...

« Il n'y avait pas assez de lumière. J'avais de la Fuji 400, de

l'Ektachrome 800, un objectif 300 mm et trois boîtiers. J'ai fait trois pellicules. Là, le 300 mm, c'est bien. Des photographes avaient plus gros, mais ils perdaient en ambiance. Moi, j'avais un cadre, pas seulement un portrait. Ma photo est un peu floue, mais il y a une tension, un mouvement de surprise dans l'attitude de Courtois avec ses deux pistolets comme s'il ne contrôlait plus rien.

« Nous étions quinze photographes dans mon coin. J'étais le mieux placé, devant. Ça s'est trouvé comme ça. »

LES INCENDIES DE FORÊT



Ce 24 juillet 1986, sur les plages de Cannes, les baigneurs voient apparaître au-dessus des collines du Tanneron une épaisse fumée noire qui, très vite, va dominer la mer. Il est 16 heures, le mistral est violent.

Un jeune photographe de Nice-Matin, Alain Brun-Jacob, va, à cette occasion, réaliser l'image la plus forte des incendies. Sans montrer la moindre flamme : « Je me suis arrêté sur la plage, je suis resté trois minutes et j'ai fait huit images en couleurs, juste pour « assurer le coup ». En soi, ce n'était pas terrible, il n'y avait que de la fumée. Le plus important, c'est de voir les

flammes, de trouver un passage et d'arriver avant les pompiers. Sinon, ils vous vident.

« Sur la plage, les gens ne paniquaient pas, ils n'étaient pas menacés. Moi, j'étais très excité, je ne me suis pas rendu compte que j'étais à contre-jour ; mais, finalement, les halos de soleil noyés dans la fumée, ça donne une impression étrange. Ensuite, pendant quatre heures, j'ai essayé de passer, d'atteindre les flammes. Je n'y suis pas arrivé. Ce jour-là, personne n'a réussi.

« Cette photo, c'est l'illustration de cet échec. Elle montre aussi le

difficulté de la photo d'un incendie : il ne faut jamais aller à sa rencontre, mais suivre ses ravages et essayer de le rattraper. On n'y arrive pas toujours.

« Quand j'ai pris cette photo, je n'ai pas pensé une seconde qu'elle pouvait avoir un tel impact. Avec du recul, il y a tout dans cette image, parce qu'il manque l'essentiel : il y a l'eau, le feu, les baigneurs, mais pas les flammes. Quand j'ai vu les parutions (Paris-Match, VSD, la presse allemande), ça m'a fait drôle. Dans Match, ils ont trop accentué les noirs. Pour faire Apocalypses. »

TCHERNOBYL

Tchernobyl, c'est aussi un grand décalage entre le texte et l'image : d'un côté, de longues analyses, enquêtes, éditoriaux sur la gravité de l'accident. De l'autre, rien ou presque : juste quelques photos « officielles » envoyées par l'agence Tass.

Et puis sont arrivées les images de Robert Gale. Quelles images ! Après la vide, un visage qui vous fixe, souriant, massacré.

Robert Gale n'est pas photographe. Ce médecin américain est spécialiste des greffes de moelle osseuse et, à ce titre, directeur de l'International Bone Marrow Transplant Registry. Le 2 mai dernier, quelques jours après l'accident, il est appelé à Moscou pour soigner les victimes. Cette invitation, peu commune de la part des Soviétiques, n'est rendue possible que grâce à l'entremise du président d'Occidental Petroleum, Armand

Hammer, un ami de longue date des dirigeants du Kremlin.

Mais Robert Gale est une personnalité controversée aux Etats-Unis. Il a en effet reçu en 1985 un blâme émanant du National Institute of Health pour non-respect du code éthique relatif à l'expérimentation des nouvelles thérapies. Ce qui ne l'a pas empêché de signer le 6 juin dernier avec Andreï Vorobiev, le directeur de l'institut central des études médicales avancées de l'URSS, un mémorandum portant sur le suivi à long terme des victimes de la catastrophe.

Des spécialistes émettent des doutes sur le traitement appliqué par Robert Gale sur les malades irradiés de Tchernobyl. Ses photos, pour leur part, ont fait la couverture et donné lieu à tout un reportage dans Life aux Etats-Unis. Avant d'être diffusées dans le monde entier par l'agence Sygma.



CHANCE
CHALLENGER



IRIS
CKER

MISSION
LA PRISON
DE LA SANTÉ

هكنا من الأمل

LA CHANCE ET L'AUDACE CHALLENGER

Une semaine après la catastrophe de Challenger, l'US Air Force rend un dernier hommage dans le ciel de Houston à l'équipage disparu. Aux côtés de Ronald et Nancy Reagan, Jane Scobee, la femme du commandant de bord. A 150 mètres de là, quatre cents photographes à l'affût. Frank Fourrier sera le seul à saisir l'image-choc.

« Les Reagan nous tournaient le dos. Pas facile de travailler. J'avais un 600 mm plus un doubleur de focale; le moteur est obligatoirement sur pied : 20 kilos d'appareils plus 20 kilos de trépied. Ce n'est pas du Leica... Tout le monde

fait peur. La sécurité de la Maison Blanche vous fouille complètement, vous donne un endroit précis et vous conseille sur la lumière, l'objectif et le temps d'exposition !

Quand j'ai vu les avions dans le ciel, j'ai pensé à l'étoffe des héros, ce film où les femmes de pilotes d'essai voient leurs maris disparaître un à un. Dans la formation, comme le veut la tradition, manquait en tête le chef d'escadron.

C'est allé très vite. Au moment où les avions se sont retournés pour voir les avions passer au-dessus de leurs

têtes, j'ai senti quelque chose de très fort, j'ai compris que j'avais « la » photo, qu'il n'y en aurait pas d'autre. J'ai eu de la chance, j'ai découvert l'image en une fraction de seconde, quand leurs visages me sont apparus; quand j'ai vu cette femme qui ne supportait pas l'avion manquant dans le ciel et qui hurlait sa détresse.

Cette photo a été exposée en grand format à la NASA. On m'a dit que beaucoup de visiteurs s'arrêtaient et pleuraient devant elle, croyant qu'elle avait été prise au moment de l'explosion. »



POUR QUE LES IMAGES NE MEURENT

(Suite de la page 13.)

Eugene Smith, qui est sans doute le photo-reporter dont vous vous rapprochez le plus, disait : « La photographie est tout au plus une petite voix, mais il arrive qu'elle puisse déboucher sur une prise de conscience. » J'imagine que vous partagez ce point de vue.

Totalement. Peut-être la photo ne sert-elle à rien et peut-être me serai-je trompé toute ma vie, mais j'espère sincèrement que l'on arrivera un jour à résoudre tous ces problèmes de famine, de souffrance, d'exploitation et d'inégalité sociale. On peut être déçu par l'utilisation de certaines de ces images, mais il ne faut pas pour autant arrêter d'en faire.

Vous ne vous contentez pas d'être un témoin extérieur. Il y a dans vos images un grand sens de la composition. Comment, face à l'horreur, préservez-vous une telle part de création ?

C'est une question très importante qu'on me pose souvent : pourquoi soignez-vous tant la lumière et la composition alors qu'il s'agit de situations si atroces et d'endroits tellement sordides ? Mais pourquoi rendre les choses laides, mal composées, mal éclairées, quand tout autour de soi est déjà laid ? Rajouter de la laideur sur l'horrible me paraît inutile.

Mais il y a une autre raison qui est bien plus cruciale et qui touche à un problème de fond. Quand on est en situation, il faut obligatoirement donner la meilleure forme pour représenter les choses comme elles se passent vraiment. Lorsqu'on vit au cœur de la tragédie, par exemple au Sahel ou en Éthiopie, on imagine qu'il n'y a que la laideur, la misère et la souffrance; les gens me demandent souvent : comment êtes-vous vivant puisqu'il n'y avait rien à manger ? Il y avait à manger et à boire mais la vérité, c'est que le drame ne se joue pas en une minute, le temps d'un défilé. Il dure pendant toute une journée, un mois et pendant des années durant lesquelles la vie est fantastique et splendide.

Lorsque je quittai le Tigré pour le Soudan afin de suivre les réfugiés, il y eut des instants très drôles, on riait, les enfants jouaient, on même en mourant de faim, j'ai vu des enfants qui continuaient de jouer. Il y avait des scènes d'amour incroyables chez un couple sur le point de mourir, il y avait une intensité de regard et de geste, et la lumière était aussi belle que le paysage environnant. Car ces gens voient la beauté. Mais on a développé dans la presse un concept terrible qui est celui de l'immédiat, et avec la télévision celui du super-immédiat. Lorsqu'on parle de la famine ou de la mort, on montre la mort instantanée, et je ne crois pas que l'on en ait le droit. Il y a bien des choses à changer dans le photo-journalisme, à commencer par celles qui consistent à trahir la mentalité des gens. Ce qu'il faut comprendre, c'est que ce n'est pas seulement l'homme africain qui est en train de mourir mais nous-mêmes. Nous devons penser à eux comme nous pensons à nous-mêmes.

En 1981, lors d'un suivi pour le New York Times, vous avez capté une série d'images en couleur de l'attentat contre Reagan. Pouvez-vous raconter comment cela s'est passé ?

Que ce soit vis-à-vis de l'Amérique latine ou du tiers-monde, je suis en désaccord avec la politique de Reagan, mais j'avais accepté d'effectuer un reportage sur ses cent premiers jours à la présidence. Cela m'excitait beaucoup de vivre à ses côtés, de le voir travailler, de passer une semaine à la Maison Blanche. Nous étions dans une salle où Reagan tenait une conférence au Hilton de Washington, et je voulais le précéder pour photographier sa sortie. C'est ainsi que j'ai traversé en courant tout l'hôtel et que je me suis retrouvé face à lui quand on a commencé à tirer. En entendant le claquement des coups de feu, j'ai d'abord cru qu'il s'agissait de pétards comme on en a l'habitude avec les présidents latino-américains.

Mais j'ai tout de suite compris que cela claquait trop vite et trop sec pour être seulement des pétards, et qu'il s'agissait de coups de feu. J'étais presque au milieu de l'action et... c'est drôle, il y a un instinct qui pousse à faire les choses... le photographe officiel de la Maison Blanche m'a envoyé par la suite une photo où l'on me voit courir vers le meurtrier alors que tout le monde refuse en sens inverse. Cet instinct, je l'ai appris à Gamma, qui a été pour moi la vraie école du photo-journalisme : être présent au moment où les choses arrivent. Je ne savais pas du tout si les photos étaient réussies, et j'ignorais que Reagan était blessé, personne alors ne l'a su puisqu'il a été poussé dans la voiture, mais on a vu les autres. J'ai pris Brady à l'instant où il tombe, on voit le sang sortir de sa tête, c'est une photo très violente qui n'a jamais été publiée. Ce n'est pas ce que je fais d'habitude, mais le photo-journalisme, c'est aussi cela.

Malgré la demande croissante de la presse pour la couleur, contrairement à beaucoup de vos confrères, vous continuez à travailler en noir et blanc. Quelle en est la raison ?

Je travaille en couleur, mais je préfère le noir et blanc. Les photos-reporters ne sont pas riches et vivent beaucoup plus modestement de leurs photos que les photographes de mode ou de publicité. On est donc obligé d'accepter les commandes des magazines. Lorsque je prépare un reportage, je l'imagine en noir et blanc, car c'est ainsi que je vois le monde. Contrairement à d'autres reporters, je n'ai pas une vision colorée du monde. Si je fais une photo couleur, pour moi c'est du noir et blanc coloré, et quand je

gagne, pouvez-vous raconter comment cela s'est passé ?

Je ne suis pas un homme de l'Amérique latine ou du tiers-monde, je suis en désaccord avec la politique de Reagan, mais j'avais accepté d'effectuer un reportage sur ses cent premiers jours à la présidence. Cela m'excitait beaucoup de vivre à ses côtés, de le voir travailler, de passer une semaine à la Maison Blanche. Nous étions dans une salle où Reagan tenait une conférence au Hilton de Washington, et je voulais le précéder pour photographier sa sortie. C'est ainsi que j'ai traversé en courant tout l'hôtel et que je me suis retrouvé face à lui quand on a commencé à tirer. En entendant le claquement des coups de feu, j'ai d'abord cru qu'il s'agissait de pétards comme on en a l'habitude avec les présidents latino-américains.

Mais j'ai tout de suite compris que cela claquait trop vite et trop sec pour être seulement des pétards, et qu'il s'agissait de coups de feu. J'étais presque au milieu de l'action et... c'est drôle, il y a un instinct qui pousse à faire les choses... le photographe officiel

Lorsque je prépare un reportage, je l'imagine en noir et blanc car c'est ainsi que je vois le monde.

détaille l'intensité de mes gris, je peux vraiment y découvrir toutes les couleurs. Une tache de couleur un peu forte peut complètement modifier le sens d'une photo, alors qu'en noir et blanc, ce qui compte, c'est l'intensité d'un regard ou d'une situation. Le noir et blanc confère une dimension visuelle et rend la réalité presque irréaliste. Il y a eu ces dernières années une poussée de la couleur, mais je crois qu'on assiste maintenant à un retour en force du noir et blanc.

N'y a-t-il pas un danger à voir vos images publiées un peu partout ? Ne craignez-vous pas qu'elles finissent par ne plus être regardées ou qu'elles se contentent d'alimenter la bonne conscience du public ?

C'est un problème dont je suis conscient, mais il répond à un choix délibéré que j'ai fait en commençant mon reportage sur le Sahel, en 1973. Je savais qu'il me faudrait plus d'un an pour l'accomplir. Alors, je devais montrer tout à la fin, sous forme de livre, d'exposition ou de publications dans la presse, mais cela semblait une trahison vis-à-vis des gens. Car je n'avais pas le droit de cacher la dimension de leur drame, qui est peut-être le plus grand de cette décennie. J'ai donc décidé de tout montrer depuis le début à un maximum de monde; de publier les images partout; parce que cela me paraissait la seule manière d'être honnête à leur égard. Mon but n'était pas de dénoncer mais de montrer qu'il fallait réagir.

A mon avis, une image n'est jamais archivée : elle peut perdre un peu de son impact, mais après on la regarde à nouveau. Le phénomène de consommation des images existe malgré les photographes, on ne peut pas le dominer. Tout comme il y a des images qui ne sont jamais vues, d'autres le sont trop parce que cela arrange beaucoup de monde. Il est toujours difficile de séparer la part du commerce de celle de l'information. C'est une contradiction dans laquelle on vit et qu'on ne peut maîtriser. La seule chose que l'on puisse vraiment faire, c'est réaliser le travail le meilleur et le plus honnête possible, mais après, on n'a aucun contrôle sur l'utilisation des documents.

Lors de mon premier voyage au Sahel, on trouvait principalement sur place des protestants, des catholiques et des volontaires concernés par le tiers-monde. A partir de là, on a commencé à parler de la famine, on a publié de nombreux reportages, on les a critiqués, on en a trop parlé et on en a trop publié mais quand même, avec tout cela, on a fini par former et mobiliser l'opinion. J'ai été très surpris lorsque je suis retourné au Sahel en 1984 de constater que 90 % des gens sur le terrain étaient des jeunes médecins, des jeunes infirmières, et que les organisations n'étaient plus religieuses mais réellement humanitaires. Les jeunes, sortis de l'université, étaient politiquement conscients des réalités, ils venaient pour aider vraiment et là, je suis sûr à 100 % que l'image et la presse y sont pour quelque chose.



FRANK FOURRIER/COSMOS

BORIS BECKER

Pour la deuxième fois, Boris Becker vient de triompher à Wimbledon. Avant de reprendre le chemin des courts, le champion allemand va se défendre à Saint-Tropez chez Eddie Barclay. Un photographe, un paparazzi comme on dit, collaborateur de l'agence Angell spécialisée dans la famille de Monaco, est là.

L'agence Angell bénéficie d'une sorte de « régime » de « complaisance » auprès d'Eddie Barclay : on peut faire des photos mais ça ne doit pas se voir. Personne ne sait rien, le maître de cérémonie n'est pas au courant.

C'était le 21 juillet dernier. Le photographe est allongé de l'autre côté de la piscine, attendant le moment propice. Il ne tarde pas : une jeune fille vient s'allonger contre, tout contre, le sportif.



Le paparazzi fera trois photos avec un objectif 200 mm. Juste après, frayeur ! Le photographe se demande s'il n'a pas oublié de mettre un film dans l'appareil. Il ouvre

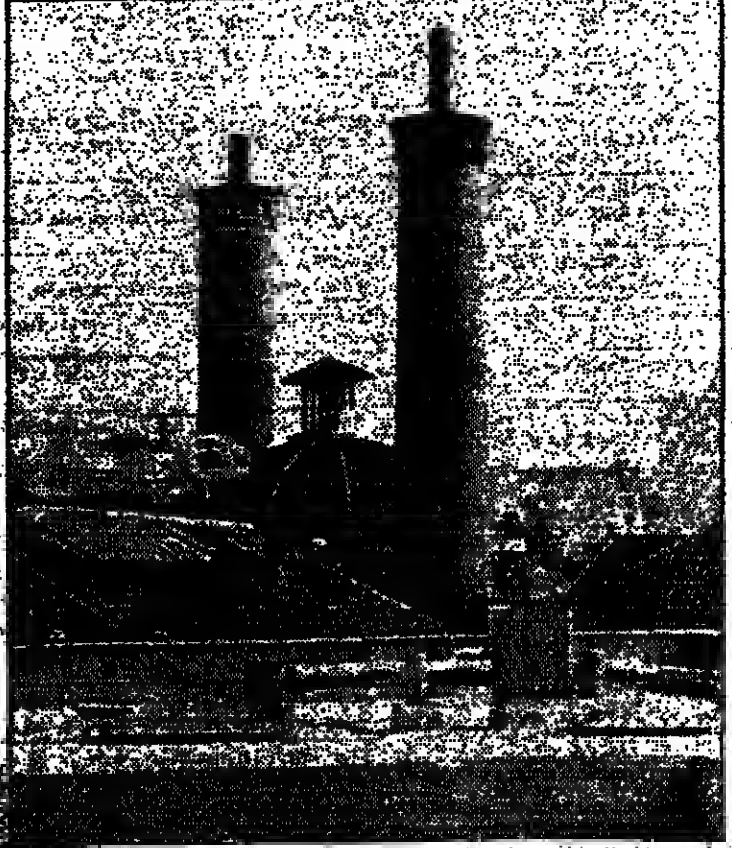
le boîtier et le reforme rapidement. C'est bon, la pellicule est là : elle sera juste un peu voilée sur le bord. Toute la presse allemande publiera ces photos.

ÉVASION A LA PRISON DE LA SANTÉ

M. Ludo revient de Londres, où il a fait des photos avec son vieux Leica de 1928. Il reste une douzaine de clichés. Dans la matinée du lundi 26 mai 1986, ce décorateur de cinéma à la retraite bricole dans son appartement du boulevard Saint-Jacques dont une pièce donne la prison de la Santé.

Il est alors sept heures, un bruit d'hélicoptère et remarque que l'engin n'appartient ni à la Croix-Rouge ni à la gendarmerie, contrairement à ceux qui se posent parfois à l'hôpital Cochin tout proche. Il observe le ballet de l'hélicoptère au-dessus de la prison, soudain, il voit deux personnes courir sur le toit : il saisit son Leica et, sur le balcon, dans l'embrasure de la fenêtre, prend quatre photos couleur. Pas une de plus. Le reste, ce sera pour la réunion de famille, le week-end prochain. Pour M. Ludo, ces quatre images, c'est juste un souvenir, rien d'autre.

Son petit-fils a beau lui expliquer que ces images peuvent intéresser la presse, il ne veut rien savoir et ne pas être dérangé. Ce n'est que le lendemain qu'un ami le persuade de confier la pellicule à Gökio Sipahioğlu, le patron de l'agence photo



Sipa. Gökio, lui, sait très bien que faire des photos. Le reportage est vendu en exclusivité à Paris-Match pour une somme avoisinant les

200 000 francs : les photos étant ensuite vendues en Angleterre, en Finlande, en Suède, en RFA, en Espagne et au Japon.

époque

L'ISLAM DANS LE MONDE

par
Paul-Jean
Franceschini

L'ISLAM est en crue. C'est l'expression d'un spécialiste de la Turquie, pays d'où le turban jadis a tant menacé la croix. Pays aussi du laïcisme autoritaire où l'Etat d'Atatürk a voulu imposer aux vieilles barbes religieuses sa logique occidentale et doit, lui aussi, battre aujourd'hui en retraite devant la montée des eaux. En Occident, la marée islamique fait peur. La frénésie des ayatollahs, la montée des intégristes finissent par obséder les nouveaux Viennois que nous sommes. L'armée hostile campe sous nos murs. Personne ne semble avoir conservé assez d'humour et de sérénité pour braver le péril, comme on le fit il y a trois cents ans au bord du Danube, en inventant les croissants de boudailler.

Le moment est parfaitement choisi pour faire le point sur l'expansion et la situation de la religion « scellée » par le Pro-

phète. Paul Balta s'y attache en rassemblant, et en faisant précéder d'une introduction éclairante, une série d'articles publiés ces dernières années dans le Monde par des auteurs de « sensibilités » très diverses mais d'égale passion à comprendre et à expliquer. Car l'islam est immense et appelle tout autre chose que les simplicités réductrices.

C'est la première leçon du livre consacré — pour reprendre une belle image de Jacques Berque — à « la vaste écharpe terrestre où plusieurs centaines de millions d'hommes ont trouvé et devraient approfondir leur « site de vérité » : « *mubawwa' qidq* » comme il est dit dans le Coran ». (L'islam du défi, Gallimard, 1980.)

Connaître l'islam, c'est d'abord se remettre en mémoire quelques vérités chiffrées, surprenantes pour beaucoup : il y a plus de musulmans en Union soviétique qu'en Egypte, et ils y seront, en l'an 2000, près du quart de la population; l'Indonésie est

la première terre d'islam de la planète et ne se considère pas comme une fidèle du second rang; les Arabes sont une partie (15% à 20% seulement) des orants de cette mosquée où ils font tant de vacarme qu'on les prend parfois pour le tout.

Marxistes discrets

Que « l'écharpe » est donc longue. Et bariolée, car si tous les musulmans vivent dans un même univers spirituel et esthétique, il y a loin du bazar de Téhéran au pieux pèlerin des marabouts maghrébins ou au Sénégalais de grande confrérie. Sans même parler des Chinois résistants contre vents et marées et des « marxistes » discrets, circoncis aux cinq prières, des Républiques gouvernées par Moscou.

« C'est bien l'une des caractéristiques de l'islam que d'avoir toujours cherché à organiser la diversité dans l'unité », écrit l'un des auteurs rassemblés sous l'expertise houlette de Paul Balta. De

l'Alhambra au Taj Mahal, qui en douterait? Mais il est vrai aussi — et le maître d'œuvre de ce recueil en convient — que « le climat général est, depuis quelques années, plus à l'affrontement qu'à la coexistence entre l'islam et les civilisations qui l'entourent ». C'est dans l'analyse de la montée de l'intransigeance — « islamique » — dans le glissement de l'adjectif du pieux commentaire de textes aux communiqués terroristes — que le livre rend le plus de services. Cet « islam dans le monde » montre très bien comment la naissance d'Israël puis la débâcle de l'arabisme, rêve brisé de Nasser, ont fait le lit de l'intolérance. Comment la fascination religieuse chiite, chère à Henri Corbin, s'est transformée en rage de vaincre. Comment l'échec de l'occidentalisation et la galopade démographique ont convulsé les cœurs de la nouvelle guerre sainte dans le giron d'un désastre, et cela alors que l'islam désigne par *djihad*, en tout premier lieu, le bon concept d'effort et de victoire sur soi.

Quant aux mariages islamo-chrétiens, on a dû reconnaître que 90% sont voués à l'échec », observe l'auteur de l'un des articles de ce bilan sans complaisance ni animosité. Le grand malentendu qui brise les couples tient à la méconnaissance initiale de ce que l'islam considère comme ses droits. Le mérite de l'excellent livre de Paul Balta est d'appeler à connaître avant de juger, à comprendre avant de condamner, à ne pas prendre un dialogue pour un duo amoureux et un mariage bâclé pour une union durable. Car cette immense « écharpe » dont nous craignons tant qu'elle nous étrangle — et avec quelques raisons, convenons-en! — ce n'est pas le lacet des maux du sérail, cauchemar de l'Occident depuis Bajazet. C'est un univers, un arc-en-ciel aux mille nuances qui finira bien par s'ouvrir après l'averse des fanatismes.

► L'islam dans le monde, dossier présenté et établi par Paul Balta. Editions la Découverte/le Monde, 110 F.

INSTRUMENT de travail, le livre de Paul Balta se veut aussi un ouvrage de référence sur l'islam contemporain. Il comprend un tableau d'une dizaine de pages — dont est extrait celui publié ci-dessous — permettant de se faire rapidement une idée de la situation de l'islam et des musulmans dans plus de soixante-cinq pays ou régions du monde. Grâce à des « notices » typographiques, les vingt-deux États de la Ligue arabe et les quarante-six membres de l'Organisation de la conférence islamique sont immédiatement repérables.

D'autres tableaux donnent le nombre des musulmans en France par département et celui des chrétiens dans le monde. Celui concernant les chrétiens arabes figure dans le chapitre consacré à leurs Églises enracinées sur les « cinq piliers » de l'islam, les textes sacrés des druzes, les parts de la résistance afghane, etc., complètent cet ensemble. On y trouve aussi la géologie du prophète Mahomet et celle de la famille Aïme et la liste des fêtes musulmanes, celle des mois de l'année.

Elaborée à partir de la Carte des musulmans dans le monde réalisée en 1984 par le Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie moderne (CHEAM), la carte permet de voir la répartition des musulmans sur le globe et leur densité selon les régions et les pays. Un chapitre consacré au livre et aux maisons d'édition est suivi d'une bibliographie commentée.

LES MUSULMANS HORS DES PAYS ARABES ET AFRICAINS

Pays	Population 1985	% de musulmans	Tendance et rite	Particularités
Afghanistan	17,67	99 %	Sunnite (hanafite) Chiite 40 % (ismailite)	L'islam anime la résistance contre l'occupation soviétique. L'armée rouge, forte de 115 000 hommes, a pénétré en 1978 pour soutenir le régime communiste de Babrak Karmal installé à Kaboul — 7,2 millions de chiites.
Albanie	2,90	7 %	Sunnite (hanafite)	Islamisée à 70 % pendant la domination ottomane, l'Albanie comptait, en 1945, 816 677 musulmans (80 % de sunnites, 20 % de bektachis ou musulmans locaux). Toutes les organisations religieuses ont été supprimées en 1967 et un décret ordonne depuis 1977 le changement des noms bibliques et coraniques.
Allemagne (RFA)	61,2	2,7 %	Multiples	Les Turcs représentent 34 % des 4,6 millions d'étrangers en RFA, viennent ensuite les Marocains (32 000), les Israéliens, 22 000, les Tunisiens, 21 000, les Jordaniens, 11 000, divers, 10 000. Quelques milliers de citoyens allemands ont embrassé l'islam.
Amérique latine			Chiites (ismailites, alouites, druzes)	Venus par vagues successives en 1880, 1914 et 1948, les musulmans d'Amérique latine sont principalement syriens, libanais et palestiniens, et chiites, alouites et druzes. Ils sont 1 million dans les Caraïbes, 750 000 en Argentine, 450 000 au Brésil, 40 000 au Venezuela, mais on en trouve aussi en petit nombre dans d'autres pays.
Bangladesh	96,73	85 %	Sunnite (hanafite)	Le Bangladesh faisait partie du Grand Pakistan, constitué en 1947 après s'être séparé de l'Inde. Il a lui-même fait sécession sous son appellation actuelle en 1971. Bien qu'islamique, le pays compte environ 15 millions d'hindouistes, 500 000 bouddhistes et 300 000 chrétiens.
Birmanie	36,39	3 %	Sunnite (hanafite)	Les rohingyas, musulmans vivant en Arakan, le long de la frontière du Bangladesh, s'estiment persécutés par le gouvernement central et voudraient obtenir un statut spécial reconnaissant leur spécificité ethnique et culturelle.
Brunei	0,26	75 %	Sunnite (hanafite)	Protectorat britannique depuis 1880, Brunei est devenu un sultanat islamique en accordant à l'indépendance le 31 décembre 1983. La famille royale cherche à faire partir les Chinois — beaucoup ont déjà émigré au Canada — pour que l'Etat soit entièrement musulman.
Bulgarie	6,97	9 %	Sunnite (hanafite)	D'après le recensement du 31-12-1946 (dernier à tenir compte des confessions), il y avait 938 418 musulmans sur 7 029 348 habitants, soit 13,35 %. Compte tenu des départs en Turquie, il en resterait environ 800 000.
Canada	25,2	0,6 %	Divers	Les 150 000 musulmans émigrés au Canada viennent principalement du Proche-Orient, comme les chrétiens arabes. En revanche, l'importante communauté juive arabe est originaire du Maroc.
Chine	1 036	1,4 %	Sunnite (hanafite)	En dehors de 7 millions de Huis (0,64 %), de 6 millions de Ouïghours (0,54 %) et de 800 000 Kazakhs, on trouve une poussière d'ethnies musulmanes qui ne dépassent jamais, dans les zones où elles vivent, 1 % de la population chinoise totale.
Chypre	0,68	16 %	Sunnite (hanafite)	Ancienne colonie britannique devenue indépendante en 1960, l'île comprend au sud 535 000 Grecs orthodoxes et au nord (36,8 % du territoire) 120 000 Chypriotes turcs musulmans auxquels se sont ajoutés en 1974 50 000 colons d'Anatolie et 30 000 soldats turcs dépêchés par Ankara. Le nord s'est érigé en République : celle-ci n'est reconnue que par la Turquie.
Etats-Unis	236,6	1,4 %	Divers	Les 4 millions de musulmans américains se répartissent principalement entre les Black Muslims descendants des esclaves noirs, et les Arabes américains originaires du Proche-Orient. Les chrétiens arabes représentent environ 70 % des Arabes américains.
France	54,9	5 %	Sunnite (malékite) et divers	La communauté musulmane est, en importance, la première d'Europe et la deuxième de France. Les musulmans de nationalité française représentent 1,16 % de la population totale et environ 25 % de l'ensemble des musulmans.
Grande-Bretagne	56,4	1,4 %	Multiples	Sur le base du recensement de 1981, la Grande-Bretagne comptait 690 000 musulmans et 800 000 selon des sources plus précises dont 400 000 du Pakistan-Bangladesh, 130 000 de l'Inde et 27 000 d'Afrique de l'Est. Il y a 611 000 Chypriotes turcs, 50 000 Arabes et plus de 20 000 Israéliens.
Inde	732,3	12,5 %	Sunnite (hanafite, chiite), Chiite (ismailite, imamite)	Les heurts historiques entre hindous et musulmans ont abouti en 1947 à la naissance du Pakistan. Ils se poursuivent dans un climat général de violence. Le courant maritime et arabe a introduit au VIII ^e siècle le sunnisme chiite et l'ismaïlisme : le courant terrestre (afghane, turc, mongol) a apporté du XIII ^e au XVIII ^e siècle le hanafisme et le chisme duodécimain.
Indonésie	162,4	83 %	Sunnite (chaféite)	Bien qu'il s'agisse du pays le plus peuplé de musulmans (125 à 135 millions), ces derniers ignorent souvent les interdits concernant le porc, l'alcool, etc., de sorte qu'on parle ironiquement de « musulmans statistiques ». Les 5 millions de chrétiens sont en progression. L'anisme, l'hindouisme et le bouddhisme n'ont pas disparu. L'activisme intégriste se développe chez les musulmans.
Iran	42,8	97 %	Chiite (imamite)	L'Iran qui a été dominé pendant trois siècles par le zoroastrisme s'est converti à l'islam au VII ^e siècle de notre ère. Le chisme duodécimain n'a été imposé comme religion d'Etat qu'au XVI ^e siècle et a supplanté le sunnisme. La victoire de la République islamique de Khomeiny, en 1979, a produit un choc dans l'ensemble du monde musulman.
Israël	4,2	14 %	Sunnite (hanafite) Druze	Les Arabes (Palestiniens et druzes) devenus citoyens israéliens représentent 14 % de la population. Si l'on ajoute les Palestiniens des territoires occupés par Israël, Cisjordanie (850 000) et Gaza (450 000), la proportion atteint 44 %, dont environ 13 % sont des chrétiens.
Malaisie	15,20	52 %	Sunnite (hanafite)	L'islam est principalement pratiqué par les Malais (5 %) qui l'ont imposé comme religion d'Etat aux autres ethnies, chinoises (32,5 %) et indiennes (11 %). Le gouvernement combat les islamistes dont le mouvement se développe et se durcit.
Maldives	0,17	98,9 %	Sunnite (hanafite)	Sultanat surpeuplé (470 habitants au km ²), l'archipel occupe une position stratégique entre la base américaine de Diego Garcia et la base indienne de Cochin, où l'URSS joue de facilité. Les habitants, d'origine indienne et cinghalaise, vivent du tourisme.
Pakistan	61,6	95 %	Sunnite 75 % (hanafite) Chiite 20 % (ismailite et imamite)	Le Pakistan ou « pays des Pures » a été, en nombre, le « plus grande nation musulmane » jusqu'à la sécession du Bangladesh en 1971. La dictature islamiste de Zia ul Haq a renversé en 1977 le régime moderniste d'Ali Bhutto et est contestée par les partisans de Benazir Bhutto.
Philippines	53,3	5 %	Sunnite (hanafite)	Pays à 90 % catholique avec une petite proportion de protestants et 2 500 000 musulmans qui se considèrent comme les seuls vrais Philippines pour avoir résisté aux colonisateurs. Le Front national de Libération Moro — qui a été créé par le Libye — lutte depuis 1970 pour l'autonomie.
Singapour	2,63	14 %	Sunnite (hanafite)	Les immigrants chinois — bouddhistes — sont devenus majoritaires au XIX ^e siècle. Les musulmans forment une communauté active de 350 000 personnes.
Sri Lanka	15,6	6 %	Sunnite (hanafite)	Des affrontements ont eu lieu en 1982 entre musulmans et bouddhistes malais, depuis 1984, c'est le conflit ethnique opposant la majorité cinghalaise à la minorité tamoule, soutenue par l'Inde, qui a ruiné l'économie du pays.
Thaïlande	50,5	2 %	Sunnite (hanafite)	Soutenus par le Malaisie, les musulmans de Thaïlande, qui vivent dans la zone frontalière, manifestent des tendances séparatistes, ce qui crée des tensions entre Bangkok et Kuala Lumpur.
Turquie	48,3	90 %	Sunnite (hanafite) Chiite (akéfi)	La République turque a été fondée en 1923 par Atatürk, qui en a fait un Etat laïc et a remplacé l'écriture arabe par l'alphabet latin. Les populations rurales sont restées pratiquantes. Le pays compte 10 % à 20 % d'akéfi adeptes d'une doctrine dérivée du chisme imamite. Les chrétiens appartiennent à divers rites.
URSS	276,5	18 %	Sunnite (hanafite)	Aujourd'hui il y a 52 % de Slaves, l'acroissement des Russes est de 6,5 % l'an et celui des musulmans de 22 %, de sorte qu'ils représenteront 24 % de la population en l'an 2000. Pour le moment, l'empire n'est pas menacé d'écroulement, mais les idées fondamentalistes pénètrent le milieu musulman.
Yougoslavie	22,88	15 %	Sunnite (hanafite)	La communauté la plus importante et la plus puissante se trouve en Bosnie-Herzégovine (faute de théologie, journaux, revues, etc.). On trouve aussi des musulmans en Serbie, en Macédoine, au Monténégro et au Kosovo, près de l'Albanie, où des incidents se sont produits en 1985.

1) A titre indicatif, signalons qu'il y a 150 000 musulmans en Grèce, 50 000 en Roumanie, quelques milliers de Tatars, survivants depuis le XIV^e siècle en Pologne, et depuis le XIX^e en Finlande. Il y a aussi 140 000 travailleurs turcs sur 540 000 émigrés aux Pays-Bas, 38 000 en Suisse, 30 000 en Autriche, 23 000 en Belgique, 18 000 en Suède. Deuxième communauté importante, celle des Marocains : 83 000 (actifs) aux Pays-Bas, 37 000 en Belgique, 36 000 en RFA. On trouve aussi des musulmans, mais dans de moindres proportions dans la plupart des autres pays européens. (Source : l'islam en Europe à l'époque moderne, 1983, Ed. Association pour l'étude des études islamiques, 28, rue de Bourgogne, 75007 Paris).

2) Les chiffres concernant le nombre des musulmans nous ont été donnés par le bureau parisien de la Ligue islamique mondiale et correspondent à l'année 1984. Les caractéristiques les concernant sont les mêmes pour les 150 000 musulmans d'Australie originaires du Proche-Orient.

LA
TARENTA
PAR LE
SOMME

par André Gaudin

L

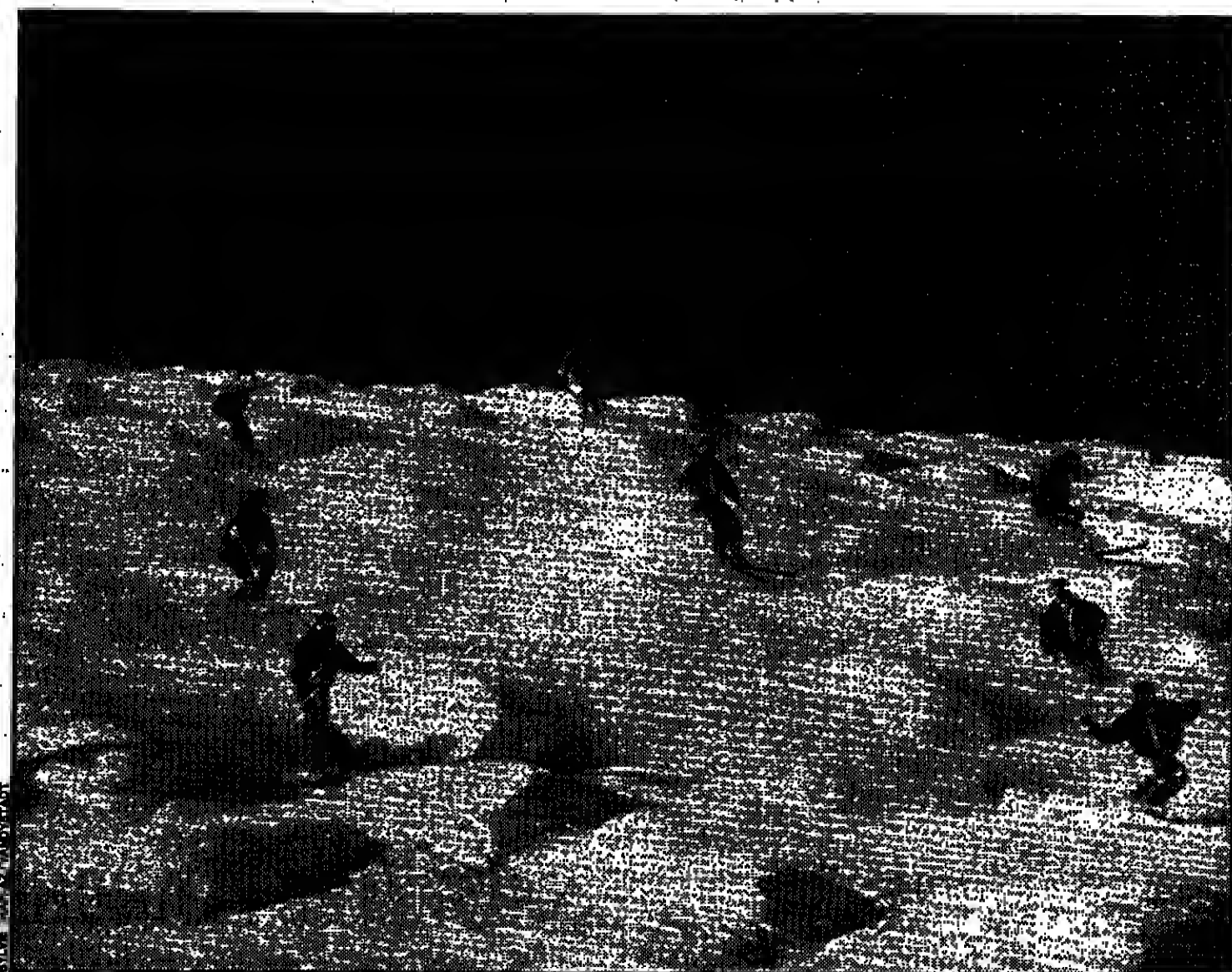
CO
AVEC NO

هكمان الأول

Voyages

LA TARENTEISE PAR LES SOMMETS

par Alain Giraud



INS

Sanctuaire des stations alpines parmi les mieux équipées en remontées mécaniques, la Tarentaise peut se parcourir par les sommets. En ski-balade. Ou, pour les acharnés, en véritable « raid blanc ».

Le plus grand champ de neige du monde : c'était le point fort du dossier pour la candidature d'Albertville et la Tarentaise à l'organisation des Jeux olympiques d'hiver de 1992. Dix vallées, un million de kilomètres de pistes, des centaines de remontées mécaniques, des gorges où l'Isère prend sa source au massif de la Maurienne, en bordure du parc de la Vanoise. Une région où les skieurs de tous niveaux et de tous âges trouvent les pentes et les neiges qui correspondent à leurs désirs.

Dans quelques années, on pourra aller de Val-d'Isère à Valmorel sans déchausser les skis. Pour l'instant, passer du Pisailles au sommet de Val-Thorens est encore une petite expédition.

En 1984, deux moniteurs de Courchevel avaient testé d'explorer les difficultés pour une chemise qui pouvait déboucher

plus de 10 000 francs par semaine. Leur entreprise a échoué sur les mauvaises conditions d'enseignement au début de cette saison et sur la charge financière excessive que représenterait pour eux les réservations fermes de chambres d'hôtel. L'un des deux moniteurs ayant trouvé la mort dans une avalanche, son camarade n'a pas eu le courage de continuer l'expérience.

L'idée a été reprise par le Club Méditerranée. Implanté à Val-d'Isère, à Tignes, aux Arcs et aux Mézannes, il disposait en effet de l'infrastructure indispensable à une telle entreprise. Les clients n'avaient à se soucier de rien. Dans la journée, un moniteur leur faisait découvrir le domaine des Trois-Vallois avec ses « boulevards » de neige artificielle qui enserrait Courchevel. Après une joyeuse soirée et une nuit de

repos, on les transportait sur les pentes des Aiguilles Ronges, domaine privilégié de la « nouvelle » glisse, qui offre d'autres sensations. Et ainsi de suite... La découverte quotidienne d'un nouveau site s'accompagnait, le soir venu, de la découverte de l'ambiance propre à chaque club, laquelle est étroitement liée à la personnalité du chef de village.

Perdre ses repères entre le restaurant et le bar

Bref, l'idée était des plus séduisantes. Hélas le GM skieur s'est révélé étrangement casanier. Boucher ses bagages et partir pour de nouvelles aventures chaque matin, casser ainsi la routine des vacances, prendre le risque de perdre ses repères entre le restaurant et le bar, n'a pas intéressé

suffisamment de candidats à la mini-aventure pour que le Club conserve ce « produit » dans son catalogue. Pourtant, la nécessité de sortir du train-train de l'école de ski avec cours à heure fixe et enseignement hypertraditionnel se fait sentir. Avec ou sans supplément au forfait, selon les dates, il sera donc possible dès cet hiver de faire des stages d'initiation au ski en poudrense, au monoski, au surf et au kilomètre lancé. En groupe, on pourra aussi partir à la découverte des massifs voisins sous la conduite d'un moniteur, mais sans avoir à faire et défaire les valises. Le camp de base restera toujours le même.

Cette expérience tendrait à montrer que le skieur moyen, en termes statistiques, se satisfait parfaitement de raboter indéfiniment les mêmes pistes pendant la durée de son séjour hivernal. Une

démonstration qui contredit le besoin d'espaces nouveaux exprimé si souvent ici ou là. En fait, l'état d'esprit randonneur ne concerne toujours qu'une minorité. Mais une minorité très agissante qui est désormais tentée d'ajouter le piment de la course aux joies austères de l'évasion hors des pistes.

La formule du « raid blanc » (Tarentaise-Mont-Blanc-Tarentaise) organisée en février dernier par STO et Arcs Aventures en a été une bonne illustration. Elle va être reprise cette année sous la responsabilité technique d'Alain Gaimard, avec un parcours nouveau et de nouvelles modalités pratiques. Mais l'idée reste la même : un petit Paris-Dakar des neiges. Des épreuves du même genre commencent à être mises sur pied dans d'autres massifs. Preuve du succès.

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIÈRES



**LE VOL.
PARIS MONTREAL
ALLER RETOUR
A PARTIR DE 2 200 F**
50 RUE RAMBUTEAU 75003 PARIS 42 73 10 64

**NOUVELLES
FRONTIÈRES**

SAHARA-PASSION !
ce circuit en canyon est idéal pour
Toujours à pied, en 4x4, et en hélicoptère
AVEC NOMADE
« LES AMIS DU SAHARA »
10 années d'expérience
Dot. gr. 100 : 50 av. des Ternes, 75017 Paris 16
Tél. 42 23 06 80
ÉQUIPEMENT
MALI, MAROC, TANZANIE

**VOYAGES CULTURELS
EN URSS**
Vieille Russie,
Caucase, carnaval russe :
8 jours de 3 900 F à 4 300 F.
Réveillon Moscou-Leningrad,
vieille Russie : 13 jours, 5 990 F.
CLO, 18, rue de la Procession,
75015 PARIS
Tél. 47 34 36 43 (RTT) 47 21

EXPLORATOR EXPEDITIONS



POUR QUE L'ÉVASION DEVIENNE DÉCOUVERTE

Brochure sur demande à :
EXPLORATOR
18, place de la Madeleine
75008 Paris
Tél. (1) 42.68.66.24

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

guide

PREMIÈRES NEIGES AU SALON

Le ski, mais pas seulement le ski. Les stations françaises ne savent plus quoi inventer pour attirer sur leurs pentes des citadins en mal de plein-air, de sport et de détente.

par Isabelle d'Erceville

AVEC 1200 kilomètres carrés, la France possède le plus grand domaine skiable du monde, alors que la Suisse en possède 840 et l'Autriche 740. Pour un chiffre d'affaires de 2,4 milliards de francs (dont un tiers est réinvesti chaque année), les stations offrent des équipements à la pointe du progrès, et une capacité d'accueil de 979 000 lits, à une clientèle estimée à 5 millions de Français, soit 3,5 à 4 % des vacanciers d'hiver, et environ 800 000 skieurs étrangers.

Au-delà de ces chiffres et à la veille de l'ouverture du huitième

Salon neige et montagne à Paris, il est intéressant de relever que les vacances d'hiver semblent avoir amorcé un nouveau virage. « On ne parle plus désormais de vacances de ski mais de vacances de neige », explique Jean-Guy Capillard, président de Ski-France et maire de L'Alpe-d'Huez, qui constate que la clientèle vient aussi pour se reposer, jouer au bridge ou se remettre en forme. Ainsi, cette année, les stations mettent-elles l'accent sur ces autres activités : tennis, squash, remise en forme « Top forme » à Val-d'Isère, « Alti forme » à Serre-Chevalier, « Forme champion » à

Font-Romeu. Ouverture en décembre d'un centre omnisports (tennis, squash et pratique de golf) à L'Alpe-d'Huez, tennis et boudoirisme à Villard-de-Lans, les stations font assaut d'imagination pour séduire cette nouvelle clientèle.

Que les skieurs se rassurent, ils ne sont pas délaissés pour autant si l'on en juge par les nouveautés de la saison. A Val-d'Isère, le Festival, le funiculaire le plus rapide du monde, transportera 3 000 skieurs à l'heure sur 2,3 kilomètres, dans le temps record de 4 minutes. Aux Grandes-Ronsses, à L'Alpe-d'Huez, un téléphérique débrayable monocable permettra de transporter 3 000 personnes à l'heure. A La Plagne sera mise en place une télécabine de dix places. Enfin, aux Mémoires, à Courbevel, à Val-Thorens, à Val-d'Isère, pour ne citer que ces stations, l'équipement en canons à neige devrait remédier aux éventuels problèmes d'enneigement.

Quant au succès des nouvelles « glisses » (monoski, surf, skating de fond, KL), il est confirmé par

la FFS (Fédération française de ski) qui les accueille en son sein. C'est en France qu'aura lieu le premier championnat d'Europe de monoski, ainsi que le premier championnat d'Europe de ski artistique. L'enseignement de ces spécialités est désormais proposé par les écoles du ski français dans l'ensemble des stations. De son côté, l'UCPA (Union des centres de plein air), dont les trente centres ont accueilli 80 000 personnes l'hiver dernier, a quintuplé les stages de monoski et développé l'enseignement aux nouvelles glisses, par petits groupes.

Dans ce contexte favorable, le marché de l'immobilier reprend du tonus. Il est vrai que la reconduction, par le Parlement et pour trois ans, de la possibilité pour l'acquéreur s'engageant à louer neuf ans sa résidence secondaire (en ne l'occupant lui-même que trois semaines) de bénéficier d'une déduction fiscale de 50 % de la TVA due aux loueurs devrait favoriser l'achat d'appartements dont le prix moyen se situe actuellement entre 250 000 francs et 400 000 francs. Le budget moyen

du skieur (achat ou location du matériel, cours de ski) augmente de 5 % environ cette année.

Bousculade de février

Seule ombre au tableau, le calendrier des vacances scolaires de février, sur deux zones au lieu de trois. « La deuxième semaine risque d'être très surchargée, tant au niveau des accés, que des stations », estime M. Gérard Morand, président de l'Association des maires des stations de sports d'hiver et maire de Megève. Nous encourageons donc les vacanciers à venir deux semaines, et pour faciliter l'accès aux stations, nous informons les automobilistes, en collaboration avec le CRIR (Centre régional d'information routière), sur les conditions d'enneigement et de circulation.

En attendant et pour préparer en toute tranquillité le grand « rush » sur les pistes, les professionnels des cimes vous donnent rendez-vous du 18 au 26 octobre à la porte de Versailles. La plupart

des stations y seront représentées, et guides, moniteurs, hôteliers, agents de voyages, promoteurs, fabricants et détaillants de matériel permettront de s'informer sur les nouveautés de la saison, de choisir un séjour ou un stage, voire de réserver et d'acheter ses vacances sur place. On pourra également s'initier, avec l'aide d'un moniteur de ski alpin, sur une piste de 50 mètres de long, au ski de fond sur une piste (en vraie neige) de 80 mètres, ou à l'escalade et à la progression sur glacier sur un rocher et un mur de cramponnage de l'armée de terre.

► NEIGE ET MONTAGNE.

du 18 au 26 octobre 1986, porte de Versailles, parc des Expositions, bâtiment 4. De 10 h à 20 h et jusqu'à 22 h en nocturne le mardi 21 octobre et le vendredi 24 octobre. Prix d'entrée : 20 francs. Pour les enfants de sept à quatorze ans et pour les groupes : 17 francs. Entrée gratuite pour les moins de sept ans.

SAHARA
NIGER • MALI • MAROC
KENYA • TANZANIE
A PIED ET EN 4 x 4
CATALOGUE SUR DEMANDE
Club Aventure
122, rue d'Alsace - 75008 Paris
Tél. 01 42 54 22 50

AVENTURES...
12 aventures inoubliables.
Après souper, en 4/5 parties, des aventures savantes au village indigène, des chasses de l'Asie aux volcans, des 3 mers à...
NOMADE
50, avenue des Ternes - 75017 Paris
Tél. 01 43 34 06 50 (17-20 h)

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE
MONTAGNE
73500 MÉRIBEL (Savoie)
Promoteur vend directement à prix cassé
TR. BEAUX APPTS meublés, T2, T3 cabine et T3. Possibilité rapport locatif élevé. Offre limitée. 61-22-81-22.
UN ABRI POUR VOTRE CARAVANE
A 80 km au sud de PARIS.
Places de parking à louer dans un hanger fermé.
Tél. 64-24-08-85.

CHYPRE
PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ
Cet hiver, découvrez Chypre et, sous son fidèle soleil, les merveilleux trésors du passé : ruines et mosaïques gréco-romaines, fresques byzantines, églises gothiques et citadelles imprenables de l'époque des Lusignan... Un voyage fascinant à travers le temps.
Le confort des hôtels, le raffinement de la gastronomie et la gentillesse légendaire du peuple chypriote, contribueront aussi à rendre votre séjour inoubliable.
CHYPRE
LE PARADIS A 4 HEURES DE PARIS
VOYAGEZ AVEC LES AGENTS DE CHYPRE ARIANYS
SON DE DOCUMENTATION GRATUITE
NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____

NOUVELLES PLANCHES

MAUVAIS enneigement en début de saison, conséquence inéluctable de la crise économique ? Seulement 4,8 millions de Français sont partis en vacances de neige pendant la saison 1985-1986, soit 8 % de moins que la saison précédente. Ce résultat s'inscrit dans une tendance plus lourde : depuis 1973, la durée moyenne des séjours dans les stations est tombée de 9,1 à 8,4 jours. Pendant cette période, le skieur dépense environ 400 francs par jour pour l'hébergement, les remontées mécaniques, la nourriture et le matériel.

La conjonction ne préoccupe pas les fabricants de matériel qui attendent une progression de quelque 6 % de leurs ventes cet hiver, avec un chiffre d'affaires global de plus de 10 milliards de francs.

Il devrait ainsi se vendre 550 000 paires de skis alpins et 515 000 fixations adaptables, 250 000 paires de skis nordiques et autant de fixations, correspondant à cette pratique. Les huit dixièmes de ces marchés sont fournis par des firmes françaises, qui se situent, dans leur catégorie, parmi les premières du monde.

En faisant ses comptes le particulier est peut-être moins optimiste que l'industriel. Equiper un enfant de douze ans coûte au moins 2 000 francs. Un adulte débutant devra investir plus du double et un skieur confirmé devra consacrer près de 6 000 francs au seul achat de l'ensemble skis-chaussures-fixations.

An regard de ces chiffres, le consommateur dispose-t-il de produits d'excellente qualité ? C'est

pour avoir cette assurance que la FNAC a fait procéder, pour la quatrième année consécutive, aux tests de cinquante-six paires de skis en vente sur le marché français. Le test conduit sous la responsabilité de l'ancien champion Adrien Duvalard, avec la participation d'anciens coureurs, de moniteurs et de journalistes spécialisés, est désormais bien rodé : les marques en acceptent les règles du jeu et les excès de la notation, à la décimale près, ont été gommés. Bref si la publication des résultats de ces tests a perdu en sensationnel, elle n'a rien perdu en sérieux. Il ne s'agit plus, en effet, de désigner « le » ski de l'année mais d'apprécier maniableté, stabilité, accrochage, tolérance et impression de glissement des modèles tels qu'ils arrivent dans les rayons des magasins.

Première constatation : les marques étrangères ne conviennent guère, en général, à la technique de ski française. Les seuls qui échappent à cette critique sont les Volk et certains modèles de Head (Racing-GX).

Deuxième conclusion : les skis d'initiation, qui peuvent être attractifs pour le débutant en raison de leurs faibles prix (moins de 900 francs en général), sont, dans la plupart des cas, tout juste corrects.

Troisième résultat : les modèles féminins testés par les moniteurs répondent très bien à ce qu'on peut attendre d'eux, notamment pour ce qui est de la maniableté.

Dernière constatation : les skis dits de compétition ont, en général, une cote supérieure aux skis classés dans les catégories détente et performance. Il est possible que

cela soit attribuable à la personnalité des testeurs qui sont, en majorité, des professionnels entraînés. Mais, dans le même temps, ceux-ci sont plus à même de déceler les vices des « planches » qui leur sont proposées. Le test a ainsi révélé des modèles qui demandent un niveau de technicité excessif pour le ski ordinaire.

Dans l'ensemble, on est assuré d'avoir un bon, voire un très bon ski, dans les différentes gammes des fabricants français. Deux modèles ont particulièrement émergé du lot cette année : le 4-SK de Rossignol en compétition et le Dynasty-K de Dynastar, en performance. En revanche, la série Aramid de Dynamic n'a pas provoqué le choc attendu.

Choisir un ski, c'est faire un investissement qui risque de gâcher le plaisir des quatre saisons suivantes si la sélection a été mal faite ; ce n'est pas une affaire de moyenne mais une question très personnelle. Le poids du skieur, son niveau technique ainsi que sa condition physique entrent en ligne de compte pour déterminer quel matériel lui convient le mieux. Pour faire ce choix dans les meilleures conditions, on peut faire ses tests personnels en louant le matériel. En station, un commerçant avisé ne devrait pas refuser d'échanger les modèles en cours d'un séjour. Il en coûte par semaine moins de 250 francs pour un débutant et moins de 400 francs pour un skieur confirmé.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur
CAP D'ANTIBES
HOTEL SAINT-PAUL
Charme provençal. Tout confort. Dans parc. 100 mètres des plages. Tennis. Salles télex. Tarif spécial : 280 F pour deux personnes avec petit déjeuner.
Tél. 93-61-76-12.

Montagne
05450 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, Queyras)
Purt. rég. Site classé. Stat. village. Piste. Fond. Plus hie comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD
Chamb. et duplex + cuisinette. dep. 450 F pers./sem. Tél. 92-45-82-88.
BEAUREGARD
Pensions 1150/1680 F sem. Demi-pens. 910/1400. Tél. 92-45-82-82.

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
Tél. 411150 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse
LEYSIN ALPES VAUDOISES
4 h 30 de Paris par TGV
1400 mètres
SWITZERLAND
HOTEL SYLVANA ***
Pour vos vac. d'hiver. Situé, excepté à 50 m. des pistes de ski. Chambres tout confort. Prix en demi-pens. selon saison 57 à 70 FS (env. 220 à 270 FF) et coupe.
Pax. BONELLI T. 19-41/25/34-11-36
CH-1854 LEYSIN

TOURISME

FERME DE LABESSE XV-S.
Séjour SEUL ou en PETIT GROUPE
HAUT PLATEAU ARDECHOIS
7 jours : pension + encadrement
+ matériel = 1 000 à 1 700 F
Maison Gérard 07510 Uchades-Ricourt
Tél. 75-35-80-64 - Doc. Grat. s/dem.

Mer
Les Anglo-Normandes
ILE DE JERSEY
Pourquoi ne pas profiter de l'automne pour séjourner dans cette adorable Ile de Jersey (20 km sur 10).
A cette époque, l'Ile vous apparaît : les immenses plages de sable fin, la campagne encore très fleurie et les petits ports de pêche.
Dans la capitale, Saint-Hélène, vous céderez à la tentation d'un shopping roi ! Les distractions sont légions ; les plus pittoresques, les submergés, les petites pensions et les grands palais rivalisent d'ambition pour vous accueillir.
La table est excellente ! Les produits du cru : légumes, poissons, laitages, contribuent à l'élaboration d'une gastronomie très appréciée. Ajoutez à cela les vins français très sélectionnés et à des prix raisonnables.
Jersey, l'Ile fleur, c'est vraiment le dépaysement, la détente et une qualité de vie particulière.
Pour documentation en couleur, écrire à :
MAISON DE L'ILE DE JERSEY
Département F 15
15, boulevard Montebello, 75008 PARIS
Tél. (1) 47-42-93-68

Autro Pauli Lincey 1397 **Autriche**
WEEK-END À VIENNE
TOUSSAINT : 31/10 au 2/11
11 NOVEMBRE : 8/11 au 11/11
A partir de 1995 F
Vol aller/retour - Transferts - Hôtel compris
EXCEPTIONNEL 5 % de remise
Pour la Toussaint
(dans la limite des places disponibles)
Renseignements / Réservations : votre agence de voyage
ou **Autro Pauli** - 3, rue du Roule, 75001 PARIS, (1) 42 96 09 04

هكتان من الأمل

LE BILLET BLEU-BLANC-FRANCE

Depuis trois ans, Air France confie sa publicité à son billet. Et ça marche.

par Michel Castaing

«M. IAMI, nous voici !» Pour illustrer cette arrivée, un

dauphin transpire, en bondissant, le billet stré bleu, blanc, rouge : c'est la dernière née des publicités d'Air France, pour annoncer que la ville de Floride sera, à partir du 26 octobre, la huitième escale américaine à être desservie par un vol direct. Prochainement, le billet prendra la forme d'un kilt pour inaugurer une liaison semblable à destination d'Aberdeen, puis il cèdera le Frost des colosses de pierre de la Cappadoce pour indiquer le chemin d'Ankara.

Voici maintenant trois ans que le public a découvert les nouvelles « déclinaisons » du billet d'Air France, tout à tour transit, planche à voile, coquillage, appareil photographique, etc., pour symboliser des vols « vacances ». C'est en 1983, en effet, que ces premières publicités sont apparues, d'abord par la voie de l'affichage : essentiellement à Paris, puis dans la presse magazine : des estivants invitaient au soleil de la Réunion et des Antilles, allongés sur un billet-matelas pneumatique ou, sur un billet-serviette de bain.

Sourire et clins d'œil pour clientèle « affaires »

Prudemment, la compagnie aérienne nationale avait voulu tester son nouveau look commercial dans ses campagnes « vacances », permettant de souriants clins d'œil, avant de s'adresser, de cette façon plus détendue, plus moderne, à sa clientèle « affaires », moins « disponible » par nature, plus exigeante et plus stable aussi. Deux volets de communication a priori opposés — même si le businessman emprunte également l'avion pour ses loisirs — mais qui allaient se rejoindre : le message « vacances » ayant été bien perçu, Air France proposait alors, à l'occasion de sa campagne d'hiver 1984-1985, de nouveaux « visuels » (1) à ses passagers porteurs d'attaches-cases. « Visuels » qui faisaient leur entrée, en trichromie, dans les six quotidiens nationaux les plus lus par les hommes d'affaires (2).

Dans un premier temps, le billet « affaires » a été utilisé tel quel, cadre rectangulaire occupant tout l'espace publicitaire et véhiculant les informations nécessaires. Puis, l'accueil ayant été favorable, il a pris — depuis cette année — des formes plus personnalisées, incrustées dans l'image publicitaire proprement dite : parapluie anglais, ailes du concours suisse, façades de buildings new-yorkais, rues de San Francisco...

« Il faut trois éléments pour qu'un « visuel » soit réussi, explique Didier Calon, directeur commercial chez Havas Conseil Martellier (HCM), l'agence qui conçoit et réalise les publicités d'Air France. Il doit indiquer tout de suite la destination : un bonnet de horse-guard, c'est Londres. Il doit intégrer le mieux possible dans l'illustration. Il doit être drôle et surprenant. Mais ce n'est jamais la grosse blague ! Nous restons dans le sérieux. L'instinctif, à fortiori dans les campagnes « affaires ». Les hommes d'affaires veulent avant tout du « ponctuel ». Aussi, les messages qui leur sont destinés contiennent

d'abord des informations : tarifs, ouvertures de lignes, créations de vols supplémentaires, etc. Mais on peut aussi informer en faisant sourire. » Pas de dessins à la Dubout, certes, mais une notable évolution en l'espace de trois ans, une utilisation amusante, « accrocheuse », du logo — drapeau tricolore penché — créé en 1975.

Née en 1933 de la fusion de quatre compagnies aériennes, Air France avait adopté, à l'époque, l'emblème de l'une d'entre elles, Air Orient : il s'agissait d'un hippocampe ailé (3) auquel les agents d'Air France avaient vite donné un surnom affectueux, en l'appelant « la crevette ». L'animal fabuleux serait peut-être encore aujourd'hui le signe distinctif de la compagnie française si celle-ci n'avait décidé, au début des années 70 — date de l'apparition des avions gros porteurs, d'entreprendre une étude très approfondie sur son image de marque.

Le malheureux hippocampe a du plomb dans l'aile.

Cette étude est menée, de 1972 à 1974, par une équipe maison, qui prend aussi le pouls d'Air France aux Etats-Unis, au Japon et en RFA : elle fait apparaître que la compagnie est louangée pour tout ce qui concerne le confort, l'agrément du voyage, mais elle met également en lumière les réserves des Anglo-Saxons pour ce qui a trait à la sécurité, à la fiabilité. La direction générale décide, en conséquence de mieux mettre en valeur la haute technologie de l'entreprise. Le malheureux hippocampe a alors du plomb dans l'aile. Mais il ne sera pas totalement sacrifié : les anciens d'Air France font



valoir ses quarante ans et plus de homme et loyal représentation et obtiennent qu'il figure dignement — stylisé et tricolore — à l'avant des appareils, le sauvant ainsi de la sorte à bagages...

Le bleu et le blanc étaient les couleurs de la compagnie. L'idée, suggérée par Publicis, d'y adjoindre le rouge est vite retenue. Certes, il y a déjà le mot « France » dans le nom de l'entreprise nationale, mais l'adoption des trois couleurs ne peut que renforcer son identité. « On a capitalisé sur le bleu, blanc, rouge », dit Gérard Orizet, directeur général adjoint d'Air France, chargé des affaires sociales et de la communication. Mais il fallait trouver un dessin très strict qui symbolise notre technicité. Après de multiples recherches graphiques, en ayant à l'esprit le fait que le nouveau logo devait trouver sa place partout, à commencer par l'empannage des avions, la société BCA 2 emportait l'adhésion, en

1975, en créant le modèle que l'on connaît aujourd'hui.

« A l'époque, note Gérard Orizet, Jacques-Henri Lartigue venait de réaliser la photo officielle de M. Giscard d'Estaing. Cette impression de drapeau qui flotte, derrière le président de la République, a donné l'idée des lignes obliques, suggérant le mouvement, la vitesse. Et les effets cinétiques venaient à la mode à ce moment-là. Dans le même temps, avec la naissance de Concorde, Air France choisissait de peindre ou de repeindre ses avions en blanc, « couleur sérieuse, couleur technologique, couleur de laboratoire ». Les quatre exemplaires du superconique pouvaient ainsi arborer, en 1976, le nouveau « visuel » que les sondages d'opinion s'accordaient à trouver « très pur, très simple, très reconnaissable ».

Tout naturellement, le billet a eu une place de choix dans la stratégie

médiatique qui s'est ensuite mise en place. A un double titre, que souligne Didier Calon : « Il est porteur du logo, donc du label France, et il est l'objet commercial que l'on achète, que l'on met dans sa poche, qui concrétise le voyage. » Une « première » en 1979-1980 : le billet sert de signature, au bas des publicités. Enquêtes faites par IPSOS, ce paraphe est reconnu, à plus de 60 % — nettement au-dessus des « standards », — par les personnes interrogées. Air France agréait alors l'idée de HCM de le « décliner », ce qui est fait, on l'a dit, à partir de 1983.

Ainsi, Gérard Orizet, qui, après consultation des directions commerciales de la compagnie, statue en dernier ressort sur les maquettes présentées, en a refusé quelques-unes, comme un billet-cornetto incitant à des vacances romaines... Pas d'allusions religieuses, politiques ou historiques fâcheuses — « A chaque publicité concernant l'Allemagne, on se creuse la tête à HCM, car, en dehors de la chape de bierre... » — ni, à l'inverse, de « déformations » du billet qui pourraient nuire à l'image d'Air France. « Nos campagnes de « produits » sont aussi des campagnes de notoriété », insiste Gérard Orizet.

Néfertiti et casque viking

« Conjuguer » le rectangle tricolore n'est pas toujours techniquement facile, et c'est tout le travail de Christian Delaunay, illustrateur indépendant, d'intégrer parfaitement, dans la photo choisie, le billet-tiare de Néfertiti ou les cornes du casque viking à la place de l'objet réel. Sans compter les problèmes d'encrage du bleu et du rouge dans la presse quotidienne et les délais de réservation demandés à l'annonceur : deux à trois semaines pour la presse quotidienne, six semaines à trois mois pour la presse magazine, trois à six mois pour l'affichage.

Plus délicat encore est le choix du sujet censé personnifier tel ou tel pays, telle ou telle ville. « Il faut faire sourire sans choquer », dit Didier Calon. Nous nous cantonnons donc dans les clichés folkloriques. Avec, tout de même, quelques audaces, qui ne sont pas toujours du goût d'Air France. « Nous nous bagarrons parfois pour dériver la grande dame », assure le responsable de HCM.

A ce jour, environ soixante-dix « visuels » de ce genre ont été réalisés. Parmi ceux qui ont connu le plus de succès auprès du public figurent le billet-coiffure d'Indien (New-York) et le billet-oreilles d'éléphant (Kenya). Mais il est aussi arrivé, malgré les précautions prises, que des « visuels » soient mal accueillis : le billet-muleta a été retiré — remplacé par l'éventail d'une belle Andalouse — après les protestations d'associations françaises hostiles à la tauromachie. Et l'on dit que les Mexicains sont agacés par le billet-hamac ou le pancho d'un compatriote somnolent, qui dope de leur pays cette sempiternelle image de « farniente ». Campé pour la postérité près de la cabine de pilotage, l'hippocampe ailé n'a pas, lui, de tels soucis.

(1) Terme général qui désigne tout ce qui identifie, d'un coup d'œil, un personnage, une entreprise, etc.

(2) Outre le Monde, ce sont, par ordre alphabétique, les Echos, le Figaro, Libération, le Matin de Paris et le Quotidien de Paris.

(3) Dessiné en 1929 par l'architecte Marrast, l'animal a du dragon de Pégase et l'arrière-main d'Annam.



Si vous êtes passionnés par les grandes civilisations, un jour, vous viendrez au Mexique.

Aucun autre pays n'évoque son passé avec une telle puissance, ou ne propose un tel éventail d'activités et de distractions.

L'exubérance de l'art et la sculpture, l'entrain de la musique Mariachi, la palette colorée des marchés en plein air, l'éclat du soleil, la transparence cristalline de l'eau.

L'accueil chaleureux et amical... le Mexique est à vous pour seulement 8.480 FF.

Pour plus de renseignements, consultez votre agence de voyages ou remplissez, dès maintenant, ce coupon-réponse.

Apprez la Cordialité du Mexique.

à renvoyer à : OFFICE DU TOURISME DU MEXIQUE 34, avenue George V 75008 PARIS. Tél. 47706915. Veuillez m'adresser de plus amples informations.

NOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ BUREAU DISTRIB _____

VOICI UN BON A COUCHER DEHORS.

15 jours avec les étoiles pour piafond et le sable comme matelas : ça vous dit ?

A pied, au bivouac, sous la lune, sous la tente ou chez l'habitant, on vit plus fort.

Du Sahara au Népal, du Vercors au Groenland, des Andes à l'île de la Réunion, enivrez-vous d'aventures et de nature.

Pour partir à la conquête de votre monde, demandez la brochure 87 en renvoyant ce bon.

De 1600 à 34000 FF, de la simple randonnée en petits groupes aux expéditions lointaines sous la conduite de nos guides, vivez votre aventure.

Terres d'Aventure, 16, rue Saint-Victor, 75005 Paris. Tél. : 43.29.94.50.

9, rue des Remparts-d'Ainay, 69002 Lyon. Tél. : (16) 78.42.99.94.

Terres d'aventure
LE VOYAGE A PIED

☐ Je désire recevoir la brochure Terres d'Aventure 87
 Nom _____
 Prénom _____
 Adresse _____
 16

la table

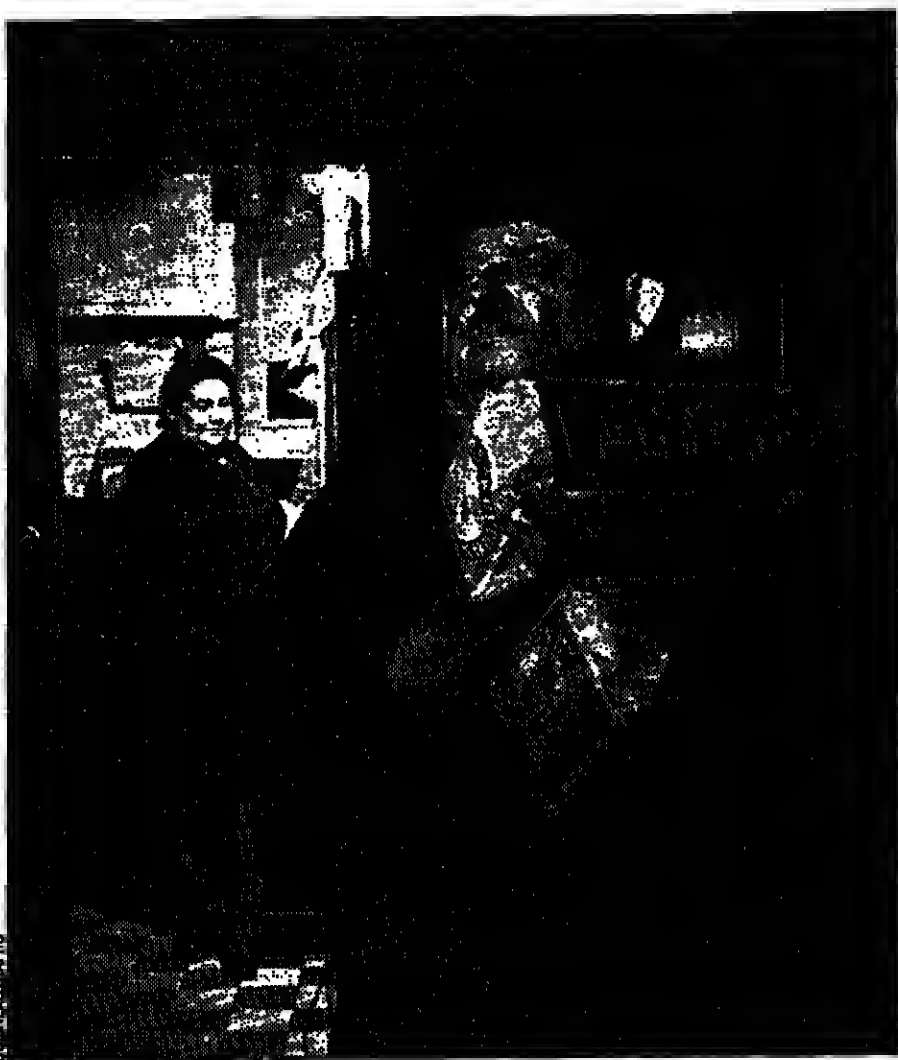
A PARIS, L'Auvergne a cent ans

15 étaient mille deux cent onze convives, le 21 novembre 1886, à fêter la naissance de la Ligue auvergnate au Salon des familles à Saint-Mandé, et à « s'en faire pêter la sous-ventrière » comme l'un disait alors : soupe aux choux ou potage aux pâtes d'Auvergne; tripous, beurre de Brioude, sardines; turbot sauce rouergate; filet de bœuf de Salers et d'Aubrac aux morilles de la Lozère, truffes de la Planèze; haricots de la Limagne et de Villefranche-de-Rouergue; dindonneau d'Issoire aux châtaignes de Mours; gigot du Larzac, de Vassivière et de Laroquebrou; salade de Clermont; fourme de Laguiole, saint-nectaire, roquefort, fruits d'Auvergne; le tout arrosé de vins de Chanturgue, marcollat, bordeaux et madère; café, cognac et liqueurs (élixir des monts du Cantal et prunelle d'Auvergne)!

Paris dans la capitale

A la fin de ces agapes, juste avant le bal animé par les trompettes et les cabrettes de la Vergingetorix, Louis Bonnet, fondateur en 1882 de l'Auvergnat de Paris et créateur de ladite Ligue, fit la profession de foi suivante : « Nous voulons que les Auvergnats ne soient plus traités en parias dans la capitale. Nous voulons que désormais aucun Auvergnat ne manque de travail ailleurs qu'il ne peut en trouver dans la boutique ou l'atelier d'un compatriote. »

Nous voulons que nos jeunes compatriotes appartenant aux carrières libérales trouvent à leurs débuts une clientèle amie, celle des Auvergnats de Paris. Nous voulons que les pouvoirs publics comptent avec nous, ces-



sent de persécuter nos compatriotes, de brimer leur travail et de décourager leur épargne.

Un siècle a passé, l'Auvergne reste l'une des « colonies » les plus importantes de la capitale, la plus vivace peut-être : ou n'y compte pas moins de cent quarante associations. Originaires du Puy-de-Dôme, du Cantal, de la Haute-Loire, et aussi de la Corrèze, du Lot, de l'Aveyron et de la Lozère, elles se retrouvent sous l'appellation Auvergnats de Paris, qui dépasse donc l'Auvergne géographique au profit du Massif Central dans son ensemble : les chusons ont perduré ainsi que Louis Bonnet les avait souhaitées. Si personne ne songerait encore à les traiter de parias, les Auvergnats sont néanmoins à part dans la capitale, tant sont discrètes leurs manifestations, quasi familiales, comme jadis leurs « bals de famille » disséminés à travers la ville et essentiels à qui se passionne de culture populaire parisienne.

Que les fêtes du centenaire de la Ligue aient commencé le 27 septembre par des concours de boules et un match de rugby, cela n'a, en effet, guère troublé les médias ! On ne parlera pas davantage du Salu littéraire des auteurs auvergnats - sous le haut patronage de Valéry Giscard d'Estaing et la présidence de Robert Sabatier - le 29 novembre à la porte de Versailles ni de la messe du souvenir que célé-

brera le même jour à Notre-Dame, à 15 heures, le cardinal Marty. Et puis, comme tous les ans, aura lieu - cette fois-ci le 13 décembre au PLM Saint-Jacques - la Nuit arverne, présidée en cette année anniversaire par M. et M^{me} Chirac.

Frotteurs de parquet et réparateurs de parapluies

C'est le samedi 25 octobre que les Auvergnats rappelleront le plus brillamment et bruyamment leur existence aux autres habitants de Paris. A partir de 15 heures - et l'heure n'est pas indue ! - deux défilés convergeront vers l'Hôtel de Ville, où les accueillera le maire. Venant de la Bastille, cabrettes et accordéonistes en tête, les groupes folkloriques ; en provenance de la place d'Italie (la route d'Auvergne), un cortège ressuscitant les vieux métiers auvergnats à Paris depuis plus de deux siècles qu'a commencé l'incessant va-et-vient Auvergne-Paris : affûteurs-rénoveurs, frotteurs de parquet, réparateurs de parapluies, porteurs d'eau, laitiers-nourriciers, ferrailleurs, bougnats, bien sûr...

Depuis le dix-huitième siècle, l'image auvergnate de base - même si aujourd'hui elle ne fait plus qu'un avec le « bistrot » et la « limonade » - n'a guère changé, m'explique Roger Girard, auteur d'ouvrages fondamentaux sur la

question : *Quand les Auvergnats parlaient conquérir Paris* (Fayard, 1979), *le Journal d'un Auvergnat de Paris* (Fayard, 1982), et encore *Hier et aujourd'hui*, une plaquette publiée à l'occasion du centenaire. Pas davantage le caractère profond qui sous-tend cette image, axée sur la prééminence des valeurs terribles, domestiques. L'individu auvergnat n'est que le moyen exacerbé de réussir, allié à un sens très fort de la famille, du village, de l'arrondissement, et, au-delà, du département et de l'Auvergne. C'est d'ailleurs sur ces entités que sont constituées les amicales à Paris, telles, pour n'en citer que deux, la Nasbinalaise (de Nasbinals en

Lozère) ou l'Amicale des originaires de Montsalvy dans le Cantal...

Le temps a beau passer, les Auvergnats persistent et signent. Lors de leur Nuit annuelle, rituelle, comme si de rien n'était, les Arvernes désigneront la Pastourelle de l'année, une fraîche jeune fille choisie parmi les sept prétendantes représentant chacune l'un des sept départements « auvergnats de Paris ». Heureuse épine qui aura, entre autres tâches, celle redoutable de tirer au sort les amicales gagnantes des Vieux Sœurs récompensées de plusieurs centaines de milliers de francs... La drogue peut sévir, l'insécurité, le terrorisme... à Paris, avec ses traditions, ses groupes musicaux qui se nomment Bois et Charbon, Cabrettes et Cabrettes, avec finalement ce bon sens paysan bûni des deux lars dont sont si aptes à se gausser ceux de l'Olympe.

Bref ! grâce à son matérialisme bon enfant qui ne trouve jamais grâce auprès de ceux qui régissent l'opinion publique - non, je n'ai pas jusqu'à écrire que la limonade auvergnate est rafraîchissante, mais il y a de ça ! - l'Auvergne est apaisante, reconfortante et, à coup sûr, rassurante.

CLAUDE DUBOIS.

ENSEIGNE

REDRESSONS LES BAGUETTES !

Le désespoir guetta l'amateur parisien d'art culinaire chinois. Son errance dans les dédales des trois mille cinq cents restaurants asiatiques d'Ile-de-France risque de se terminer en légère nausée. Trop, c'est trop. Argent facile à investir et boudique aussitôt couverte : le cuisinier peut se contenter de faire de la médiocratie tambouille. Le client français se contente de peu. Un zeste d'exotisme lui suffit avec beaucoup de mayonnaise chère au goût gaulois sur les crabes et les langoustines frites « façon chinoise ». La restauration asiatique se met au goût français. Mais, comme toute affaire trop aisée à gagner, elle perd sa saveur... et sa valeur.

Seul un sage de la communauté en exil pouvait sonner l'alarme. M.K.E. Yuan, respecté de beaucoup, usa de subtilité. Il ne chercha pas à chasser les marchands du temple. Il lança le premier Festival de la gastronomie chinoise organisé par le journal *Long-Pao*. Cela se passa à Paris, dimanche 5 octobre. Ce patriarche d'une grande famille originaire de Formose vit en France depuis des décennies. Restaurateur de laques, il fonda en 1981 un bithéodromedien, *Long-Pao*, en français et en chinois, qui est à la communauté asiatique ce que sont les éditions locales des journaux régionaux.

M. Yuan accueillait donc ce jour-là quatorze chefs en toque blanche, leurs patrons et leurs familles. Ces cuisiniers sont les finalistes qui défendent l'art culinaire chinois au salon d'Equipe, porte de Versailles, à Paris, à la fin octobre. Ce dimanche d'avant-première, les cuisiniers de la dynastie respectant les « quatre qualités » : couleur, arôme, saveur et composition. Il faut que règne l'harmonie entre les ingrédients et la sauce, que viandes et poissons, fruits et légumes exhalent un doux par-

fum, le goût peut être salé, sucré, aigre ou pimenté. La composition, *in fine*, est celle d'un objet d'art.

M. Yuan a su raviver la tradition chez ses finalistes, choisis après test parmi cent cinquante demandeurs. Ainsi, M. Lin Wen Hao, chef du Capitole, présente-t-il en hors-d'œuvre esthétique « L'aigle survole la rose ».

C'est un tableau en forme de plateau rond, où tout est cornestible, même le support. Le fond turquoise est fait de crème d'aigles. C'est une splendide. On hésite à la détruire. Mais il faut bien goûter. C'est délicieux.

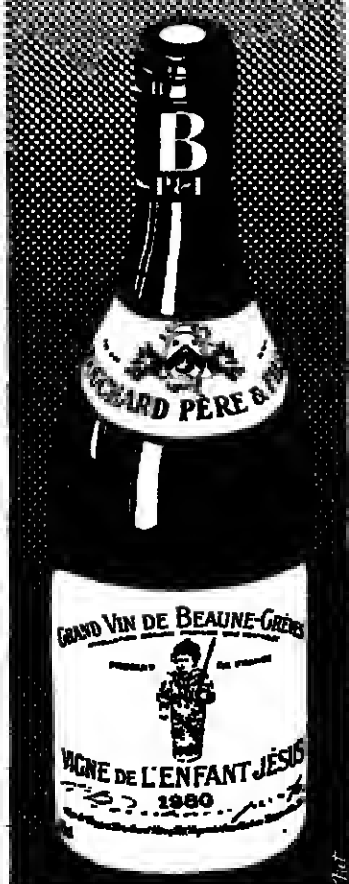
Détour aux cuisines, où sur les trépieds à gaz et dans un énorme chaudron cuisent les cochons de lait laqués. La cuisine est déjà un art en soi avec sa trentaine de styles différents. M. Ngach-Ouyen, ancien préparateur des banquets du prince Sihanouk, offre ses mœurs avec discrétion, ses « cravettes » facies aux huit précieux et le « canard laqué pékinois ». Plus loin, officie un fabricant de pâtes à la mode traditionnelle. La longue torsade qu'il fait vireiller à vive allure se divise en deux, quatre... soixante-quatre. Le tour de main est tel qu'on s'étend presque à voir sortir une colonnade de la torsade. La méthode fut inventée lorsque Genghis Khan, occupant la Chine, avait interdit les coupes de cuisine par peur d'une révolution. Cet artisan vint récemment de Hongkong est le premier du genre à Paris.

Quel festival ! « Cette rencontre pour art culinaire », explique M. Yuan, brise les pensées égoïstes de ceux qui vivent en exil durement coupés de leur famille. » Ce vénérable souhaite l'harmonie entre Chinois, l'amitié entre deux cultures et, bien sûr, l'exigence d'une qualité culinaire à la hauteur des traditions.

DANIELLE ROUARD.

250 ans de grands vins

Domaines du Château de Beaune
52 hectares dont 71 hectares
de premiers et grands crus.
BOUCHARD PÈRE & FILS
Représentation LHM
BOITE POSTALE 70
21202 BEAUNE CEDEX
Tél. : (03) 22.14.41
TELEX : BOUCHARD 350 830 F



ÉQUIP HOTEL - Porte de Versailles
N° 2, allée N - stand 25 (2 N 25)

Couly-Dutheil
le grand nom du Chinon

CHINON

Propriétaire de vignobles

Je désire recevoir un tarif.

Nom _____

Adresse _____

A retourner à Couly-Dutheil - B.P. 254 - 37502 CHINON Cedex

18 OCTOBRE, JOURNÉE CAPITALE POUR LE FITOU.

Dégustation gratuite chez 17 cavistes parisiens.

CAVES LEGRAND
1 rue de la Banque - 2^e

CAVES ST ANTOINE
95 rue St Antoine - 4^e

CARTE DES VINS
10 rue Papillon - 9^e

L'ENOPHILE
30 bd Voltaire - 11^e

CAVE MICHEL RENAUD
12 place de la Nation - 12^e

AUX VIGNOBLES
DE FRANCE
42 quai d'Austerlitz - 13^e

CAVE DES GOBELINS
56 avenue des Gobelins - 13^e

CAVE BERNARD PERRET
6 rue Deguerre - 14^e

AU BON CRU
4 rue Poirier de Narcey - 14^e

CAVES DE PASSY
3 rue Dubon - 16^e



CAVE DE PASSY AUDEBERT
1 rue de Passy - 16^e

CAVE KLEBER
106 avenue Kleber - 16^e

CAVE DE COURCELLES
206bis rue de Courcelles - 17^e

CAVE DE NIMES
7 rue Tardieu - 18^e

LES GRANDES CAVES
76 bd Jean Jaurès - 92110 Clichy

CAVE DE SABLONVILLE
37 rue de Sablonville - 92000
Neuilly s/Seine

CAVE DE LONGCHAMP
2 rue de Longchamp - 92200
Neuilly s/Seine

FITOU
APPELLATION D'ORIGINE CONTRÔLÉE

ÉCIALITÉ
A VOTRE



مكتبة الأمل

échecs

N° 1199

KARPOV
MIRACULÉ

(Dix-huitième partie du match de championnat du monde, Leningrad, 1986)

Blancs : G. KASPAROV
Noirs : A. KARPOV
Défense ouest-indienne.

1. e4 c6 31. Td5 (x) c4? 47
2. e5 d6 32. f3? Cap5 (y) 48
3. c3 b6 33. d3 c6 49
4. c3 f6 34. c4 d4 d4 (z) 50
5. f3 (8) f7 35. f4 d5 51
6. e3 b6 36. f4 d7 52
7. f4 f3 37. d4 d5 (ab) Td7 53
8. b3 d6 38. Td7+ (ab) Cg7 54
9. Cc2 (a) d5 39. d5 (ac) Rg6 (ad) 55
10. f3 d7 40. Dd7 (ac) Td7 56
11. p4 (e) a5 41. Td4 (af) Tg4 57
12. b4 (e) Tg4 (e) 42. c4 Td1+ 58
13. b3 (f) h3 43. b4 Td1 59
14. Dd3 (f) c4 44. a4 Td1 60
15. Td1 (f) Rg4 45. Rf1 Td2+ 61
16. Dd1 (f) f4 46. Td6 Td3 62
17. Td2 (f) Rg7 47. c5 Td1+ 63
18. c5 (e) h3 48. b4 Td1+ 64
19. f4 (e) c6 49. Rf1 Td1+ 65
20. d3 (e) d5 50. f3 Td3 66
21. f5 Rf1 51. Rf1 Td3 67
22. Td6 Cg4 (f) 52. f4 Td3 68
23. Dd3 (f) f4 53. c4 Td3 69
24. Td1 (f) Cg7 54. Td3 Td3 70
25. Dd3 Rf7 55. Td4 Rf5 71
26. Dd5+ Rf8 56. Td5+ Rf5 72
27. Dd3 Rf7 57. Td5 Td1 73
28. Td6 (v) Cg4 58. a7 (ag) f4 74
29. f4 59. a8 (ab) f4 75
30. Dd4 f4 (w) 76

NOTES

a) Ce retrait du C qui prépare via f3 l'avance d3-d4 semble plus précis que la variante 9. f3, Cb7 : 10. 0-0, Dd7 ; 11. Cc2, g5 ; 12. f3, h5 qui laisse une situation tendue.

b) Après 10... h5 les Blancs ne peuvent pas jouer 11. b4!
c) En quelques coups, les Blancs vont frapper sur les deux ailes. La menace 12. a5 force les Noirs à avancer le pion a, après quoi la pièce thématique c4-c5 gênera considérablement la défense.
d) Et maintenant la réfutation de l'affaiblissement du deuxième coup des Noirs.
e) Et non 12... g4 ; 13. h5 suivi de f4 avec un dédoublement. La perte du petit roque est inévitable.
f) La seule colonne ouverte appartient aux Blancs.
g) Retour sur l'aile - D interdit le développement naturel 14... Cc7 à cause de 15. c5, d5 ; 16. f3?
h) Les Noirs, privés du petit roque, ne peuvent plus songer au grand roque : si 15... 0-0 ; 16. c5, d5 ; 17. Cc4 menace Cc5, etc.
i) Pour cette raison, Karpov teste de faire passer son R en g7 et d'opposer une T en h6.
j) Ce magnifique retour de la D sur sa case de départ montre à quel point Karpov est dominé stratégiquement le combat ; non seulement la D aspire à passer sur l'aile - R, lançant sur la case h5, mais elle obéit à la Tbl le soin d'opérer sur l'aile - D (conjointement la pièce p4-c5). En même temps, est interdit au R noir son mouvement naturel : si 16... Rg7 ; 17. Td5 menaçant 18. Tg5+.
k) Chaque coup des Noirs, depuis le deuxième coup, est dicté par un souci défensif.

l) Libérant le f7 de la protection du pion g2.
m) La rupture, au moment opportun. En même temps, la Ta8 est fixée à la défense du Cc6.
n) 18... d3 abandonnerait la case e5.
o) Un développement qui ne perd pas de temps!
p) Après 19... f3 : 20. Td5 les Noirs doivent faire face aux menaces Td5 et Dd2, Cc4 etc. Enfin, si 19... f3 ; 20. f3, f3 ; 21. Dd2, Cb8 ; 22. d4.
q) Limitant le Cc2.
r) Sauvegarde de 16. Dd3-d1.
s) La seule défense. Si 23... Dg5? ; 24. Td7.
t) Avec l'aide : 24... Tg7 ; 25. Td5+ ; 26. Cc2, f4 ; 27. Cg5 ou bien 26... d4 ; 27. Cg5, f4 ; 28. Dd5+ ; 29. Dd7.
u) En vrai champion du monde, Karpov, qui domine ici complètement son adversaire, refuse de faire le demi-pas (la nœud par répétition de coups) qui conforterait sa couronne.
v) Forcé, sinon le Cb8 ne jouera jamais.
w) Encore une colonne ouverte aux mains des Blancs.
x) Et non 32... d5 ; 33. Td7+ ; 34. Td1 ; 35. Cc7, Cb5 ; 36. Cc5, Dd6 ; 37. Td6+ avec gain.
y) La position des Noirs est de moins en moins tenable : l'échec du D perd immédiatement : si 37... Dd4 ; 38. Td7+!

ab) Quel dommage ! Ce malheureux échec compromet en un coup une grande partie des Blancs alors que la suite simple 38. f3, Tg7 ; 39. Dd7+ ; 40. f4, f4 ; 41. Dd7+ ; 42. f4, f4 ; 43. Dd7+ ; 44. f4, f4 ; 45. Dd7+ ; 46. f4, f4 ; 47. Dd7+ ; 48. f4, f4 ; 49. Dd7+ ; 50. f4, f4 ; 51. Dd7+ ; 52. f4, f4 ; 53. Dd7+ ; 54. f4, f4 ; 55. Dd7+ ; 56. f4, f4 ; 57. Dd7+ ; 58. f4, f4 ; 59. Dd7+ ; 60. f4, f4 ; 61. Dd7+ ; 62. f4, f4 ; 63. Dd7+ ; 64. f4, f4 ; 65. Dd7+ ; 66. f4, f4 ; 67. Dd7+ ; 68. f4, f4 ; 69. Dd7+ ; 70. f4, f4 ; 71. Dd7+ ; 72. f4, f4 ; 73. Dd7+ ; 74. f4, f4 ; 75. Dd7+ ; 76. f4, f4 ; 77. Dd7+ ; 78. f4, f4 ; 79. Dd7+ ; 80. f4, f4 ; 81. Dd7+ ; 82. f4, f4 ; 83. Dd7+ ; 84. f4, f4 ; 85. Dd7+ ; 86. f4, f4 ; 87. Dd7+ ; 88. f4, f4 ; 89. Dd7+ ; 90. f4, f4 ; 91. Dd7+ ; 92. f4, f4 ; 93. Dd7+ ; 94. f4, f4 ; 95. Dd7+ ; 96. f4, f4 ; 97. Dd7+ ; 98. f4, f4 ; 99. Dd7+ ; 100. f4, f4 ; 101. Dd7+ ; 102. f4, f4 ; 103. Dd7+ ; 104. f4, f4 ; 105. Dd7+ ; 106. f4, f4 ; 107. Dd7+ ; 108. f4, f4 ; 109. Dd7+ ; 110. f4, f4 ; 111. Dd7+ ; 112. f4, f4 ; 113. Dd7+ ; 114. f4, f4 ; 115. Dd7+ ; 116. f4, f4 ; 117. Dd7+ ; 118. f4, f4 ; 119. Dd7+ ; 120. f4, f4 ; 121. Dd7+ ; 122. f4, f4 ; 123. Dd7+ ; 124. f4, f4 ; 125. Dd7+ ; 126. f4, f4 ; 127. Dd7+ ; 128. f4, f4 ; 129. Dd7+ ; 130. f4, f4 ; 131. Dd7+ ; 132. f4, f4 ; 133. Dd7+ ; 134. f4, f4 ; 135. Dd7+ ; 136. f4, f4 ; 137. Dd7+ ; 138. f4, f4 ; 139. Dd7+ ; 140. f4, f4 ; 141. Dd7+ ; 142. f4, f4 ; 143. Dd7+ ; 144. f4, f4 ; 145. Dd7+ ; 146. f4, f4 ; 147. Dd7+ ; 148. f4, f4 ; 149. Dd7+ ; 150. f4, f4 ; 151. Dd7+ ; 152. f4, f4 ; 153. Dd7+ ; 154. f4, f4 ; 155. Dd7+ ; 156. f4, f4 ; 157. Dd7+ ; 158. f4, f4 ; 159. Dd7+ ; 160. f4, f4 ; 161. Dd7+ ; 162. f4, f4 ; 163. Dd7+ ; 164. f4, f4 ; 165. Dd7+ ; 166. f4, f4 ; 167. Dd7+ ; 168. f4, f4 ; 169. Dd7+ ; 170. f4, f4 ; 171. Dd7+ ; 172. f4, f4 ; 173. Dd7+ ; 174. f4, f4 ; 175. Dd7+ ; 176. f4, f4 ; 177. Dd7+ ; 178. f4, f4 ; 179. Dd7+ ; 180. f4, f4 ; 181. Dd7+ ; 182. f4, f4 ; 183. Dd7+ ; 184. f4, f4 ; 185. Dd7+ ; 186. f4, f4 ; 187. Dd7+ ; 188. f4, f4 ; 189. Dd7+ ; 190. f4, f4 ; 191. Dd7+ ; 192. f4, f4 ; 193. Dd7+ ; 194. f4, f4 ; 195. Dd7+ ; 196. f4, f4 ; 197. Dd7+ ; 198. f4, f4 ; 199. Dd7+ ; 200. f4, f4 ; 201. Dd7+ ; 202. f4, f4 ; 203. Dd7+ ; 204. f4, f4 ; 205. Dd7+ ; 206. f4, f4 ; 207. Dd7+ ; 208. f4, f4 ; 209. Dd7+ ; 210. f4, f4 ; 211. Dd7+ ; 212. f4, f4 ; 213. Dd7+ ; 214. f4, f4 ; 215. Dd7+ ; 216. f4, f4 ; 217. Dd7+ ; 218. f4, f4 ; 219. Dd7+ ; 220. f4, f4 ; 221. Dd7+ ; 222. f4, f4 ; 223. Dd7+ ; 224. f4, f4 ; 225. Dd7+ ; 226. f4, f4 ; 227. Dd7+ ; 228. f4, f4 ; 229. Dd7+ ; 230. f4, f4 ; 231. Dd7+ ; 232. f4, f4 ; 233. Dd7+ ; 234. f4, f4 ; 235. Dd7+ ; 236. f4, f4 ; 237. Dd7+ ; 238. f4, f4 ; 239. Dd7+ ; 240. f4, f4 ; 241. Dd7+ ; 242. f4, f4 ; 243. Dd7+ ; 244. f4, f4 ; 245. Dd7+ ; 246. f4, f4 ; 247. Dd7+ ; 248. f4, f4 ; 249. Dd7+ ; 250. f4, f4 ; 251. Dd7+ ; 252. f4, f4 ; 253. Dd7+ ; 254. f4, f4 ; 255. Dd7+ ; 256. f4, f4 ; 257. Dd7+ ; 258. f4, f4 ; 259. Dd7+ ; 260. f4, f4 ; 261. Dd7+ ; 262. f4, f4 ; 263. Dd7+ ; 264. f4, f4 ; 265. Dd7+ ; 266. f4, f4 ; 267. Dd7+ ; 268. f4, f4 ; 269. Dd7+ ; 270. f4, f4 ; 271. Dd7+ ; 272. f4, f4 ; 273. Dd7+ ; 274. f4, f4 ; 275. Dd7+ ; 276. f4, f4 ; 277. Dd7+ ; 278. f4, f4 ; 279. Dd7+ ; 280. f4, f4 ; 281. Dd7+ ; 282. f4, f4 ; 283. Dd7+ ; 284. f4, f4 ; 285. Dd7+ ; 286. f4, f4 ; 287. Dd7+ ; 288. f4, f4 ; 289. Dd7+ ; 290. f4, f4 ; 291. Dd7+ ; 292. f4, f4 ; 293. Dd7+ ; 294. f4, f4 ; 295. Dd7+ ; 296. f4, f4 ; 297. Dd7+ ; 298. f4, f4 ; 299. Dd7+ ; 300. f4, f4 ; 301. Dd7+ ; 302. f4, f4 ; 303. Dd7+ ; 304. f4, f4 ; 305. Dd7+ ; 306. f4, f4 ; 307. Dd7+ ; 308. f4, f4 ; 309. Dd7+ ; 310. f4, f4 ; 311. Dd7+ ; 312. f4, f4 ; 313. Dd7+ ; 314. f4, f4 ; 315. Dd7+ ; 316. f4, f4 ; 317. Dd7+ ; 318. f4, f4 ; 319. Dd7+ ; 320. f4, f4 ; 321. Dd7+ ; 322. f4, f4 ; 323. Dd7+ ; 324. f4, f4 ; 325. Dd7+ ; 326. f4, f4 ; 327. Dd7+ ; 328. f4, f4 ; 329. Dd7+ ; 330. f4, f4 ; 331. Dd7+ ; 332. f4, f4 ; 333. Dd7+ ; 334. f4, f4 ; 335. Dd7+ ; 336. f4, f4 ; 337. Dd7+ ; 338. f4, f4 ; 339. Dd7+ ; 340. f4, f4 ; 341. Dd7+ ; 342. f4, f4 ; 343. Dd7+ ; 344. f4, f4 ; 345. Dd7+ ; 346. f4, f4 ; 347. Dd7+ ; 348. f4, f4 ; 349. Dd7+ ; 350. f4, f4 ; 351. Dd7+ ; 352. f4, f4 ; 353. Dd7+ ; 354. f4, f4 ; 355. Dd7+ ; 356. f4, f4 ; 357. Dd7+ ; 358. f4, f4 ; 359. Dd7+ ; 360. f4, f4 ; 361. Dd7+ ; 362. f4, f4 ; 363. Dd7+ ; 364. f4, f4 ; 365. Dd7+ ; 366. f4, f4 ; 367. Dd7+ ; 368. f4, f4 ; 369. Dd7+ ; 370. f4, f4 ; 371. Dd7+ ; 372. f4, f4 ; 373. Dd7+ ; 374. f4, f4 ; 375. Dd7+ ; 376. f4, f4 ; 377. Dd7+ ; 378. f4, f4 ; 379. Dd7+ ; 380. f4, f4 ; 381. Dd7+ ; 382. f4, f4 ; 383. Dd7+ ; 384. f4, f4 ; 385. Dd7+ ; 386. f4, f4 ; 387. Dd7+ ; 388. f4, f4 ; 389. Dd7+ ; 390. f4, f4 ; 391. Dd7+ ; 392. f4, f4 ; 393. Dd7+ ; 394. f4, f4 ; 395. Dd7+ ; 396. f4, f4 ; 397. Dd7+ ; 398. f4, f4 ; 399. Dd7+ ; 400. f4, f4 ; 401. Dd7+ ; 402. f4, f4 ; 403. Dd7+ ; 404. f4, f4 ; 405. Dd7+ ; 406. f4, f4 ; 407. Dd7+ ; 408. f4, f4 ; 409. Dd7+ ; 410. f4, f4 ; 411. Dd7+ ; 412. f4, f4 ; 413. Dd7+ ; 414. f4, f4 ; 415. Dd7+ ; 416. f4, f4 ; 417. Dd7+ ; 418. f4, f4 ; 419. Dd7+ ; 420. f4, f4 ; 421. Dd7+ ; 422. f4, f4 ; 423. Dd7+ ; 424. f4, f4 ; 425. Dd7+ ; 426. f4, f4 ; 427. Dd7+ ; 428. f4, f4 ; 429. Dd7+ ; 430. f4, f4 ; 431. Dd7+ ; 432. f4, f4 ; 433. Dd7+ ; 434. f4, f4 ; 435. Dd7+ ; 436. f4, f4 ; 437. Dd7+ ; 438. f4, f4 ; 439. Dd7+ ; 440. f4, f4 ; 441. Dd7+ ; 442. f4, f4 ; 443. Dd7+ ; 444. f4, f4 ; 445. Dd7+ ; 446. f4, f4 ; 447. Dd7+ ; 448. f4, f4 ; 449. Dd7+ ; 450. f4, f4 ; 451. Dd7+ ; 452. f4, f4 ; 453. Dd7+ ; 454. f4, f4 ; 455. Dd7+ ; 456. f4, f4 ; 457. Dd7+ ; 458. f4, f4 ; 459. Dd7+ ; 460. f4, f4 ; 461. Dd7+ ; 462. f4, f4 ; 463. Dd7+ ; 464. f4, f4 ; 465. Dd7+ ; 466. f4, f4 ; 467. Dd7+ ; 468. f4, f4 ; 469. Dd7+ ; 470. f4, f4 ; 471. Dd7+ ; 472. f4, f4 ; 473. Dd7+ ; 474. f4, f4 ; 475. Dd7+ ; 476. f4, f4 ; 477. Dd7+ ; 478. f4, f4 ; 479. Dd7+ ; 480. f4, f4 ; 481. Dd7+ ; 482. f4, f4 ; 483. Dd7+ ; 484. f4, f4 ; 485. Dd7+ ; 486. f4, f4 ; 487. Dd7+ ; 488. f4, f4 ; 489. Dd7+ ; 490. f4, f4 ; 491. Dd7+ ; 492. f4, f4 ; 493. Dd7+ ; 494. f4, f4 ; 495. Dd7+ ; 496. f4, f4 ; 497. Dd7+ ; 498. f4, f4 ; 499. Dd7+ ; 500. f4, f4 ; 501. Dd7+ ; 502. f4, f4 ; 503. Dd7+ ; 504. f4, f4 ; 505. Dd7+ ; 506. f4, f4 ; 507. Dd7+ ; 508. f4, f4 ; 509. Dd7+ ; 510. f4, f4 ; 511. Dd7+ ; 512. f4, f4 ; 513. Dd7+ ; 514. f4, f4 ; 515. Dd7+ ; 516. f4, f4 ; 517. Dd7+ ; 518. f4, f4 ; 519. Dd7+ ; 520. f4, f4 ; 521. Dd7+ ; 522. f4, f4 ; 523. Dd7+ ; 524. f4, f4 ; 525. Dd7+ ; 526. f4, f4 ; 527. Dd7+ ; 528. f4, f4 ; 529. Dd7+ ; 530. f4, f4 ; 531. Dd7+ ; 532. f4, f4 ; 533. Dd7+ ; 534. f4, f4 ; 535. Dd7+ ; 536. f4, f4 ; 537. Dd7+ ; 538. f4, f4 ; 539. Dd7+ ; 540. f4, f4 ; 541. Dd7+ ; 542. f4, f4 ; 543. Dd7+ ; 544. f4, f4 ; 545. Dd7+ ; 546. f4, f4 ; 547. Dd7+ ; 548. f4, f4 ; 549. Dd7+ ; 550. f4, f4 ; 551. Dd7+ ; 552. f4, f4 ; 553. Dd7+ ; 554. f4, f4 ; 555. Dd7+ ; 556. f4, f4 ; 557. Dd7+ ; 558. f4, f4 ; 559. Dd7+ ; 560. f4, f4 ; 561. Dd7+ ; 562. f4, f4 ; 563. Dd7+ ; 564. f4, f4 ; 565. Dd7+ ; 566. f4, f4 ; 567. Dd7+ ; 568. f4, f4 ; 569. Dd7+ ; 570. f4, f4 ; 571. Dd7+ ; 572. f4, f4 ; 573. Dd7+ ; 574. f4, f4 ; 575. Dd7+ ; 576. f4, f4 ; 577. Dd7+ ; 578. f4, f4 ; 579. Dd7+ ; 580. f4, f4 ; 581. Dd7+ ; 582. f4, f4 ; 583. Dd7+ ; 584. f4, f4 ; 585. Dd7+ ; 586. f4, f4 ; 587. Dd7+ ; 588. f4, f4 ; 589. Dd7+ ; 590. f4, f4 ; 591. Dd7+ ; 592. f4, f4 ; 593. Dd7+ ; 594. f4, f4 ; 595. Dd7+ ; 596. f4, f4 ; 597. Dd7+ ; 598. f4, f4 ; 599. Dd7+ ; 600. f4, f4 ; 601. Dd7+ ; 602. f4, f4 ; 603. Dd7+ ; 604. f4, f4 ; 605. Dd7+ ; 606. f4, f4 ; 607. Dd7+ ; 608. f4, f4 ; 609. Dd7+ ; 610. f4, f4 ; 611. Dd7+ ; 612. f4, f4 ; 613. Dd7+ ; 614. f4, f4 ; 615. Dd7+ ; 616. f4, f4 ; 617. Dd7+ ; 618. f4, f4 ; 619. Dd7+ ; 620. f4, f4 ; 621. Dd7+ ; 622. f4, f4 ; 623. Dd7+ ; 624. f4, f4 ; 625. Dd7+ ; 626. f4, f4 ; 627. Dd7+ ; 628. f4, f4 ; 629. Dd7+ ; 630. f4, f4 ; 631. Dd7+ ; 632. f4, f4 ; 633. Dd7+ ; 634. f4, f4 ; 635. Dd7+ ; 636. f4, f4 ; 637. Dd7+ ; 638. f4, f4 ; 639. Dd7+ ; 640. f4, f4 ; 641. Dd7+ ; 642. f4, f4 ; 643. Dd7+ ; 644. f4, f4 ; 645. Dd7+ ; 646. f4, f4 ; 647. Dd7+ ; 648. f4, f4 ; 649. Dd7+ ; 650. f4, f4 ; 651. Dd7+ ; 652. f4, f4 ; 653. Dd7+ ; 654. f4, f4 ; 655. Dd7+ ; 656. f4, f4 ; 657. Dd7+ ; 658. f4, f4 ; 659. Dd7+ ; 660. f4, f4 ; 661. Dd7+ ; 662. f4, f4 ; 663. Dd7+ ; 664. f4, f4 ; 665. Dd7+ ; 666. f4, f4 ; 667. Dd7+ ; 668. f4, f4 ; 669. Dd7+ ; 670. f4, f4 ; 671. Dd7+ ; 672. f4, f4 ; 673. Dd7+ ; 674. f4, f4 ; 675. Dd7+ ; 676. f4, f4 ; 677. Dd7+ ; 678. f4, f4 ; 679. Dd7+ ; 680. f4, f4 ; 681. Dd7+ ; 682. f4, f4 ; 683. Dd7+ ; 684. f4, f4 ; 685. Dd7+ ; 686. f4, f4 ; 687. Dd7+ ; 688. f4, f4 ; 689. Dd7+ ; 690. f4, f4 ; 691. Dd7+ ; 692. f4, f4 ; 693. Dd7+ ; 694. f4, f4 ; 695. Dd7+ ; 696. f4, f4 ; 697. Dd7+ ; 698. f4, f4 ; 699. Dd7+ ; 700. f4, f4 ; 701. Dd7+ ; 702. f4, f4 ; 703. Dd7+ ; 704. f4, f4 ; 705. Dd7+ ; 706. f4, f4 ; 707. Dd7+ ; 708. f4, f4 ; 709. Dd7+ ; 710. f4, f4 ; 711. Dd7+ ; 712. f4, f4 ; 713. Dd7+ ; 714. f4, f4 ; 715. Dd7+ ; 716. f4, f4 ; 717. Dd7+ ; 718. f4, f4 ; 719. Dd7+ ; 720. f4, f4 ; 721. Dd7+ ; 722. f4, f4 ; 723. Dd7+ ; 724. f4, f4 ; 725. Dd7+ ; 726. f4, f4 ; 727. Dd7+ ; 728. f4, f4 ; 729. Dd7+ ; 730. f4, f4 ; 731. Dd7+ ; 732. f4, f4 ; 733. Dd7+ ; 734. f4, f4 ; 735. Dd7+ ; 736. f4, f4 ; 737. Dd7+ ; 738. f4, f4 ; 739. Dd7+ ; 740. f4, f4 ; 741. Dd7+ ; 742. f4, f4 ; 743. Dd7+ ; 744. f4, f4 ; 745. Dd7+ ; 746. f4, f4 ; 747. Dd7+ ; 748. f4, f4 ; 749. Dd7+ ; 750. f4, f4 ; 751. Dd7+ ; 752. f4, f4 ; 753. Dd7+ ; 754. f4, f4 ; 755. Dd7+ ; 756. f4, f4 ; 757. Dd7+ ; 758. f4, f4 ; 759. Dd7+ ; 760. f4, f4 ; 761. Dd7+ ; 762. f4, f4 ; 763. Dd7+ ; 764. f4, f4 ; 765. Dd7+ ; 766. f4, f4 ; 767. Dd7+ ; 768. f4, f4 ; 769. Dd7+ ; 770. f4, f4 ; 771. Dd7+ ; 772. f4, f4 ; 773. Dd7+ ; 774. f4, f4 ; 775. Dd7+ ; 776. f4, f4 ; 777. Dd7+ ; 778. f4, f4 ; 779. Dd7+ ; 780. f4, f4 ; 781. Dd7+ ; 782. f4, f4 ; 783. Dd7+ ; 784. f4, f4 ; 785. Dd7+ ; 786. f4, f4 ; 787. Dd7+ ; 788. f4, f4 ; 789. Dd7+ ; 790. f4, f4 ; 791. Dd7+ ; 792. f4, f4 ; 793. Dd7+ ; 794. f4, f4 ; 795. Dd7+ ; 796. f4, f4 ; 797. Dd7+ ; 798. f4, f4 ; 799. Dd7+ ; 800. f4, f4 ; 801. Dd7+ ; 802. f4, f4 ; 803. Dd7+ ; 804. f4, f4 ; 805. Dd7+ ; 806. f4, f4 ; 807. Dd7+ ; 808. f4, f4 ; 809. Dd7+ ; 810. f4, f4 ; 811. Dd7+ ; 812. f4, f4 ; 813. Dd7+ ; 814. f4, f4 ; 815. Dd7+ ; 816. f4, f4 ; 817. Dd7+ ; 818. f4, f4 ; 819. Dd7+ ; 820. f4, f4 ; 821. Dd7+ ; 822. f4, f4 ; 823. Dd7+ ; 824. f4, f4 ; 825. Dd7+ ; 826. f4, f4 ; 827. Dd7+ ; 828. f4, f4 ; 829. Dd7+ ; 830. f4, f4 ; 831. Dd7+ ; 832. f4, f4 ; 833. Dd7+ ; 834. f4, f4 ; 835. Dd7+ ; 836. f4, f4 ; 837. Dd7+ ; 838. f4, f4 ; 839. Dd7+ ; 840. f4, f4 ; 841. Dd7+ ; 842. f4, f4 ; 843. Dd7+ ; 844. f4, f4 ; 845. Dd7+ ; 846. f4, f4 ; 847. Dd7+ ; 848. f4, f4 ; 849. Dd7+ ; 850. f4, f4 ; 851. Dd7+ ; 852. f4, f4 ; 853. Dd7+ ; 854. f4, f4 ; 855. Dd7+ ; 856. f4, f4 ; 857. Dd7+ ; 858. f4, f4 ; 859. Dd7+ ; 860. f4, f4 ; 861. Dd7+ ; 862. f4, f4 ; 863. Dd7+ ; 864. f4, f4 ; 865. Dd7+ ; 866. f4, f4 ; 867. Dd7+ ; 868. f4, f4 ; 869. Dd7+ ; 870. f4, f4 ; 871. Dd7+ ; 872. f4, f4 ; 873. Dd7+ ; 874. f4, f4 ; 875. Dd7+ ; 876. f4, f4 ; 877. Dd7+ ; 878. f4, f4 ; 879. Dd7+ ; 880. f4, f4 ; 881. Dd7+ ; 882. f4, f4 ; 883. Dd7+ ; 884. f4, f4 ; 885. Dd7+ ; 886. f4, f4 ; 887. Dd7+ ; 888. f4, f4 ; 889. Dd7+ ; 890. f4, f4 ; 891. Dd7+ ; 892. f4, f4 ; 893. Dd7+ ; 894. f4, f4 ; 895. Dd7+ ; 896. f4, f4 ; 897. Dd7+ ; 898. f4, f4 ; 899. Dd7+ ; 900. f4, f4 ; 901. Dd7+ ; 902. f4, f4 ; 903. Dd7+ ; 904. f4, f4 ; 905. Dd7+ ; 906. f4, f4 ; 907. Dd7+ ; 908. f4, f4 ; 909. Dd7+ ; 910. f4, f4 ; 911. Dd7+ ; 912. f4, f4 ; 913. Dd7+ ; 914. f4, f4 ; 915. Dd7+ ; 916. f4, f4 ; 917. Dd7+ ; 918. f4, f4 ; 919. Dd7+ ; 920. f4, f4 ; 921. Dd7+ ; 922. f4, f4 ; 923. Dd7+ ; 924. f4, f4 ; 925. Dd7+ ; 926. f4, f4 ; 927. Dd7+ ; 928. f4, f4 ; 929. Dd7+ ; 930. f4, f4 ; 931. Dd7+ ; 932. f4, f4 ; 933. Dd7+ ; 934. f4, f4 ; 935. Dd7+ ; 936. f4, f4 ; 937. Dd7+ ; 938. f4, f4 ; 939. Dd7+ ; 940. f4, f4 ; 941. Dd7+ ; 942. f4, f4 ; 943. Dd7+ ; 944. f4, f4 ; 945. Dd7+ ; 946. f4, f4 ; 947. Dd7+ ; 948. f4, f4 ; 949. Dd7+ ; 950. f4, f4 ; 951. Dd7+ ; 952. f4, f4 ; 953. Dd7+ ; 954. f4, f4 ; 955. Dd7+ ; 956. f4, f4 ; 957. Dd7+ ; 958. f4, f4 ; 959. Dd7+ ; 960. f4, f4 ; 961. Dd7+ ; 962. f4, f4 ; 963. Dd7+ ; 964. f4, f4 ; 965. Dd7+ ; 966. f4, f4 ; 967. Dd7+ ; 968. f4, f4 ; 969. Dd7+ ; 970. f4, f4 ; 971. Dd7+ ; 972. f4, f4 ; 973. Dd7+ ; 974. f4, f4 ; 975. Dd7+ ; 976. f4, f4 ; 977. Dd7+ ; 978. f4, f4 ; 979. Dd7+ ; 980. f4, f4 ; 981. Dd7+ ; 982. f4, f4 ; 983. Dd7+ ; 984. f4, f4 ; 985. Dd7+ ; 986. f4, f4 ; 987. Dd7+ ; 988. f4, f4 ; 989. Dd7+ ; 990. f4, f4 ; 991. Dd7+ ; 992. f4, f4 ; 993. Dd7+ ; 994. f4, f4 ; 995. Dd7+ ; 996. f4, f4 ; 997. Dd7+ ; 998. f4, f4 ; 999. Dd7+ ; 1000. f4, f4 ; 1001. Dd7+ ; 1002. f4, f4 ; 1003. Dd7+ ; 1004. f4, f4 ; 1005. Dd7+ ; 1006. f4, f4 ; 1

FESTIVALS

Nancy Jazz Pulsations

Un voile de regret

Le Nancy Jazz Pulsations commence avec l'inaltérable Elizabeth Caumont, l'orchestre de Count Basie, Memphis Slim, Miles Davis et bien d'autres. Nancy fait l'état des lieux. Avec une certaine nostalgie.

Incompréhensible mais vrai : Memphis Slim, l'un des pianistes et chanteurs les plus connus en France, où il s'est établi, l'homme aux doigts si longs et à la taille de prince du désert ne figure pas dans le bottin des musiciens de jazz qui fait autorité : l'Encyclopédie de Jazz, de Leonard Feather. A Nancy, on l'inscrit sans barguigner au programme du 23 : « Trois légendes du jazz : Memphis Slim, B.B. King, Miles Davis ». Ce qui fait beaucoup, mais il faut forcer la note, paraît-il, pour attirer l'attention aujourd'hui. Mais, à Nancy, on ne veut pas en mettre plein la vue : on veut faire plaisir. Nuance.

Au bal de la RATP, à celui des pompiers, dans une MJC aux murs gris, au gala d'une quelconque grande école, tout le monde a eu l'occasion d'entendre Memphis Slim une fois dans sa vie. Que sa légende soit ou non comparable à celle de B.B. King ou de Miles Davis importe peu. Les légendes n'ont pas de poids.

Au fond, il y a même quelque chose de souffrant à ce triot. Comme une envie de réconcilier des idées de la musique qui se méprisent. L'équipe de Nancy, de toute façon, ne s'est jamais embarrassée de précautions ou de préjugés. Elle poursuit une espèce d'œuvre avec ardeur. Avec volonté. Mais les choses ont changé, elles sont moins faciles aujourd'hui. Vous pouvez tout réviser, des légendes vivantes, d'autres à écrire et des organisateurs entreprenants. L'époque, elle, manque d'élan.

L'exclusivité devient rare

Tant qu'à organiser un festival, autant surprendre. Nancy Jazz Pulsations s'est toujours donné pour ambition de ne pas jouer les yeux (et les oreilles) fermés, aux tournées toutes faites, aux cartes ficelées et aux idées reçues. Cette fois, si l'on y regarde de près, Ben Sidran, Stephen Eicher, Claude Moreau, Paolo Conte, Gérard Sircacuse, Myriam Makeba, le tout au même programme (pas le même soir), répondent à ce souci non formulé.

Avec le temps, Nancy, qui voulait se distinguer de la formule classique des festivals, a été conséquemment imitée jusqu'à ce point, sur cette distinction. Sa tâche devient moins évidente. Les rencontres, les mélanges, l'« ouverture » sont deve-

nues la règle, le nouveau stéréotype vendeur. Et tout un chacun d'entendre, avec exactement le même programme que le voisin : regardez comme le suis différent, éclectique, sans œillères, pas sectaire, en un mot, intelligent et moderne.

Tant qu'à surprendre, autant le faire avec talent. Nancy n'a jamais ménagé ses efforts pour découvrir et faire connaître. Mais les choses ont changé. Le public, plus sollicité, se déplace moins volontiers. Les musiciens américains, dont l'Europe est devenue le principal débouché en concert, vont partout où on leur demande d'aller. L'exclusivité, souvent revendiquée et chèrement payée, devient rare.

En 1973, pour sa première édition, Nancy Jazz Pulsations pouvait programmer Ray Charles. Cela vous avait des airs de figure de calvaire, incontestable et pérorant. Après, on pourrait voir venir. Le vrai levier qui déclenche passion, mites blanches et beuveries, c'était Chris McGregor et sa confrérie de souffleurs (Brotherhood of Breath) : Sud-Africain, blanc, à la tête d'une des hordes mixtes les plus inspirées et les plus drôles du free-jazz. Aujourd'hui, il vitote, ignoré,

dans le Sud-Ouest. Le vrai levier, c'était aussi bien Terry Riley, ses motifs répétitifs et ses rythmes lancinants. L'écouter aujourd'hui relève du code pénal. Ou encore, Sun Ra et sa clique qui faisaient de Nancy un opéra dédiant, comme une cité de carnaval conduite par les ordinateurs de Servan-Schreiber et les synthétiseurs du faux dieu. Et Dolar Brand, autre Sud-Africain, Noir celui-là, au jeu envoiement. Mais laissons là le passé.

Les figures tutélaires

Aujourd'hui, Nancy bat les cartes de son opulent programme et découvre, sans dénigrement mais sans trop d'émotion, les simples lignes de force du goût actuel. Faut-il se voir forcer le goût, on retombe sur les voix (bien entendus), les racines (Lester Bowie, Johnny Dymmi, soixante musiciens africains pour la clôture), les figures tutélaires (Elvin Jones, confronté à d'autres conceptions de la batterie, Gil Evans avec Charlie Haden), un bon panorama de l'Europe (Hervé Bourde, Sigfried Kessler, André Jammé) bouclé par la formation de l'été, le trio Kahn-Jenny-Clark-Hamish.

On aurait pu aussi bien classer selon les générations, ou les styles, ou les instruments... Le programme est imprévisible à certains égards. Moins convenu que les grandes machines à venir. Il séduit, il promet, il tiendra. Il laisse aussi un voile inexplicable de regrets.

Que demander de plus ? Rien, justement. Les douloureuses lois du marché (économique, esthétique) obligent à forcer la note. Pourquoi dès lors ne pas y aller carrément ? Soit provoquer, à fin d'argent bien sûr, une rencontre de Miles II et Sonny Rollins orchestrée par Gil Evans : cela s'appelle faire le producteur, et ce n'est pas risible. Soit revenir à des programmes franchement passionnels pour petites salles confortables et bien équipées (non, rafraîchissements). Mais sans draguer à tout prix, comme partout aujourd'hui, ce public qui aime bien le jazz qu'à condition qu'il n'y ait pas trop de jazzmen. Entre les deux formules, le cœur de Nancy Jazz Pulsations délicieusement balance.

FRANCIS MARMADE.

* Nancy Jazz Pulsations, du 16 au 26 octobre, Office du tourisme, tél. 83-35-22-41.

THÉÂTRE



Maria Caserès

« Elle est là », de Nathalie Sarraute

L'explication sanglante

« Mais que lui arrive-t-il ? Il est souffrant ? Vous avez vu sa tête, sa voix ? Vous qui avez sur lui un peu d'influence, amenez-le chez mon médecin... »

« Non, ce n'est rien, il se sent juste engourdi, une fois de plus, tout à l'heure, elle et lui. »

« A propos de quoi ? Une discussion. Ils n'étaient pas d'accord. Il ne supporte pas ça... »

Et voilà, c'est tout le problème, comme l'on dit. La discussion, la fureur d'avoir raison. Parfois pour un rien, un petit saut d'humeur, un mauvais souvenir qui pousse : c'est parti, c'est la bagarre. Partout, dans les maisons, les familles, les ministères, les usines...

Jamais sans doute le vide machinal de la « conversation », cette manie de ne pas se taire, n'apparaît si crûment que dans ces pugilats de paroles. Et si Nathalie Sarraute, championne toutes catégories de la parole échangée, prend ça en mal, c'est d'urgence.

Elle est là, pièce en un acte prolongé, c'est, prise à chaud, la crise folle furieuse d'un homme qui, là, tout à coup, pour un rien, veut à tout prix avoir raison. A propos de quoi ? Nathalie Sarraute ne nous le dit même pas, ce n'est pas l'essentiel, ce n'est pas du tout le propos, puisque cette démonsse de propos, de convaincre, d'avoir le dernier mot, peut surgir soudain au sujet de n'importe quoi.

Si la furie d'avoir raison guérissait, chez tout un chacun, si tout dialogue restait calme, la face du monde serait changée, ça, c'est sûr, d'où le devoir civique, urgent, d'aller écouter la pièce de Nathalie Sarraute. Elle est là, d'ailleurs plus qu'elle est jouée par deux immenses acteurs, Maria Caserès et Jean-Paul Roussillon. L'exploit de Roussillon, surtout (il n'y a presque que lui qui cause), laisse parfois, est inoubliable.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre Paris-Villette, 21 heures.

VARIÉTÉS

Gold à l'Olympia

Les rois du « baloche »

Drôle d'itinéraire pour ces animateurs de bals de Toulouse qui ont écumé les routes du Sud-Ouest pour faire danser les ferveurs du samedi soir.

Tout a commencé à la fin des années 60 avec Emile (Wendelmer), le chanteur à la voix large et étendue qui n'est pas sans rappeler celle de Balavoine. Emile a alors dix-neuf ans et il quitte le lycée Gaëlle de Toulouse pour former un groupe, Goldfinger, dont la seule particularité pendant longtemps sera sa durée.

Six ans plus tard, Bernard (Mazuric) et Timon (Salvador) rejoignent Emile et Goldfinger qui,

très vite, prend le diminutif de Gold et va se produire dans tous les bals du Sud-Ouest et de la région Midi-Pyrénées. Chaque fois, les jeunes musiciens se livrent à un véritable marathon, interprétant plus de quatre-vingt titres dans une soirée, jouant, l'hiver avec des réchauffeurs à pétrole, s'adaptant aux conditions musicales du moment, modifiant leur répertoire selon les fluctuations du lin-parade, représentant aussi bien les succès de Johnny Hallyday, Michel Polnareff, Francis Cabrel, Alain Souchon, Jean-Jacques Goldman que ceux de Crosby, Stills, Nash and Young, Trust, Téléphone et Joe Jackson, prenant le temps, la façon de chanter de chaque star à qui on emprunte et la chanson et l'orchestration, faisant aussi glisser subrepticement dans le déroulement du bal quelques compositions de leur cru.

Peu à peu, Gold réussit à fidéliser un public hétéroclite de retrouver un groupe évitant la sempiternelle danse des canards et affirmant ses passions, non seulement sur des parties instrumentales, mais sur des vers, Bientôt, Alain (Lorca) et Lucien (Cretaceous) rejoignent Gold et des tournées pas toujours de tout repos, souvent folkloriques, Jacques (Cardona), le parolier, sera la sixième compagne dont l'arrivée coïncidera avec une crise générale des bals : il y a dix ans, la région de Toulouse comptait trois cents orchestres de bals ; aujourd'hui, il y en a à peine trente, la plupart se produisant l'été.

Une première chanson (Plus près des étoiles) laisse Gold au sommet du Top 50. Capitaine abandonné et Ville hantée l'y maintiennent. Les concerts succèdent aux bals. Un deuxième album, un peu plus rock, mais toujours avec le son clair, « voleur » comme le définissent eux-mêmes les musiciens, sera publié juste après l'Olympia. « Le galère », disent les membres de Gold, a fait place à un grand volier tout blanc. Mais entre les tentatives et les coups de vent du Top 50, le voyage ne sera peut-être pas toujours une croisière.

CLAUDE FLEOUTER.

* Olympia, les 16, 17 et 18 octobre, 20 h 30.

A PARTIR DU 21 OCTOBRE
LE TRIOMPHE DU FESTIVAL D'AVIGNON

AUBERVILLIERS
GROUPE TSE
PIERRE DUX
LA TEMPETE
SHAKESPEARE
Adaptation : Jean-Louis CURTIS
Mise en scène : Alfredo ARIAS
THÉÂTRE DE LA COMMUNE
Location : 48.34.67.67 et 3 FNAC.

Ensemble InterContemporain
Direction **KENT NAGANO**
eio
Lundi 20 Mardi 21 octobre 20 h 30
MESSIAEN
Des canyons aux étoiles...
Théâtre des Amandiers Nanterre
Location : 47 21 18 81 et 3 FNAC
Lundi 27 octobre 20 h 30
STRAVINSKY Renard
CARTER - COPLAND
Théâtre de la Ville Location : 42 74 22 77

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
CHINE
THÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD
JUSQU'AU 26 OCTOBRE
DIXI
THÉÂTRE MASQUÉ
LOCATION THÉÂTRE
FESTIVAL D'AUTOMNE 47 03 37 91 42 96 12 27
FNAC MONTFARNASSE 45 44 21 36

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS
CHINE
GRANDE HALLE - LA VILLETTE
23 ET 24 OCTOBRE 21 H
PREMIÈRE MONDIALE
L'INHUMAINE
DE MARCEL L'HERBIER
ŒUVRE RESTAURÉE ET SONORISÉE
COMPOSITION MUSICALE J.C. DESNOUX
13 SOLISTES EN DIRECT
LOCATION
GRANDE HALLE - LA VILLETTE 42 49 77 22
FESTIVAL D'AUTOMNE 47 03 37 91 42 96 12 27
FNAC MONTFARNASSE 45 44 21 36

UN DE CES QUATRE TU VAS VOIR...
Maison témoin... C'est toi qui vas être témoin d'un de ces quatre, tu vas voir...
Parce que ça s'appelle comme ça, si c'est pas un kidnapping ?...
FRANÇOIS, DOUBLE MESSIEURS

FAUT PAS ME PRENDRE POUR UN CON !...
Trafic... Combinaison...
Moi je sais moi je suis plein de choses moi...
Pas me prendre pour un con ! Sur tout pas me prendre...
On joue cartes sur table avec moi !
Faut pas me prendre pour un con HEIN ?
Parce que la grande ville s'appelle un CABANE A LAPINS !...
LED. DOUBLE MESSIEURS

Culture

Communication

MODE

Les sourires japonais

A la cour Carrée du Louvre, le jour des Japonais est celui des élégances insolites, de l'humour érotique.

Dès l'entrée de la cour Carrée du Louvre, on est frappé par les Japonais du prêt-à-porter, cammaman et photographes, l'œil vissé sur leurs appareils, filmant et photographiant les foules strictes, mais courtoises, auxquelles nul ne peut se soustraire. Cette année, pas de resquillage. Quelques nœuds d'échelle à étayer, le bon samaritain qui leur refait une invitation, mais de toute façon, elles sont obligatoirement nominales, on doit montrer en plus une carte d'identité et on est encore fouillé à l'entrée des chapiteaux. Ce n'est pas pas que dans les aéroports. Le public, réduit aux professionnels, est moins nombreux, donc il y a moins de bonshommes, mais plus de retard que d'habitude. La cour Carrée beigne dans une sorte de calme résigné, et le froid crachin de jeudi n'ajoute guère à l'ambiance.

Jedi, c'était le jour des Japonais, des fillettes insolentes de Comme des garçons, reflets gracieux des petites monstres de Ronald Searle. Elles débattaient dans des sarraus qu'elles semblaient avoir piqués à des grandes sœurs, avant d'endosser à la hâte, boutonnées n'importe comment. Le conseil ouvert sur la poitrine forte et libre, un pont, un pli ardent, le ventre ou l'avantage, le basche, le mollet pris dans des chaussettes, dans des collants épais, elles marchaient comme des gamines poussées trop vite. L'humour et l'érotisme débordaient, pervertissant la ligne des jupes qui partent de sous les seins, la rigueur des vestes à godets, des chemises en épaisse dentelle surbrodée, des couleurs simples avec tout les gris — cette année on n'y échappe pas.

Yoji Yamamoto tire la grise vers des teintes pâles, ose le rouge très rouge, et fait jouer le noir avec des écossais, du madras roulé en bouillottes, des chemises-culottes. Un bon gag, mais imaginez que la robe s'en échappe! Ce n'est pas pour cette trouvaille que Yoji Yamamoto a été follement applaudi, c'est pour l'élégance de ses vestes et chemises asymétriques, soyeuses et soyeuses — un splendide. Et après pour les jupes qui s'écroulent autour d'une jambe, et se décollent.

et celles qui balancent, larges et en même temps carénées, surtout pour les draps qui entravent une épaule ou un bras, tiennent ou ne tiennent pas, tiennent ou ne tiennent pas. Leur crachement est marqué, amplifié par la musique. Le tissu se déroule comme pour un strip-tease et, à la fin, il y a une cape.

Capes de voile, noyées sur les queues se dessinent des cercles concentriques chez Junko Koshino; elle habille des Barbarella d'Olympus l'été en longues jupes fluides. Des voyageurs du monde, en mini robe mini de cuir très élastique ou bien froissé. Des robes de la nuit dont le smoking noir s'ouvre sur du blanc. Des fiancées de Conan, entièrement vêtues de caoutchouc épais qui appuie les courbes, le cou pris dans des colliers, bérises de pointes, coiffes de cornes. Des symboles d'argent en jupes, pont, rivières, comme prises dans des roches où scintille le quartz. Des femmes-lanternes dans du voile qui tourne, tendu sur des cerceaux (le cerceau a également été utilisé chez Yamamoto et Comme des garçons).

Les gaites de Daumas

Ne pas confondre avec Junko Shimada, qui rêve en fraise et juvénile, avec des smocks, des petites jupes blanches de saies, sportives, des maillots vertigineusement écharnés, des peignoirs de bain d'été imprimés de motifs astucieux, du léopard en vestes et bermudes. C'est gai, pas tant que chez Jean-Paul Gaultier. Il n'est pas japonais, il est inégalable. Il a une manière irrésistible de juxtaposer des grandes flâques de couleurs éclatantes — le rouge et le jaune, — d'alterner sur la même robe le bouffant et le collant. Il agrément le tout avec des sacs en forme de bourses kilométriques, des lunettes extravagantes, des perruques calques vertes, des chaussettes bicolorées papillonnées d'un point d'interrogation — avec le point d'exclamation c'est le signe de sa collection, qui est un hommage à Courty. Mais sa marque personnelle, c'est la maîtrise avec laquelle il incruste de séduisantes figures féminines sur des formes fluides équilibrées par des poches décollées.

COLETTE GODARD.

LETTRES

Au ministère de la culture

« Table ronde » sur le prix du livre

M. François Léotard, ministre de la culture, a, le 15 octobre, au ministère de la culture, une « table ronde », qui réunit l'ensemble des organisations professionnelles intervenant dans l'économie du livre. Deux questions à l'ordre du jour de la table ronde : la préservation des conclusions d'un rapport établi par M. Jean Gattegno, directeur du livre et de la lecture, sur les effets de la loi du 10 août 1981 (dite « loi Lang ») en matière de production et de diffusion du livre, et une étude des propositions des professionnels relatives à l'amélioration de la diffusion du livre.

Il y a fort à parier que la discussion autour des effets de la loi Lang — de son éventuelle modification, mobilisant l'essentiel du temps, de l'énergie et des passions des participants. Fort à parier également qu'elle ne débouchera pas sur un miraculeux accord entre les parties en présence, tant les positions de départ sont antagonistes.

Au-delà de la table se retrouvent en effet d'une part le Syndicat national de l'édition, l'Union syndicale des libraires de France, France-Lang, le Syndicat national de la presse par correspondance et le Conseil permanent des écrivains qui, avec quelques nuances, demandent le maintien pur et simple de la loi Lang sur le prix unique du livre.

De l'autre, la FNAC, l'Association des centres de diffusion et de lecture, le groupement national des écrivains, qui militent pour l'abrogation de cette même loi et le retour à un régime de prix net du livre tel qu'il a fonctionné en France jusqu'en 1980 et 1981 (« loi Monory »).

Les arguments des uns et des autres sont aussi connus et rebattus, la cristallisation des conclusions inconciliables. Les partisans de la loi

Lang soutiennent que le livre, produit culturel, ne peut pas être purifié et simplement soumis aux lois du marché et que les dispositions prises en 1981 ont permis de sauvegarder l'équilibre fragile d'une profession déjà rudement soumise à la crise. De l'autre, M. Michel Baroin, PDG de la FNAC et principal porte-parole des « abolitionnistes », soutient que le prix libre — et donc la possibilité de pratiquer le discount — entraîne une baisse des prix et donc un meilleur accès du public à la lecture. Le patron de la FNAC éprouve aussi un malin plaisir à supplanter un gouvernement — et en particulier M. Léotard — qui l'a fait du libéralisme sa doctrine.

Une concession sur la forme

Bien qu'on ignore encore les conclusions du rapport établi par M. Gattegno, il paraît pourtant improbable que les pouvoirs publics décident de modifier en profondeur la loi Lang et de revenir sur le principe du prix unique. De trop nombreux éléments militent en faveur du statu quo. La loi Lang a été votée par une Assemblée quasi unanime; les professionnels du livre supporteraient mal le traumatisme d'une nouvelle remise en cause du régime des prix; enfin, la réouverture du débat sur le livre devant le Parlement risquerait d'entraîner des remous politiques qu'on ne juge guère souhaitables Rue de Valenciennes.

M. Michel Baroin réclame depuis dix mois la tenue d'une « table ronde ». Il a obtenu satisfaction, mais cette concession sur la forme pourrait bien n'être qu'une manière d'adopter son échec sur le fond.

PIERRE LEPAPE.

« Le Monde » primé

L'Association pour la promotion de la région Nord-Pas-de-Calais et l'Ecole supérieure de commerce de Lille (ESCAE) organisent pour la troisième année consécutive, le concours du « prix du meilleur article » sur le Nord-Pas-de-Calais. Ce prix est destiné à mettre en avant une image positive de la région.

Présidé par Jacques Dumesnil, le jury a décerné le prix national à Jean-René Lora, notre correspondant à Lille, pour un article paru dans le supplément que le Monde a consacré le 20 juin 1986 à la ville de Lille. Cet article était intitulé « L'autre industrie : jouer gagnant pour le Nord ». Le prix régional a été attribué à Marc Prévost pour un dossier intitulé « Parcours de cour » publié dans le mensuel la Gazette.

La dénonciation des contrats avec les régisseurs extérieurs ne va pour autant pas de soi. Les titres du groupe de M. Hersant liés à Régie Presse devraient rejoindre Publi Print Régions le 1^{er} janvier prochain. Mais

« Pourquoi maintenir une mission interministérielle sur le câble, alors que l'Etat entend libérer rapidement le secteur ? »

— Je ne suis pas suspect d'être un partisan du maintien des structures existantes. Mais comme le câblage de la France décidé en 1982 a pris environ deux ans de retard, il semblait logique de prolonger d'autant la mission. Il reste beaucoup à faire pour aider le démarrage des réseaux. D'abord, l'information des élus, déconcertés par la succession des querelles théologiques entre fibre optique et coaxial ou entre câble et satellite. Il est important que la mission soit à leur côté pour les aider à faire des choix, à se prononcer rapidement. Quinze ans pour câbler la France, c'est trop long. Si l'on fait pression sur la direction générale des télécommunications pour qu'elle presse le mouvement, nous appuierons toutes les initiatives des élus dans ce sens.

— La politique tarifaire de la DGT ne constitue-t-elle pas un des principaux blocages ?

« Il reste beaucoup à faire pour aider le démarrage du câble »

M. Michel Péricard annonce ce 17 octobre au Marché international des programmes de Cannes (MIPCOM) le maintien pour deux ans de la mission TV-Câble dont il est le président.

« Je suis sûr que les négociations sur ce point sont difficiles et que l'Association des villes câblées a demandé l'arbitrage du ministre des P et T. La mission fera son possible pour rapprocher les points de vue. Je suis sûr que l'on peut trouver une solution : les responsables de la DGT sont des gens très ouverts qui ont parfaitement compris les conséquences de la nouvelle concurrence sur le secteur du câble. Certes, cette libéralisation n'a pas suscité encore beaucoup d'enthousiasme chez les investisseurs, mais les entreprises privées ne tarderont pas à s'intéresser à la construction des réseaux câblés. Surtout si on leur permet d'exploiter des services à valeur ajoutée qui sont la clé véritable de la rentabilité du câble.

— Il y a encore des problèmes juridiques à régler : sur le droit des chaînes étrangères, sur les relations avec le cinéma ?

— C'est la deuxième priorité de la mission : être le pilote des négociations internationales ou interprofessionnelles en association avec les élus et leurs partenaires finan-

ciers. Il faut rapidement trouver un accord entre les professionnels du cinéma qui continuent à organiser le marché européen pays par pays et les réseaux câblés qui ont besoin de diffuser les chaînes étrangères pour avoir une programmation attrayante. Le cinéma fait semblant d'avoir peur du câble alors que les réseaux n'auront pas de véritable poids économique avant trois ans.

— La mission va-t-elle poursuivre son aide à la production de programmes ?

— Oui, mais en infléchissant ses choix. On a trop longtemps confondu le câble et la création de télévisions locales. On s'aperçoit aujourd'hui qu'à l'exception de Paris et de quelques grandes villes les réseaux ne pourront pas financer de véritables canaux locaux. Ils peuvent offrir plus modestement des décrochages d'une demi-heure centrés sur la vie de la région ou des études sur ce type de production, et il est nécessaire de mener quelques expériences.

De même, je crois qu'il est temps de voir ce que donnent en grandeur nature ces fameux services à valeur ajoutée expérimentés dans les laboratoires de la DGT.

— La future loi sur les concentrations risque-t-elle de gêner le développement du câble ?

— Le Conseil constitutionnel a, de mon point de vue, créé une confusion en traitant de la même façon les opérateurs de chaînes, qui sont des programmeurs, et les exploitants de câble, qui sont de simples diffuseurs. Pour s'adapter à la législation sur les concentrations, les exploitants des réseaux vont être amenés à se diversifier dans la télévision. C'est déjà le cas de la Compagnie générale des eaux, actionnaire de Canal Plus, et la Lyonnaise des eaux a des projets. L'arrivée de ces nouveaux acteurs, dont le poids économique est important, va sans doute bouleverser à terme le paysage de la communication.

YVES-MARIE LABÉ.

Les grandes manœuvres des deux H

Tous deux candidats à la reprise de TF 1, le groupe de M. Hersant et le groupe Hachette sont face à face. Ces deux poids

lourds de la presse française ont choisi l'offensive. Le premier en regroupant les régies publicitaires de ses quotidiens régionaux, le

second en concrétisant ses projets de quotidiens, annoncés cet été. Le premier Journal sera testé en novembre.

M. Hersant reprend la régie publicitaire de ses titres régionaux

Imprimeur, éditeur de quotidiens et de magazines, propriétaire d'une agence de presse (RAGEP) et d'un réseau radiophonique (Chlo FM), le groupe de presse de M. Robert Hersant renforce maintenant son activité de régisseur publicitaire. Seuls ses quotidiens régionaux (le Figaro, France-Sol) et leurs magazines disposent jusqu'à présent de leur propre régie publicitaire Publi Print, entièrement contrôlée par le groupe. Les quotidiens régionaux et départementaux de M. Hersant confient quant à eux leur publicité extra-locale à des régisseurs extérieurs, Régie Presse (groupe Publicis) et Régions Communication (groupe Havas). Mais, dès cet été, deux titres du groupe, le Dauphiné libéré (Grenoble) et le Progrès de Lyon, récupèrent leur régie de publicité extra-locale. Le 1^{er} septembre, le groupe de M. Hersant a confirmé cette stratégie en créant Publi Print Régions. Filiale contrôlée à 100 % par Publi Print, cette nouvelle entité est destinée à regrouper progressivement la régie publicitaire de la totalité des titres régionaux du groupe.

Publi Print Régions, dirigé par M. Gauthier Audinot, propose aux annonceurs nationaux de la presse quotidienne régionale de nouveaux « modules » publicitaires. « A des tarifs qui rompent avec ceux qui étaient antérieurement pratiqués », en offrant une « force de frappe » de 1,6 million d'exemplaires quotidiens diffusés. En intégrant à nouveau les annonceurs qui étaient écartés de la presse régionale (en dix ans, le chiffre d'affaires de la publicité extra-locale dans les journaux régionaux a perdu 5,5 %), Publi Print Régions se fixe un chiffre d'affaires publicitaire de 200 millions de francs dans deux ans.

Régie Presse négociera des indemnités, estimant avoir totalement créé la clientèle publicitaire de ces journaux (1). Régie Presse « encaisse » le choc — le départ des quotidiens du groupe Hersant représente 10 % de son chiffre d'affaires — grâce à deux nouveaux contrats, la commercialisation des télécartes de la direction générale des télécommunications et celle des offres d'emploi et des annonces immobilières de l'hebdomadaire le Point. La rupture avec le groupe Havas n'est pas consommée : la nature des contrats conclus entre les deux journaux du groupe Hersant (la Liberté du Morbihan et Presse-Océan) et Régions Communication est plus complexe. Mais même si, des deux côtés, on dément une rupture à venir, celle-ci est dans le droit fil du développement de Publi Print Régions.

Cette stratégie paraît inséparable des projets de M. Hersant en matière de télévision. On peut imaginer, en effet, la force qu'aurait une régie commercialisant des espaces, à la fois sur des écrans et sur différents titres nationaux et régionaux.

Y.-M. L.

Hachette teste « le Journal » quotidien haut de gamme

Le Journal sort des limbes. Dépouillé de son nom de code (Alpha), le profil du quotidien haut de gamme dont France éditions et publications, holding presse du groupe Hachette, avait annoncé le lancement cet été (le Monde du 6 août) se précise. Dans une lettre adressée à deux mille personnalités, M. Daniel Filipacchi, actionnaire et vice-président du groupe, annonce que le premier numéro du Journal paraîtra le 3 novembre et sera envoyé pendant trois semaines à ceux des destinataires de cette lettre qui le souhaiteront, pour 90 F.

Des dossiers faisant état des réactions et des prévisions survenant à la suite d'un événement spécifique feront enfin, selon M. Filipacchi, de ce quotidien « un instrument de pouvoir sans précédent ».

Un véritable « mailing » donc, pour un quotidien inhabituel : le Journal aura le format d'une lettre, et ses quarante pages reprendront les dépêches d'agences de presse mondiales, permettant aux lecteurs, selon M. Filipacchi, « un accès direct, sans intermédiaire, à l'information, aux témoignages originaux des correspondants, aux déclarations mot pour mot ». Cette information saisie « à la source », non traitée par une rédaction de journalistes propre au titre, devrait permettre « aux leaders d'opinion d'anticiper sur les événements et d'établir des diagnostics politiques, économiques ou sociaux sans faille ».

Les résultats de ce marché-test, qui porte sur vingt mille lecteurs potentiels, décideront du lancement du Journal, dont la diffusion se ferait essentiellement par abonnements.

Le second projet du groupe de M. Lagardère, un quotidien populaire à grand tirage (un million d'exemplaires), dont le nom de code est Omega, est moins avancé. Un chargé de mission, M. Jean Schalit, vient d'être nommé pour coordonner le projet. M. Schalit avait travaillé récemment au projet du quotidien le Grand Paris, soutenu par la Comareg de M. Paul Dini (le Monde du 26 octobre), abandonné depuis.

Les projets du groupe Hachette sont liés à sa candidature à TF 1. En cas d'échec, ils constitueront une base de repli et de développement sur le terrain politique de la presse quotidienne, où le groupe est aujourd'hui pratiquement absent, à l'exception d'une participation dans le Parisien libéré.

Y.-M. L.

Les difficultés des agences de presse

M. Léotard envisage un changement de statut pour l'AFP et l'ACP

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a évoqué, pour la première fois, les problèmes des deux principales agences de presse françaises, l'Agence France-Presse (AFP) et l'Agence centrale de presse (ACP), toutes deux en difficulté depuis plusieurs mois. Il a déclaré le 14 octobre, devant la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale, que ces agences avaient « besoin d'un régime juridique actualisé », et définisse mieux leur activité, en précisant cependant qu'une « réforme brutale de leurs statuts » ne pouvait cependant être envisagée. Pendant la grève de l'AFP cet été, M. Yves Briant, député CNIP du Val-d'Oise, s'était prononcé pour la privatisation de l'AFP (le Monde du 13 juillet).

Voit par le Parlement le 10 juillet 1987, le statut de l'AFP devrait lui être à nouveau soumis avant d'être modifié ou « actualisé ». L'ACP, entreprise de droit privé, qui fut longtemps une coopérative de jour-

naux, compte aujourd'hui dans son conseil d'administration des représentants d'organismes publics telle la Caisse des dépôts et consignations.

Evoquant ensuite les difficultés des deux agences, M. Léotard a déclaré que celles de l'ACP « résultent d'erreurs de gestion et ne sauraient justifier un déstabilisation du gouvernement, sources de sauvegarde de l'information ». Soulignant ensuite que l'AFP « occupe le troisième rang mondial » des agences de presse, le ministre a indiqué qu'elle devait s'efforcer d'améliorer sa compétitivité, notamment grâce à son plan de développement, auquel l'Etat apporte sa contribution. Un appui net bien que tardif au plan de restructuration de l'AFP présenté début juillet par son PDG, M. Henry Piget, et violemment contesté depuis par les salariés de l'agence.

Le lendemain 15 octobre, M. Piget a d'ailleurs précisé au

Un entretien avec M. Péricard

« Il reste beaucoup à faire pour aider le démarrage du câble »

M. Michel Péricard annonce ce 17 octobre au Marché international des programmes de Cannes (MIPCOM) le maintien pour deux ans de la mission TV-Câble dont il est le président.

« Pourquoi maintenir une mission interministérielle sur le câble, alors que l'Etat entend libérer rapidement le secteur ? »

— Je ne suis pas suspect d'être un partisan du maintien des structures existantes. Mais comme le câblage de la France décidé en 1982 a pris environ deux ans de retard, il semblait logique de prolonger d'autant la mission. Il reste beaucoup à faire pour aider le démarrage des réseaux. D'abord, l'information des élus, déconcertés par la succession des querelles théologiques entre fibre optique et coaxial ou entre câble et satellite. Il est important que la mission soit à leur côté pour les aider à faire des choix, à se prononcer rapidement. Quinze ans pour câbler la France, c'est trop long. Si l'on fait pression sur la direction générale des télécommunications pour qu'elle presse le mouvement, nous appuierons toutes les initiatives des élus dans ce sens.

— La politique tarifaire de la DGT ne constitue-t-elle pas un des principaux blocages ?

« Il reste beaucoup à faire pour aider le démarrage du câble »

M. Michel Péricard annonce ce 17 octobre au Marché international des programmes de Cannes (MIPCOM) le maintien pour deux ans de la mission TV-Câble dont il est le président.

« Je suis sûr que les négociations sur ce point sont difficiles et que l'Association des villes câblées a demandé l'arbitrage du ministre des P et T. La mission fera son possible pour rapprocher les points de vue. Je suis sûr que l'on peut trouver une solution : les responsables de la DGT sont des gens très ouverts qui ont parfaitement compris les conséquences de la nouvelle concurrence sur le secteur du câble. Certes, cette libéralisation n'a pas suscité encore beaucoup d'enthousiasme chez les investisseurs, mais les entreprises privées ne tarderont pas à s'intéresser à la construction des réseaux câblés. Surtout si on leur permet d'exploiter des services à valeur ajoutée qui sont la clé véritable de la rentabilité du câble.

— Il y a encore des problèmes juridiques à régler : sur le droit des chaînes étrangères, sur les relations avec le cinéma ?

— C'est la deuxième priorité de la mission : être le pilote des négociations internationales ou interprofessionnelles en association avec les élus et leurs partenaires finan-

ciers. Il faut rapidement trouver un accord entre les professionnels du cinéma qui continuent à organiser le marché européen pays par pays et les réseaux câblés qui ont besoin de diffuser les chaînes étrangères pour avoir une programmation attrayante. Le cinéma fait semblant d'avoir peur du câble alors que les réseaux n'auront pas de véritable poids économique avant trois ans.

— La mission va-t-elle poursuivre son aide à la production de programmes ?

— Oui, mais en infléchissant ses choix. On a trop longtemps confondu le câble et la création de télévisions locales. On s'aperçoit aujourd'hui qu'à l'exception de Paris et de quelques grandes villes les réseaux ne pourront pas financer de véritables canaux locaux. Ils peuvent offrir plus modestement des décrochages d'une demi-heure centrés sur la vie de la région ou des études sur ce type de production, et il est nécessaire de mener quelques expériences.

Palais des Congrès
CONCERT
UNIQUE
MIKIS
THÉODORAKIS
LUNDI 20 OCTOBRE 20H30
M. Farandouri - Petros Pantis
Thanasiss Moraitis - Aliki Kayaloglou

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 17 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Variétés : Grand public. Avec Enrico Macias, Jeanne Mas, Bambou, Serge Gainsbourg, Étienne Daho, Dany Hall.
- 22 h 35 Feuilleton : Shôgun. (5^e épisode) (rediff.). D'après le roman de James Clavell. Avec Richard Chamberlain, Toshirô Mifune, Yoko Shimada, Nobuo Kaneko, Damien Thomas, Michael Hordern.
- 23 h 30 Journal.
- 23 h 45 C'est à lire.
- 0 h TSF (Télévision sans frontières). Numéro spécial consacré à Israël à l'occasion des fêtes religieuses juives.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Nocturne Samaritaine
ce soir comme
tous les mardis et
vendredis jusqu'à 20H30

- 20 h 35 Série : Deux filles à Miami.
- 21 h 25 Apogée. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « diriger », sont invités : Michèle Cotta (La comédie des médias) ; Yvon Chotard (Les patrons et le patronat) ; Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhonnau (Le mariage blanc) ; Hans Weber (Le parti des patrons, histoire du CNPF).
- 22 h 45 Journal.
- 22 h 55 Ciné-club : Bande à part. ■■ Film français de Jean-Luc Godard (1964), avec Anna Karina, Claude Brasseur, Sami Frey, Louise Colbeau. Deux gosses désobéissants fréquentant un coiffeur d'anglais y rencontrent une jeune fille qui vit avec sa tante dans une villa de banlieue où est caché un trésor. Ils veulent s'en emparer. Godard introduit ainsi dans un univers populaire et politique à la Quixotte dans un roman noir de Dolores Hitchens, que, naturellement, il a complètement déformé. Le clip de la fin est à l'avenant. Très belle séquence de la fin du film. Les deux gosses, avec un air de deux anges, se font une course de vitesse. Godard introduit à la télévision, cela sans refus, et on retrouve trois jeunes acteurs en personnages prisonniers de leur imagination.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

Portraits de Famille
Un magazine proposé par G.M.F. SAMEDI FR3 à 14 h

- 20 h 35 Série : Le petit docteur. L'amoureux en pantalons. Avec Alain Sachs, Pauline Lafont.
- 21 h 30 Magazine : Taxi. De Ph. Alloué et M. Daguerre.
- 22 h 25 Journal.
- 22 h 50 Dictionnaire.
- 23 h 35 Prélude à la nuit. Imprimé n° 4 en la bémol majeur, de Schubert, par G. Tachino, piano.

- 20 h 35, Les trépassés ; 21 h, Cinéma : Les casse-pieds. ■■ Film français de Jean Drville (1945), avec Noël Noël, Marguerite Deval, Jean Tassar, Bernard Blier ; 22 h 10, Flash d'informations ; 22 h 20, Football : les couilles ; 22 h 45, Football : Dôme du match (en direct de Marseille) ; 23 h 30, Cinéma : L'empire. ■■ Film américain de Sidney J. Furie (1981), avec Barbara Hershey, Ron Silver, David Labadie ; 23 h 45, Base : En direct de Detroit ; 23 h 50, Cinéma : California Road. ■■ Film américain d'Ernest Borgnine (1978), avec Jane Fonda, Michael Caine, Walter Matthau ; 23 h 55, Cinéma : Des femmes pour tous. ■■ Film français, classé X, de J. Melin (1983), avec Yves Collas, Violette Vallot, Eva Kibber.

- LA 5
- 20 h 35, Série : Thriller ; 21 h 45, Série : Kojak ; 22 h 35, Série : Arabesque ; 23 h 25, Série : Thriller ; 0 h 40, Série : Kojak ; 1 h 30, Série : Arabesque.

- TV 6
- 20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 (rediff.) ; 0 h, Tonic 6.

- FRANCE-CULTURE
- 20 h 35, Le grand écart. Par Jacques Julliard. Le chantage est-il incompressible ? Les rôles de Jean-Paul Sartre, Louis Stoltz, Jacques Chénouet et Édouard Méléard.

- 21 h 30, Musique : Black and Blue. Le Festival de jazz de Montréal, juin 1986.
- 22 h 30, Nuits magiques. La nuit et le moment. Redécouverte : Paul Morand.

- FRANCE-MUSIQUE
- 20 h 35, Concert (en direct de Donaueschingen). Œuvres de Brian Ferneyhough par l'Orchestre symphonique de Südwestfalen, dir. Arturo Lomay ; solistes : Roberto Fabbriciani (alto), Erwin Arnold (violin), Brenda Mitchell-Hubbard (violin), Harry Starvoed (alto), Ernest Rombout (basse), Taro Rostera (violoncelle), Martin Durrant (clavier).

- 22 h 30, Les scènes de France-Musique. Ravel et le diable à la libération.

Samedi 18 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 15 h 15 Dessin animé : Astro le petit robot.
- 16 h 45 Tonic X.
- 17 h 25 Émission proposée par Igé et Gicilia Bogdanoff. Au sommaire : La quatrième dimension ; dossier : AIN, l'univers, ici la Terre.
- 18 h 55 Mini-Wag. De Patrice Drevet. Premier magazine d'information pour les jeunes. 17 h 25 Série : Agence tous risques. Agitateur.
- 18 h 20 Trente millions d'amis. Émission de Jean-Pierre Buste.
- 19 h Magazine : Auto-moto.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Tirage du Loto.
- 20 h 35 Série : Julien Fontanes, magistrat. Avec Jacques Morel, Louis Velle, Marianne Basler, Jacqueline Doyen, Françoise Fleury.
- 22 h 05 Droit de réponse. De Michel Polac. Sur le thème : Desqu岸-nous l'univers, sont invités : Albert Reuvers, André Com-Sperville, Jacques Turt, Bernard d'Espagnat.
- 0 h Journal.
- 0 h 15 Ouvert la nuit. Série : La prisonnière.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 17 h Document : Les carnets de l'aventure. Jusqu'au bout de la terre.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Change-Épisodes. Émission présentée par Michel Broche. Avec : Roland Aulin, Claude Brasseur, Jean-Pierre Lutz, Jean-Louis Aubert, François Feldman, Blaise John, Sing, Philippe Noiret, Christian Clavier, Maxime Vady, Bernard Blier, Agnès Soral, un orchestre tzigane, les ballets du Bolchoï et Mado : les tourtereaux.
- 21 h 05 Série : Le voyageur. Un bel homme voyage.
- 22 h 25 Les enfants du rock (1^{re} partie). Le clip de la semaine : Paul Young ; Rock report : le magazine du rock (avec Rod Stewart, The Stranglers, Bo Diddley) ; Flash-back : Martin et les Vandellas ; Étienne Daho repart à Paris ; Andy McCloskey et Paul Humphreys ; Working Week.
- 23 h 30 Journal.
- 23 h 45 Les enfants du rock (2^e partie). Clip : les groupes californiens les plus populaires en France ; clip Beach Boys ; Musicliff.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 15 h 33 Théâtre : La mèche approvoquée. Cycle William Shakespeare. Avec John Cleese, Sarah Badel, Simon Chandler, Anthony Peckham, (v.o.).
- 19 h 55 Dessin animé : La panthère rose.
- 20 h 4 Disney Channel, pour les tout-petits : Winnie l'ourson.
- 20 h 35 Disney Channel, pour les jeunes et les moins jeunes : DTV : I Can't Help Myself ; Dessin animé : Flute pour

- der ; Morris le petit élan ; à 21 h, un épisode de Zorro ; Dessin animé : Crazy Love for Dany ; DTV : Neighbor ; 22 h 30, Série : Mission casse-cou. Le bonnet aux mains nues.
- 22 h 30 Série : Mission casse-cou. Le bonnet aux mains nues.
- 23 h 25 Musicliff. Symphonie n° 58 opus 56 en sol majeur, de Haydn, interprétée par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Leonard Bernstein.

- CANAL PLUS
- 14 h, Téléfilm : Une vie comme je veux ; 15 h 30, Cabot ; 16 h 30, Série : Flash Gordon à la conquête de l'univers ; 16 h 45, Série : Mike Hammer ; 17 h 25, Documentaire : Les scènes de France-Musique ; 17 h 30, Téléfilm : Les aventures de la Nouvelle Mousie. Troubles et dangers parés ; 22 h 20, Les superstars du catch ; 23 h, Flash d'informations ; 23 h 10, Cinéma : Hallucinations. ■■ Film américain de Rick Rosenthal (1982), avec Jamie Lee Curtis, Donald Sutherland, Charles O'Connell ; 0 h 50, Spécial mini-jeux : 1 h 20, Cinéma : La chair et le sang. ■■ Film américain de Paul Verhoeven (1985), avec Rutger Hauer, Jennifer Jason Leigh, Tom Berntson ; 2 h 25, Cinéma : L'empire. ■■ Film américain de Sidney J. Furie (1981), avec Barbara Hershey, Ron Silver, David Labadie ; 2 h 30, Cinéma : Christine. ■■ Film américain de John Carpenter (1983), avec Keith Gordon, John Stockwell, Alexandra Paul.

- LA 5
- 13 h 30, Série : Arabesque ; 16 h 20, Dessin animé : les Schtroumpfs ; 17 h 10, Série : Shérif, fais-moi peur ; 18 h, Série : K 2000 ; 19 h 40, Série : Star Trek ; 20 h 30, Série : Thriller ; 21 h 40, Série : Supercopier ; 22 h 30, Football américain ; 23 h 40, Série : Thriller ; 0 h 50, Série : Supercopier ; 1 h 40, Football américain.

- TV 6
- 14 h, Tonic 6 ; 17 h, Synthèse 6. Invité : Depêche Modé ; 19 h, NRJ 6. Invité : Kim Wild ; 20 h, Tonic 6 ; 22 h, NRJ 6 (rediff.) ; 23 h, Live 6 ; 0 h, Tonic 6.

- FRANCE-CULTURE
- 20 h 30 Nouveaux répertoires dramatiques. Note d'un sourcier, de Dostoevski.
- 22 h 10 Documentaire. La nuit et le moment. Redécouverte : Paul Morand.
- 22 h 30 Musique : Week-end musique. La nuit en direct. Concert enregistré le 26 mars 1986 au Café de la danse : les amateurs de Matricea povera, avec Jean-Sébastien Bach, par Paul Dubois, piano, Pablo Casu, percussion, Hugh Mac Kenzie, violoncelle, François Crémier, clarinette.

- FRANCE-MUSIQUE
- 20 h 4 Avant-concert.
- 20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris). La création, de Haydn, par l'Orchestre national de France et l'ensemble vocal Audite Nova, dir. Neville Martinson ; solistes : Brigitte Fouchier, Uwe Hellmann, Ludwig Baumgartner.

- 23 h Les scènes de France-Musique. Archives : Symphonie n° 2 en ré majeur, op. 36, de Beethoven ; Poème pour violon et orchestre, op. 25, et Symphonie en si bémol, op. 20, de Chopin ; à 1.00, Les Hollywoodians : Dimitri Tiomkin.

Dimanche 19 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 9 h Émission télévisuelle. Constaté Islam. Notions de beauté.
- 9 h 15 Orthodoxie. Liturgie de l'Église de la Sainte-Croix en Crée. Présence protestante.
- 10 h Émission de la semaine. Émission de la semaine. Émission de la semaine.
- 11 h Messe à l'intention des sourds et malentendants célébrée à la paroisse St-Laurent-en-Royans (Drôme).
- 12 h Télé foot 1.
- 13 h Journal.
- 13 h 25 Série : Star Trek et Harch : Le piège.
- 14 h 20 Variétés : A la folle, pas du tout. Émission présentée par Patrick Poivre d'Arvor. Avec Françoise Hardy, Daniel Cohn-Bendit, Jean-Pierre Lélud.
- 15 h 30 Tiroir à Longchamp.
- 16 h 45 Sports dimanche. Championnat du monde de trampoline à Bercy.
- 18 h 30 Variétés : A la folle, pas du tout (suite).
- 17 h 35 Les animaux du monde.
- 18 h Émission de la semaine. Émission de la semaine. Émission de la semaine.
- 18 h 5 Série : Pour l'amour du risque. Jennifer Manquin.
- 19 h Magazine : Sept sur sept. Émission de Jean-Louis et Anne Sincère. Invité : Pierre Dauterive, PDG d'Elf.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Cinéma : Les trente-neuf marches. ■■ Film anglais d'Alfred Hitchcock (1936), avec Robert Donat, Madeleine Carroll, Lucie Mannheim, Godfrey Tearle, John Laurie. Mlle malgré lui a une affaire de meurtre, un jeune Canadien en séjour à Londres s'effrite pour aller chercher en Écosse une société secrète d'espionnage. Les trente-neuf marches. La plus célèbre, la plus classique, avec une femme disparue, des films tournés en Angleterre par Hitchcock. Il ne reste pas grand-chose du roman de John Buchan dans le scénario, mais l'habileté mélange de suspense et d'humour, le soudaineté des transitions, la perfection du rythme et les pages insolites, tel celui de la paire de nouvelles, montrent à quel point Hitchcock était déjà un maître.
- 22 h Sport dimanche soir.
- 23 h Journal.
- 23 h 15 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 11 h 30 Dimanche Martin. Entre les artistes.
- 13 h Journal.
- 14 h 30 Série : Falcion Gréville. Scénario et dialogues : Sylvain Joubert. Réalisation : Michel Wyn. Avec Sylvain Joubert, Pierre Samini, Anne-Marie Besac, Jenny Clève.
- 15 h 25 L'école des furs. Invité : Chantal Goya.
- 16 h 25 La blouse à musique.
- 17 h Série : Pré-éclat ta vie. D'après la biographie de Judith Michard. Avec Stéfanie Powers, Barry Botwick, Jeremy Brett, Jacques Paulsen. Quelques années après le retour des terre-mauves partis en mer depuis trois mois, on découvre le calvaire du capitaine dans un bûcher du port de Saint-Malo.
- 22 h 15 Projection privée. Émission proposée par Marcel Jullian. Michel Guy ou l'énigme mystérieuse.
- 23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 10 h Magazine : Mosaïque.
- 12 h D'un soleil à l'autre.
- 13 h Dialectes.
- Dans le cadre LABEL ENTREPRISE FILMS DES LIONS présente La Société Parisienne de Boissons Gazeuses concessionnaire sur FR3 à 14 h 30
- 15 h Sports-loisirs. Automobile : Formule 3 à Croix-en-Ternois ; tir à l'arc ; les amis à Paris.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 17 h Amuse 3. Rouba : à 17.25, Dessin animé : Les entrecuats ; à 17.55, Speedy Gonzales ; à 18.00, Splendeur sauvage, de Frédéric Rossif.
- 19 h Amuse 3 (suite). Car's eyes ; à 19 h 25, L'oiseau bleu.
- 19 h 45 Jeu : Cherchez la France.
- 20 h 5 Série : Benny Hill.
- 20 h 35 Les géants de la musique. Cycle : Mahler-Bernstein. Das Lied Von Der Erde (Le chant de la Terre) de Mahler, interprété par l'Orchestre philharmonique d'Israël, avec Christa Ludwig, mezzo-soprano ; René Kollo, ténor. (En simultané sur France-Musique.)
- 21 h 40 Aspect du court-métrage français.
- 21 h 55 Journal.
- 22 h 30 Cinéma de minuit : Le voile des illusions. ■■ Film inédit en noir et blanc, v.o., de Richard Boleslawski (1934), d'après le roman de Somerset Maugham, avec Greta Garbo, Herbert Marshall, George Brent, Warner Oland. L'épouse d'un médecin accompagne son mari en Chine. Malade, elle le trompe avec un attaché d'ambassade. Il l'emmène alors à l'intérieur du pays, où s'est une épidémie de choléra. Tourné entre la reine Christine et Anna Karenina, ce film avec Garbo n'a jamais été repris ni diffusé à la télévision. La « divine » y est femme coupable, puis sublime, change de toilette et de chapeau jusqu'au costume d'indienne, robe de soie orientale, mais la mise en scène de Richard Boleslawski ne mène pas à la spiritualité.
- 23 h 55 Prélude à la nuit. Les contes de ma mère Yoye, Pavane de la Belle au bois dormant et Le Petit Poucet, de Ravel, interprétés par Karl Rodel, flûte ; Noël Lee, piano.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 7 h 20, Cabot Cadix ; 8 h 50, Cinéma : L'été noir. ■■ Film français d'Alain Bonnet (1984), avec Annie Girardot, François Marthouret, Bernard Blier ; 10 h 20, Cinéma : Pardon mesurés. ■■ Film américain de Joseph Zito (1984), avec Chuck Norris, M. Emmet Walsh, David Tress ; 12 h, Le croc-note-show ; 12 h 5, Camille plus ; 12 h 30, Hollywood star ; 13 h, Flash d'informations ; 13 h 05, Deux secondes pour sa vie. L'annonce, de Jacqueline Demarec ; 13 h 15, Cinéma : magazine de la mode. Remise automobile ; les créateurs parlent de la mode ; 13 h 55, Téléfilm : L'homme en cavale ; 15 h 25, Les superstars du catch ; 16 h 15, Série : Les monstres ; 16 h 40, Football américain ; 17 h 40, Cinéma : Le feu de guerre. ■■ Film franco-italien de Dino Ris (1985), avec Coluche, Beppe Grillo, Bernard Blier, Fabio Testi ; 19 h 30, Flash d'informations ; 19 h 35, Ça cartonne ; 20 h 30, Cinéma : Le femme-écorché. ■■ Film américain de Paul Mazursky (1978), avec Jill Clayburgh, Alan Bates, Michael Murphy ; 22 h 25, Flash d'informations ; 22 h 40, Golf : 4^e et dernière journée du Tournoi de Lannion. En direct de Saint-Nom-la-Bretèche ; 0 h 40, Cinéma : Les rumeurs de l'aventure. ■■ Film américain de Stuart Raftil (1981), avec James Bral, Lindsay Wagner, Anthony Quinn ; 2 h 5, Série : Mike Hammer.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 7 h 50, Dessin animé : les Schtroumpfs ; 8 h 40, Série : Shérif, fais-moi peur ; 9 h 30, 12 h 20, Série : K 2000 ; 10 h 20, 13 h 10, Série : Supercopier ; 11 h 10, 15 h 10, Football américain ; 14 h, Série : Thriller ; 16 h 20, Dessin animé : les Schtroumpfs ; 17 h 10, Série : Shérif, fais-moi peur ; 18 h, Série : Ripside ; 19 h 40, Série : Star Trek ; 20 h 30, Série : Thriller ; 21 h 40, Série : Barabara ; 22 h 30, Série : Arabesque ; 23 h 20, Série : Thriller ; 0 h 30, Série : Barabara ; 1 h 20, Série : Arabesque ; 2 h 10, Star Trek.

TV 6

- 14 h, Tonic 6 ; 18 h 30, Play 6 ; 19 h, Météo 6. (Concert Uriah Heep) ; 20 h, Tonic 6.

FRANCE-CULTURE

- 20 h Musique : Répertoire. Roger Abert, auteur, compositeur, interprète.
- 20 h 30 Atelier de création radiophonique. Mort de la famille Jona.
- 22 h 30 Musique : Week-end musique. Concert enregistré en public le 16 avril 1986 au Café de la danse : Miel de poon.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 4 Avant-concert.
- 20 h 30 Concert (retransmis en simultané sur FR3). Le chant de la terre, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Leonard Bernstein, avec Christa Ludwig, mezzo-soprano ; René Kollo, ténor.
- 21 h 30 Concert (donné le 4 juin 1986 au Philharmonie de Berlin) : Concerto pour piano et orchestre n° 24 en ut mineur, K 491 ; Prélude, symphonie n° 38 en ré majeur, K 504 ; Petite suite de nuit, sérénade n° 13 en ré majeur, K 525, de Mozart par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. James Levine, soliste : Alfred Brendel, piano.
- 23 h Les scènes de France-Musique. Musique traditionnelle : les maîtres du Moyen-Orient ; à 1.00, Champ d'étoiles, voyage à travers la chanson.

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS

Les Flacons du parfum de la Séduction
L'art du parfum au XVIII^e siècle
Raffé pleine toile, 24 x 31 cm, 168 p, 200 reproductions dont plus de 150 en couleurs - 450 F
à paraître en octobre 1986 chez L'Édition du Minut
Tél : 01 46 33 18 18

La Bourse c'est ma vie.

La Bourse sur Minutal. L'évolution de votre portefeuille personnel au jour le jour.
Le Monde sur Minutal
36,15 tapez : LEMONDE
LE MINUTAL A TROUVE A QU'IL PARLE

Supplément
Radio-Télévision:
le regard du « Monde » pour choisir.
Demain, avec
Le Monde

Sports

... Le Monde • Samedi 18 octobre 1986 29

GOLF : Norman, grand absent du Trophée Lancôme

Le club d'un millionnaire

Alors que l'élite du golf européen se grandit, avec l'Allemand Langer et le Britannique Lyle, dans un tableau somptueux de quelques heures antérieures, par le parcours de Saint-Nom-la-Bretèche, au Trophée Lancôme, le grand absent du tournoi, l'Australien Greg Norman, qui vient de remporter avec le Queensland Open sa septième victoire de la saison, a empêché au cours des huit derniers mois plus de 1 million de dollars en gains officiels. L'absence historique pour un joueur qui attendait enfin, à trente et un ans, sa maturité de champion.

A dix-neuf ans, assis entre son père, ingénieur civil, et un grand de la Royal Air Force australienne, un formulaire d'engagement devant lui, Greg Norman, plume à la main, hésitait. Après deux années théoriques russes et trois ans d'études pratiques, une carrière de pilote de chasse l'attendait. « Je me disais : ne signe pas, idiot. Va jouer plutôt au golf. Pilote, accapare pendant cinq ans au moins par un métier passionnant, le désir de jouer au golf autrement qu'en simple amateur du dimanche se serait estompé. » Greg Norman n'a pas signé, délaissant une carrière placée sous le signe de la vitesse pour épouser un sport où il convient de se hâter lentement.

Pourtant, cet amour de la vitesse ne le quitte pas. Il s'agit d'un élément-clé pour comprendre le cas Norman : l'immense promesse d'un talent indéniable qui a tardé à se réaliser pleinement. Au contraire d'un Sandy Lyle parcourant les fairways, soûlé derrière son père, à partir de trois ans, l'Australien ne fut pas un débutant précoce. Nageur, coureur de 400 mètres, joueur de cricket et de foot australien, il fut un sportif

complet bien avant de toucher au golf.

Il avait presque dix-sept ans, l'âge auquel Ballesteros devint professionnel, quand il a commencé à s'initier. Après avoir porté le sac de sa mère (« Elle était très bonne, handicap 3 »), il resta un soir au Virginia Club de Brisbane, tape quelques balles et découvre des sensations qui lui plaisent. Il s'entraîne alors en autodidacte, avant et après l'école. « J'étais sur le parcours au lever du soleil et encore la nuit, jusqu'à ce que l'obscurité tombe, explique-t-il. A l'époque, il pratiquait encore le foot australien, le sport où « l'on ne s'arrête pas », et le squash, jeu explosif où l'on ne traîne guère. Au bout de vingt mois seulement, il ramène son handicap à zéro, exploit digne d'une vedette. Après un an et demi d'amateurisme, il devient professionnel à vingt et un ans. Il termine quatrième pour sa première sortie, et trois semaines plus tard, il est vainqueur.

Un jour de grand chef

Loin de l'image d'un Ballesteros sombre et obsessionnel, il est plutôt allègre avec une sorte de naïveté chevaleresque, star éternellement optimiste, homme pressé tendu vers son but : être le meilleur. Le meilleur en Europe, il le devient en 1982, si l'on en juge par la liste des gains. Mais Ballesteros, son cadet de deux ans, avait déjà deux titres majeurs à son actif. Alors, pourquoi Norman ? Pas vraiment.

Pendant plusieurs années, situation curieuse et bien particulière, il est accepté par le public, par les médias et par d'authentiques champions tels Nicklaus, Palmer et Watson comme une volée à part entière. Il remporte de par le monde plus de trente titres. Mais jamais le titre qui compte. Jamais le trophée qui consa-

cre. Norman occupe alors une espèce d'antichambre des grands. Un jour, il sautera le pas, tout le monde en était convaincu. A commencer par l'intéressé.

Depuis dix ans, Norman courtait après une renommée durable. Jamais apparemment le moindre doute ne vint troubler son sourire. Jamais il ne céda au découragement. Cette année, faire « bogey » au dernier trou du Masters, là où le « par » aurait suffi pour contraindre Nicklaus au barrage, ou voir fondre son avance du dernier jour à l'US Open auraient pu l'amener à se poser des questions. La force et la faille (?) de Norman, c'est qu'il ne se pose pas trop.

« Beaucoup d'hommes se seraient alors inquiétés : gagnerai-je jamais un grand titre ? dit son épouse américaine Laura. Mais pas Greg. Il est le contraire de Sevy (Ballesteros), par exemple, un type merveilleux qui n'arrive pas à prendre la vie du bon côté. Greg ne fait que ça. »

Sous la poussée de l'adrénaline, en pilote de chasse et conducteur acharné de bolides, Norman ne demandait qu'à accélérer. A l'Open britannique, c'est son cadet qui l'a fait ralentir. Jack Nicklaus lui a aussi conseillé de ne pas se ruiner systématiquement à l'assaut du parcours, en lui disant que la meilleure défense n'était parfois pas l'attaque mais bien... la défense, Norman écoute. Norman page.

Mais au dernier jour de la PGA américaine, menant de quatre coups à huit trous de la fin, il cédera encore, victime d'un coup miraculeux et d'un manque de précision. Et que dit alors Norman ? « Je jouais certainement mon meilleur golf à trente-cinq ans. Un jour, je gagnerai le grand chelem. »

C'est vrai, en principe on ralentit avec l'âge. Le ralentissement de Greg Norman nous promet de bien beaux jours.

MARCPALADE.

Tour de France : départ à Berlin

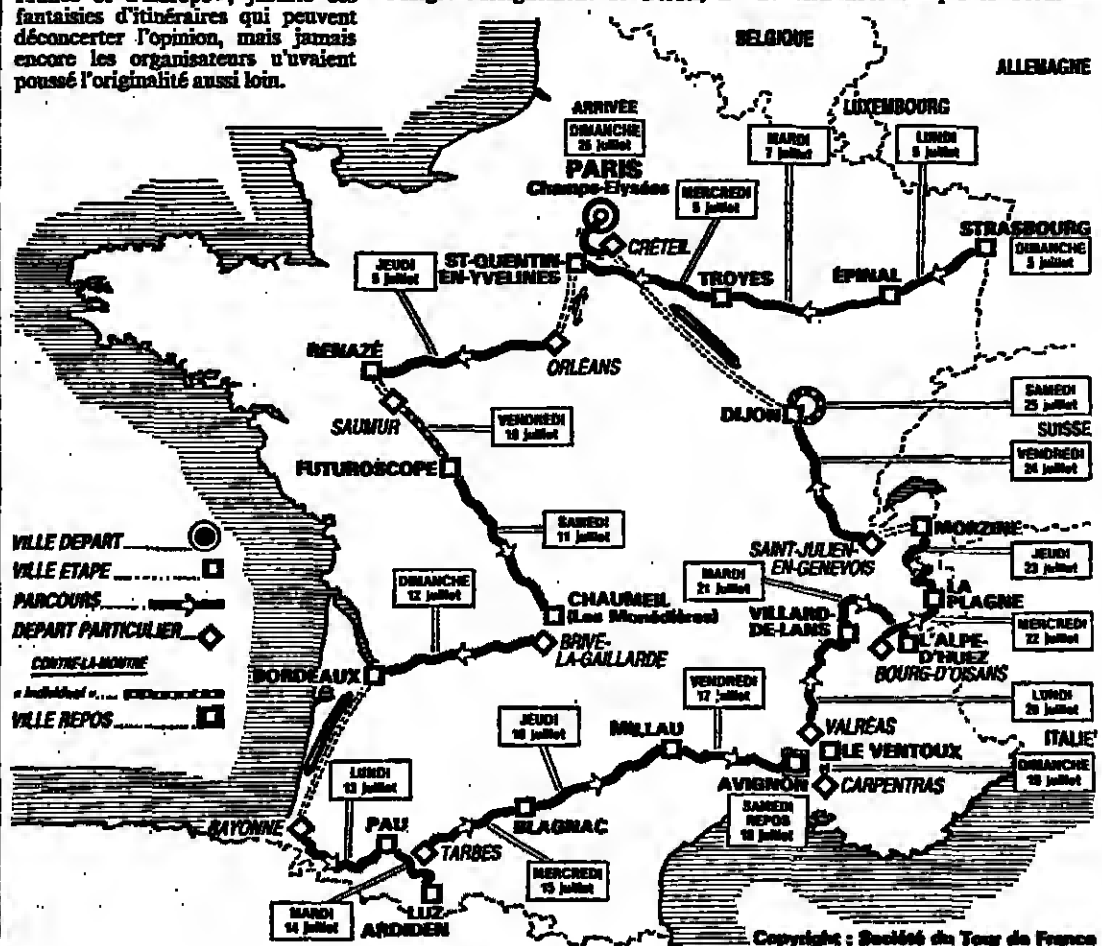
A vos marks !

ON le savait déjà : le Tour de France 1987 partira de Berlin le 3 juillet - prologue le 2 - pour se terminer vingt-trois jours plus tard sur les Champs-Élysées. Ce n'est pas la première fois que sa rampe de lancement passe la frontière. Installée en 1954 à Amsterdam, elle avait été successivement déplacée à Bruxelles, Cologne, Schwenningen, Churloren, Francfort et Bâle (en 1982). La raison sociale de l'épreuve, « Tour de France et d'Europe », justifie ces fantaisies d'itinéraires qui peuvent déconcerter l'opinion, mais jamais encore les organisateurs n'avaient poussé l'originalité aussi loin.

En fait, le choix de Berlin coïncide avec le sept cent cinquantième anniversaire de la ville et s'inscrit dans l'internationalisation du cyclisme souhaitée par MM. Jacques Goddet et Félix Lévitan, lesquels ne sont pourtant pas à l'origine de cette initiative. L'idée en revient à M. Bernard Creff, un restaurateur français, directeur d'une chaîne hôtelière en Allemagne et ancien conseiller du commerce extérieur. Malgré l'éloignement de Berlin, il

français étant fléchés à partir de Strasbourg. Il comportera, d'autre part, plusieurs points de chute inédits tels que Renazé, Chaumel-Les-Mouédières, Valréas ou Saint-Julien-en-Genevois. On reviendra aux longs transferts, soit par la route soit par le rail, et le peloton embarquera à bord du TGV à Dijon, la veille de l'arrivée, pour rejoindre Paris.

Quant à la haute montagne, elle ne sera abordée que le douzième



LES HEURES DU STADE

Basket-ball

Championnat de France. Matchs retour de la deuxième journée, samedi 18.

Cyclisme

Tour de Lombardie. Samedi 18. Critérium des AS. (Dimanche 19 à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

Football

Championnat de France. Troisième journée. Vendredi 17 octobre (Canal Plus en léger différé : Marseille-Bordeaux).

Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupes. (Deuxième tour aller). Mercredi 22 octobre à 20 h 30, Benfica-Bordeaux.

Coupe de l'UEFA. (Deuxième tour aller). Mercredi 22 octobre à 20 h 30, Toulouse-Spartak Moscou (TF 1 en direct).

Golf

Trophée Lancôme. Saint-Nom-la-Bretèche. Jusqu'au dimanche 19. A2 les Jours du stade, samedi de 14 h 55 à 17 h. (Canal Plus dimanche de 22 h 40 à 0 h 40).

Lutte

Championnats du monde. Du samedi 18 au dimanche 28 à Budapest.

Rugby

Championnat de France. Septième journée, dimanche 19.

Tournée des All Blacks néo-zélandais. Premier match mardi 21 à Strasbourg.

Trampoline

Championnat du monde. Palais omnisports de Paris-Bercy. Jusqu'au samedi 18 (TF 1, Sport-Dimanche à partir de 15 h 30).

Voile

Coupe Louis-Vuitton (éliminatoires Coupe de l'America). Jusqu'au lundi 20, premier tour entre les treize challengers (TF 1 minijournal tous les jours à 18 h 25, Sport-Dimanche soir à 22 h).

sut trouver les appuis nécessaires auprès des autorités allemandes et les arguments décisifs pour convaincre les directeurs du Tour, qui étudiaient conjointement les candidatures du Monte-Carlo et de Nuremberg. Il faut préciser que la subvention accordée par le Sénat berlinois s'élève à 3 millions de marks, soit près de 10 millions de francs. Un chiffre record.

Ouvert sur la mondialisation avec un élargissement vers les pays de l'Est, le prochain Tour de France sera le moins conformiste de l'histoire. Limité à une distance de 4 000 kilomètres, il escamotera totalement le Nord et la Bretagne, deux régions où le cyclisme est roi, pour compenser les trois étapes disputées en Allemagne fédérale, le parcours

jour, au-delà de Bayonne, mais les coureurs ne perdront rien pour attendre. Les responsables du tracé leur ont réservé plus de vingt-cinq cols au nombre desquels le Burdincurtcheta inauguré cette année, Murie-Blanche, l'Aubisque, l'Aigoual, le Galibier, la Madeline, les Aravis, la Colombière, Joux-Plane, ainsi que trois arrivées en altitude, à Luz-Ardiden, à L'Alpe-d'Huez et à La Plagne. Si l'on ajoute quatre étapes contre la montre d'un total de 188 kilomètres, dont une de 30 kilomètres sur les pentes du mont Ventoux, au lendemain d'une journée de repos à Avignon, on aura un aperçu des difficultés du Tour 1987. Un Tour a priori plus dur que le précédent. Ce n'est pas peu dire.

JACQUES AUGENDRE.

DU 18 AU 25 OCTOBRE

8 jours fous chez Opel.

Des prix exceptionnels.

Tous les modèles marqués d'un point rouge sont des affaires à saisir immédiatement. Parlez-en à votre concessionnaire.

Des séries limitées bien équipées à la portée de tous.

Avec la Silver Kadett, vous allez avoir la folie de l'argent, moteur 1300 cm³, boîte 5 vitesses, 4 ou 5 portes, peinture métallisée : 64500 F* seulement !

Ascona série spéciale, une Ascona très spéciale, pour 67540 F* : moteur 1600 cm³, boîte 5 vitesses, peinture métallisée, rayonnante d'équipements.

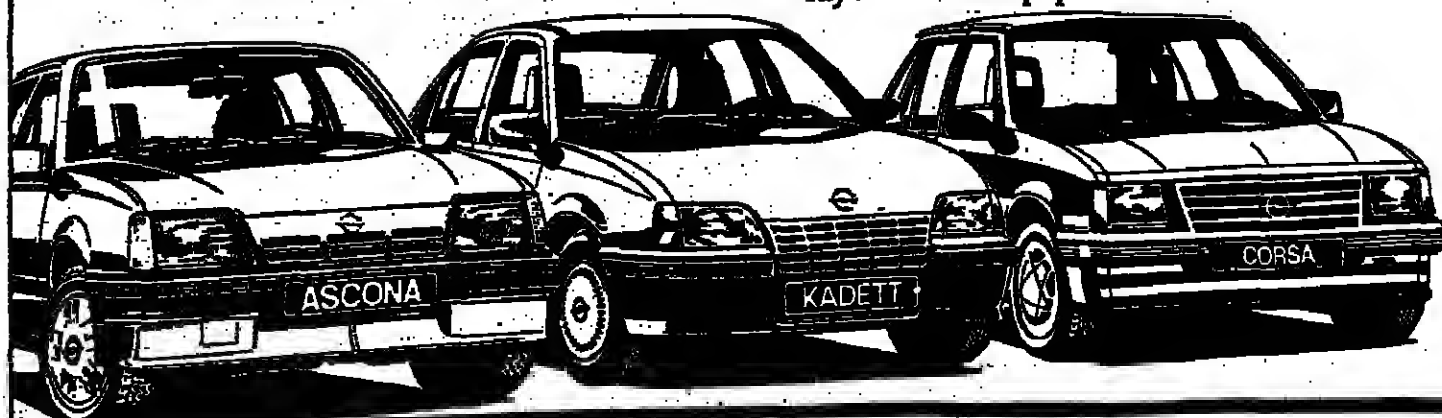
Un crédit fabuleux à 7,5 %.

Un crédit total à 7,5 % (T.E.G. sur 12 mois) sans apport initial, sur les Kadett et Ascona neuves, sous réserve d'acceptation du dossier par la B.C.G.M.

Un crédit rare pour les conducteurs privilégiés.

EXEMPLE PAR TRANCHE DE 10 000 F EMPRUNTÉS					
NOMBRE DE MENSUALITÉS	12 MOIS	24 MOIS	36 MOIS	48 MOIS	60 MOIS
T.E.G.	7,50 %	11,00 %	12,95 %	14,30 %	15,00 %
Montant des mensualités	887,58 F	488,86 F	368,88 F	294,77 F	257,89 F
Coût total de l'opération	10.650,72 F	11.732,64 F	12.840,84 F	14.148,86 F	15.473,40 F

* Prix clés en main au 14.8.86 ** Prix clés en main au 21.08.86



Venez vite découvrir toute la gamme...

OPEL

Le Monde CADRES

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

GROUPE EGOR - Une dimension européenne pour des Professionnels du Recrutement
- **CONSULTANTS**

Ref. VM/EG/87



CHIMIE

DIPLOMES

GRANDES ECOLES

Débuter votre carrière dans la gestion industrielle

Ref. VM 11/507 BS

Val de la Rhône

Industrie Nucléaire

ADJOINT AU CHEF

DU SERVICE ADMINISTRATIF

Ref. VM 13/512 R

MERLIN GERIN

Direction organisation, informatique et bureautique

CHEF DE PROJETS

GESTION INDUSTRIELLE

Ref. VM 23/552 R

Applications Spatiales

INGENIEUR DE SYSTEMES

Toulouse

Ref. VM 20/184 B

Interlocuteur des Directions Générales

un nouvel avenir à votre mesure

RESPONSABLE INFORMATIQUE

ET ORGANISATION

Ref. VM 23/120 E

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie :

GROUPE EGOR

8, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

egor

L'IMMOBILIER

appartements ventes

1^{er} arrdt

LA PLUS BELLE VUE

6 pièces sur Seine Sud
Téléphone : 45-08-98-88

3^e arrdt

PRÈS HOTEL DE VILLE

Superbe duplex
Living, 2 chambres, baignoire
d'appoint. Gd cuisine. Park.
DORESSAY - 46-74-33-33

12^e arrdt

PRÈS OPERA-BASTILLE

M^{me} LEDRU-ROLLIN

bon imm., chef, individuel
3 P., entrée, cuisine, baignoire
s/c, 45 m², 120 m², 14 m²
53, AV. LEDRU-ROLLIN
Samedi, 14 h à 18 h
Dimanche, 10 h à 12 h

14^e arrdt

DENFERT, original duplex, 140 m²

6 PIÈCES GÉNIE MAISON

Divisible, 47-03-32-44, met.

15^e arrdt

VILLAGE SUISSE

M^{me} LA NOTTE-PIQUET

bon imm., chef, indiv., 110 m²,
1 chambre, entrée, cuisine,
baignoire, 120 m², 14 m²
11, RUE DE PONCHÉRY
Samedi, 14 h à 18 h

16^e arrdt

XXV, MONTPARNAISE

beau liv., 4 chambres, 2 baignoires
120 m², 14 m², 14 m²
53, AV. LEDRU-ROLLIN
Samedi, 14 h à 18 h
Dimanche, 10 h à 12 h

18^e arrdt

PRÈS AV. POCH, GD 2 P.

TRES BON STANDING

DORESSAY - 46-24-33-33

M^{me} JASMIN

bon imm., chef, indiv., 110 m²,
1 chambre, entrée, cuisine,
baignoire, 120 m², 14 m²
11, RUE DE PONCHÉRY
Samedi, 14 h à 18 h

M^{me} EXELMANS

bon imm., chef, indiv., 110 m²,
1 chambre, entrée, cuisine,
baignoire, 120 m², 14 m²
11, RUE DE PONCHÉRY
Samedi, 14 h à 18 h

FAISANDERIE

gd studio coll., bnf, 42 m²,
5 pièces, 120 m², 14 m²
11, RUE DE PONCHÉRY
Samedi, 14 h à 18 h

18^e arrdt

SUR BOIS EXCEPTIONNEL

MARCHEL MAUNOURY

Code n° 100, 3 pièces, 2 baignoires
200 m², 120 m², 14 m²
11, RUE DE PONCHÉRY
Samedi, 14 h à 18 h

20^e arrdt

Part. vend. STUDETTE ent.

40, 100 m², 120 m², 14 m²
11, RUE DE PONCHÉRY
Samedi, 14 h à 18 h

20^e arrdt

Part. vend. STUDETTE ent.

40, 100 m², 120 m², 14 m²
11, RUE DE PONCHÉRY
Samedi, 14 h à 18 h

20^e arrdt

Part. vend. STUDETTE ent.

40, 100 m², 120 m², 14 m²
11, RUE DE PONCHÉRY
Samedi, 14 h à 18 h

20^e arrdt

Part. vend. STUDETTE ent.

40, 100 m², 120 m², 14 m²
11, RUE DE PONCHÉRY
Samedi, 14 h à 18 h

20^e arrdt

Part. vend. STUDETTE ent.

40, 100 m², 120 m², 14 m²
11, RUE DE PONCHÉRY
Samedi, 14 h à 18 h

20^e arrdt

Part. vend. STUDETTE ent.

40, 100 m², 120 m², 14 m²
11, RUE DE PONCHÉRY
Samedi, 14 h à 18 h

20^e arrdt

Part. vend. STUDETTE ent.

40, 100 m², 120 m², 14 m²
11, RUE DE PONCHÉRY
Samedi, 14 h à 18 h

locations non meublées offres

Paris

Invalides, dans imm. pierre de

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1

REPÈRES

Chômage

Hausse de 1,6 % en Grande-Bretagne

Le nombre des chômeurs officiellement recensés a encore augmenté de 1,6 % en Grande-Bretagne pour atteindre le chiffre record de 3,332 millions. Le gouvernement britannique croit, malgré tout, entrevoir un renversement de tendance. Corrigé des variations saisonnières et des jeunes en recherche d'un premier emploi, le chômage est en baisse de 22 000 à 3,197 millions. Cette baisse mensuelle est la plus forte depuis avril 1979. Les analystes, pour leur part, soulignent que cette relative amélioration est essentiellement due aux programmes de création temporaire d'emploi.

Inflation

Au plus bas depuis 1964 au sein de l'OCDE

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 % en moyenne en août, comme en juillet, dans les pays de l'OCDE, indique un communiqué de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Sur douze mois, la hausse est de 2,4 %, soit le taux le plus bas depuis juillet 1984, et de 0,7 % seulement sur six mois. Par rapport

Télécommunications

Bond de 76,9 % du résultat net

1988, année de la nouvelle numérotation en France, aura été faste pour les Télécoms : le résultat net fait un bond de 76,9 %, atteignant 11 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 85,4 milliards de francs (en hausse de 17 %), selon le rapport d'activité publié par la DGT. Ces tendances, au vu des résultats à mi-année, se trouvent confirmées en 1988, et le chiffre d'affaires devrait s'élever à 100 milliards de francs pour l'exercice en cours. Le chiffre d'affaires provient pour 90 % du téléphone, pour 5 % de la location de lignes spécialisées et pour un peu plus de 2 % du Télé. La DGT met l'accent sur l'amélioration du taux de 5 % de la productivité : le taux s'établit ainsi à 140 lignes par agent, comparable à celui du Japon et au-dessus de celui de la Grande-Bretagne (90 lignes). La dette à long terme s'élevait au 31 décembre à 114 milliards de francs, soit 3,4 milliards de francs de moins qu'un an plus tôt.

AFFAIRES

La Société générale crée une direction des marchés de capitaux

La Société générale, sur les propositions de M. Marc Vienot, son nouveau président, va créer trois nouvelles directions. Cédant à l'air du temps (déreglement, décollage, démantèlement, déstabilisation), elle constitue une direction des marchés de capitaux, qui va regrouper les opérations en francs et en devises, à court, moyen et long terme, et couvrira leur cycle complet : études, montages, syndicalisations, placements, négociations et contreparties, en y ajoutant la relation avec les émetteurs et la Bourse, les opérations de change et de trésorerie et les financements internationaux.

Cette direction devra offrir aux entreprises et aux institutions un interlocuteur unique pour accéder aux différents marchés de capitaux. Elle est confiée à M. Léopold Jeorger, directeur général adjoint, en charge actuellement des affaires internationales et de la trésorerie.

La direction financière éclaire, une partie allant chez M. Jeorger ; l'autre, la gestion individuelle et la gestion collective des valeurs mobilières, ainsi que le département des titres, allant à une nouvelle direction de la clientèle individuelle et des gestionnaires mobilières, confiée à M. Claude Ménégaux. Accroissant la réactivité vers la clientèle des particuliers, amorcée par M. Jac-

ques Mayoux, prédécesseur de M. Vienot, elle devra répondre aux exigences de cette clientèle sur toute la gamme des produits et services bancaires, notamment les placements.

Enfin, une direction de la communication est créée, et attribuée à M. Alain Margaron, ancien journaliste de *Valeurs actuelles*, qui occupe le même poste au Crédit du Nord. A la direction du réseau, M. Michel Rolland, chargé de la direction du développement, où il sera remplacé par M. Jean Sautin, va succéder à M. Bernard Anberger, qui avait quitté la banque au printemps dernier pour prendre la direction de la Caisse nationale du Crédit agricole, son intérim étant assuré par M. Marcel Collin, qui part en retraite.

M. Rolland a reçu une promotion remarquée (il va coiffer toutes les succursales), tandis que la nouvelle affectation de M. Hias, l'un des plus brillants spécialistes parisiens des affaires financières (émissions et ingénierie) dont la direction est supprimée, surprend un peu : il remplace à la direction des grandes entreprises M. Pierre Muron, âgé de soixante-sept ans, qui prend sa retraite.

Nouvel organigramme pour la Caisse nationale de crédit agricole

Nommé en juin dernier directeur général de la Caisse nationale de crédit agricole, M. Bernard Anberger a fait connaître, le mardi 14 octobre, le nouvel organigramme de la banque verte. Les sept directions centrales mises en place en 1981 par M. Jacques Bonnot, structures conservées par son successeur, M. Jean-Paul Huchon, sont supprimées au profit de six directions opérationnelles et de sept directions fonctionnelles. Ce nouvel organigramme vise, selon la banque verte, à « supprimer les chevauchements de compétence » et à « raccourcir les lignes hiérarchiques ».

Qualité de structure en réseau, l'organigramme ne réserve pas de surprise dans le choix des personnes. Il apparaît, en tout cas, que M. Anberger a su résister aux pressions exercées tant par le ministère de l'Agriculture que par le RPR-banques, en conservant des hommes venus des cabinets des ministres socialistes. Les deux directeurs généraux adjoints, MM. Jean Fontouray et Gilles Guittou, sont confirmés dans leur fonction. Le départ de M. Jean-Claude Seys, devenu président du directeur de la banque Louis Dreyfus, n'a pas donné lieu à la nomination d'un troisième directeur général adjoint.

Le nouvel organigramme est le suivant :
Directions opérationnelles : Agriculture et collectivités locales, M. Philippe Collet ; Ménages et professionnels, M. Jacques Lescor-

mand ; Entreprises, M. Yves Lyon-Caen ; Murehès et capitales, M. Henri Cukierman ; International, M. Gilles Guittou assisté de M. François Jouven ; Immobilier, M. Jean-Louis Brunet.

Directions fonctionnelles : Secrétariat général, M. Jean-Pierre de Longeville ; Réseaux, télématique et moyens de paiement, M. Bernard de Pasquale ; Relations avec les caisses régionales, M. Maurice Lapeste ; Ressources humaines, M. Jacques Valay ; Gestion des finances, M. Martial Stambouli ; Inspection générale, audit : M. Raymond Trebouchon ; Communication, M. André Carnet (par intérim).

A la présidence de l'Association française des banques

M. Dominique Chatillon a remplacé M. Jean Dromer

M. Dominique Chatillon, président de la compagnie La Hénin, filiale du groupe Suez, a été élu président de l'Association française des banques (AFB), en remplacement de M. Jean Dromer, nouveau président du groupe CIC, qui avait été reconduit en septembre pour une période limitée. M. Chatillon, âgé de cinquante-huit ans, inspecteur des finances, a été directeur financier de la Caisse des dépôts, puis directeur général et président du CIC jusqu'en février 1982, date de la nationalisation de cette banque. Il prend la présidence de la commission de réflexions et de perspectives bancaires, tandis que M. Jean Carrière, président de la Lyonnaise de banque, prend celle de la communication.

... Au Crédit industriel et commercial, M. Christian Giacomotto, quarante-six ans, a été déchargé de ses fonctions de directeur général, qu'il occupait depuis la nationalisation de la banque, au printemps 1982. Un nouveau poste vient d'être créé par M. Dromer au CIC, celui de délégué général, confié à M. Willy Stricker, précédemment directeur de la communication à l'Association française des banques.

Nominations

● Chez ICI FRANCE. M. Paul Schindler, quarante-cinq ans, assume les responsabilités de directeur général. Il est appelé à succéder à M. Jacques Bouscarle, PDG, atteint par la limite d'âge et qui cessera ses fonctions le 31 décembre prochain.

● A L'ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES GRANDS PORTS FRANÇAIS. M. Jacques Truillat, cinquante-quatre ans, a été nommé président, en remplacement de M. Henri Rochereau. Ancien sous-préfet, ancien ministre, M. Truillat est président du Port autonome de Paris depuis 1970 et président du Comité des armateurs fluviaux.

● Chez MATRA. M. Albert Coets de Beuregard a été nommé directeur des activités « défense-espace » et directeur de la branche militaire, en remplacement de M. Emile Daxand, qui deviendra, début 1989, directeur général adjoint du groupe. Agé de quarante-quatre ans, ancien élève de Polytechnique et de l'Ecole des mines, M. Coets de Beuregard a été, de 1976 à 1981, conseiller pour les affaires économiques de M. Raymond Barre, alors premier ministre. Après un passage au ministère de l'Industrie, il était entré à la BNP en 1983, où il était devenu président de la BANEX, banque d'affaires du groupe.

● Chez OLIDA-CABY. M. Jean-Louis Riellin, quarante-six ans, a été nommé président. Il était précédemment président de Gloria, il succède à M. Bernard Trazenac, qui avait démissionné le 2 juin dernier.

● Chez ALCATEL. M. Jean-Claude Hucson a été nommé directeur général d'Alcatel Espace (ATES). Polytechnicien et ingénieur en chef de l'armement, M. Hucson a passé sept ans au service hydrographique de la marine, avant de participer pendant vingt ans au développement du programme spatial au CNES.

La journée mondiale de l'alimentation

Le poisson ou la nourriture gaspillée

Organisée par la FAO, la Journée mondiale de l'alimentation, célébrée le jeudi 16 octobre, a eu pour thème : « Les pêcheurs et leurs communautés ». En France, à cette occasion, le Comité français contre la faim a organisé à La Villedieu une table ronde autour de laquelle plusieurs experts, occidentaux et du tiers-monde, ont réfléchi, aux rapports entre la pêche et le développement économique.

Dans de nombreuses contrées, le poisson, y compris le poisson d'élevage, comme au Japon, par exemple, joue un rôle primordial dans l'alimentation humaine. Il peut, si la gestion des stocks est convenablement conduite, contribuer à lutter contre la faim et la malnutrition.

Les prises, qui étaient de 20 millions de tonnes en 1950, atteignent aujourd'hui 84 millions de tonnes, le Japon et l'URSS arrivant largement en tête avec respectivement 12 millions et 11 millions de tonnes. Mais si les deux tiers des captures sont destinées à la consommation humaine, un tiers, transformé en farine de poisson (pêche en vitamines et en acides aminés) pour la nourriture des animaux et pour les engrais, est, en fait, consommé surtout dans les pays déjà riches.

Le Pérou, le Chili et, dans la CEE, le Danemark, apparaissent comme les champions de la pêche pour la farine. Copeland d'ailleurs se voit souvent critiqué par ses partenaires européens, qui reprochent aux pêcheurs danois de capturer des poissons de toutes tailles dans la mer du Nord, y compris donc des petits, pour les malaxer en farine et les donner à manger aux porcs ou aux volailles.

Régulation

les « méthodes douces »

Très riche en protéines, le poisson pourrait et devrait être à la fois une matière première essentielle, une source de devises et, aussi, pour les pays du tiers-monde, une nourriture venant en relais d'une agriculture de subsistance souvent défaillante. Plusieurs pays (Maroc, Thaïlande, Sénégal) ont mis au point une politique de contrôle rigoureuse de leurs richesses. Le Sénégal vient de conclure avec la CEE un accord au terme duquel les chalutiers européens s'engagent à débarquer une partie de leur pêche dans les ports

africains pour y approvisionner les conserveries.

Un mouvement se dessine aussi dans la communauté internationale pour réhabiliter les « méthodes douces », de la pêche artisanale, qu'on a trop facilement considérée comme un secteur vétuste, mais qui est moins destructrice que ne le sont les grandes flottes industrielles. Elle peut fournir des débouchés à la main-d'œuvre locale et permet des économies en carburant. Le Sénégal, les îles du Cap-Vert, l'île Maurice et le Zaïre se sont engagés, en coopération avec la France, dans des programmes de modernisation de leur flotte de petits bateaux.

Maîtriser

la chaîne de distribution

Dernière interrogation : les pays du tiers-monde — ceux donc qui ont le plus besoin de valoriser, de consommer et de préserver leurs ressources maritimes — sont-ils situés dans la zone intertropicale, où la chaleur provoque des gaspillages gigantesques pouvant représenter jusqu'à 50 % des prises. Les gros navires, qui écumant les mers du Sud riches en espèces riches (le thon), rejettent par-dessus bord les poissons considérés comme secondaires, capturés accidentellement et de faible valeur. Comment récupérer ces rejets ?

Dernière source de gaspillage : les pertes de poissons frais dues à une mauvaise réfrigération ou à une conservation défectueuse. Quand aura pu être maîtrisée la chaîne de distribution jusqu'aux villages de l'intérieur des terres et à condition que les habitudes alimentaires évoluent, un grand pas aura été franchi dans la lutte contre la faim.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Bonn adopte une série d'aides pour les chantiers du nord du pays

Bonn (AFP). — Le gouvernement ouest-allemand a décidé, le 15 octobre, d'aider les régions du nord de l'Allemagne touchées par la crise des chantiers navals. Un projet de loi prévoit de voter en 1987 et 1988 un total de 300 millions de DM (près de 1 milliard de francs) aux quatre Etats du Nord : Schleswig-Holstein, Basse-Saxe, Brême et Hambourg. Ce programme, qui doit encore être approuvé par le Parlement, est destiné à encourager les investissements de reconversion dans ces régions.

Bonn a, par ailleurs, l'intention d'augmenter de 120 millions de DM entre 1987 et 1989 son aide apportée à un fonds géré par l'Etat et les Länder afin d'améliorer les infrastructures économiques régionales. Ces subventions profiteront au Schleswig-Holstein, à la Basse-Saxe et à Brême. Cette mesure doit être approuvée par au moins six Etats de la RFA. Le ministre de l'Economie, M. Martin Baerensson, a affirmé que ces aides respectaient les règlements de la Communauté européenne sur les subventions à l'industrie.

Les chantiers navals de RFA ont été frappés comme ceux de tous les pays européens par la chute brutale de la demande de navires. Le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, a affirmé que 10 000 emplois devront être supprimés, alors que les chantiers navals de RFA emploient 44 000 personnes, soit déjà 40 % de moins qu'en 1975. L'association patronale réclamait depuis plusieurs mois l'aide de l'Etat fédéral afin de financer les plans sociaux de réduction des capacités et du personnel.

Construction navale

40 000 emplois supprimés dans la CEE d'ici à 1989

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La réduction inévitable, dans les prochaines années, des capacités de production des chantiers navals de la CEE aura pour conséquence la suppression de 40 000 à 45 000 emplois (1) d'ici à 1989. Ces prévisions de la Commission européenne s'accompagnent, dans une communication transmise le 15 octobre aux Etats membres, d'un projet d'aide de la CEE pour le financement des mesures de retraites anticipées et des primes à la mobilité de la main-d'œuvre.

Bruxelles suggère une enveloppe de 180 millions d'ECU (1,2 milliard de francs) qui viendront appuyer les actions sociales engagées par les

gouvernements pour mettre en œuvre les plans de restructuration. Ces plans devront permettre d'atteindre impérativement en 1990, précisée-on à Bruxelles, un taux d'utilisation des capacités de 80 %, ce qui constitue « le seuil minimal de rentabilité ».

La Commission estime que la Communauté doit absolument « éviter une ligne ultra-protéctionniste, en tentant de sauver son industrie de la construction navale à coups de subventions ». Elle conclut, en présumant tout de même le soin de recommander aux Douze de ne pas abandonner complètement ce secteur, comme on le fait la Suède.

MARCEL SCOTTO.

(1) Les effectifs totaux étaient de 85 000 salariés à la fin de 1985 (non compris les postes de travail en Espagne et au Portugal) contre 120 000 en 1980 et 210 000 en 1975.

ENTREPRISES

Téléphone : Alcatel supprime encore 1 291 emplois

La direction d'Alcatel devrait annoncer, le 27 octobre, lors d'un comité central d'entreprise extraordinaire, une nouvelle vague de suppressions d'emploi touchant 1 291 personnes. Cette fois encore, la région du Tregor sera touchée puisque 523 emplois disparaîtront à l'usine de Guingamp, qui employait 1 200 salariés en 1980.

Les autres réductions d'effectif affecteront la direction des affaires nationales et toucheront les personnels installant les centraux Alcatel dans les P et T. Les plus grosses suppressions d'emploi seront opérées à Toulouse (232), Nancy (199) et La Verrière (201), dans la région parisienne. L'unité de Colombes sera également concernée avec 89 emplois en moins.

La direction justifie ces mesures notamment par la baisse des commandes nationales dans le secteur de la téléphonie publique, les rationalisations et les modernisations nécessaires dans la fabrication des centraux téléphoniques, et les effets de l'automatisation de la production.

M. Maurice Briant, le maire (PS) de Guingamp — où Alcatel emploiera moins de 200 personnes, — a estimé que ces mesures « étaient une vraie catastrophe pour la région » et demandé la création d'une « zone franche ». Le taux de chômage frappe 13 % de la population active et 21 % de la population salariée à Guingamp.

L'hôtel Nova Park Ellysée racheté par le GAN

L'hôtel Nova Park Ellysée (mis en règlement judiciaire en avril 1985) a été racheté par la société lyonnaise d'investissements (filiale du Crédit lyonnais) pour le compte du GAN. Le GAN a créé une société immobilière (SICOMI) pour le commerce et l'industrie (SICOMI) à usage locatif à laquelle participent pour 40 % des personnes privées. L'hôtel, qui représente 8 500 mètres carrés de surface utile, sera transformé en bureaux et commerces.

Equipement automobile : Trèves produit en Amérique du Nord

La société Trèves, un des principaux fournisseurs de l'industrie automobile européenne (1 milliard

de francs de chiffre d'affaires en 1986, en progression de 15 % sur 1985 : 1 400 personnes), ouvrira dans un mois une usine dans l'Ontario, au Canada, qui doit produire des équipements automobiles intérieurs (appuie-tête, accoudoirs, sièges) destinés à General Motors. Cette usine est détenue par Trèves-Lea, filiale constituée à 50-50 par Trèves et un partenaire américain, Lear-Siegler, numéro un du siège automobile en Amérique du Nord (2,4 milliards de dollars de chiffre d'affaires, dont un tiers dans l'automobile). Trèves, dont le pôle sud-Est-Union s'est fait dans le sillage de Renault avec sa filiale American Motors Corp., a acquis la clientèle de General Motors grâce à sa technologie de « moulage in situ » (injection directe du polyuréthane dans la coiffe tissée).

IMMOBILIER

Pierre et Vacances s'agrandit

La première chaîne locative française Pierre et Vacances et Sogeva, qui occupe la troisième place sur le marché locatif de l'immobilier de loisirs, ont décidé de s'associer. Ce rapprochement confirmera Pierre et Vacances dans sa position de leader grâce à un parc de 62 000 lits en location à la mer ou à la montagne, soit 45 % du parc français.

Pierre et Vacances fait partie du groupe Brémont, qui possède 52,5 % de son capital. Son chiffre d'affaires pour 1986 devrait atteindre 1 milliard de francs, dont 400 millions dans la location de 45 000 lits de vacances. Sogeva exploite deux marques de résidences : Résidotel et Loistrotel, soit 20 000 lits, ainsi que l'agence de voyages Go Voyages. Son chiffre d'affaires devrait atteindre 325 millions de francs en 1986. Les actionnaires de Sogeva sont Olivaldo développement (filiale des grandes mutuelles d'assurances), la MACIF, la GNF et Aménagement, rénovation, restauration (ARC).

AL. F.

Etranger

Le « trou noir » du commerce extérieur américain

Après avoir laissé entendre que le dollar avait suffisamment fléchi vis-à-vis du yen, M. Clayton Youtter, représentant spécial de la Maison Blanche pour le commerce international, a reconnu à son tour que le facteur monétaire ne suffirait pas à éliminer le déficit commercial américain. La plupart des prévisions des organismes de recherche économique ne tablent d'ailleurs que sur une résorption très progressive de ce déficit qui, après avoir atteint un niveau record évalué à 170 milliards de dollars cette année, reviendrait en 1987 à son niveau de 1985, 148 milliards, et représenterait encore 130 milliards à l'horizon de 1990.

Les Etats-Unis et leurs partenaires commerciaux sont entrés dans une période ingrate et douloureuse. Celle où les conséquences de la dépréciation du dollar commencent à se faire lentement sentir sur les prix intra-atlantiques sans être encore bénéfiques pour un commerce extérieur lourdement déficitaire. Déception de l'opinion publique, impatience des parlementaires, les éléments d'une résurgence des tendances protectionnistes sont à nouveau réunis. Au moment même où les analystes confirment que l'amélioration des comptes extérieurs américains ne pourra qu'être fort longue.

Lorsque, le 22 septembre 1988, les Japonais, le Japon, la RFA, la France et la Grande-

Bretagne se mettaient d'accord, à l'hôtel Plaza de New-York pour coordonner une baisse du dollar, chacun savait parfaitement que la balance commerciale n'en bénéficierait qu'avec un délai de répercussion d'environ dix-huit à vingt mois selon les experts. Plusieurs phénomènes se liguent en effet pour limiter les effets bénéfiques d'une dépréciation monétaire. En valeur, les importations ont, dans un premier temps, tendance à se renchérir et les exportations à diminuer, cette « courbe en J » brisée par les économistes pour expliquer le gonflement du déficit américain et, parallèlement, des excédents japonais et allemands. Un autre facteur, bien connu des exportateurs, est qu'il est toujours plus facile, à court terme, de vendre des produits de valeur ajoutée que de vendre des produits de valeur ajoutée. De ce fait, la dépréciation du dollar ne profite pas à tous les secteurs de la production.

C'est ce qui s'est passé avec les Japonais ou les Européens, et tout particulièrement les Allemands, qui, en dépit d'une chute du dollar de 20 % en moyenne par rapport à un panier de 16 monnaies mais de 50 % vis-à-vis du yen, continuent à exporter massivement vers les Etats-Unis. Mais il est un autre facteur qui explique la persistance du déficit américain. C'est la dépréciation du dollar qui a entraîné une dépréciation des monnaies des pays dont la monnaie ne s'est

pratiquement pas revalorisée — quand elle n'a pas baissé — face au dollar. Ce qui a permis au Japon de continuer à exporter massivement vers les Etats-Unis. M. Michel Camdessus a qualifié de « trou noir » dans la galaxie des grandes devises.

C'est ainsi que l'excédent de la Corée du Sud, dont la monnaie s'est dépréciée de 4 % en 1985 avant de remonter très doucement face au dollar, pourrait atteindre 7 milliards de dollars cette année avec les Etats-Unis. Celui de Taiwan est évalué à quelque 15 milliards. En ajoutant ceux, plus modestes de Hongkong et de Singapour, celui de plus de 20 milliards de dollars d'un Canada dont la devise s'est légèrement dépréciée et ceux de quelque 10 milliards des pays latino-américains, on parvient à un volant commercial suffisamment impressionnant pour que Washington s'interroge. Après s'en être pris au Japon et à la RFA, les pressions des Etats-Unis ne seraient-elles pas plus efficaces envers ces autres faiseurs de déséquilibre des échanges ?

Les limites de l'arme monétaire

La réponse est loin d'être aisée. Européens et Japonais ont fermement fait savoir, notamment lors de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, début octobre à Washington, qu'ils estiment avoir fait leur part du chemin en acceptant des appréciations de leurs monnaies parfois considérables. Un

certain consensus se dégage sur la nécessité de stabiliser le dollar dans la zone dans laquelle il se trouve aujourd'hui. Tant en matière de performances économiques que de la montée des déficits en exigeant un effort de la part de pays en développement, même relativement aisés comme la Corée du Sud ou Taiwan, paraît délicat à la Maison Blanche. Il ne saurait être question d'aggraver encore les difficultés de pays latino-américains surendettés. Quant au Canada, les conséquences d'une appréciation de sa monnaie seraient catastrophiques. Les Américains, dont le voisinage implique des liens économiques étroits, en sont persuadés.

Les limites de l'arme monétaire en ce domaine ne font que mettre en lumière les faiblesses du commerce extérieur des Etats-Unis. Longtemps — trop longtemps sans doute — l'un des piliers de l'exportation, les produits agricoles dégageaient désormais un déficit sans espoir de renversement de tendance. Même les subventions agricoles, qui ont permis aux Etats-Unis de maintenir une production agricole à un niveau élevé, ne suffisent pas à compenser la perte de compétitivité. Les Etats-Unis ont donc dû se résoudre à accepter une dépréciation progressive.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Conjoncture

En RFA

M. Michel Noir signe des contrats d'objectifs avec plusieurs fédérations professionnelles françaises

COLOGNE de notre envoyé spécial

M. Michel Noir s'était promis de ne pas traîner les industriels derrière lui comme une marionnette d'école en leur faisant visiter la ville, faisant ainsi une allusion — appuyée — au voyage à l'étranger de son prédécesseur au commerce extérieur, M. Edith Cresson. Le ministre français n'en a pas moins débarrqué, le jeudi 16 octobre, à Cologne en compagnie d'une vingtaine de représentants de fédérations professionnelles, pour une longue séance de travail au terme de laquelle il a signé avec eux des contrats d'objectifs.

Opération médiatique — la signature de ces contrats en terre étrangère avait quelque chose d'incongru — opération utile, en tout cas, au moment où les derniers résultats du commerce extérieur mettent en évidence la situation alarmante de nos échanges industriels avec la RFA. L'Allemagne entre, en effet, pour beaucoup dans ce déséquilibre (voir tableau), et M. Michel Noir a pris la décision de réagir en cherchant à motiver les chefs d'entreprise par l'intermédiaire de leurs fédérations.

Sont l'avenir permettra de juger l'intérêt de ces contrats, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont rien de contraignant. Ainsi celui qui a signé la CGC (voir encadré), que l'on ne s'attendait pas à

trouver dans cet aréopage. Présent à Cologne, son président, M. Paul Marchetti, est apparu comme un long aux côtés élimés. Sa proposition de mettre bénévolement à la disposition des entreprises des cadres en préretraite fait penser à ces formules que l'on n'ose pas condamner tout en les jugeant perveres.

Sans doute faut-il avant tout rester attentif à ce qui se passe à l'établissement de ces contrats : s'assurer à des engagements de préférence commerciale. Les pouvoirs publics, de leur côté, assurent qu'ils concentreront leurs moyens sur ces projets. Suffira-t-il d'y ajouter une quinzaine de millions de francs par an ou de trouver une quinzaine de cadres préretraités sachant parler l'allemand ?

On veut l'espérer. On veut espérer surtout que les efforts des ministres du commerce extérieur mettent quelques effets sur le comportement des industriels français, soucieux par euphémisme, tout au long de cette journée de Cologne, de ne pas avoir approché le marché allemand. Économiquement, cela se démontre : de 1980 à 1985, la part des investissements étrangers en Allemagne fédérale a été de 30 % pour les Etats-Unis, 15 % pour la Suisse, 14 % pour la Grande-Bretagne... et 6 % pour la France.

FRANÇOIS SIMON.

SOCIAL

Force ouvrière part en campagne contre les mesures d'économies sur la Sécurité sociale

Les projets gouvernementaux d'économies sur l'assurance-maladie paraissent rencontrer une vive opposition des syndicats comme de la mentalité. Après une série de protestations des uns et des autres, Force ouvrière passe à l'attaque, avant que le gouvernement ne franchisse, en annonçant une campagne sur la sécurité sociale et d'abord en adressant une lettre de mise en garde au premier ministre.

A mesure que se sont précisés les projets gouvernementaux d'économies sur l'assurance-maladie, axés sur la réduction des remboursements à 100 %, les syndicats ont manifesté leurs inquiétudes. La réaction de la mutualité, qui serait appelée à prendre en charge les dépenses retirées à la Sécurité sociale, s'a pas été moins vive. Les entretiens qu'ont eus depuis une dizaine de jours avec les dirigeants syndicaux et les responsables mutualistes, M. Seguin, ministre des affaires sociales, et M. Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, loin d'apaiser ces inquiétudes, ont suscité de nouvelles protestations. « Culpabilisation et pénalisation des assurés », risquent de « médecine de riches et de médecine de pauvres », « mise en cause de l'accès aux soins », reviennent souvent dans les déclarations.

Après la CGT, qui a appelé à « rendre impossible l'application de telles mesures », M. André Bergeron (FO) a annoncé une campagne de sensibilisation de l'opinion publique, avec M. Maurice Dorlin, secrétaire confédéral et surtout président

de la Caisse nationale d'assurance-maladie, il met en garde le premier ministre et les ministres concernés contre le danger d'une « distorsion de la couverture sociale générale » et contre les risques techniques des mesures envisagées.

Les mesures de FO ne recourent pas à « l'effet pervers » de la faible participation des assurés aux dépenses, voire les « abus ». Mais la suppression du remboursement de la « vingt-sixième maladie » longue et coûteuse (1), « peut se révéler insupportable pour beaucoup ». « Parmi les nombreux bénéficiaires, on trouve de jeunes enfants atteints de maladies graves, comme le rachisme, les malformations physiques ou congénitales et les troubles métaboliques... Beaucoup de personnes âgées, plus ou moins invalides, atteintes d'arthrose, de rhumatisme, de diabète ou souffrant de plusieurs affections simultanées. » Ils s'inquiètent aussi de la suppression de la prise en charge à 100 % des soins après un arrêt de travail de plus de trois mois.

La remise en ordre des remboursements à 100 % à l'hôpital, prévus au départ pour les interventions chirurgicales et étendus à des actes de diagnostic, « doit être effectuée avec d'innombrables précautions : certaines hospitalisations nécessitant des actes de petite chirurgie ou de radiologie obligeant les malades à supporter un coût de ticket modérateur très élevé ». La solution réside, selon les responsables de FO, dans « une réforme de la nomenclature des actes chirurgicaux ».

« Le filet de sécurité » envisagé sous forme de prestations supplé-

mentaires accordées par les fonds sociaux des caisses primaires d'assurance-maladie pour les dépenses excédant environ 5 % des ressources des assurés risque, selon M. Bergeron, de poser des « problèmes techniques et humains ».

Comme ceux de la Fédération nationale de la mutualité française, les responsables de FO critiquent en outre la suppression du remboursement à 100 % des « médicaments de confort » pour les « cas non justifiés », en constatant cette notion de médicaments de confort. Ils s'inquiètent des effets d'une suppression totale de la prise en charge pour certains de ces médicaments sur une partie des laboratoires pharmaceutiques français. Ils s'opposent enfin à l'augmentation envisagée du forfait hospitalier.

Ces observations recoupent sur plusieurs points celles d'autres syn-

dicats. Ainsi, la CFDT et la CFTC s'opposent aussi à l'augmentation du forfait hospitalier, qui, déclare M. Jean-Marie Spaeth, secrétaire national de la CFDT, « pèse lourd sur les budgets des familles qui n'ont pas de mutuelle complémentaire ». Même si elle juge nécessaire une remise en ordre des remboursements à 100 %, la CFDT voit aussi dans les mesures proposées par le gouvernement une « dégradation de l'assurance-maladie », qu'on cherche à compenser par un « système d'assistance ». Et elle en conteste l'efficacité sur le long terme, notamment pour la responsabilisation des assurés.

GUY HERZLICH.

(1) Lorsque les dépenses dépassent 80 % par an par rapport au revenu, elles peuvent être prises en charge en totalité.

Comme chaque mois, l'UNEDIC a rendu publiques les statistiques sur le nombre de chômeurs et de prestations indemnisées par l'organisme d'assurance-chômage. On comptait 1973 021 allocataires en septembre, soit 1 % de plus en un mois, et le nombre de dépôts de dossiers nouveaux a augmenté de façon « plus importante que les années précédentes ». Avec les chômeurs qui seront indemnisés avec effet rétroactif, l'UNEDIC estime à 2 303 700 le nombre total d'allocataires indemnisés au titre du mois de septembre. La hausse serait alors de 2,9 % en un mois et de 1,9 % en un an. Les allocataires se répartissent entre 1744 000 demandeurs d'emploi et 559 700 préretraités.

Quinze accords

La réunion à Cologne a donné l'occasion au ministre du commerce extérieur de signer une quinzaine de contrats d'objectifs, destinés à soutenir l'effort des exportateurs vers la RFA. Ces contrats concernent notamment la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux, le Groupement des industries du matériel électrique et électronique, l'Union nationale des industries de fabrication d'armement, l'Association nationale des industries de jouets, la Fédération nationale de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie et cadieux, la Confédération générale des PME et la Confédération nationale des industries de la chaussure (CGC).

Ce dernier contrat, dont on a pu avoir la teneur — les autres, curieusement, n'ayant pas été communiqués à la presse, — comporte les éléments suivants : la CGC déclare qu'il convient,

dans les meilleurs délais, de « sensibiliser et de développer la formation des jeunes pour les orienter de façon la plus efficace possible vers les professions d'exportation » ; de faire en sorte que les hommes en place dans les entreprises aient toutes facilités pour travailler plus à l'exportation ; de permettre aux demandeurs d'emploi, qui sont nombreux, à présenter les qualifications voulues ; d'intégrer rapidement les entreprises exportatrices ; enfin, d'utiliser les potentialités formidables que représentent les retraités et les pré-retraités sur les réseaux de l'exportation, dans des conditions financières acceptables, notamment pour les PME démunies de se lancer sur ces réseaux.

Les pouvoirs publics, de leur côté, s'engagent à tout mettre en œuvre pour la réalisation de ces objectifs.

Les échanges par produit entre la France et la RFA (En milliards de francs.)

Tous produits	SOLDE sur huit mois 1987	SOLDE sur huit mois 1986
Produits agro-alimentaires	+ 17,8	+ 23,5
Produits industriels	+ 8,4	+ 8,8
Produits intermédiaires	- 26,9	- 32,8
Métaux	- 7,5	- 9,5
Mécanique	- 2	- 3,3
Produits chimiques	- 5,5	- 6,3
Produits textiles	- 19,3	- 23,2
Biens d'équipement professionnels	- 9,5	- 12,4
Électronique grand public	- 1,5	- 2,4
Équipement automobile des ménages	- 4,2	- 2,8
Biens détachés des véhicules utilitaires	- 3,1	- 3,4
Biens de consommation	- 9,8	- 2

PLAN EPARGNE-RETRAITE

100%

CREDIT AGRICOLE.

POUR VIVRE VOTRE RETRAITE A 100%

Il vous faut un complément de revenus : le Crédit Agricole vous propose le Plan Epargne-Retraite (*). C'est un plan simple et sûr : un premier versement minimum, puis des versements réguliers jusqu'à l'âge de la retraite (au minimum 300 francs par mois).

Le Plan Epargne-Retraite vous rapporte un intérêt annuel.

Vous bénéficiez en outre d'avantages fiscaux. On ne fait pas plus simple, on ne fait pas plus sûr.

(*) Le Plan Epargne-Retraite est un contrat collectif d'assurance sur la vie à gestion paritaire, souscrit par l'ANDECA.M. (dont le Crédit Agricole est mandataire), auprès de PREDICA, entreprise régie par le Code des Assurances.

CREDIT AGRICOLE

LE BON SENS PRES DE CHEZ VOUS.

مكتبة الأمل

NOVE

Conjoncture

L'équilibre extérieur dépend de la politique monétaire

(Suite de la première page.)

Loin de nous l'idée que ces éléments touchant au cœur de la vie industrielle et commerciale ne jouent pas un rôle décisif dans la compétition internationale. C'est vrai que, plus souvent qu'il n'est convenable, les produits *made in France* se trouvent défavorablement avec le meilleur des fabrications étrangères. Cependant, à ramener le problème de l'équilibre à ces considérations, on confond deux ou trois choses tout à fait distinctes.

D'abord, le dynamisme des exportations n'est pas en soi une garantie que la balance commerciale ne sera pas déficitaire (cela dépendra du montant des importations). Ensuite, il est tout à fait arbitraire d'isoler les résultats de la balance commerciale (qui, par convention statistique, ne porte que sur les échanges de marchandises). Cette dernière n'est qu'une composante — la plus importante, il est vrai — de la balance des paiements courants dont on sait qu'elle inclut aussi l'ensemble des transactions portant sur les services, le tourisme, les intérêts versés et perçus à l'étranger, les envois de fonds des travailleurs immigrés dans leur pays d'origine, etc. Enfin, il convient de remarquer que l'accent ainsi mis presque exclusivement sur les performances de la balance commerciale n'est ni fortuit ni inoffensif. Il est le reflet d'une doctrine, cent fois réfutée depuis qu'elle a été il y a bien longtemps formulée, mais jamais morte, du « mercantilisme ». C'est elle qui est à l'origine de cette idée simpliste — une des références de la politique dite industrielle — selon laquelle un excédent commercial est la mesure de la compétitivité d'une nation.

Une politique plus ordonnée

La vérité est que les problèmes d'équilibre avec l'extérieur relèvent largement d'une autre logique que ceux posés par la compétitivité. Surtout que seules les nations les plus compétitives peuvent prétendre gagner assez de devises pour équilibrer leurs échanges, c'est à la limite comme mettre une croix de raisonnement aussi grave que celle qui consisterait à affirmer que seuls les ménages professionnels devraient équilibrer leurs budgets. C'est plutôt la contrainte qui est vraie : parce qu'il n'est guère de chances de trouver des prêteurs, ce sont les moins riches qui sont le plus strictement condamnés à ajuster au plus près leurs dépenses à leurs revenus.

Depuis trois ans, le surplus commercial dégagé par les pays endettés de l'Amérique latine est, de même ordre que celui du Japon. Les experts, à commencer par ceux du Fonds monétaire, se sont étonnés de la rapidité avec laquelle s'est produit le retournement de la situation. Ils auraient été moins surpris si, au lieu de raisonner à tort — erreur bien connue — comme si la balance des paiements d'un pays était une structure figée, ils s'étaient avisés

que, à partir du moment où une nation est obligée de transférer, pour payer ses dettes, par exemple, une portion de ses revenus à l'étranger, une partie de la production intérieure devient libre pour l'exportation, plus exactement elle ne peut plus être écoulée qu'à l'extérieur.

C'est ici, soit dit en passant, qu'intervient la compétitivité, mais à titre en quelque sorte subsidiaire : cette production contrainte de trouver un débouché sur le marché international pourra y être vendue à des conditions d'autant plus profitables qu'elle correspondra plus aux besoins des clients étrangers. Remarquons que, dans le cas du Brésil et des autres pays endettés, l'ajustement s'est produit dans un grand désordre par des méthodes aussi peu recommandables qu'une cascade de dévaluations de la monnaie nationale, ramenant le niveau des prix nationaux bien en-dessous du niveau international en dépit d'une forte inflation intérieure.

Il peut se faire aussi que l'ajustement se produise sous l'effet d'une politique plus ordonnée. Tel fut le cas pour la France après les mesures de redressement prises fin mai 1983 par M.M. Pierre Mauroy et Jacques Delors, et dont l'efficacité, notamment en matière de balance des paiements, a été, là encore, bien à tort, un objet de surprise. Il est du plus haut intérêt pour l'élaboration des réformes en cours d'étude d'analyser comment s'est articulée la séquence : d'abord déficit et fuites de capitaux malgré le contrôle des changes, avant la dévaluation du 22 mars et le changement de politique qui l'a accompagnée, puis rapide rétablissement après la mise en œuvre de cette dernière.

Une très intéressante étude parue dans les *Cahiers économiques et monétaires* de la Banque de France (1) fournit des éléments de réponse essentiels éclairés par le graphique.

L'auteur de l'étude, M. Jean Truquet, directeur des interventions monétaires, écrit du graphique en question qu'il « fait apparaître à l'évidence que le recours des banques aux concours de la Banque de France (ligne supérieure du graphique) est directement commandé par les mouvements de devises (ligne inférieure du graphique) et plus précisément par les fluctuations de la réserve publique ». Comme on va le vérifier sans peine, la relation de cause à effet ainsi suggérée entre les phénomènes décrits est l'inverse de ce qui s'est passé, en réalité : « Partant du point 0, qui correspond à un montant de concours nets de la Banque de France de 100 milliards de francs environ (2), nous voyons que les concours de la Banque de France vont s'accroître progressivement de près de 120 milliards de francs jusqu'en décembre 1982-mars 1983, sous l'effet conjugué des pertes croissantes de devises et des prélèvements (en particulier en fin d'année) opérés par le Trésor public. A l'inverse, à partir du redressement monétaire de mars 1983, la reconstruction progressive des avoirs en devises va permettre au système bancaire de se désendetter à due

concurrence à l'égard de l'institut d'émission, de sorte que le fléchissement continu du besoin de refinancement des banques va ramener le montant des concours nets consentis par la Banque de France à quelque 100 milliards de francs environ en octobre 1985, c'est-à-dire à leur niveau initial. » Et M. Truquet de conclure sur cette très importante remarque : « Il y a ainsi une corrélation presque parfaite, en longue période, entre les mouvements d'entrées et de sorties de devises et le flux et le reflux des apports de liquidités de la Banque centrale sur le marché monétaire ».

Cet exposé paraît à première vue convaincant : les banques françaises ont subi le contre-coup des pertes de devises engendrées par le déficit de la balance des paiements ainsi que par les placements à l'étranger de

lancer l'activité par stimulation de la demande : augmentation des prestations sociales, du salaire minimum, accroissement des dépenses budgétaires (de 27 % pour le budget de 1982). Pour faire face au gonflement de leurs charges, les entreprises ont demandé des crédits supplémentaires aux banques ; le Trésor (en offrant des bons à leur souscription) a fait de même pour financer son déficit, triplé en l'espace de quelques mois. Les banques se sont « refinancées » à leur tour auprès de l'institut d'émission. Techniquement, c'est par ce biais que le « système » a sécurisé les moyens de paiement supplémentaires exigés par la « politique de relance » par la demande.

Le pouvoir d'achat ainsi créé débillement n'a trouvé par définition

conséquences indirectes de leurs actes.

Ce qu'il faut, c'est une politique monétaire propre à réaliser, en vitesse de croisière, l'équilibre global des paiements avec l'étranger. Ce résultat est assuré si l'institut d'émission se donne pour première règle de laisser le marché des créances s'équilibrer de lui-même. Cela implique, comme nous avons déjà en l'occasion de l'expliquer (voir les articles déjà cités), que le taux d'intervention de la Banque de France (taux auquel elle fournit des liquidités au système bancaire) soit normalement fixé un peu au-dessus du taux déterminé librement par le marché. Si les capitaux affluent de l'étranger, il faut laisser le taux baisser ; si au contraire ils ont tendance à déserter les placements en France, il ne faut pas essayer de contrebalancer le mouvement par une augmentation à due concurrence des concours de l'institut d'émission : en cherchant à

neutraliser l'effet de contraction produit par une perte de devises, on perpétue l'hémorragie.

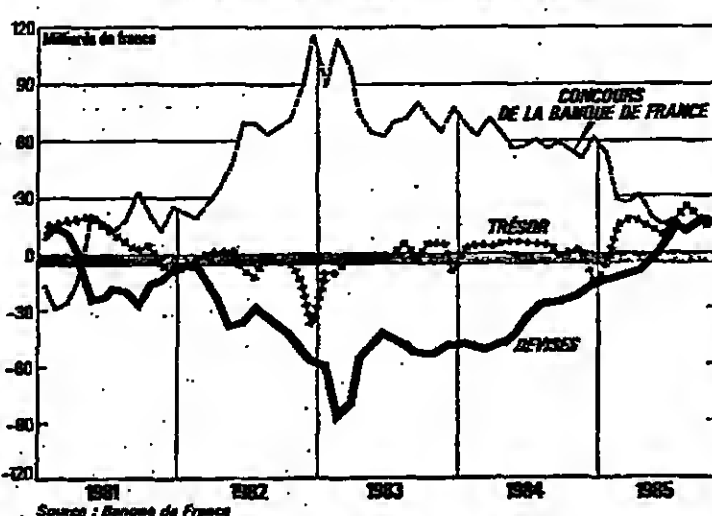
La thèse selon laquelle le déficit extérieur serait en France la sanction de toute accélération de l'expansion n'a aucun fondement. Ce n'est pas la relance qui est génératrice de pertes de devises ; c'est la façon dont elle a été, dans le passé, obtenue.

PAUL FABRA.

(1) N° 24 de la série : *Rôle et politique des taux d'intérêt en France*, actes du colloque tenu les 4, 5 et 6 décembre 1985.

(2) Pour se procurer des francs, les banques s'endettent auprès de la Banque centrale. Celle-ci peut ainsi être amenée à « monétiser » indirectement ou directement une partie des créances émises par le Trésor, les entreprises, etc. C'est alors le processus typique de l'inflation qui s'enclenche.

LA BANQUE DE FRANCE ET LES DEVICES



Et si c'était les interventions de la Banque de France qui déterminaient les pertes en devises ! Ce tableau pourrait en apporter la démonstration. En effet, on constate sur ces deux que plus l'institut d'émission rachète aux banques leurs créances pour leur fournir les liquidités, plus les sorties de devises sont importantes.

capitaux, clandestins ou pas. Cela a assésé leurs disponibilités (la clientèle prélevant sur les dépôts pour se procurer les devises). Afin de les reconstituer, les banques se sont retournées vers la Banque de France, à qui elles ont cédé (ou récompté) une partie de leurs portefeuilles respectifs de créances. C'est de cette façon que l'institut d'émission a augmenté ses « concours » aux banques commerciales et que celles-ci, pour les obtenir, se sont endettées davantage auprès de lui.

Une autre logique

Il reste cependant, dans ce schéma, une chose à expliquer : les pertes de devises qui, selon M. Truquet, ont déclenché le processus. Il semble qu'il soit plus conforme à la logique des événements d'en donner la version suivante, qui prend pour point de départ l'ensemble des décisions prises par le gouvernement de gauche à partir de juin 1981 pour re-

aucune contrepartie dans la production nationale. Il ne pouvait que se porter sur l'acquisition de biens et services étrangers, y compris sous forme de placements financiers par voie de transferts clandestins. D'où les pertes massives de devises. Celles-ci étaient bien « en corrélation presque parfaite », comme le dit M. Truquet, avec « les apports de liquidités de la Banque centrale sur le marché monétaire ». Mais, loin d'être la cause des concours accrus de l'institut d'émission, les pertes de devises en ont été la conséquence.

Pour éviter le renouvellement de telles pratiques, confèrent, disent certains, une indépendance aussi complète que possible à la Banque de France. Disons que ce serait une grave perversion du « libéralisme » que de rêver d'un pouvoir à cette dernière de mettre à genoux le gouvernement, quel qu'il soit. Mais un institut d'émission renforcé pourrait opportunément attirer l'attention des hommes politiques sur les

PIANOS DAUDE
A VOTRE SERVICE DEPUIS 1924

Propose en piano d'étude
UN PIANO STEINMANN NEUF
modèle CANTATE EQUIPANT LES CONSERVATOIRES

AU PRIX EXCEPTIONNEL de **12200 F** OU POUR LE MONTANT D'UNE LOCATION de **275 F** PAR MOIS

PIANO W. STEINMANN
Exportateur : DEMUSA-Kingenthal R.D.A.
LIVRAISON GRATUITE ET IMMEDIATE

OUVERT AUSSI LE DIMANCHE de 9 h à 19 h

PIANOS DAUDE
C'EST AUSSI 25 AUTRES MARQUES DE PIANOS • DES SAXOS • DES FLUTES ET UNE ECOLE DE MUSIQUE

La Bourse c'est ma vie

La Bourse sur Minitel.
L'évolution de votre portefeuille personnel au jour le jour.

Le Monde sur Minitel
36.15 tapez : LEMONDE

LE MINITEL A TROUVE A QUI PARLER.

NICE 51 VOLS PAR SEMAINE

JE CHOISIS AIR FRANCE

INNOVE AIR FRANCE INNOVE

Air France, c'est le choix de 51 vols hebdomadaires pour Nice, 102 vols aller-retour Paris-Nice. Air France, c'est aussi le choix de tarifs depuis les vols vacances jusqu'à la Classe Affaires, une exclusivité Air France. Air France, c'est également le choix de l'aéroport à Paris ; Charles de Gaulle A2 ou Orly Ouest.

(Publicité)
**L'ORGANISATION COMMUNE NIGER-CHAD
 DES CHEMINS DE FER ET DES TRANSPORTS
 LANCE UN APPEL D'OFFRE RÉSERVÉ AUX PAYS
 DE LA ZONE FRANC POUR LA FOURNITURE
 ET L'INSTALLATION DU MATÉRIEL SUIVANT :**
 Modernisation des installations
 et télécommunication de l'OCBN ;

- A. - Equipements complets de régulation avec PC à Cotonou et postes secondaires dans 28 gares.
 B. - Commutateurs téléphoniques manuels de 5 à 10 directions dans les huit gares principales et postes à BL dans les 28 autres.
 C. - Un système de transmission à courants porteurs sur les lignes africaines destinées à assurer les principales liaisons directes ou semi-directes.

Les offres doivent être adressées à la direction générale de l'OCBN, boîte postale 16, Cotonou (République populaire du Bénin), avant le 13 novembre 1986.

Les dossiers d'appels d'offres sont vendus à OFERMAT, 38, rue de la Bruyère, 75009 Paris au prix de 500,00 F.

La Bourse c'est ma vie

La Bourse sur Minitel.
 L'évolution de votre portefeuille personnel
 au jour le jour.



fonds de commerce boutiques, bureaux, locaux commerciaux
 Tous les lundis, dans le journal
 spécialisé depuis 40 ans
 En vente partout 4 F et 56, c. Maitre, 75011 PARIS. Tél. (1) 48-06-30-30

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD

La Compagnie Financière, banque créée en 1970 par Edmond de Rothschild et présidée depuis 1977 par Bernard Eschbayer, va désormais prendre le nom de Compagnie Financière Edmond de Rothschild.

SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

Le montant du bénéfice net, après provision pour impôt, pour le premier semestre 1986 s'élève à 1 299 297 F contre 617 161 F pour le premier semestre 1985 et 1 532 352 F pour l'ensemble de l'exercice 1985.
 La progression du bénéfice observé au premier semestre 1986 provient de diverses plus-values de cession obtenues par la gestion du portefeuille.
 Les résultats de l'exercice en cours dépendront de l'évolution des différents marchés financiers.

Rentaclic la Sicav des 4 saisons

Renforcez-vous dans la banque du Groupe CIC la plus proche de votre domicile ou écrivez à Christine Joffet (DEFG) CIC, 67 rue de la Victoire BP 207 75452 Paris Cedex 09. Tél. (1) 42.80.93.20

A chaque saison un revenu
 31 octobre, 31 janvier, 30 avril, 31 juillet
 pour faire face à ses échéances :
 impôts, loyers, vacances, etc.
 • Droits d'entrée n'excédant pas 1,50 %.
 • Remploi de dividendes en exemption de droits d'entrée pendant un mois.

15 INFORMATIONS DES SOCIÉTÉS

SICAV			
Situation au 30/09/1986			
	Actif net en millions de F	Valeur liquidative en F	Progression en % depuis le 31/12/1985 (dividende net réinvesti)
Sociétés d'investissement à capital variable			
Financement des disponibilités	EPARCOURT-SICAV	13 055,1	8109,95* + 13,0
Valorisation à moyen terme	FRANCE OBLIGATIONS SICAV obligations	4161,7	473,94 + 20,7
Performances France et étranger	LE LIVRET PORTEFUILLE SICAV actions	3574,3	591,03 + 21,8
Avantages fiscaux	LIVRET BOURSE INVESTISSEMENTS MonoryCEA	12550,3	446,51 + 27,5
Projets à long terme	HORIZON SICAV actions	11208,2	1212,59 + 28,7
Complément de revenus	REVENUS TRIMESTRIELS SICAV obligations	15151,7	6116,23 + 19,0

* EPARCOURT-SICAV : le 30/11/1985 le versement de dividendes net (dividende net réinvesti) contre deux actions nouvelles.

**RÉPARTIR
SON ÉPARGNE
SELON
SES PROJETS.**

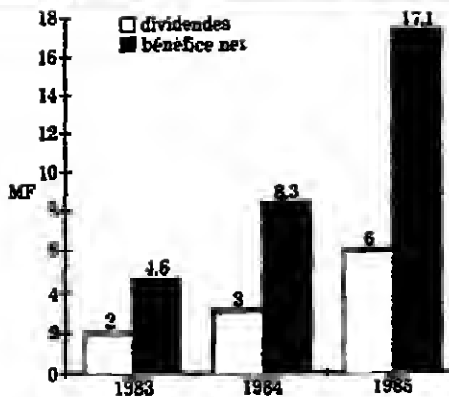


CHEZ L'ÉCUREUIL À LA POSTE AU TRÉSOR PUBLIC (LBI-H-FI seulement)

**Bénéfice net
1983 : 4,6 millions de F
1985 : 17,1 millions de F**

La Banque du Marais a connu depuis 1983 une progression significative de ses résultats, due au fort développement de son fonds de commerce et de ses moyens d'intervention.

L'exercice 1986 devrait confirmer cette tendance. Au 30 juin, le bénéfice net s'élève à 13 millions de francs.



Banque du Marais
 Redécouvrez la banque privée.

BICM

COGIF

Compagnie d'investissements
 français immobiliers

An cours de sa séance du 14 octobre 1986, le conseil d'administration a pris connaissance de la situation provisoire au 30 juin 1986.

Le taux moyen d'occupation des appartements s'est maintenu à un niveau très élevé. En ce qui concerne les locaux de bureaux et les locaux commerciaux, ils sont tous loués.

Les recettes nettes du premier semestre 1986 se sont élevées à 54 680 000 F, contre 52 575 000 F pour la même période de 1985, soit une augmentation de 4,4 %.

La société a entrepris la vente par appartements de la résidence Brun Pain à Tourcoing. Au 30 juin 1986, la plus-value nette réalisée sur les premières ventes s'élève à 580 000 F.

Compte tenu de cette plus-value et d'une dotation aux comptes d'amortissements et de provisions de 5 526 000 F, contre 5 308 000 F l'année précédente, le résultat net pour le premier semestre de l'exercice 1986 ressort à 38 402 000 F, en augmentation de 6 %.

UNITED TECHNOLOGIES

Résultats
 du troisième trimestre 1986

Le bénéfice net des activités exercées s'élève à 108,2 millions de dollars contre 147,5 millions de dollars au troisième trimestre 1985 (et l'on inclut les activités dont l'exploitation a été abandonnée, une partie nette de 45,6 millions de dollars).

Le chiffre d'affaires est de 3,8 milliards de dollars, contre 3,4 milliards de dollars au troisième trimestre 1985.

Le bénéfice par action s'inscrit à 80 cents sur un nombre moyen d'actions de 119 038 017, contre 1,08 dollar sur 122 611 244 actions au troisième trimestre 1985.

Le bénéfice dilué par action est de 83 cents sur un nombre moyen d'actions de 129 788 763, contre 1,06 dollar sur 139 218 545.

Le communiqué complet — en anglais — est à disposition, sur simple demande, auprès de la société (United Technologies Corporation, Codex 26, 92090 Paris La Défense).



BHE
 BANQUE
 HYPOTHÉCAIRE
 EUROPÉENNE

RÉSULTATS AU 30 JUIN 1986

Le conseil d'administration de la Banque hypothécaire européenne, réuni le 8 octobre 1986, a pris connaissance des résultats de la société pour le premier semestre 1986. Ces résultats confirment le redressement constaté au terme de l'exercice 1985.

Le niveau de l'activité commerciale enregistrée au cours des mois écoulés est conforme aux objectifs de croissance fixés en début d'année (+ 24 % pour les crédits à long terme ; + 29 % pour les crédits à court terme aux professionnels).

Le produit net bancaire a progressé de 45,2 % avec un total de 198,6 millions de francs au 30 juin 1986, contre 136,8 millions de francs au 30 juin 1985. Après prise en compte des produits accessoires et des charges générales de fonctionnement, le résultat brut d'exploitation atteint 134,9 millions de francs, contre 76,4 millions de francs, marquant ainsi une hausse de 76,6 % par rapport à la même période de 1985.

Après amortissements et provisions mais avant prise en compte des plus-values sur cessions de titres réalisées à l'occasion de l'entrée du Crédit agricole dans le capital du Crédit immobilier européen, le bénéfice net du premier semestre s'élève à 6,9 millions de francs.

Le produit net bancaire a progressé de 45,2 % avec un total de 198,6 millions de francs au 30 juin 1986, contre 136,8 millions de francs au 30 juin 1985. Après prise en compte des produits accessoires et des charges générales de fonctionnement, le résultat brut d'exploitation atteint 134,9 millions de francs, contre 76,4 millions de francs, marquant ainsi une hausse de 76,6 % par rapport à la même période de 1985.

Après amortissements et provisions mais avant prise en compte des plus-values sur cessions de titres réalisées à l'occasion de l'entrée du Crédit agricole dans le capital du Crédit immobilier européen, le bénéfice net du premier semestre s'élève à 6,9 millions de francs.

Le Monde
 PUBLICITÉ FINANCIÈRE
 Renseignements :
 45-55-91-82, poste 4330

Marchés financiers

PARIS, 17 octobre ↓

Actions maintenues
 et MATIF au tapis

Malgré la bonne tenue de Wall Street, la Bourse de Paris n'a pas réussi à reprendre le dessus. A la veille du week-end, pour le troisième jour consécutif, le marché s'est assourci. Le mouvement s'est même assourci. Dans la matinée, l'indice instantané avait baissé de 1,76 %. A 14 h 30, son recul dépassait encore 1,6 %. En seconde-douze heures, les valeurs françaises se sont en moyenne dépréciées de 6 %. Les grands noms de la cote ont payé leur tribut à ce repli massif, notamment Peugeot, Carrefour, Club, Midl, Compagnie bancaire, L'Oréal, Hachette, Total, Schneider. Les hausses ont été à peu près insignifiantes : Pernod-Ricard, Dassault, Eurocom.

Principale raison de cette contre-performance : la chute du marché obligataire de façon très satisfaisante. Beaucoup craignant, en effet, après la forte reprise de mercredi, un retour de bâton. Des prises de bénéfices se sont produites, mais elles ont été bien absorbées, et de nombreux vendeurs se retrouvent, disent-on, en position d'acheteurs potentiels. Les plus turbulents ont été les titres d'actifs. Autour du Big Board, le sentiment est toujours assez favorable et l'espoir d'un desserrement des conditions de crédit soutient la communication.

Notons que Paris n'a pas le privilège des paniers d'information. New-York a eu la sienne, qui a dissuadé les opérateurs d'intervenir. L'activité malgré tout s'est assourcie, et 156,92 millions de titres ont changé de mains, contre 144,31 millions la veille.

NEW-YORK, 16 octobre ↑

Plus sélectif

Après son récent sursaut, Wall Street s'est, jeudi, montré plus sage. L'avance des cours s'est poursuivie, mais la tendance a été plus irrégulière. Le marché a connu des hauts et des bas. Un instant parvenu à 1 852,64, l'indice des industries a redescendu à 1 819,18 pour finir à 1 836,19 (+ 4,50 points). Le bilan de la journée a été assez contrasté, et, sur 1 984 valeurs traitées, 846 ont monté, 733 ont baissé et 405 n'ont pas varié.

De l'avis général, le marché s'est comporté de façon très satisfaisante. Beaucoup craignant, en effet, après la forte reprise de mercredi, un retour de bâton. Des prises de bénéfices se sont produites, mais elles ont été bien absorbées, et de nombreux vendeurs se retrouvent, disent-on, en position d'acheteurs potentiels. Les plus turbulents ont été les titres d'actifs. Autour du Big Board, le sentiment est toujours assez favorable et l'espoir d'un desserrement des conditions de crédit soutient la communication.

Notons que Paris n'a pas le privilège des paniers d'information. New-York a eu la sienne, qui a dissuadé les opérateurs d'intervenir. L'activité malgré tout s'est assourcie, et 156,92 millions de titres ont changé de mains, contre 144,31 millions la veille.

VALEURS	Cours du 15 oct.	Cours du 16 oct.
Alcatel	24 3/8	24 3/8
AT&T	24 3/4	24 3/4
Bell	24 3/4	24 3/4
Case Western	24 3/4	24 3/4
Chemical Bank	24 3/4	24 3/4
Eastman Kodak	24 3/4	24 3/4
Exxon	24 3/4	24 3/4
General Electric	24 3/4	24 3/4
General Motors	24 3/4	24 3/4
IBM	24 3/4	24 3/4
ITT	24 3/4	24 3/4
Johnson & Johnson	24 3/4	24 3/4
McDonald	24 3/4	24 3/4
Merck	24 3/4	24 3/4
Motorola	24 3/4	24 3/4
Rockwell	24 3/4	24 3/4
Spacelabs	24 3/4	24 3/4
Union Carbide	24 3/4	24 3/4
Walt Disney	24 3/4	24 3/4
Westinghouse	24 3/4	24 3/4
World Bank	24 3/4	24 3/4

CHANGES

PARIS

Dollar :

résistant à 6,45 F ↑

Dans des marchés généralement calmes, le dollar a plutôt bien résisté vendredi 17 octobre, se situant à 6,4625 F (contre 6,4520 F la veille) et à 1,9736 DM (contre 1,9720 DM). L'attention s'est surtout concentrée sur la livre sterling, soumise à de fortes pressions. Elle a coté 1,4275 dollar (contre 1,4380 dollar), 2,8134 DM (contre 2,8415 DM) et 9,23 F (contre 9,3020 F).

FRANCFORT 16 oct. 17 oct.
 Dollar (en DM) .. 1,9728 ..
 Tokyo 16 oct. 17 oct.
 Dollar (en yen) .. 154,22 .. 154,15

MARCHÉ MONÉTAIRE
 (offres privées)
 Paris (17 oct.) 7,3/8 %
 New-York (16 oct.) .. 5,13/16 %

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

15 oct. 16 oct.

Valeurs françaises .. 144,9 144,4

Valeurs étrangères .. 107,3 106,4

Cote des agents de change
 (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général 306,7 371,6

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

15 oct. 16 oct.

Industrielles 1 831,69 1 836,59

LONDRES

(indice Financial Times)

15 oct. 16 oct.

Industrielles 1 276,4 1 277,6

Milieu d'air 309,9 306,3

Fonds d'Etat 82,75 82,71

TOKYO

15 oct. 16 oct.

Nikkei 16 781,1 16 713,9

Indice général 1 425,40 1 417,22

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 16 octobre

Nombre de contrats : 15 043

COURS	ÉCHÉANCES			
	Nov. 86	Déc. 86	Mars 87	Juin 87
Denier	107	107,50	107,40	107,30
Précédent	107	107,90	107,75	107,50

AUTOUR DE LA CORBEILLE

BOUYGUES : TOUJOURS LE VENT EN POULE. Pour le premier semestre, le numéro un français du BTP annonce un bénéfice net (part du groupe) du 145,4 millions de francs, en progrès de 5 % d'un an sur l'année. Le résultat de la société mère augmente de 3,7 % à 141,1 millions de francs.

SINGAPOUR : PROCHAINE OUVERTURE D'UN SECOND MARCHÉ. Cette initiative est destinée à aider les petites et moyennes sociétés qui ne peuvent pas figurer à la cote de l'actuelle Bourse des valeurs.

Cette Bourse, dotée d'un système de cotation automatisée (Stock Exchange of Singapore Dealing and Automated Quotation System, SESDAQ), permettra aux PME de se faire connaître et de trouver le financement nécessaire à leur développement. Pour être inscrit au SESDAQ, aucun capital minimum n'est requis, la société devra toutefois avoir au moins 15 % de son capital dans le public.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.
SE-U	4,600	4,630	+ 88	+ 95	+ 100	+ 106
DM	4,630	4,677	+ 39	+ 22	+ 35	+ 64
Yen (100)	4,320	4,327	+ 93	+ 111	+ 156	+ 213
DM	3,277	3,279	+ 77	+ 93	+ 130	+ 181
Flac	2,830	2,860	+ 49	+ 49	+ 134	+ 144
FR (100)	15,730	15,757	+ 35	+ 78	+ 32	+ 136
ES	3,926	4,972	+ 124	+ 153	+ 263	+ 292
L.O. (100)	4,740	4,756	+ 140	+ 112	+ 229	+ 223
£	9,216	9,272	+ 56	+ 279	+ 629	+ 571

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U	5 7/8		5 7/8		5 7/8		5 7/8	
	1/4	1/2	3/4	1	1/4	1/2	3/4	1
DM	4 1/4	4 1/2	4 3/4	4 7/8	4 1/4	4 1/2	4 3/4	4 7/8
Flac	5 1/8	5 3/8	5 1/4	5 3/8	5 1/4	5 3/8	5 1/4	5 3/8
FR (100)	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4	7 1/2	7 3/4
ES	10 1/2	10 1/2	10 3/8	10 3/8	10 1/2	10 1/2	10 3/8	10 3/8
L.O. (100)	11 1/8	11 1/8	11 1/4	11 3/8	11 1/8	11 1/8	11 1/4	11 3/8
£	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

مكتبة المجلد

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

17 OCTOBRE

**Cours relevés
à 14 h 56**

Compan-	VALEURS	Prémier	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Prémier	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Prémier	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Prémier	Dernier	%
raison	au 30/09/87	au 30/09/87	au 30/09/87	+ -	raison	au 30/09/87	au 30/09/87	au 30/09/87	+ -	raison	au 30/09/87	au 30/09/87	au 30/09/87	+ -	raison	au 30/09/87	au 30/09/87	au 30/09/87	+ -
1800	A.S.K. 1973	1730	1720	- 0.58	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
4000	CEC 3%	1730	1720	- 0.58	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	B.N.P. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2210	- 0.90	3000	Marathon	92	91	- 1.08	860	Schneider C.	797	790	- 0.88
1210	C.E.F. P.T.	1170	1160	- 0.85	2000	Dumont S.A.	2230	2											

Comptant (selection)

(collection)

Second marché (sélection)

(selection)

VALEURS			% du nota.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations					Caisse Coloniale Esp.	808	880	Mars	186	180	A.G.P. S.A.	1200	1225	Dewdney	1580	1540	Mohs	278	282 20
Emp. 7% 1973					1280	1280	Rural Motors	105	104	Aldi Mannheim	805	805	Dufile	820	824	Hausle-Dycker	480	740	
Emp. 6,50% 77					128 80	1288	OTG (P&G) del	160	160	Arysto	420	415	Stn. Gen. Fr. 401	380	385	Uth. Gen. Fr. 401	431	431	
10% 78/80					2 888	2 888	OTG (P&G)	478	478	Atos	120	120	Edison Industrie	370	370	Panorama-A.B.	540	5475	
8,00% 78/80					100 10	1 404	100 10	1 404	100 10	1 404	100 10	1 404	100 10	1 404	100 10	1 404	100 10	1 404	
10,00% 79/80					708 20	7 372	Comp. Lyon-Alain	395	395	Alp.	1175	1128	Bank S. Denmark	880	880	Park Bonnet	247	240	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Esperid	390	386	Panag	484	464 80	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80					706 78	7 476	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
12,25% 80/80					800 80	8 072	Comp. L&L C.I.	3105	3130	Robert Technologies	1078	1035	Rapacity	778	778	Paraf	500	850	
10,00% 80/80</																			

SICAV

Indication:

16/10

16/10

[illegible]

Droits et bons

VALUES	Cost	Duration
--------	------	----------

Cote des changes

OFFICER	COURS	COURS	COURS
---------	-------	-------	-------

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS
---------------------	-------	-------

Attribution				Souscription			
	pre.	cons.		pre.	cons.		
At Usable	71.80	72					
Cash	236						
Cont. Foreign France	227	222					
Partial Interest	244						
Total	9	9.80					
Orléans L. 1							

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
3 Le raid de représailles israélien au Liban.	7 Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale.	10 Police : la fin du congrès de la FASP.	23 Nancy Jazz Pussions.	31 Une série de nominations dans les banques.	Radio-télévision 27
4 Tunisie : un entretien avec M. Mzali.	8 La discussion des choix stratégiques entre MM. Mitterrand et Chirac.	11 Justice : le procès de Maurice Joffe.	24 Les guérites du Grand Louvre.	32 Le déficit commercial des États-Unis.	Petites annonces 30
6 En Argentine, les organisations de défense des droits de l'homme critiquent le président Alfonsín.	9 La visite du premier ministre dans l'océan indien.	29 Sports : le tracé du Tour de France 1987.	Arts : <i>Leçons de ténors</i> de Christian Botta.	FO contre les mesures d'économie à la Sécurité sociale.	Cartes 28
		DÉBATS	26 Communication : les grandes manœuvres de M. Hérault et de Hachette.	La voyage de M. Michel Noir en RFA.	Météorologie 28
		2 Sécurité routière et répression.		34-35 Marchés financiers.	Mots croisés 22
					Philatélie 11
					Loto 28
					Programmes des spectacles 28

La désignation d'Albertville et de Barcelone pour les JO de 1992

Le conclave olympique

Le Comité international olympique (CIO), réuni en session plénière, vendredi 17 octobre à Lausanne, a choisi Barcelone et Albertville pour organiser les Jeux d'été et d'hiver de 1992. Après quatre candidatures malheureuses de Barcelone, c'est la première fois que l'Espagne accueillera les Jeux d'été. En dépit des efforts conjoints de MM. François Mitterrand et Jacques Chirac, la ville catalane n'a obtenu la majorité des voix dès le troisième tour.

Après Chamonix (1924) et Grenoble (1968), Albertville est la troisième ville française désignée pour les Jeux d'hiver. Depuis l'hôtel de Ville de

LAUSANNE
de notre envoyé spécial

Quel remue-ménage ! Lausanne l'austère en est toute tourmentée. Lausanne, qui cultive au plus haut degré l'art suisse de la discrétion, de l'aparté et du secret, ressemble à une ville-étape du Tour de France. Des caillots barrant la façade des hôtels, des camions de télévision en batterie aux carrefours, des caravanes publicitaires sillonnant les rues. Voilà que la cité se prend pour le Vatican, dans l'attente d'une fumée blanche, les quatre-vingt-six cardinaux olympiques tenant conclave dans le palais de Beaulieu. Voilà qu'elle joue les festivités, les stars débarquant sur les bords du Léman, comme sur la Croisette. Et voilà même qu'elle entend se porter candidate à l'organisation des Jeux d'hiver nouvelle manière, en 1994 ! La folie des grands, en quelque sorte.

Ce qui est fou, pour sûr, c'est le déploiement d'activités et de festivités des treize villes candidates à l'organisation des Jeux du centenaire de l'appel de Coubertin, ultime effort pour arracher leurs suffrages aux membres du CIO.

Albertville a ouvert le feu, le 11 octobre, en convoquant un spectacle de glace quatre-vingt-six classes d'enfants savoyards de dix à douze ans, avec un membre du CIO pour

Paris, Jacques Chirac a aussitôt exprimé sa « joie » pour ce choix. Il a confirmé que le gouvernement français sera « totalement solidaire dans la construction des infrastructures pour que ces Jeux soient une réussite ». Le maire de Paris a ajouté que la capitale maintient sa candidature pour les Jeux olympiques de 1996, centième anniversaire des JO de l'ère moderne.

L'annonce de la désignation d'Albertville a provoqué une explosion de joie dans la cité savoyarde, où des voitures-radars ont sillonné la ville pour faire connaître la bonne nouvelle.

« parrain ». Barcelone a eschappé. Pour l'instant, une exposition d'œuvres de Picasso, Dali et Miró, puis en fait, sans donner de la voix Mitterrand, Caballé et Plácido Domingo.

A l'intérieur du palais de Beaulieu, où s'est tenue la session du CIO, les treize candidats avaient installé leurs stands en fer à cheval. Marbre blanc et fresques de Miró pour Barcelone. En face, Paris, ses toits et ses statues du Louvre. Murs d'écrans vidéo pour Amsterdam et Flippers géants pour Belgrade. Marionnettes humaines pour Anchorage, dans un décor de guerre des étoiles. Ici, un bar, plus loin de profonds canapés ; à côté, l'intérieur d'une maison scandinave... Un véritable salon du tourisme.

On finit la visite les bras lourds de dossiers et les revers couverts de badges. Chaque ville a appelé à la rescousse un bataillon de célébrités.

Mais, pour ne pas être en reste, Birmingham a produit un superbe trio olympique avec Sebastian Coe, Tessa Sanderson, Judy Simpson, ainsi que l'ancien champion du monde de football, Bobby Charlton. Johan Cruyff en a fait autant pour Amsterdam, qui pouvait compter aussi sur le judoka Anton Geesink. Les champions olympiques étaient d'ailleurs très sollicités : les Suédois Ingemar Stenmark et Gunde Svahn ; le Yougoslave Dragan Kikanovic ; l'Allemande de l'Ouest Rosie Mittermaler ; les Français Jean-Claude Killy et Guy Druet.

On battit le rappel des altesses.

Et, bien sûr, on ne coupe pas au folklore bavarois ni aux cornues écossaises. Pas plus qu'aux protestataires écologiques allemands et néerlandais. Mais il n'y avait là rien de bon enfant : les petites phrases distillées sur le ton de la confidence étaient autant de phrases empoisonnées. Un Espagnol assure donc que pour battre la route à Barcelone le maire de Paris a fait des pressions politiques sur les pays arabes et africains ; un Bulgare affirme que Sofia se verra attribuer les Jeux d'hiver, en échange de quoi les pays de l'Est

ne boycotteront pas Séoul ; et tout le monde assure que les Jeux sont pipés par la firme Adidas, qui se servirait des Jeux comme fer de lance de sa stratégie commerciale.

Rumeurs, rumeurs... Toute cette agitation est au demeurant à la mesure des quelque 120 millions de dollars engagés au total par les candidatures pour être désignées. Un échec coûte cher.

Voilà sans doute pourquoi trois chefs de gouvernement — MM. Chirac, Gonzalez et Lubbers — et une dizaine de ministres de tous rangs sont allés au feu. Quel étrange spectacle n'ont-ils pas offert mercredi et jeudi ! Ils étaient dans leurs petits soieries, au milieu d'un escalier mécanique qu'on venait bien les autoriser à passer devant le grand jury olympique. De véritables potaches avant l'oral.

Et la rumeur, encore elle, disait que certains avaient « échoué ». Le premier ministre français, qui a présenté sept clips en forme de journal télévisé, a été longuement applaudi. Mais le scrutin olympique ne se décide pas à l'apparence. Et les quatre-vingt-cinq membres du CIO (1) en ont vu d'autres.

ALAIN GIRAUDD.

(1) Quatre-vingt-cinq membres sont présents à Lausanne, mais le Colombien Julio Cornelio, victime d'une crise cardiaque, a été hospitalisé, et le président Samir Najjar a décidé de ne pas participer au vote.

Balance des paiements courants : 16 milliards d'excédent en huit mois

La balance des paiements courants de la France a enregistré, en douze mois, des variations saisonnières (CVS), un excédent de 1,9 milliard de francs en août.

Sur les huit premiers mois de l'année, l'excédent de la balance des paiements courants atteint 16 milliards de francs.

La RFA participera à la navette spatiale Hermès

Bonn (AFP). — Le gouvernement ouest-allemand a décidé, le vendredi 17 octobre, que la RFA participerait, à hauteur de 32 millions de Deutschmarks (110 millions de francs), à « la phase de définition » du projet français de navette spatiale Hermès.

Nouveau tir de missile iranien sur Bagdad

L'Iran a lancé, jeudi soir 16 octobre, un missile sol-sol visant le centre de télécommunications de la capitale irakienne. Selon l'agence iranienne d'information Irna, cette attaque constitue une riposte aux raids aériens irakiens contre des zones résidentielles iraniennes.

A Bagdad, un porte-parole militaire a confirmé la chute du missile iranien sur un quartier résidentiel de la capitale irakienne, « touchant une école et une mosquée ». Selon la police, le missile a détruit ou endommagé vingt-huit maisons autour du cratère de 5 mètres de profondeur qu'il a creusé, faisant six tués et soixante-quatre blessés.

L'aviation irakienne avait lancé, jeudi matin, une série de raids simultanés contre les installations des champs pétrolifères iraniens offshore de Rostam et de Sasan (centre du Golfe), situés à plus de 800 km des côtes de l'Irak. Selon un porte-parole militaire de Bagdad, les chasseurs irakiens auraient « détruit » les installations de Rostam et de Sasan et endommagé celles de terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg (nord-est du Golfe). — (AFP.)

Grève de l'audiovisuel public le 21 octobre

La grève générale du secteur public prévue pour le mardi 21 octobre sera également suivie par l'ensemble des sociétés de l'audiovisuel public. La CFDT-Radio-Télévision, le SNJ et le SNRT-CGT ont, en effet, déposé, mercredi 15 octobre, un préavis de grève pour ce même mardi. Il concerne TF1, A2, FR3, Radio-France, RFI (Radio-France-Internationale), RFO (Radio France-Occidentale), TFN, TDF, la SFP, FMI (France media internationale) et le GIA (Groupe audiovisuel).

En lançant cet appel à un arrêt de travail de vingt-quatre heures, les organisations syndicales concernées veulent exprimer les craintes que leur inspirent « la loi Léotard et les mesures budgétaires annoncées par M. Balladur ». Leurs principales inquiétudes portent sur l'impact de la loi de 1981, les ordres du gouvernement et les restrictions budgétaires pour le secteur public vont conduire à des licenciements, soit au cours de 1987, soit en 1988. Ils demandent que des négociations s'instaurent avec les autorités de tutelle. Les organisations syndicales veulent, d'autre part, que la convention collective continue de s'appliquer à TF1 privatisée. Enfin, ils exigent que les missions de service public — « garanties, en particulier, du pluralisme de l'information » — soient inscrites dans les cahiers des charges y compris celui de TF1.

La grève se traduira par un programme réduit des chaînes publiques. Canal Plus et la « 5 » diffusés par TDF, émettront seulement entre 19 h 30 et 22 heures. L'incertitude demeure pour TV6, qui, grâce à des relais satellites, peut espérer garder sa programmation habituelle.

De son côté, le comité La télé est à nous, appelle ses adhérents et ses comités locaux à se joindre aux manifestations qui auront lieu le 21 octobre.

Le Sénat et le découpage électoral

Le Sénat, qui devait examiner le projet de loi relatif au découpage électoral, a adopté, vendredi 17 octobre, par 221 voix contre 88 (PS, PC et MRG) une question préalable dont l'objet est de décider qu'il n'y a pas lieu à délibérer. La majorité entendait, par le recours à cette procédure, éviter que s'engage un débat sur les délimitations des futures circonscriptions législatives et accélérer ainsi l'adoption définitive du texte. Appuyé par le Parti communiste, le projet de loi (dont l'objet est de faire reconnaître que le texte actuel est contraire à la Constitution).

M. JACQUES TOUBON invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Jacques Toubon, secrétaire général de RPR, sera l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde » dimanche 19 octobre de 18 h 15 à 19 h 30.

Le député de Paris, maître du troisième arrondissement, répondra aux questions d'André Aronson et de Robert Solé, de *Le Monde*, et de Paul-Jacques Truffaut et de Jean-Yves Hollinger, de RTL. Le débat est dirigé par Alexandre Baillet.

Le numéro du « Monde » du 17 octobre 1986 a été tiré à 499 563 exemplaires.

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN : LES PRIX ! TISSUS RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A C D E F G H

Sur le vif

Grand oral

Moi, je dis toujours : la gaffe avec les enfants, c'est quand ils passent des concours. On se met dans des cas états ! Vous nous suriez vos, hier ! On attendait mon Jacques pour le 20 heures. On était déjà cassés à table. Enfin, il n'est pas. On le regarde bouche ouverte, fourchette en l'air : alors comment ça s'est passé ? Il était content, excité, un peu inquiet. Le grand oral du CIO, c'est fort comme niveau. Celui de l'ÉNA, d'ailleurs, ils l'ont surpassé, c'est bien à côté.

Il a présenté deux sujets. Albertville et Paris. Là, ce matin, on n'a pas encore les résultats, mais bon, même s'il est repoussé, ça sera déjà pas mal. Sur tout qu'ils lui ont posé tout un tas de questions. Dresser la liste des stations de métro, sans oublier les correspondances, entre le Parc des princes et Barcelone. Combien y a-t-il de dealers au Forum des Halles. Abdallah, Carlos et Abou Nidal, c'est qui ? Des pétroliers, des terroristes ou des rockers ? Rayez la mention inutile.

Remarque, depuis trois semaines, il a beaucoup étudié. Seulement, nous on avait pas de lui répéter, un examen aussi

difficile, ça se prépare pas à la dernière minute. Regarde les autres candidats, l'Espagnol, là, comment il s'appelle déjà... Gonzalez, fallait pas être tout le temps assis lui pour qu'il pose ses questions et ses dossiers.

Enfin, il a fait bonne impression. Il dit que quand il est passé, les membres du jury, des vieux croquants, docteurs, somnolents, se sont mis la main derrière l'oreille pour l'écouter parler. Faut reconnaître, à leur âge, ils ont un peu de mal à entendre. Ça, j'avais insisté auprès de mon Mimi : écoute, je te demande pas de la pérorer. Un bout de lettre, ça n'engage à rien. Vous savez le coup qu'il m'a fait ? Au lieu de l'écrire lui-même, il l'a dicté à sa secrétaire. Il a fallu que je me fâche pour qu'il rajoute la main : recevez l'expression de mes sentiments cordiaux. C'est un peu froid, un peu distant, vous trouvez pas ? Normal, il n'est pas tellement à ce qu'il réussisse, notre Jacques, des fois qu'après il se mette dans l'idée de le pousser vers la sortie et de lui piquer sa place à la tête de la boutique.

CLAUDE SARRAUTE.

Mort du violoniste Arthur Grumiaux

Le violoniste belge Arthur Grumiaux est mort, jeudi 16 octobre, à Bruxelles. Il était âgé de soixante-cinq ans.

Arthur Grumiaux était l'un des plus grands violonistes de notre époque, un des plus intenses musiciens. Ses interprétations si simples et si pures semblaient entourées de silence. Elles étaient toutes recherches, toutes parfaites, n'étaient guère la voix et se faisaient entendre à un moment, mais la beauté gagnait sans cesse en profondeur. Cette discrétion explique sans doute qu'il ne fut pas aussi célèbre que nombre de batteurs d'estrade. Grand interprète romantique, son répertoire n'en était pas moins très vaste, et l'on se rappelle le lyrisme lumineux qu'il donnait au *Concerto à la mémoire d'un ange* d'Alban Berg. Il était incomparable en musique de chambre, et son sonnet restera inséparable de ces sonnettes de Mozart et de Beethoven qu'il avait enregistrées avec Clara Haskil, dont il fut le partenaire huit ans durant.

J. L.

[Arthur Grumiaux était né en 1921 à Viller-Potvin (Belgique). Élève des conservatoires de Charleroi et de Bruxelles, il vint se perfectionner à Paris avec Georges Enesco. La guerre interrompit sa brillante carrière, car il refusa de jouer pendant l'occupation. Mais il fut ensuite un des interprètes les plus aimés à travers le monde, invité dans tous les festivals, et notamment par Casals à Prades.]

SCHÖN ! L'ALLEMAND DE A à Z Le répertoire qui soit tout. HATIER

Pour votre DEMENAGEMENT ODOUL AGENT DE demeco 16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30

PIANO : LE BON CHOIX • Vente à partir de 8.600 F ou 175 F par mois* (Crédit souple et personnalisé). • Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés. • Location à partir de 235 F par mois. • Service après-vente garanti. Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra. hamm 139, rue de Rennes, 75006 PARIS. Tél. 45 44 38 66 Parking à proximité.

DUCAL Spécialiste du convertible Robuste et peu encombrant, 1 ou 2 places (litres 0,65-0,80 - 120 et 140) Matelas DUCAL, latex ou polyether. Style ou moderne. Grand choix en exposition. 37, Avenue de la République 75011 PARIS Tél. 43.57.48.35 Métro : PARMENTIER

Je fais mes courses d'un coup de baguette **TeleMarket** Faites vos courses de votre fauteuil. **Le Monde sur Minitel** 36.15 tapez : LEMONDE LE MINITEL 9 TROUVE A QUI PARLER.

مكتبة الأمل